GUIDE DE LA DETTE AFRICAINE

DEVELOPMENT REIMAGINED

JANVIER 2021

TABLE DES MATIÈRES

1 INTRODUCTION AU GUIDE

2 EN QUOI CE GUIDE EST-IL DIFFÉRENT?

4 QUE RÉVÈLE LE GUIDE?

13 APERCU DU CONTINENT
14 AFRIQUE DU SUD
19 ANGOLA
24 CAP-VERT
29 CAMEROUN
34 RÉPUBLIQUE DU CONGO
39 DJIBOUTI
44 ÉGYPTE
49 ÉTHIOPIE
54 GHANA
60 KENYA
65 MAURICE
69 MAURITANIE
74 MAROC
78 MOZAMBIQUE
82 NIGERIA
87 SOUDAN
92 TOGO
97 TUNISIE
101 ZAMBIE
106 ZIMBABWE

111 ANNEXE I: GLOSSAIRE

116 ANNEXE II: ÉVALUATION DE L'INDICE DE TRANSPARENCE DE LA DETTE

118 ANNEXE III: SIGNATAIRES AFRICAINS DE L'INITIATIVE DES « NOUVELLES ROUTE DE LA SOIE »

120 RÉFÉRENCES

INTRODUCTION AU GUIDE

Il est courant que les analyses économiques des pays africains regroupent l'ensemble du continent. Le terme « Afrique » est souvent utilisé comme une large généralisation pour un ou un petit groupe de pays africains. Cela n'est pas utile et contribue à une perception qui assimile un seul pays à tout un continent. L'Afrique n'est pas un pays.

En gardant cela à l'esprit, il est opportun de faire preuve d'une bonne dose de scepticisme à l'égard des allégations de « crises de la dette africaine » ou de « crises économiques africaines ».[1] La diversité des expériences économiques et politiques à travers le continent nécessite une analyse de la viabilité et de la vulnérabilité de la dette au niveau des pays. Le présent guide s'efforce d'y parvenir.

Notre analyse porte sur 20 pays d'Afrique choisis en raison de leur endettement, notamment des ratios dette-PIB relativement élevés et/ou de leur dépendance relative à l'égard du crédit chinois. Représentant plus de 70 % de l'encours total de la dette africaine en 2018, ces 20 pays sont les plus susceptibles de connaître des difficultés pendant la pandémie, ce qui justifie le choix de les cibler et de mieux les comprendre.

Chaque aperçu de pays utilise une combinaison de données de séries chronologiques, de prévisions et une analyse qualitative de la position de la dette de chaque pays pour explorer les niveaux d'endettement, la diversification économique, la mobilisation des ressources et la dépendance à l'égard des emprunts chinois. Ce rapport utilise également un nouvel « indice de transparence de la dette » qui vise à évaluer l'approche de chaque gouvernement pour rendre les données relatives à la dette publique transparentes et ouvertes à l'analyse de la société civile. La méthodologie et le score de chaque pays se trouvent en annexe.

Le présent guide a été rédigé pour être lu et compris par des personnes ayant une formation non technique. Il donne un aperçu synthétique de la situation actuelle de la dette dans chaque pays, ce qui signifie que le lecteur peut feuilleter le guide et comprendre la situation de la dette des pays qui l'intéressent, sans être obligé de lire le guide dans son intégralité. Les chiffres clés et les statistiques peuvent également être utilisés pour comparer les pays entre eux, si le lecteur le souhaite. Un glossaire en annexe fournit également des définitions et des explications de tous les termes techniques utilisés dans le guide.

EN QUOI CE GUIDE EST-IL DIFFÉRENT?

Le guide ne se limite pas à fournir des informations factuelles. Il vise également à fournir ces informations sous un angle — un récit « libre » — qui a pour principes fondamentaux de base la reconnaissance de la capacité de décision, la redevabilité et l'équité en Afrique.

Plus précisément, il est important que les lecteurs perçoivent les six innovations de ce guide qui le distinguent des autres sources d'information sur ce sujet. Il s'agit de:

1. Le guide fournit un contexte historique des niveaux d'endettement des pays — en remontant jusqu'aux années 1970 lorsque les données sont disponibles. Il ne se limite donc pas seulement à examiner les tendances depuis les années 2000 qui, dans de nombreux cas, montreront une augmentation de la dette — puisque plusieurs pays africains ont bénéficié d'une annulation de leur dette juste cette période. Il vise également à distinguer si l'augmentation des charges de la dette s'est produite dans le passé en raison de nouveaux projets ou d'une hausse des taux d'intérêt — élément important, puisque le premier peut avoir un impact matériel sur les vies, tandis que le second ne constitue qu'un coût plus élevé.

2. Le guide reconnaît explicitement que, pour chaque pays, de nouveaux financements sont nécessaires pour atteindre les objectifs de développement durable, et que plus un pays est pauvre, plus ces besoins sont susceptibles d'être élevés. En outre, plus un pays est pauvre, moins il a de possibilités de financement par les impôts ou l'épargne nationale, et donc plus il a besoin de prêts de la part de créanciers internationaux. En exposant ce besoin, le guide clarifie l'énigme dans laquelle se trouvent les pays les plus pauvres en ce qui concerne le niveau d'endettement — ils ont besoin de plus de fonds des créanciers extérieurs, mais sont souvent soumis (par d'autres analystes) aux mêmes « limites de crédit » que les pays plus riches.

3. Le guide examine et compare toutes les contributions que les principaux créanciers ont apportées dans le passé à l'annulation/à l'allégement de la dette. Il inclut en particulier l'allégement de la dette de la Chine — qui est généralement exclue de ces chiffres parce que la Chine n'a pas rejoint le « Club de Paris » et ne s'est pas coordonnée avec d'autres créanciers bilatéraux ou multilatéraux pour accorder ses allégements de la dette. Néanmoins, les pays concernés en ont tout de même bénéficié. Nous en prenons donc acte là où il est intervenu — en fournissant des comparaisons avec d'autres créanciers pour le contexte, le cas échéant — nous précisons également si les pays ont été ou non inclus dans les programmes coordonnés d'allégement de la dette.

4. Le guide vise à orienter les lecteurs vers la reddition de comptes aux citoyens des pays africains en matière de décisions financières — par opposition à la reddition de comptes au système international. Un exemple de cette approche est la méthodologie de l'indice de transparence de la dette. Par ailleurs, en ce qui concerne la COVID-19, le guide commence par décrire les mesures financières que les gouvernements ont prises pour répondre à la COVID-19, puis à qui ils se sont adressés pour obtenir un soutien financier. Cette mise en contexte vise à appuyer l'hypothèse que les gouvernements s'acquittent (généralement) de leurs responsabilités envers les citoyens lorsqu'ils demandent des financements, et non qu'ils agissent de mauvaise foi en raison de la disponibilité de financements extérieurs.

5. Le guide cherche à attribuer une capacité d'action aux gouvernements africains. Par exemple, en ce qui concerne le nouveau soutien financier accordé face à la COVID-19, le guide ne déclare pas, par exemple, qu'un créancier multilatéral ou bilatéral a simplement accordé un nouveau prêt ou une nouvelle aide — comme une sorte d'œuvre caritative. Par contre, il indique clairement que les gouvernements africains ont pris la décision de consentir de tels prêts ou aides et qu'ils doivent donc rendre compte de ces décisions à leurs citoyens, maintenant et à long terme. Pour cette raison, le guide définit également les conditions des nouveaux prêts, lorsque des données et informations sont disponibles.

6. Le cas échéant, Le guide souligne les inégalités du système international. Par exemple, il explique quand/pourquoi seuls certains pays sont ou ne sont pas évalués par des créanciers extérieurs ou d'autres organisations pour les questions de dette, et ce que ce traitement différencié pourrait impliquer pour l'avenir. À ce titre, il aide les lecteurs à comprendre eux-mêmes que le principe moral d'« universalité » que promeut l'ONU depuis 2015, selon lequel chacun et chaque pays doivent être considérés comme ayant une responsabilité commune dans la réalisation des ODD — et donc que tous les objectifs s'appliquent à tous les pays à la fois comme des ambitions et des défis — n'est pas encore correctement et systématiquement appliqué.

Grâce à ces six approches innovantes, nous espérons inciter les lecteurs à replacer dans leur contexte les situations auxquelles les pays et les citoyens pauvres sont confrontés aujourd'hui et à l'avenir, et à s'en inspirer pour trouver de nouvelles solutions qui permettront de réduire la pauvreté dans le monde et assurer un développement durable, tout en évitant de retomber dans les erreurs du passé.

QUE RÉVÈLE LE GUIDE?

Le guide est organisé en quatre sections pour chaque pays et les résultats globaux de chaque section peuvent être résumés comme suit.

Historique de la dette Africaine

Au cours des quatre dernières décennies, les performances macroéconomiques de l'Afrique ont à la fois stagné et progressé considérablement. De la fin des années 1970 jusqu'au milieu des années 1990, la plupart des pays africains ont pris du retard en raison d'une crise de la dette. Avant cette période, de nombreux pays — en particulier ceux qui sortaient de la colonisation — utilisaient les recettes de leurs exportations, ainsi que les prêts d'autres gouvernements et de banques privées internationales (le « secteur privé ») comme moyen de renforcer leurs infrastructures et leurs capacités industrielles.

En 1979, avec le deuxième choc pétrolier, en particulier, beaucoup ont connu ce que l'on peut appeler aujourd'hui plusieurs « rhinocéros gris » — une combinaison de baisse des cours des matières premières, de hausse rapide des taux d'intérêt de la dette existante et de conditions climatiques défavorables. En outre, l'instabilité politique et une multitude d'autres problèmes spécifiques à chaque pays ont ainsi été constatés dans bon nombre de ces mêmes pays.[2] Dans de nombreux pays, le soutien financier des organisations multilatérales s'est accompagné de « programmes d'ajustement structurel » (PAS), qui visaient à limiter les dépenses publiques tout en faisant appel au secteur privé pour fournir des services publics. La croissance du PIB par habitant du continent s'est contractée en trois ans seulement, de 1977 à 1994,[3] en raison du défaut de paiement de la dette de certains pays africains, de la chute des revenus due à la faiblesse des cours des matières premières et de la privatisation découlant des PAS, qui a élargi plutôt que réduit la capacité des citoyens à accéder aux produits de première nécessité.

Le retour de la croissance mondiale à la fin des années 1990 s'est accéléré tout au long des années 2000, et la crise de la dette a pris fin peu après la mise en œuvre de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE), qui a permis d'annuler environ 100 milliards de dollars de dette extérieure dans 31 pays africains et 6 pays d'autres continents.[4] Dans le cadre de l'initiative PPTE, les 20 pays mentionnés dans ce guide ont demandé et obtenu un allégement de la dette d'un montant total de 12,5 milliards de dollars auprès des créanciers traditionnels du « Club de Paris » et des organisations multilatérales. Cependant, 11 des 20 pays mentionnés dans ce guide n'ont pas été inclus dans l'initiative PPTE pour diverses raisons.[5] Néanmoins, l'allégement de la dette (souvent classée comme aide étrangère) ayant libéré des ressources financières pour l'investissement dans les infrastructures et les dépenses socio-économiques et/ou la hausse des prix des matières premières, les gouvernements ont restructuré leurs économies et la paix est revenue dans les zones précédemment en conflit.

Au début des années 2010, l'Afrique est devenue le continent à la croissance la plus rapide, avec près de la moitié de ses 55 pays ayant atteint le statut de pays à revenu intermédiaire en 2012.[6] Certains pays ont réussi à transformer cette croissance en une réduction de la pauvreté, atteignant au moins certains des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) des Nations unies avant leur échéance de 2015. Mais pour beaucoup d'entre eux, la croissance démographique continue a réduit cette possibilité.

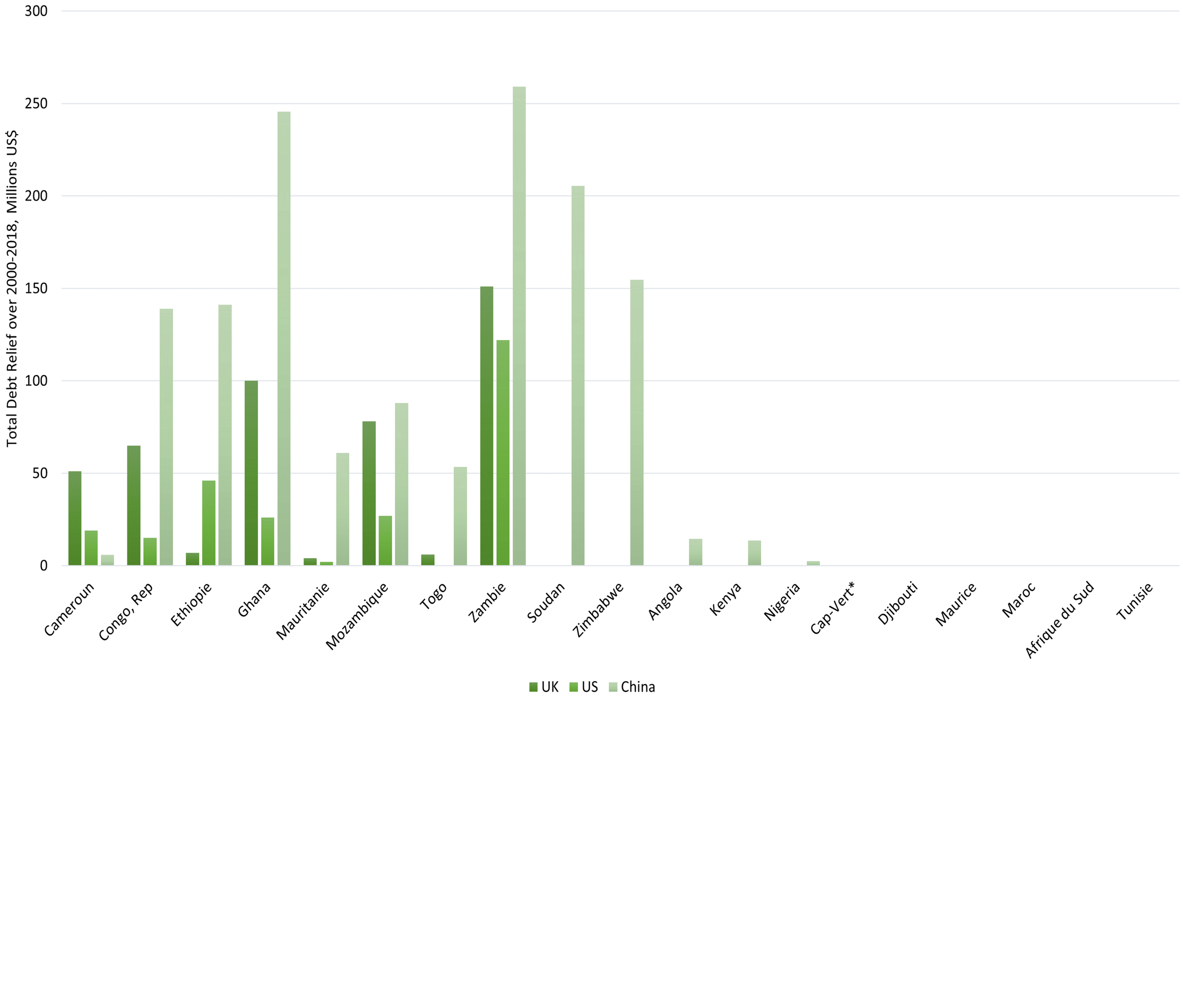
Le rôle du financement Chinois

Au cours des quatre dernières décennies, la Chine s'est développée, et les pays africains ont sollicité davantage de prêts de la Chine au fil du temps, ainsi que d'autres économies émergentes et des donateurs bilatéraux et multilatéraux traditionnels. La Chine est donc devenue aujourd'hui un acteur bilatéral majeur dans le portefeuille de la dette africaine. L'Initiative de recherche Chine-Afrique (CARI) estime qu'entre 2000 et 2018, les engagements de prêts chinois auprès du gouvernement et des entreprises d'État africains se sont élevés à 148 milliards de dollars US.[7]

Toutefois, de même que les autres créanciers, la Chine a fait preuve de souplesse et d'ouverture pour annuler ou restructurer la dette afin d'aider les pays africains à alléger le fardeau de leur dette, même si elle ne coordonne pas son action avec celle des autres.[8] Depuis l'an 2000, notre groupe de 20 pays considérés ont sollicité et obtenu plus de 1,3 milliard de dollars sous forme de rallongement de la Chine et ont réalisé des milliards de restructuration de dette, telle que l'allongement de la maturité de la dette ou prolonger la période de grâce. Toutefois, 6 des 20 pays n'ont bénéficié d'aucun allégement de la dette, du moins pas officiellement.[9]

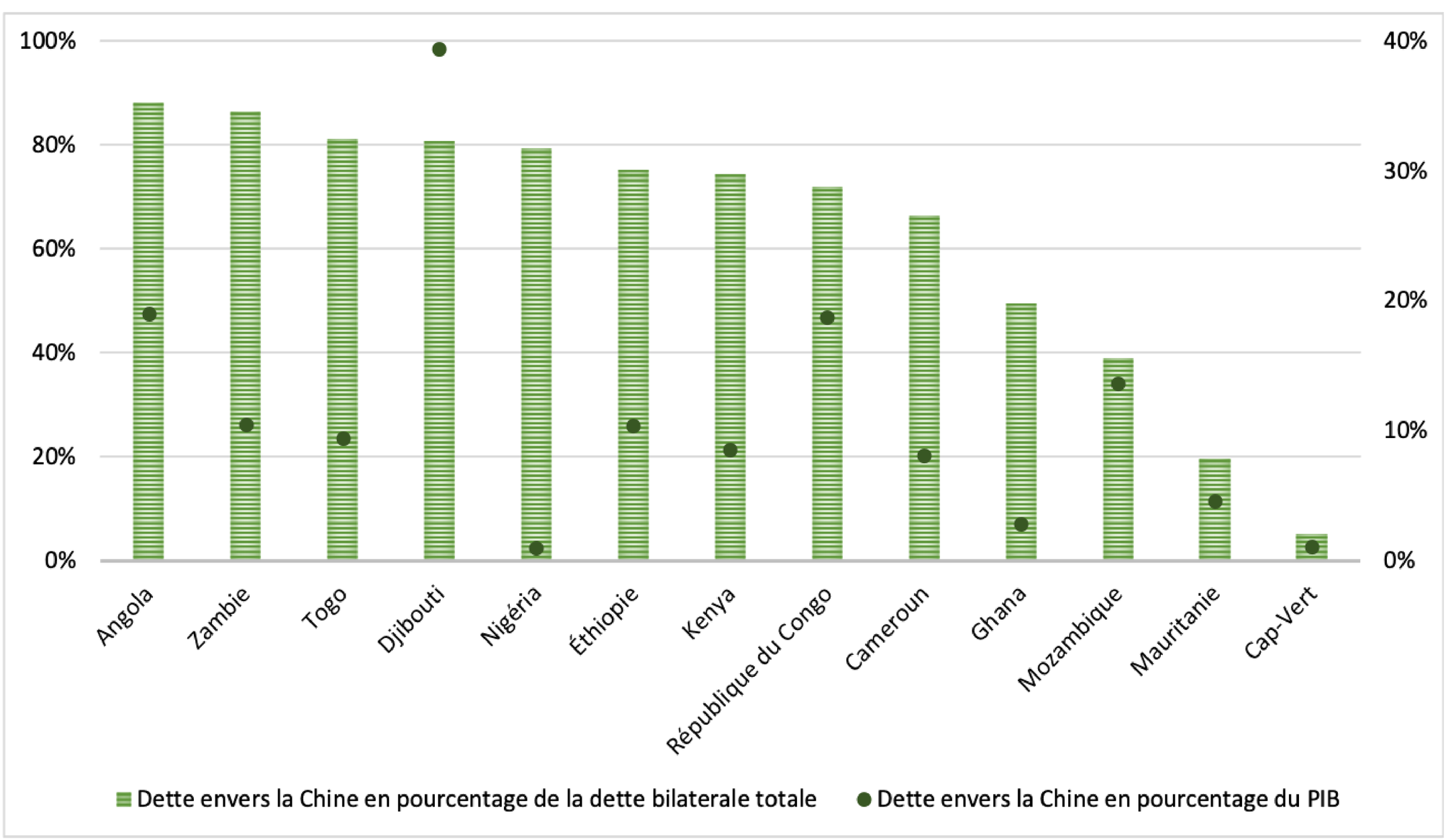
Comme le montre le tableau ci-dessous, les niveaux d'allégement accordés par la Chine pour chaque pays étaient assez comparables - et dans la plupart des cas dépassaient - les niveaux accordés par d'autres créanciers bilatéraux du « Club de Paris » qui se sont coordonnés entre eux.

Figure 1 : Dette annulée par la Chine comparée à la dette annulée par d'autres créanciers bilatéraux sur la période 2000-2018 dans 20 pays sélectionnés



L'impact actuel des prêts chinois sur les niveaux d'endettement et les remboursements en Afrique varie d'un pays à l'autre en fonction de leur géographie, de leurs ressources naturelles, de l'étendue de leurs liens historiques et de leur accès aux financements européens et américains, ainsi que de différentes conditions des prêts proposés. Les pays riches en ressources naturelles, comme l'Angola, la Zambie, la République du Congo et le Mozambique, semblent avoir historiquement cherché à obtenir davantage de financements de la Chine que d'autres.

Figure 2 : Prêts de la Chine en pourcentage de tous les prêts des créanciers bilatéraux officiels et Prêts de la Chine en pourcentage du PIB, 2018



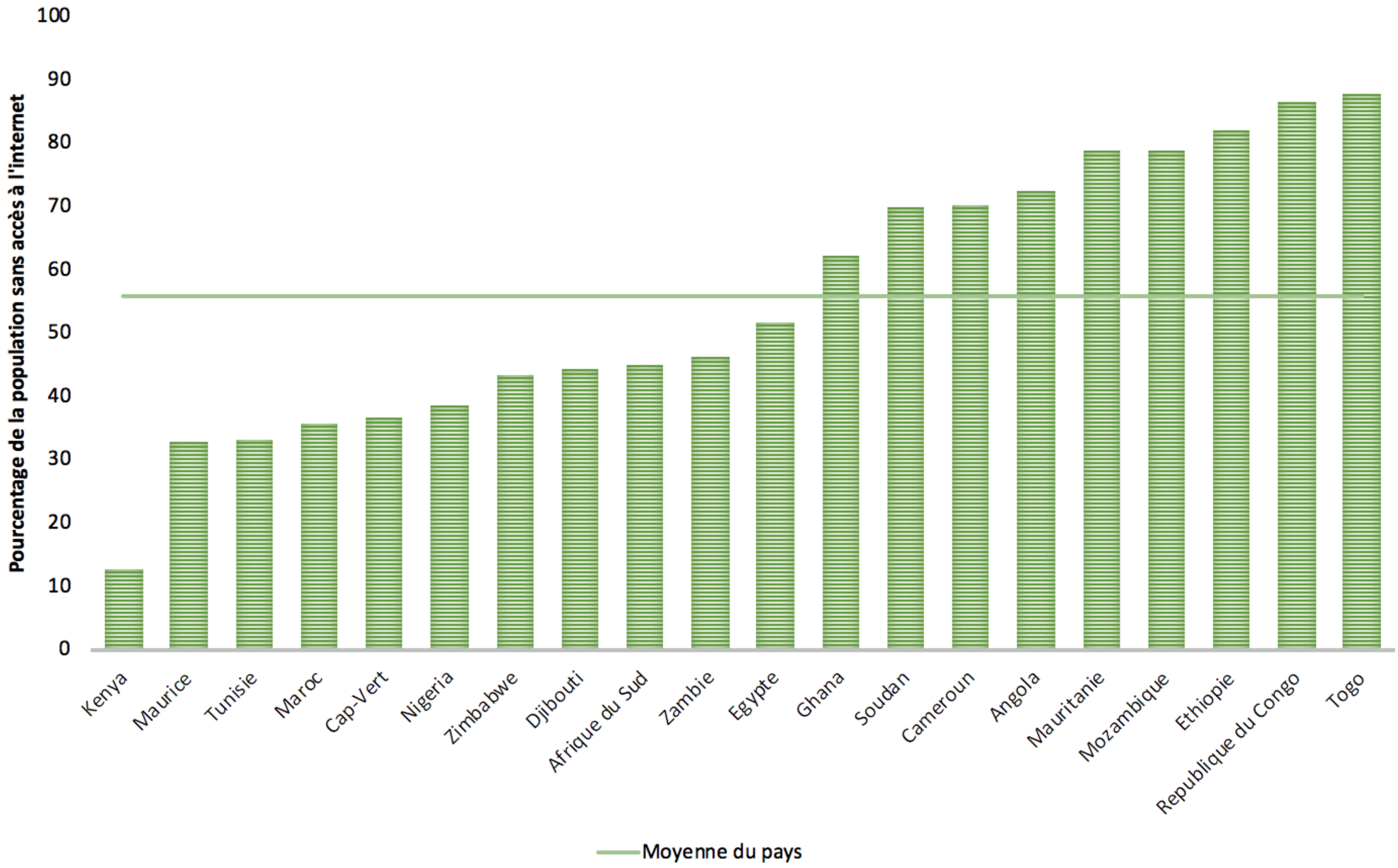
Les défis actuels du continent africain

En dépit des nets progrès réalisés en matière de croissance et de pauvreté dans les pays africains au cours des deux dernières décennies, il subsiste des problèmes de développement à plus long terme sur le continent qui, dans certains cas, ne peuvent être résolus que par des financements extérieurs, en particulier des prêts.

La Banque africaine de développement estime que les besoins de financement en infrastructures de l'Afrique pourraient atteindre 170 milliards de dollars par an d'ici 2025, avec un déficit de financement extérieur estimé se situer entre 68 et 108 milliards de dollars par an.[10] Ce chiffre ne tient même pas compte des besoins de financement public (ou privé) pour atteindre les ODD non liés aux infrastructures — tels que certains aspects de l'éducation ou de la santé. Bien que des données complètes et détaillées ne soient pas disponibles pour pouvoir définir les besoins de financement spécifiques en matière d'infrastructures ou d'ODD par pays, il est possible d'utiliser des estimations pour comprendre l'ampleur des défis qui restent à relever pour les différents pays.

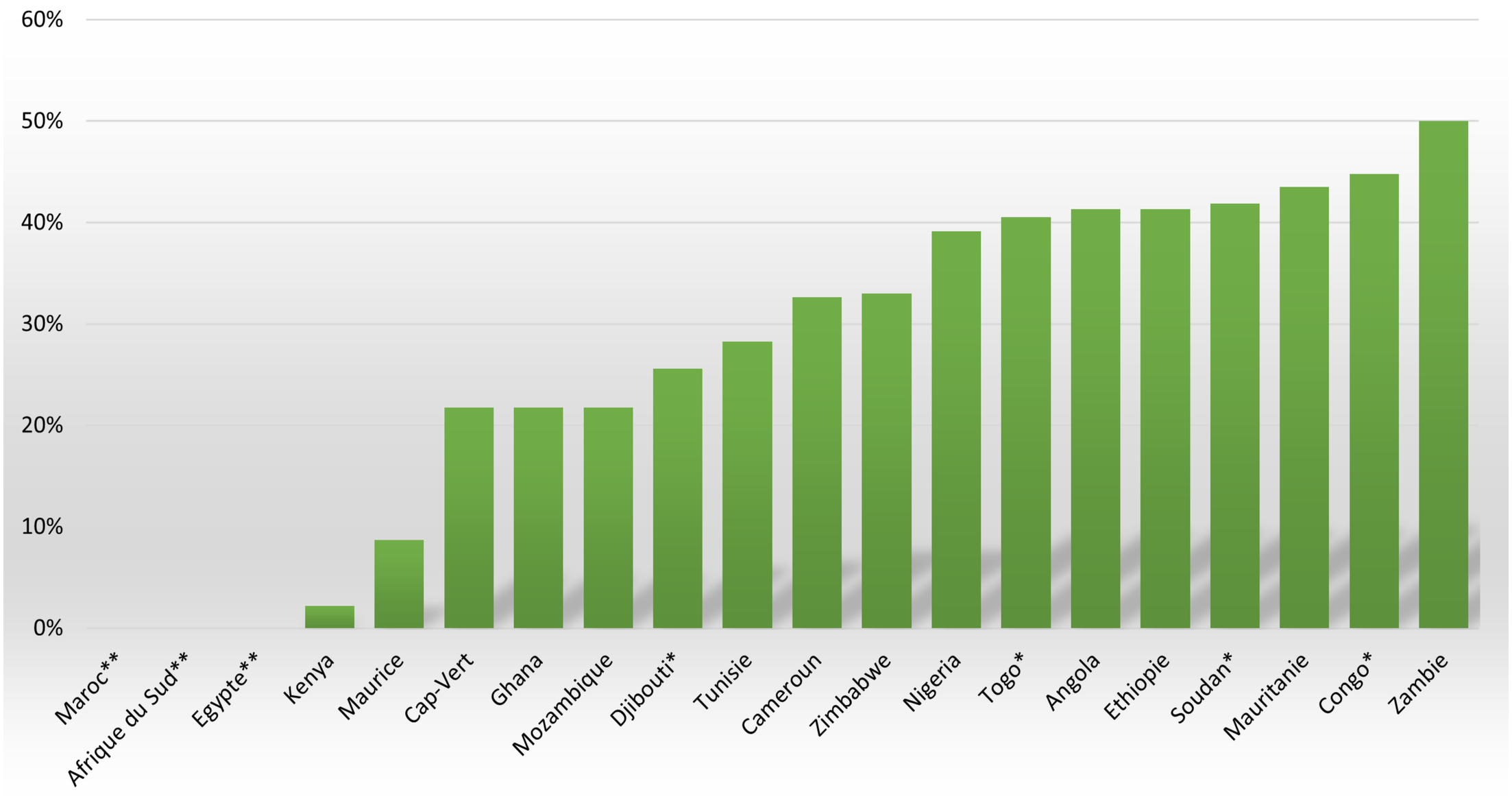
Par exemple, en moyenne, 30 % et 39 % de la population des 20 pays présentés dans ce guide — dont certains sont les plus développés du continent — n'ont toujours pas accès à l'électricité et à l'eau.

Figure 3 : Pourcentage de la population n'ayant pas accès à l'électricité dans les 20 pays africains sélectionnés, 2018



L'utilisation d'Internet a connu une croissance rapide au cours de la dernière décennie, mais une grande partie de la population n'y a toujours pas accès. Huit pays figurant dans ce guide doivent plus que doubler le nombre de kilomètres de routes dont ils disposent pour atteindre un niveau d'infrastructure routière similaire à celui de la Chine — ce qui en soi n'est pas encore terminé. Les infrastructures portuaires sont également insuffisantes dans la majorité des pays sélectionnés.

Figure 4 : Améliorations nécessaires des infrastructures portuaires pour atteindre les niveaux de la Chine dans les 20 pays africains sélectionnés



**Se concentre sur les infrastructures commerciales et de transport plutôt que sur les infrastructures portuaires*
***Le Maroc, l'Afrique du Sud et l'Égypte ont dépassé les niveaux chinois d'infrastructures portuaires*

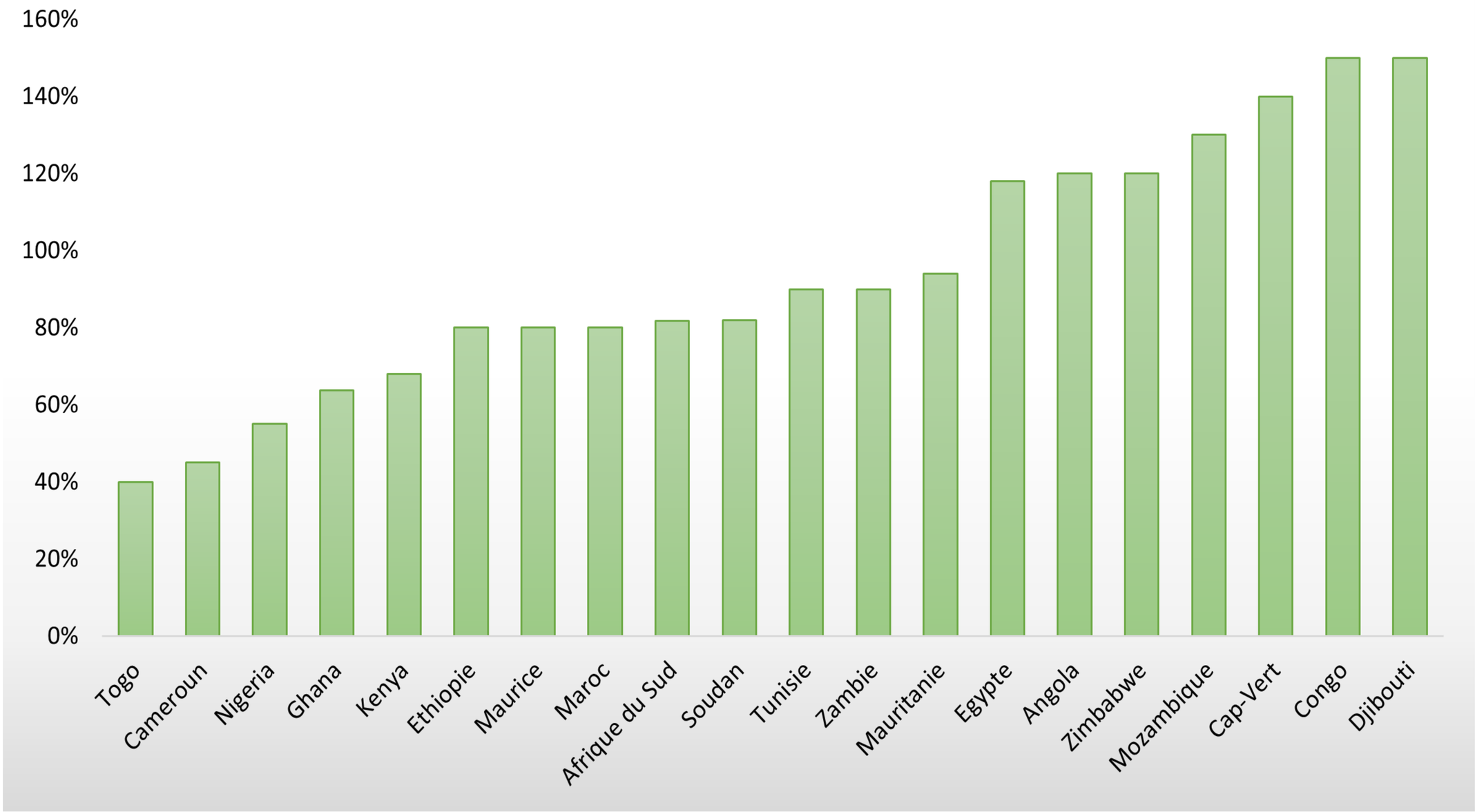
Dans le même temps, les portefeuilles de dettes sont devenus (à nouveau) plus complexes. Ayant « quitté » leur statut de pays à revenu faible ou de pays les moins avancés, de nombreux pays africains sont devenus inéligibles à des prêts multilatéraux et à des subventions à des conditions très favorables. Ils ont donc transféré l'encours de leur dette à la Chine et à d'autres économies émergentes (comme indiqué dans la section précédente), ainsi qu'à des obligations financées par le marché et assorties de taux d'intérêt plus élevés. Plus d'une douzaine de pays du continent ont émis des obligations souveraines au cours de la dernière décennie, ce qui a favorisé l'indépendance et l'intégration financières, mais a aussi fait apparaître de nouveaux risques.[11]

En conséquence — surtout après la baisse des prix du pétrole à la fin des années 2010 — les niveaux d'endettement ont de nouveau augmenté, le ratio global de la dette par rapport au revenu national se rapprochant dans un ou deux cas des niveaux enregistrés avant le programme PPTE. Cela a suscité des inquiétudes quant à une nouvelle crise de la dette. En 2019, avant le COVID-19, le FMI classait près d'un tiers des pays africains en situation de risque ou de surendettement.[12]

Cependant, une analyse plus approfondie révèle que les pays ont des schémas d'accumulation de la dette très différents. En 2020, le Congo et Djibouti devraient atteindre des niveaux de dette publique de 150 % du PIB, tandis que le Togo et le Cameroun auront des niveaux de 40 % et 45 % respectivement. La moyenne des 20 pays étudiés est de 94 %, un chiffre supérieur aux seuils traditionnels suggérés par le FMI, mais qui masque également les différences sous-jacentes entre les pays.

Comme indiqué ci-dessus, la source de la dette varie également selon les pays — la dette due à la Chine en pourcentage du PIB a atteint 39 % pour Djibouti, et 19 % pour l'Angola et la République du Congo. En revanche, ce chiffre n'atteint que 1 % et 3 % pour le Cap-Vert et le Ghana respectivement, qui dépendent de créanciers plus traditionnels et multilatéraux.

Figure 5 : Niveaux de la dette publique en 2020 en pourcentage du PIB



En outre, les fondamentaux macroéconomiques de ces pays, et de tous les pays africains, sont très variables : le FMI a également prévu qu'en 2019, 6 des 10 pays ayant la croissance la plus rapide au monde se trouveraient en Afrique — à savoir : le Soudan du Sud (8,2 %), le Rwanda (8,1 %), la Côte d'Ivoire (7,3 %), l'Éthiopie (7,2 %), le Sénégal (6,8 %) et le Botswana et le Bénin (6,7 %). Ces taux de croissance n'étaient pas hors du commun. Par exemple, l'Éthiopie a connu des taux de croissance économique à deux chiffres en moyenne depuis 2004. En moyenne, les pays africains ont connu une croissance de 3,5 % en 2019, et avant la COVID-19, le FMI prévoyait une croissance de 4 %.

Impact de la COVID-19 sur le financement

En raison de la pandémie de COVID-19, les budgets publics sont confrontés à des défis immédiats importants. Dans l'ensemble, les gouvernements africains ont mis de côté 68 milliards de dollars pour répondre aux défis économiques et sanitaires de la COVID-19, ce qui équivaut à une moyenne de 2,5 % du PIB, mais varie considérablement en fonction des besoins et de la marge de manœuvre budgétaire disponible. Dans le même temps, en raison des répercussions économiques de la COVID-19, ils doivent faire face à une réduction de leur capacité à percevoir des recettes fiscales en raison d'une baisse des investissements et de la consommation.

En conséquence, le FMI a modifié la classification de la dette de nombreux pays africains. Sur les 20 pays figurant dans ce rapport, le FMI suggère désormais que quatre sont déjà en situation de surendettement (République du Congo, Mozambique, Soudan, Zimbabwe), et huit autres à haut risque de surendettement. La coalition *Jubilee Debt Campaign* a quant à elle estimé que six pays quelque peu différents sont en crise d'endettement (Angola, République du Congo, Ghana, Mozambique, Zambie et Zimbabwe) et que dix autres risquent de connaître une crise d'endettement en 2020, seuls le Cap-Vert, Maurice, le Nigeria et l'Afrique du Sud y échappent.

Toutefois, comme indiqué ci-dessus, les fondamentaux macroéconomiques varient d'un pays à l'autre et ne correspondent pas nécessairement aux évaluations du FMI ou de la coalition *Jubilee Debt Campaign* mentionnées ci-dessus. En dépit des perturbations économiques en 2020, l'Éthiopie devrait par exemple continuer à connaître une croissance de 3,4 %, soit la croissance la plus rapide des pays analysés. D'autre part, l'économie du Soudan voisin devrait se contracter de plus de 7 % en 2020, prolongeant ainsi sa récession économique jusqu'à la troisième année.

Ainsi, alors que tous les pays couverts par ce rapport devraient enregistrer des déficits budgétaires en 2020, avec un déficit moyen de 6,8 %, ce qui est inattendu compte tenu du coup porté à la mobilisation des recettes, l'ampleur du déficit varie également beaucoup. Le FMI prévoit que le Zimbabwe, le Congo, l'Angola et l'Éthiopie auront tous des déficits inférieurs à 4 %, tandis que le déficit budgétaire de l'Afrique du Sud et du Ghana devrait dépasser 14 %. En outre, ces problèmes économiques sont circonstanciels plutôt que systémiques : le continent devrait renouer avec la croissance en 2021 à un taux global de 3,7 %.

En outre, les créanciers extérieurs et les organisations internationales sont intervenus pour aider à la stabilisation de la balance des paiements dans plusieurs pays. En avril 2020, le Comité du développement de la Banque mondiale et les pays du G20 ont approuvé l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD) pour aider les pays les plus pauvres à faire face à la COVID-19. Dans le cadre de cette initiative, les pays éligibles peuvent bénéficier d'une suspension du service de la dette envers leurs créanciers bilatéraux officiels — dont la Chine — d'ici la fin de l'année 2020, et cette suspension a été récemment prolongée jusqu'au milieu de l'année 2021.

À la fin novembre 2020, les économies totales réalisées dans le cadre de l'initiative pour les pays africains éligibles étaient estimées à 5,8 milliards de dollars. Ce chiffre représente moins de 10 % du budget total des gouvernements africains pour faire face à la COVID-19, mais certains ont également demandé des subventions et (principalement) des prêts au FMI et à la Banque mondiale.[13] L'importance de l'engagement de la Chine dans cette initiative ne peut être surestimée, bien qu'il réside une certaine ambiguïté sur la composition du portefeuille des prêts concessionnels et commerciaux de la Chine.

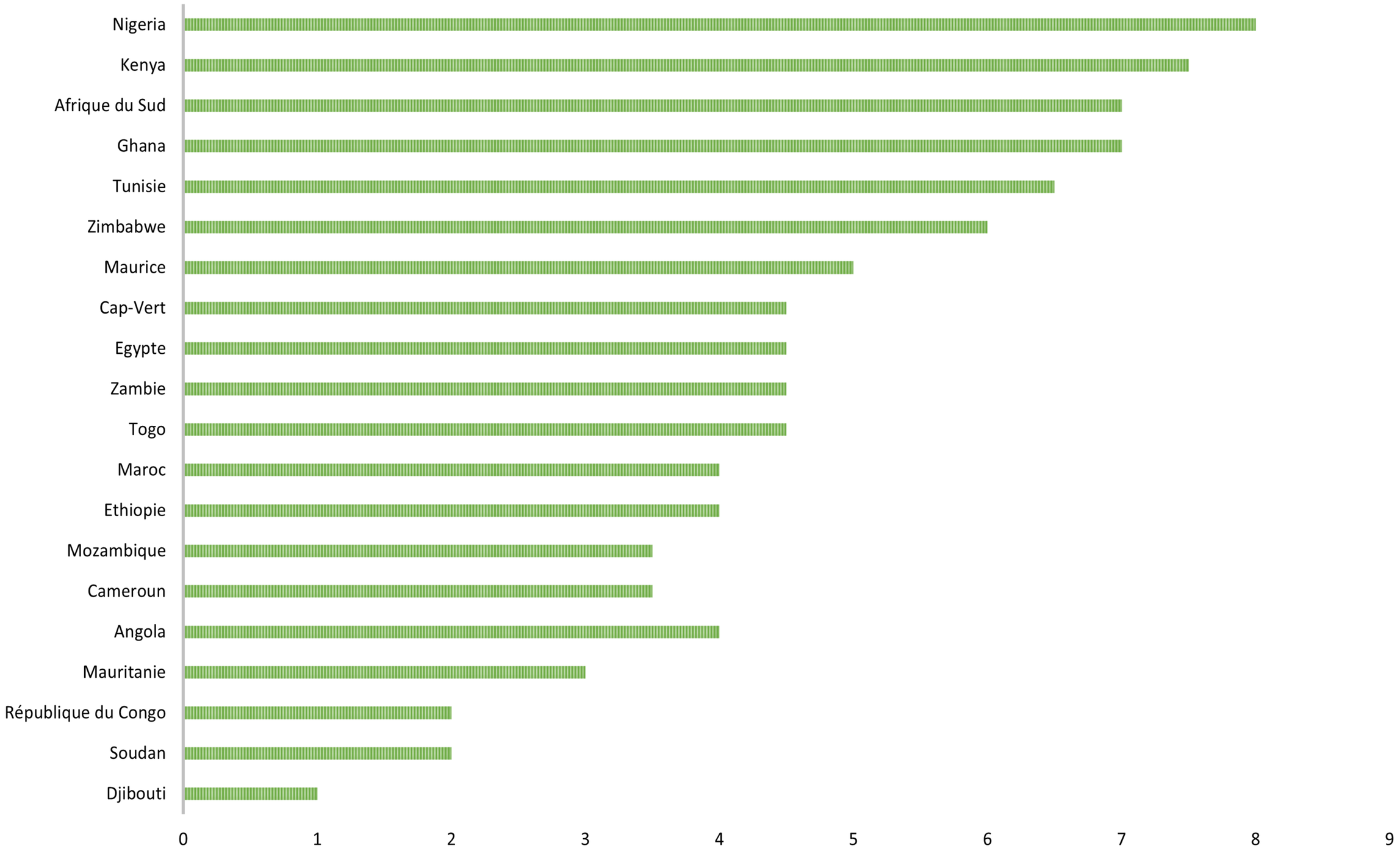
Malgré toutes ces initiatives, il ne fait aucun doute que ces questions et défis devront continuer à être abordés en 2021 et dans les années à venir. La COVID-19 a renforcé le besoin de financement en infrastructures, en particulier les infrastructures numériques. L'accord sur la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) a été approuvé par les dirigeants africains, mais il ne permettra pas d'assurer la croissance économique si la logistique régionale et nationale est limitée. Le changement climatique entraîne des coûts supplémentaires sur les infrastructures en matière d'adaptation et de résilience ainsi que pour assurer une croissance verte, en particulier dans le domaine des énergies renouvelables.

Toutefois, les pays africains semblent vouloir continuer à accéder à des financements extérieurs pour répondre à ces besoins — y compris, si possible, au financement chinois pour le développement. Par exemple, 44 pays au total (dont la liste figure à l'annexe III) ont signé des protocoles d'accord avec la Chine dans le cadre de son initiative « Nouvelle route de la soie ».[14]

Figure 6 : Signataires de la Nouvelle route de la soie de la Chine (surlignés en bleu)

Il faudra utiliser tout nouveau financement — y compris celui de la riposte à la COVID-19 — de manière productive, en veillant à ce que chaque cedi, shilling ou rand dépensé aide les citoyens à améliorer leur niveau de vie à court ou à long terme. La bonne nouvelle est que de plus en plus de gouvernements mettent en place des mécanismes de reddition de comptes aux citoyens, y compris dans les pays dont les citoyens semblent très préoccupés par les niveaux d'endettement, comme le Kenya, le Nigeria et le Ghana, comme le suggère l'indice de transparence de la dette récemment élaboré pour ce guide.

Figure 7 : Indice de transparence de la dette pour une sélection de 20 pays africains (sur un maximum de 8)



Il ne fait cependant aucun doute que d'autres améliorations peuvent être apportées, y compris pour certains pays qui, selon les données disponibles, ont un niveau d'endettement élevé ou des difficultés budgétaires — comme Djibouti, le Congo et le Soudan.

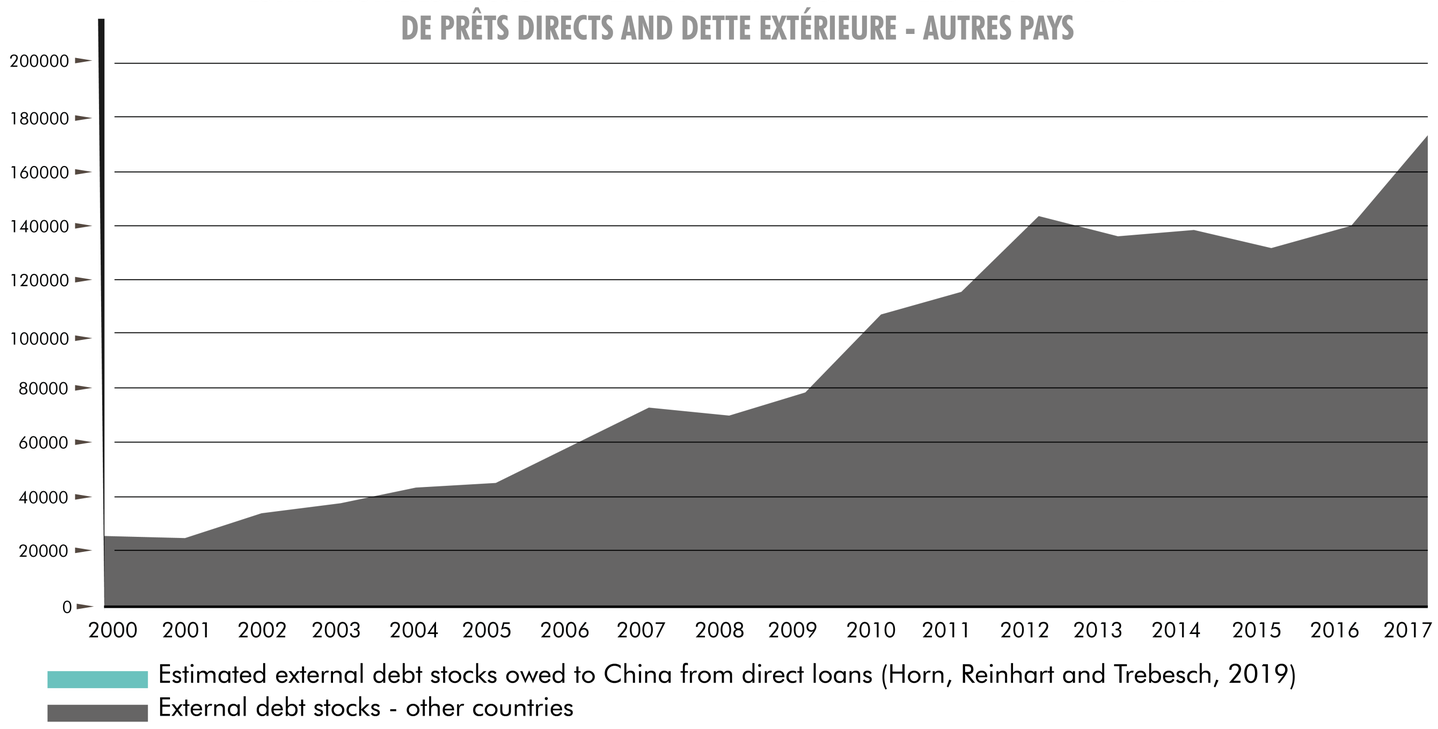
Ce guide fournit donc le contexte pour explorer des solutions aux problèmes de financement, solutions qui dépendent de l'adaptation des débiteurs et des créanciers aux nouvelles circonstances. Dans le cas contraire, le monde pourrait simplement assister à une répétition de la situation qui a suivi le choc pétrolier des années 1970, situation qu'il convient d'éviter à tout prix.

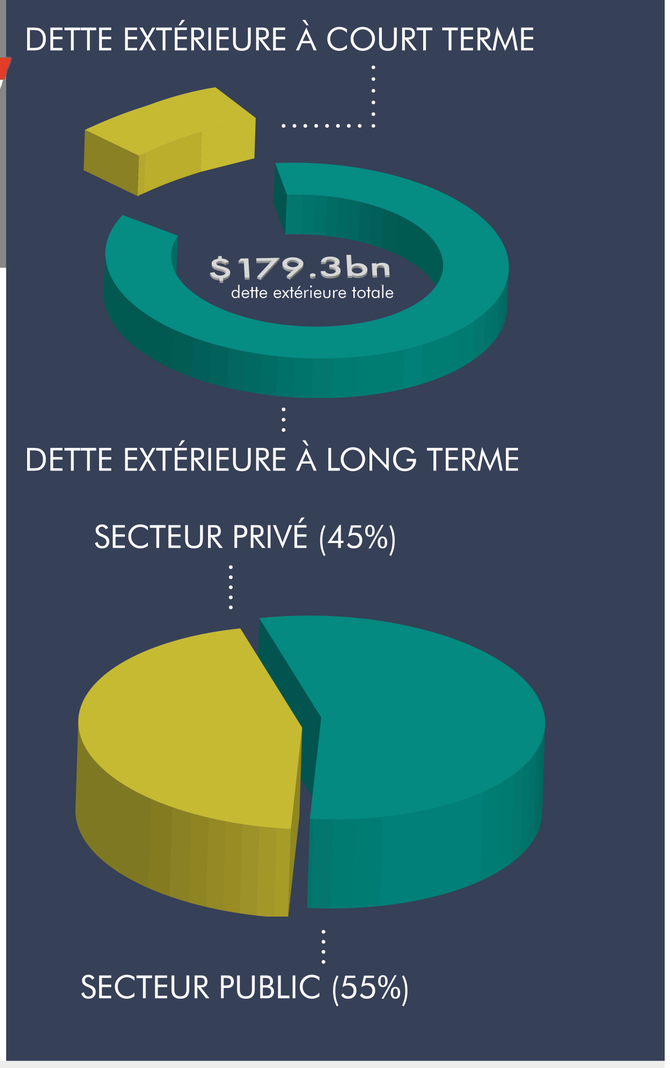
APERCU DU CONTINENT

AFRIQUE DU SUD

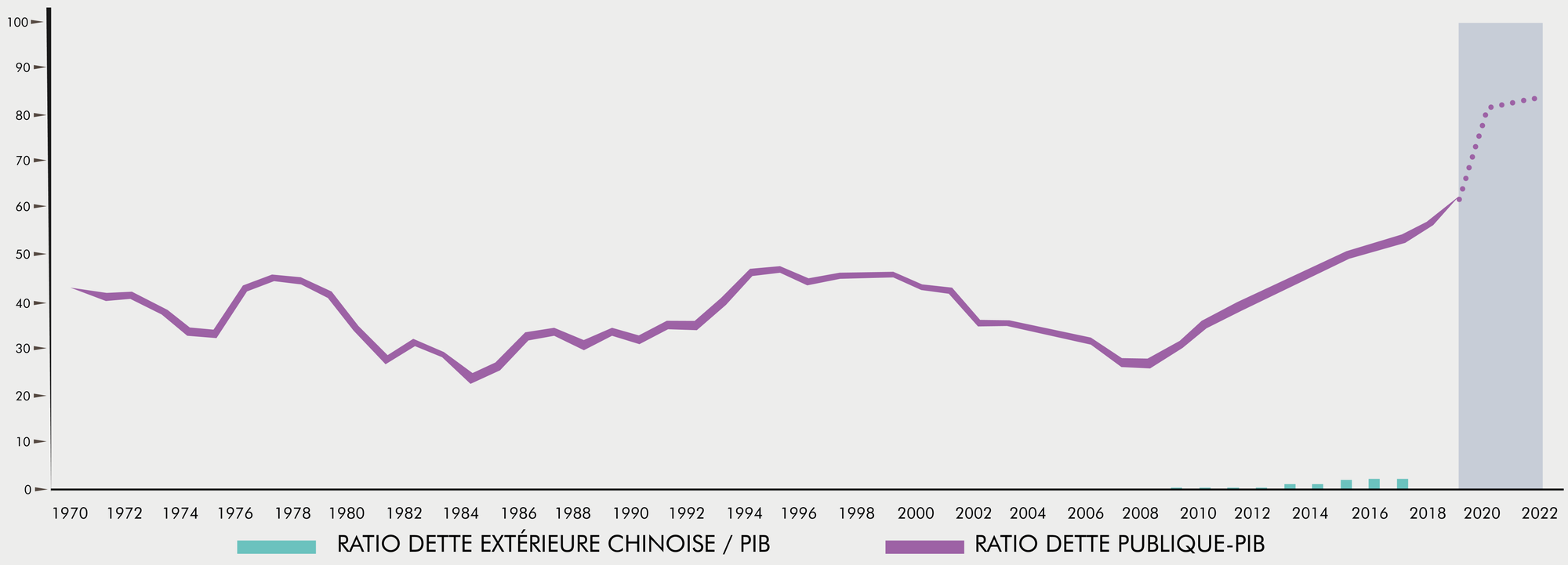
AFRIQUE DU SUD
APERÇU DU PAYS

ESTIMATION DES ENCOURS DE LA DETTE EXTÉRIEURE ENVERS LA CHINE PROVENANT DE PRÊTS DIRECTS AND DETTE EXTÉRIEURE - AUTRES PAYS

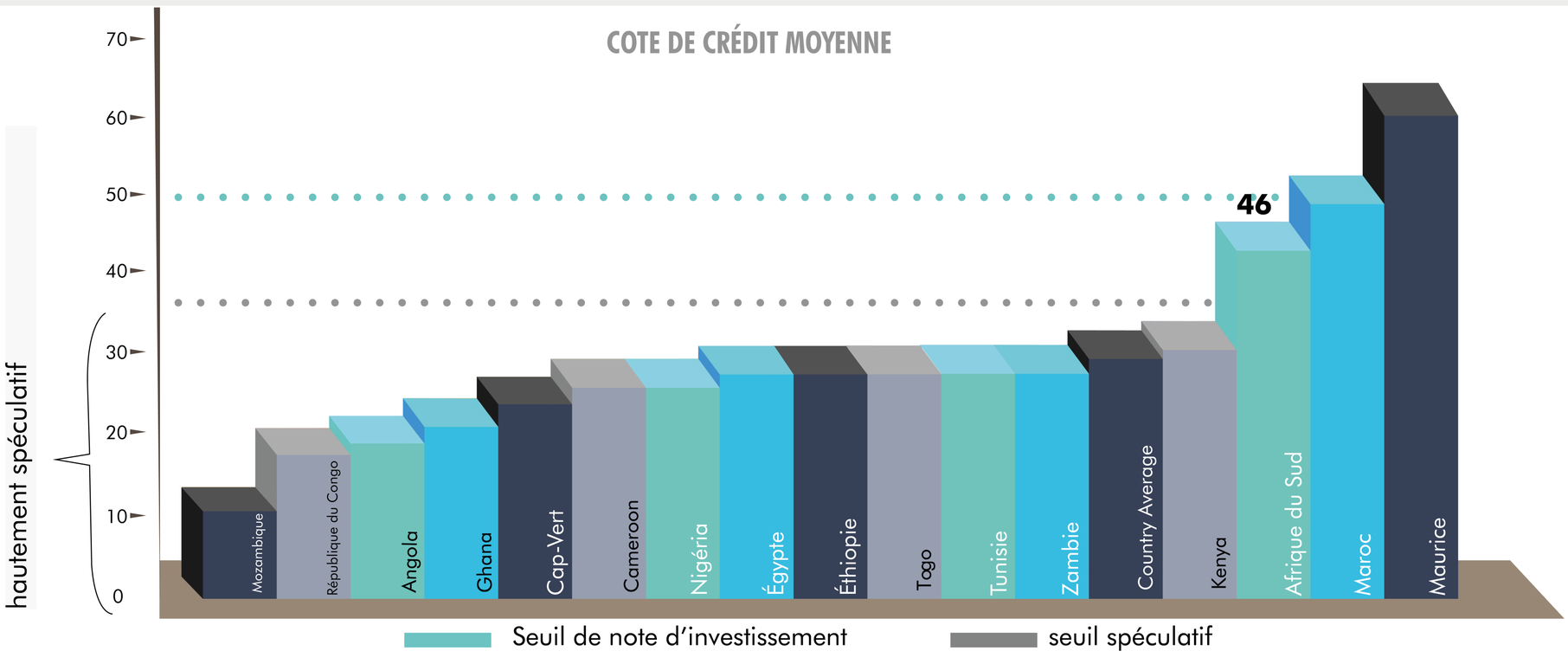




RATIO DETTE-PIB



COTE DE CRÉDIT MOYENNE



BRI and AfCFTA

A signé de Mémorandum d'accord dans le cadre des «Nouvelles routes de la soie» avec la Chine?	**Oui**
A ratifié l'Accord de libre-échange continental africain?	**Oui**

AFRIQUE DU SUD

Historique de la dette

Jusqu'à la fin des années 2000, la situation de la dette de l'Afrique du Sud était relativement stable : le ratio de la dette publique au PIB s'élevait à 26,51 %, le déficit budgétaire à seulement 0,5 % du PIB et les stocks de la dette extérieure totale représentaient 24 % du PIB en 2008. L'existence d'un cadre financier et juridique bien développé pour un marché de financement intérieur était l'une des principales causes de cette situation. Par exemple, le gouvernement a développé la Bourse obligataire d'Afrique du Sud, l'autorité de contrôle du secteur financier (Financial Services Board - FSB) et la Banque de réserve sud-africaine.

L'AFRIQUE DU SUD EN 2021

4%	de croissance économique
83%	de ratio dette publique-PIB
-11.1%	de solde budgétaire
7/ 8	pour l'indice de transparence de la dette de DR

Le gouvernement sud-africain a ensuite créé en 1999 une division de Gestion Actif-Passif sous l'égide du Trésor national pour faire évoluer sa stratégie de gestion de la dette.[15] En outre, l'Afrique du Sud a reçu l'assistance technique de la Banque mondiale dans le cadre du programme de gestion de la dette publique et des risques.[16] Cependant, l'Afrique du Sud n'a jamais fait partie des pays pauvres très endettés (PPTE) et n'a jamais annoncé d'annulation de dette de la Chine.

Depuis 2008, le niveau de la dette publique de l'Afrique du Sud n'a cessé d'augmenter et s'élevait à 62,2 % du PIB en 2019. Le changement du ratio a plus résulté de la baisse de la performance économique que de l'augmentation de la dette : la croissance économique a chuté à une moyenne de 1,5 % par an. Cette situation a été associée à un taux de chômage élevé de 30 %, une diminution des investissements privés et une augmentation des dépenses publiques pour financer les besoins énergiques (à travers la société d'État Eskom).[17] Cela a également aggravé les déficits budgétaires du pays, qui devaient atteindre 6,25 % du PIB en 2019, contre seulement 0,53 % du PIB en 2008.

Avant l'année 2020, le développement économique de l'Afrique du Sud avait encore ralenti pendant deux années consécutives, avec un taux de croissance de 0,8 % en 2018 et de seulement 0,2 % en 2019.
Le pays dispose d'un système de financement de la santé relativement performant, comparé aux autres pays africains. L'Afrique du Sud est classée 34e sur 195 pays dans le monde selon l'indice de sécurité sanitaire mondiale en 2019, représentant ainsi le pays africain le mieux classé.[18] En 2017, le pays a alloué 13,3 % des dépenses publiques totales au secteur de la santé, mais 11,3 % des dépenses publiques totales ont été consacrées au paiement des intérêts de la dette, ce qui pourrait indiquer des coûts d'opportunité, selon que les activités financées par la dette augmentent le bien-être des citoyens ou génèrent des retombées économiques. Néanmoins, le service de la dette de l'Afrique du Sud a augmenté à mesure que le niveau de la dette du pays s'est accru. Les paiements d'intérêts sur la dette pour l'ensemble des dépenses publiques en 2008 étaient inférieurs de 4 % comparés à leur niveau en 2018.

L'Afrique du Sud a l'un des meilleurs scores sur l'indice de transparence de la dette, avec un portail de données efficace et l'existence d'un bureau de gestion de la dette. Le pays a adopté la loi sur la promotion de l'accès à l'information et est signataire du Partenariat pour le Gouvernement ouvert (PGO), qui publie tous les contrats publics pour les rendre accessibles au public. Des exemples des types de projets les plus récents financés par des prêts de la Chine et de la Banque mondiale sont présentés ci-dessous, pour illustrer leur impact sur les ODD dans le pays.

AFRIQUE DU SUD

Afrique du Sud

Nom de projet	$ million	ODD
Agrandissement de la Centrale Electrique au Charbon de Medupi (2018)	900	
Prêt au Club Transnet (2017)	242	
Acquisitions de Locomotives pour Transnet (2017)	667	

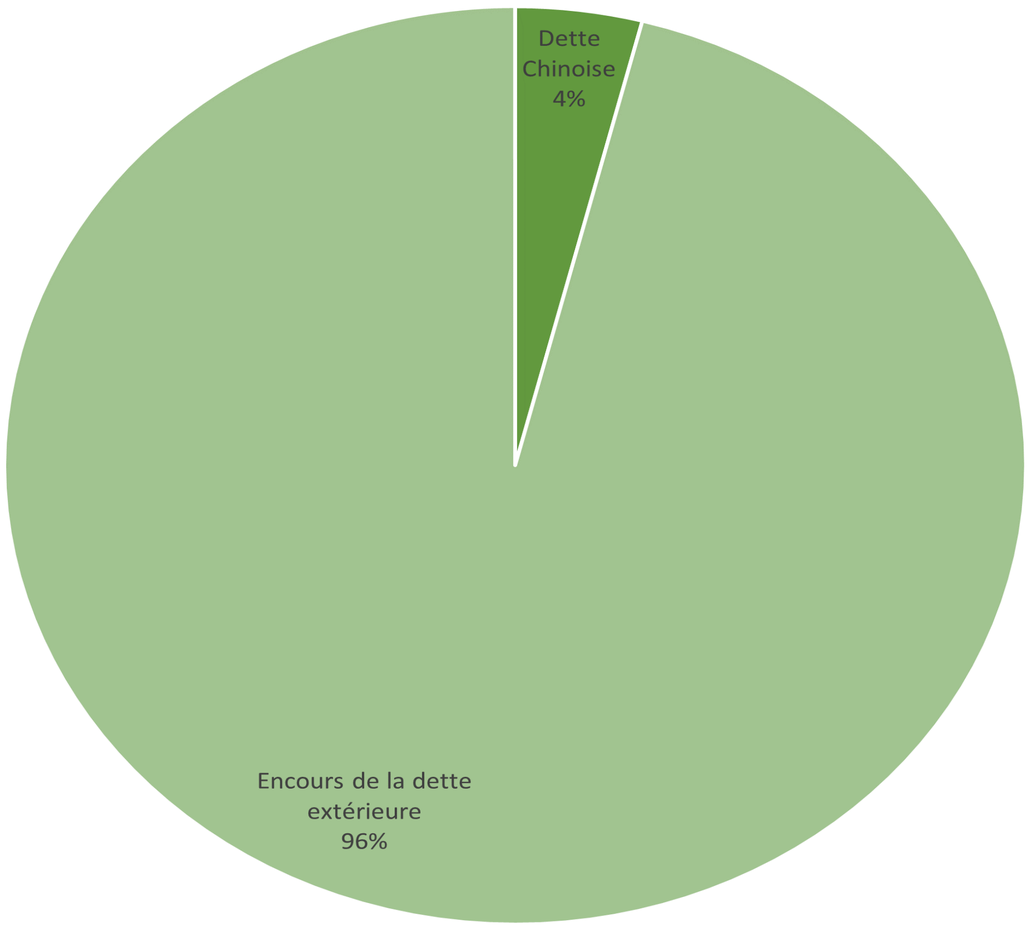
Nom de projet	$ million	ODD
Projet d'Assistance Technique pour le Développement de la Capture et du Stockage du Carbone en Afrique du Sud (2017)	38	
Projet d'Intermédiation Financière de la Banque Foncière (2017)	93	
Partenariat pour l'Attractivité du Marché Sud-Africain (2017)	7	

Exposition à la dette chinoise

Les prêts contractés par l'Afrique du Sud auprès de la Chine n'ont pas cessé d'augmenté depuis 2009, mais ces emprunts ne représentent pas une part substantielle de l'encours de la dette extérieure de l'Afrique du Sud — seulement environ 4 % de l'encours total de sa dette extérieure provenait de la Chine en 2017 — une augmentation progressive par rapport aux 1,2 % en 2009. Selon l'Initiative de recherche Chine-Afrique, l'Afrique du Sud a sollicité les financements de la Chine pour au moins 17 projets entre 2000 et 2018. La majorité de ces financements, c'est-à-dire onze, étaient des prêts pour soutenir la position en devises du pays.[19] Le reste était principalement axé sur le secteur des transports et de l'électricité.

La raison du premier type de prêts pourrait se justifier par le fait que la Chine est l'un des plus importants partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud. En 2018, la Chine est devenue sa principale destination d'exportation et l'Afrique du Sud a exporté 18,1 milliards de dollars américains vers la Chine, ce qui représente 15,7 % de la valeur totale des exportations du pays. Les principaux produits exportés d'Afrique du Sud étaient l'or, le minerai de fer et le minerai de manganèse.[20]

Figure 8 : Dette chinoise par rapport à l'encours total de la dette extérieure de l'Afrique du Sud



Source:
The World Bank,
Christoph Trebesch et al. Chinese Debt Stock Database

AFRIQUE DU SUD

Défis actuels du financement

Le FMI n'évalue pas la situation de la dette de l'Afrique du Sud, car elle est classée comme un pays à revenu intermédiaire. Elle n'est pas non plus considérée comme risquant d'être surendettée par la Coalition *Jubilee Debt Campaign*. Cela s'explique en partie par le fait que l'Afrique du Sud dispose de centres industriels et financiers bien développés et d'infrastructures logistiques bien établies qui relient les marchés régionaux et mondiaux, ainsi que par sa richesse en ressources naturelles.[21] Mais le taux de chômage élevé, l'instabilité de l'approvisionnement en électricité et les luttes politiques internes au sein du parti au pouvoir ont récemment encore ralenti davantage la croissance économique. Les difficultés rencontrées dans la gestion de l'entreprise publique Eskom ont également augmenté le poids de la dette.[22]

Cependant, en termes de financement des besoins en infrastructures, l'Afrique du Sud est dans une position plus forte que beaucoup d'autres pays analysés dans ce guide. Seul l'accès à Internet semble être nettement en retard, de sorte qu'il est possible que l'Afrique du Sud puisse apporter ces améliorations grâce aux financements internes.

Projets à financer par l'afrique sud
Quelques exemples :

Accès à l'électricité pour 9 % de la population
Accès à l'eau potable pour 7 % de la population
Accès à l'internet pour 45 % de la population

Cependant, l'agence de notation de crédit Fitch a dégradé la note de l'Afrique du Sud à la note « BB » le 3 avril avec une perspective négative en raison de son échec sur la stabilisation de la dette publique ainsi que l'impact de la COVID-19 lié au choc sur les recettes publiques et la croissance.[23] Cette note de crédit est néanmoins la troisième plus élevée parmi les pays analysés dans ce guide.

Impact de la COVID-19

L'Afrique du Sud, en tant que membre du G20, prévoit elle-même une suspension de la dette pour aider les pays vulnérables à faire face à la pandémie.

Toutefois, l'Afrique du Sud a également dû financer sa propre réponse à la COVID-19. En septembre 2020, le gouvernement avait prévu un budget de 37 milliards de dollars (10,3 % du PIB) pour les programmes d'atténuation des effets de la COVID-19. Il s'agissait notamment de fournir une assistance sociale en augmentant les paiements de la subvention au profit des enfants et en assurant la distribution de nourriture à travers le programme d'alimentation scolaire. Ces programmes devaient toucher 21 millions de personnes dans tout le pays, soit 37 % de la population.

Malgré ce soutien, l'économie sud-africaine devrait encore se contracter de -5,8 % en 2020 et le service des impôts sud-africain (South African Revenue Service) a estimé à 15 milliards de dollars la perte de revenus durant la même année.[24] La Banque africaine de développement prévoit que la pandémie pourrait porter le déficit budgétaire de l'Afrique du Sud à 13,1 % du PIB en 2020 et à 12,6 % en 2021, dans le scénario « pessimiste », ce qui remet en question la capacité de l'Afrique du Sud à payer sa dette. Toutefois, l'Afrique du Sud devrait retourner sur une trajectoire de croissance en 2021 avec un taux de 4 %. Cette projection résulte de la reprise économique mondiale supposée durant la période post-COVID-19, mais elle ne peut être garantie.

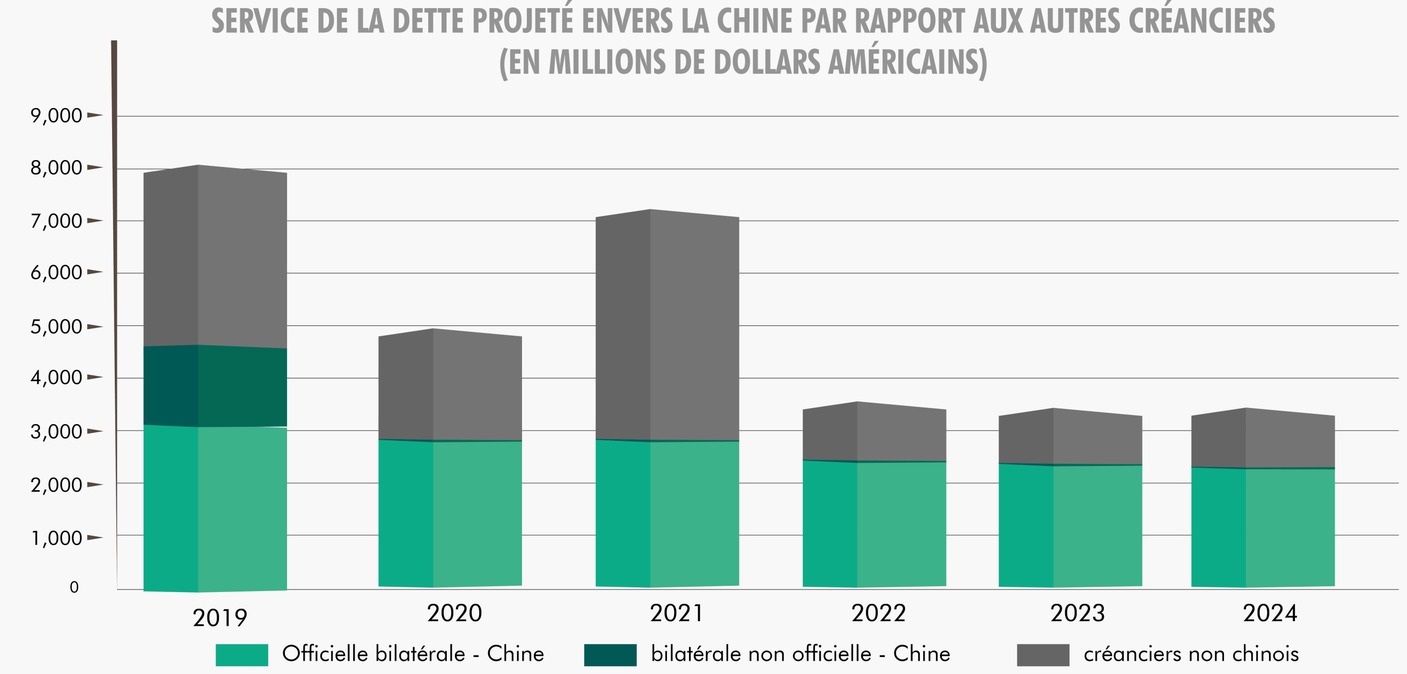
AFRIQUE DU SUD

Afrique du Sud a demandé au FMI un nouveau prêt concessionnel de 4,3 milliards de dollars américains assorti d'un taux d'intérêt concessionnel dans le cadre de l'instrument de financement rapide le 27 juillet. Ce prêt concessionnel dont l'objectif est d'appuyer les efforts du pays devra être remboursé dans un délai de 3,5 à 5 ans.[25] En outre, la stratégie nationale d'optimisation de trésorerie 2020-2025 (National Treasury Strategy) prévoyait de mobiliser 10 milliards de dollars américains auprès des banques multilatérales de développement pour mieux soutenir l'économie.[26]

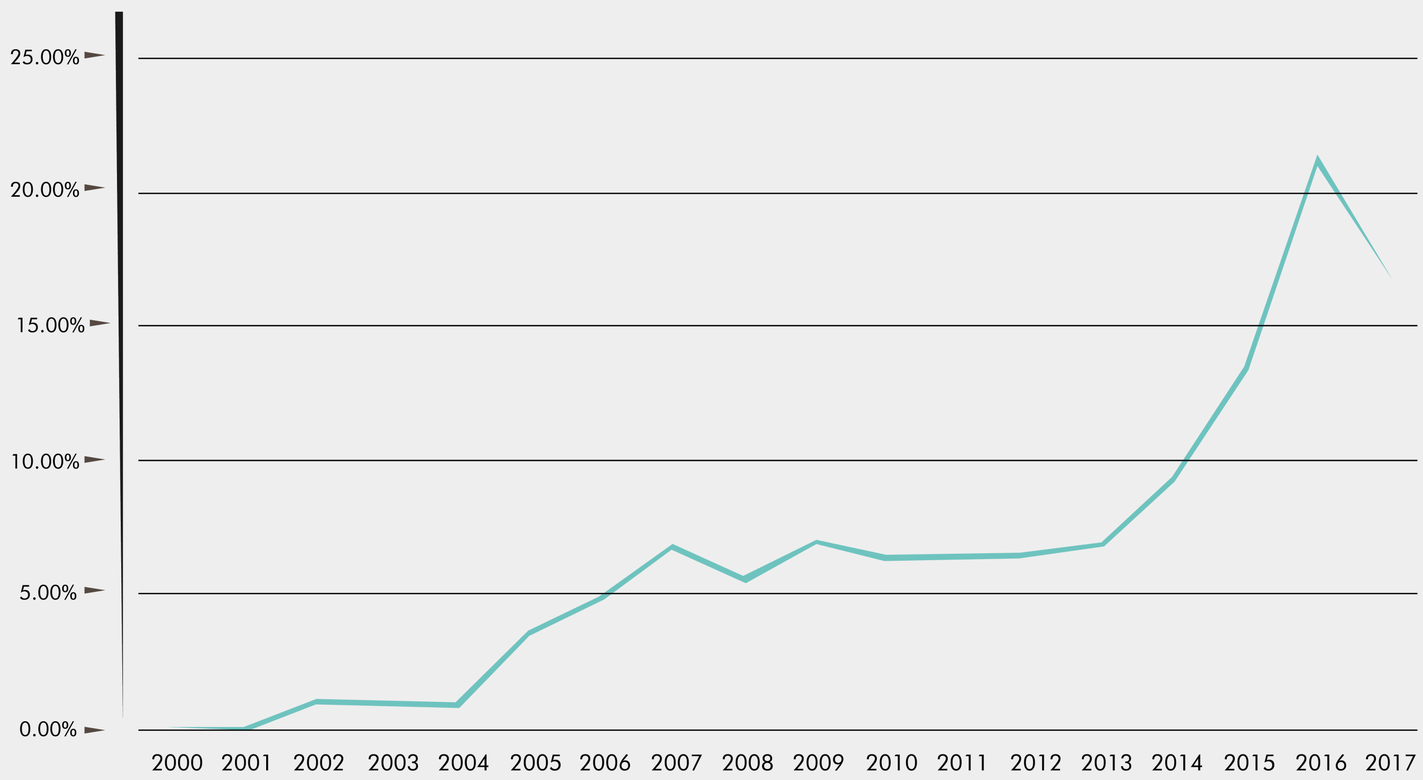
ANGOLA

ANGOLA
APERÇU DU PAYS

SERVICE DE LA DETTE PROJETÉ ENVERS LA CHINE PAR RAPPORT AUX AUTRES CRÉANCIERS (EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)

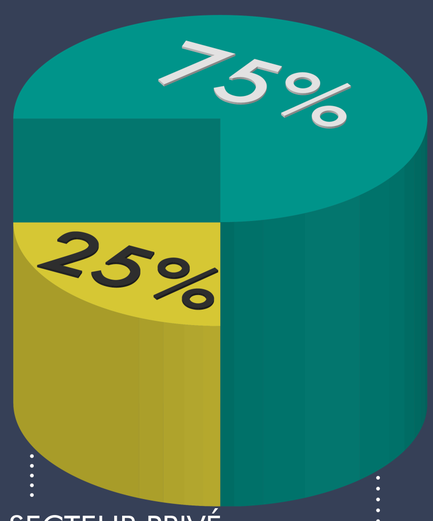


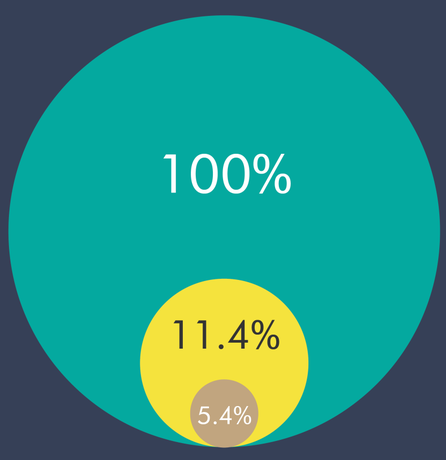
DETTE CHINOISE: RATIOS PIB



DETTE EXTÉRIEURE À COURT TERME

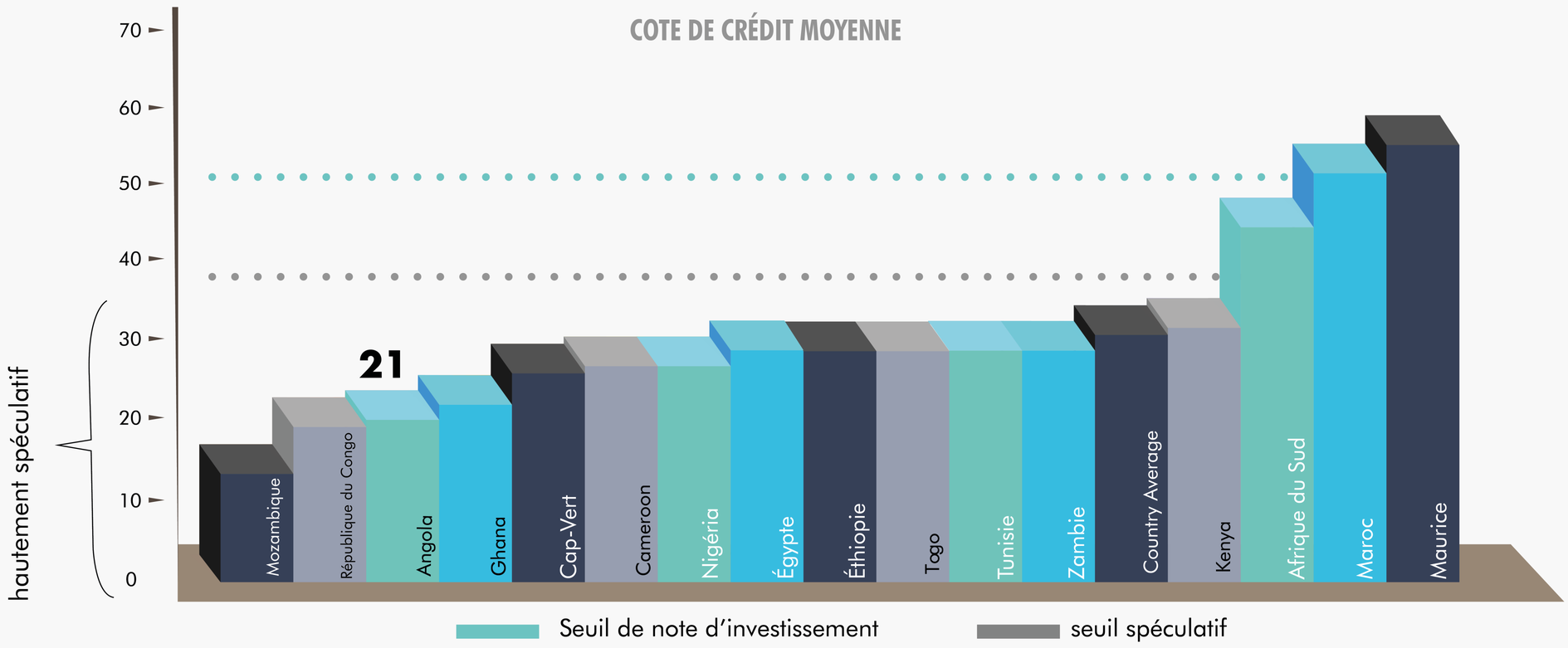
DETTE EXTÉRIEURE À LONG TERME





pour chaque tranche de 100 $, le gouvernement dépense 11,4 $ en intérêts sur la dette, contre 5,4 % pour les dépenses de santé.

COTE DE CRÉDIT MOYENNE



BRI and AfCFTA

A signé de Mémorandum d'accord dans le cadre des «Nouvelles routes de la soie» avec la Chine?	**Oui**
A ratifié l'Accord de libre-échange continental africain?	**Oui**

ANGOLA

Historique de la dette

En raison de la forte dépendance de l'Angola vis-à-vis de la production et des exportations de pétrole (voir ci-dessous), la croissance du PIB a généralement reflété l'évolution des prix du pétrole, avec une croissance annuelle du PIB de 7,8 % en moyenne au cours des deux dernières décennies. Cependant, depuis 2016, l'Angola a subi des récessions annuelles et ne devrait retrouver la croissance qu'en 2021.[27]

L'économie peu diversifiée du pays, ainsi que l'héritage d'une guerre civile prolongée qui ne s'est terminée qu'au début des années 2000, ont créé des problèmes d'accumulation de la dette, la dette publique atteignant 220 % du PIB en 1995. Même si l'Angola n'a pas participé aux initiatives multilatérales d'allégement de la dette, il a bénéficié d'une légère annulation de la part de la Chine, et le pays a progressivement réduit sa dette publique au milieu des années 90.[28]

L'ANGOLA EN 2021

2,6% de croissance économique

107,5% de ratio dette publique-PIB

-0,13% de solde budgétaire

3/ 8 pour l'indice de transparence de la dette de DR

14,5 millions de dollars d'allégement de la dette chinoise

Non inclus dans l'initiative PPTE

Le ratio de la dette publique par rapport au PIB de l'Angola a considérablement augmenté au cours de la dernière décennie, dépassant les 100 % du PIB en 2019, le taux le plus élevé en Afrique et parmi les dix plus élevés au monde. Cette augmentation du ratio dette-PIB n'est pas due à l'accroissement de la dette elle-même, mais plutôt à la diminution de la taille de l'économie, qui devrait encore se contracter de 1,4 % en 2020. La pandémie de COVID-19 entraîne une nouvelle détérioration des finances publiques, le ratio dette-PIB devant atteindre un pic de 120 % d'ici à la fin de 2020.

En 2019, le gouvernement a introduit une stratégie triennale de gestion de la dette à moyen terme, qui comprend de nouvelles mesures fiscales, des réductions de dépenses et la privatisation des entreprises publiques, afin de renforcer les finances publiques et de garantir la viabilité de la dette. Les effets ont été perceptibles, le gouvernement ayant enregistré un excédent budgétaire — les recettes publiques dépassent les dépenses — pendant deux années consécutives.

Il convient également de noter que le score de l'Angola dans l'indice de transparence de la dette que ce rapport a établi est parmi les plus bas, avec aucune divulgation des contrats publics, aucune règle efficace de liberté d'information et une quantité très limitée de données disponibles sur les sites web ou les portails de données du gouvernement.

ANGOLA

La dette publique de l'Angola a augmenté, tout comme le coût de son service. En 2010, les paiements d'intérêts équivalaient à 3,8 % des dépenses publiques totales, mais en 2017, ils s'élevaient à 11,4 %. À titre de comparaison, seuls 5,4 % des dépenses publiques sont alloués aux dépenses de santé : pour chaque Kwanza angolais affecté aux soins de santé, deux Kwanza vont au paiement des intérêts. Cela représente un coût d'opportunité important SI les projets financés par la dette n'aident pas les Angolais à améliorer leur niveau de vie. Les types de projets que l'Angola a lancés grâce à des prêts de la Chine et de la Banque mondiale sont présentés ci-dessous, à titre d'illustration.

Angola

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

LA BANQUE MONDIALE
BIRD • IDA

Nom de projet	$ million	ODD
Projet de logement à Malange (2018)	80	11 SUSTAINABLE CITIES AND COMMUNITIES
Project de connexion ferroviaire (2017)	150	9 INDUSTRY, INNOVATION AND INFRASTRUCTURE
Deux Projets Inconnus (2017)	231	?

Nom de projet	$ million	ODD
Projet de Croissance et d'Inclusion Financière (2019)	500	8 DECENT WORK AND ECONOMIC GROWTH
Projet d'Adduction en Eau Potable de Buanda Bita (2019)	500	6 CLEAN WATER AND SANITATION
Projet de Renforcement du Système de Protection Social National (Transfer de Cash) (2019)	320	8 DECENT WORK AND ECONOMIC GROWTH

Exposition à la dette chinoise

La part de la dette chinoise dans le portefeuille de financement de l'Angola n'a cessé de croître au cours des deux dernières décennies, alors qu'elle représentait moins de 2 % de l'encours total de la dette extérieure de l'Angola en 2002, avant de passer à 39 % en 2017. Cette situation est due à l'augmentation absolue et relative des prêts chinois dont la croissance a presque toujours dépassé celle de la dette extérieure globale au cours des deux dernières décennies. En 2016, l'Angola a emprunté 17,6 milliards de dollars à la Chine pour le seul secteur minier.

En effet, l'Angola est aujourd'hui le plus grand bénéficiaire de la dette chinoise de toutes les économies africaines, en particulier des instruments de financement adossés au pétrole — utilisant ses riches réserves de pétrole comme garantie — pour accéder au financement chinois (NB : Ces instruments ont été utilisés pour la première fois au Soudan).[29]

Ces prêts adossés à des ressources offrent un avantage évident aux citoyens angolais, en ce sens qu'ils garantissent que les revenus pétroliers sont entièrement consacrés (c'est-à-dire hypothéqués) à des projets de dépenses d'infrastructure et que les risques de perte de fonds détournés vers des paradis fiscaux, par exemple, sont réduits. En outre, dans certains cas, s'ils sont bien négociés, ces instruments peuvent être conçus pour offrir aux emprunteurs une protection contre les chutes du prix du pétrole (ou d'autres ressources naturelles),[30] une question qui est devenue pertinente depuis mars 2020, lorsque les prix du pétrole ont fortement chuté.

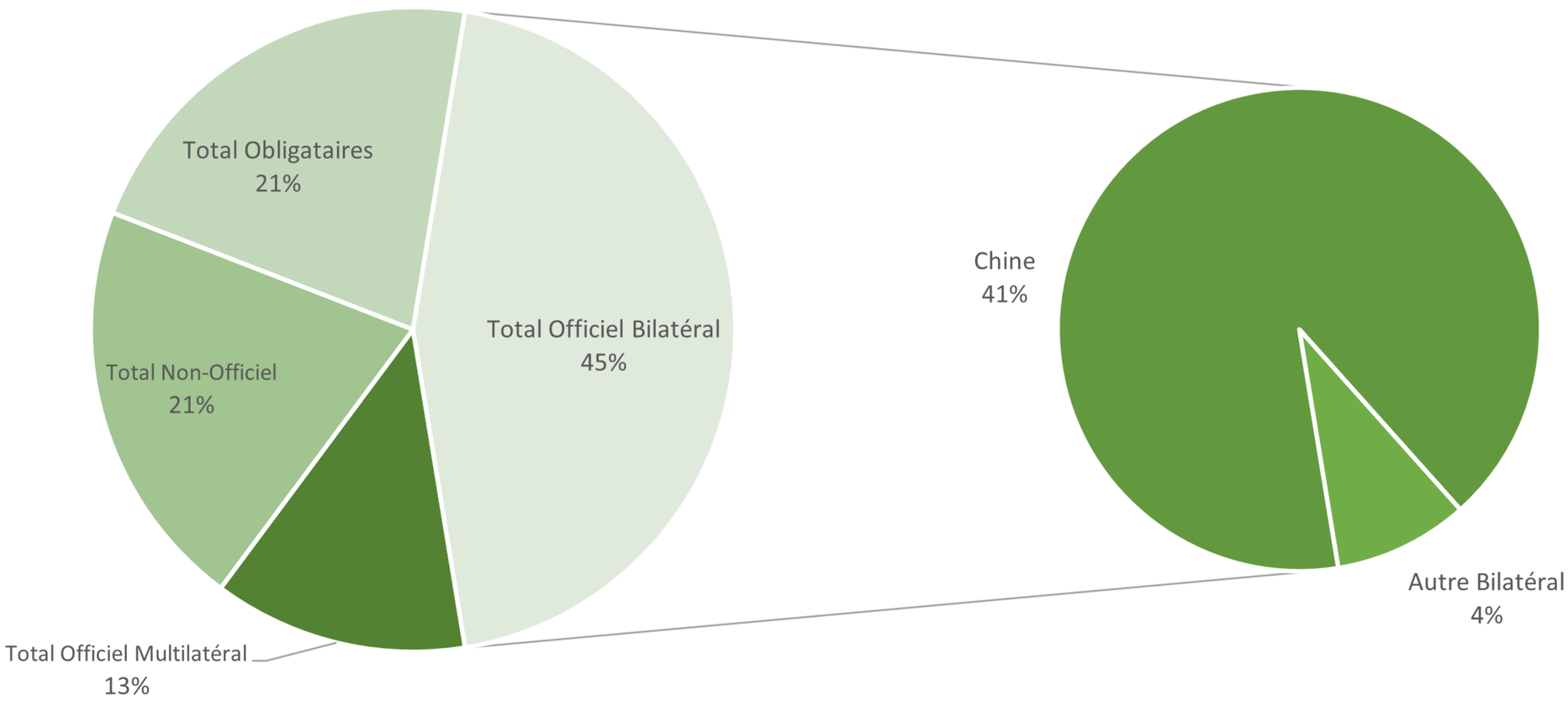
ANGOLA

D'autre part, il existe — comme mentionné précédemment — des coûts d'opportunité potentiels associés aux prêts adossés aux ressources : les citoyens angolais peuvent préférer que les revenus du pétrole soient consacrés à d'autres priorités telles que l'éducation ou la santé. En outre, de tels instruments n'éliminent pas la possibilité d'enregistrer des offres de projets surévaluées, qui peuvent être associées à la corruption.

Enfin, s'ils ne sont pas bien négociés, les prêts adossés aux ressources peuvent laisser l'Angola particulièrement vulnérable aux fluctuations des prix du pétrole, en particulier aux chocs de prix sans précédent comme ceux qui se sont produits en 2020.[31] Par exemple, si les obligations de la dette et les remboursements des prêts sont liés à un prix fixe du pétrole brut, ce qui signifie qu'à mesure que le prix baisse, l'Angola serait obligé d'exporter de plus grandes quantités de pétrole vers la Chine pour assurer le service de sa dette.[32]

Cependant, on ne sait pas très bien les modalités de négociation de ces prêts avec la Chine. Les statistiques suggèrent qu'il n'y a peut-être pas de marge importante. À titre d'exemple, le service de la dette envers la Chine représentait 54 % du coût total du service de la dette de l'Angola en 2017, alors qu'il ne représente que 39 % de l'ensemble de l'encours de la dette.

Figure 9 : Composition de l'encours de la dette de l'Angola



Source: World Bank DSSI

Défis actuels de financement

L'économie angolaise — et par extension sa situation budgétaire — est fortement tributaire des exportations de pétrole, qui représentent les deux tiers des recettes publiques et 95 % de l'ensemble des exportations.[33] En outre, comme illustré ci-dessus, il est clair que l'Angola a des besoins de financement importants pour répondre aux besoins essentiels de la population, qui ne pourront probablement pas être satisfaits uniquement par le financement intérieur. L'effondrement récent du prix du pétrole a exacerbé les vulnérabilités de l'économie angolaise et a entamé les recettes extérieures.

Combiné à un ratio dette-PIB croissant et à des coûts d'emprunt élevés — les taux d'intérêt moyens de la dette nouvellement émise étaient de 6,7 % en 2018 — l'Angola pourrait ne pas avoir beaucoup de marge de manœuvre pour faire face à d'autres chocs économiques. Une nouvelle dépréciation de la monnaie ou une récession prolongée induite par la pandémie pourrait créer des défis majeurs pour le pays dans le service de sa dette ou la mobilisation de nouveaux financements pour répondre aux besoins. Le pays est en outre classé au troisième rang des pays les moins bien notés dans les analyses de ce guide, ce qui signifie que l'Angola ne pourrait pas accéder aux marchés financiers en émettant ses propres euro-obligations.

ANGOLA

Projets a financer par l'Angola
Quelques exemples :

L'acces a l'electricite pour 57 % de la population
L'acces a l'eau potable pour 44 % de la population
L'acces a internet pour 73 % de la population
Amelioration des infrastructures portuaires a hauteur de 41 %
pour atteindre le niveau de la chine

Impact de la COVID-19

La pandémie de COVID-19 et l'effondrement du prix du pétrole en 2020 ont interrompu les efforts du gouvernement pour consolider son encours de la dette. Au mois de septembre 2020, le gouvernement angolais avait dépensé 67 millions de dollars pour les stratégies d'atténuation des effets de la COVID-19, soit l'équivalent de 0,1 % du PIB. Cela incluait une assistance sociale par le biais d'un programme de transfert d'argent liquide visant à atteindre 1 608 000 personnes, soit 4,9 % de la population.

La Banque africaine de développement prévoit un déficit budgétaire « dans le scénario pessimiste » de 9,7 % en 2020 et de 6,2 % en 2021, ce qui remet en question la viabilité de la dette croissante de l'Angola. Plus tôt en 2020, Fitch a revu à la baisse la note des obligations d'État angolaises leur attribuant une notation CCC — ce qui équivaut à obligations de pacotille — en invoquant des inquiétudes quant à la capacité du pays à continuer à assurer le service de sa dette (voir plus loin la section sur l'encours de la dette extérieure).[34]

Le FMI a néanmoins insisté, pas plus tard qu'en 2019, sur le fait que la situation de la dette de l'Angola était viable, malgré un ratio dette-PIB plus élevé que celui de tout autre pays africain. Au cours des trois dernières années, l'Angola a demandé au FMI une aide de plus de 2,5 milliards de dollars au titre de son mécanisme élargi de crédit[35] — un prêt à moyen terme destiné à aider le pays à mettre en œuvre des changements de politique structurelle — à un taux d'intérêt de 3 %.[36] De son côté, la coalition *Jubilee Debt Campaign* a déclaré que l'Angola était en pleine crise de la dette en 2020.

Le 1er juin 2020, l'Angola a annoncé son intention de participer à l'initiative de suspension du service de la dette du G20 (ISSD). Après quelques négociations, les bailleurs de fonds bilatéraux officiels de l'Angola au sein du G20 — dont la Chine — ont accepté de fournir au pays une suspension du service de la dette d'un montant total de 1,8 milliard[37]de dollars jusqu'en fin d'année 2020. Entre-temps, certains des créanciers commerciaux chinois de l'Angola ont convenu d'un moratoire de paiement, ce qui permettra au pays de réaliser des économies de trésorerie supplémentaires. D'ici fin 2020, une restructuration importante de la dette chinoise pourrait avoir lieu, bien que les détails ne soient pas clairs.[38]

CAP-VERT

CAP-VERT
APERÇU DU PAYS

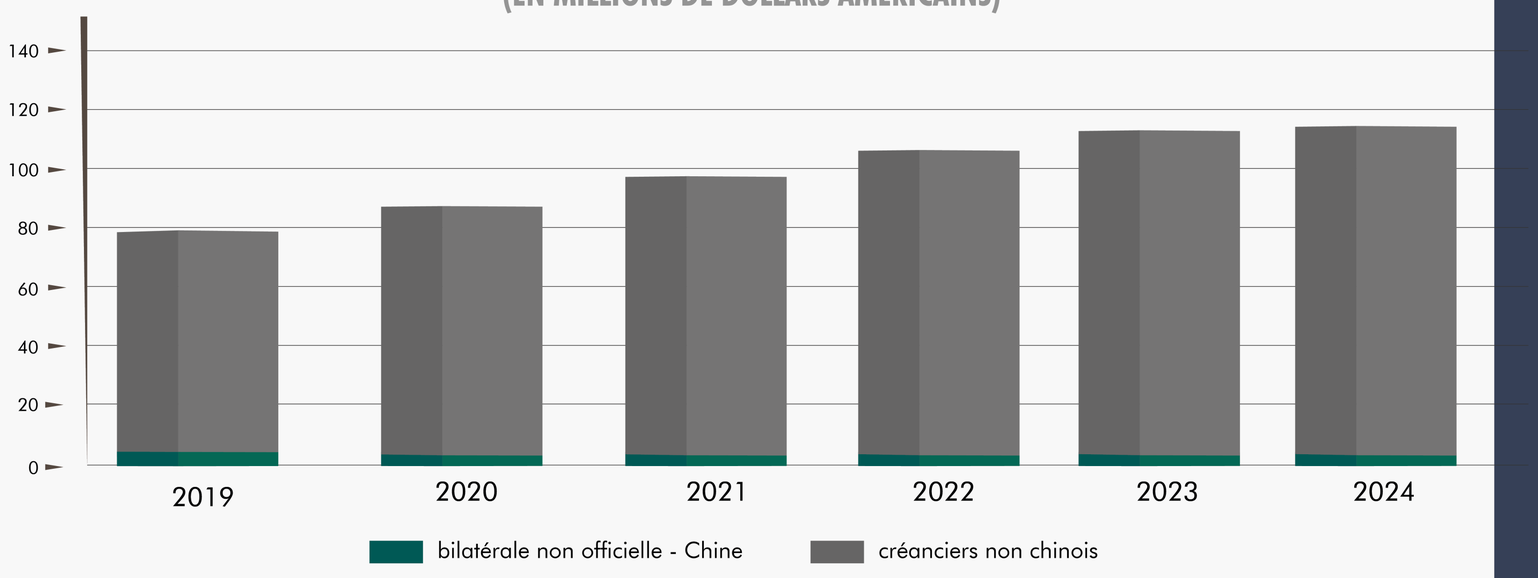
DETTE EXTÉRIEURE À COURT TERME

DETTE EXTÉRIEURE À LONG TERME

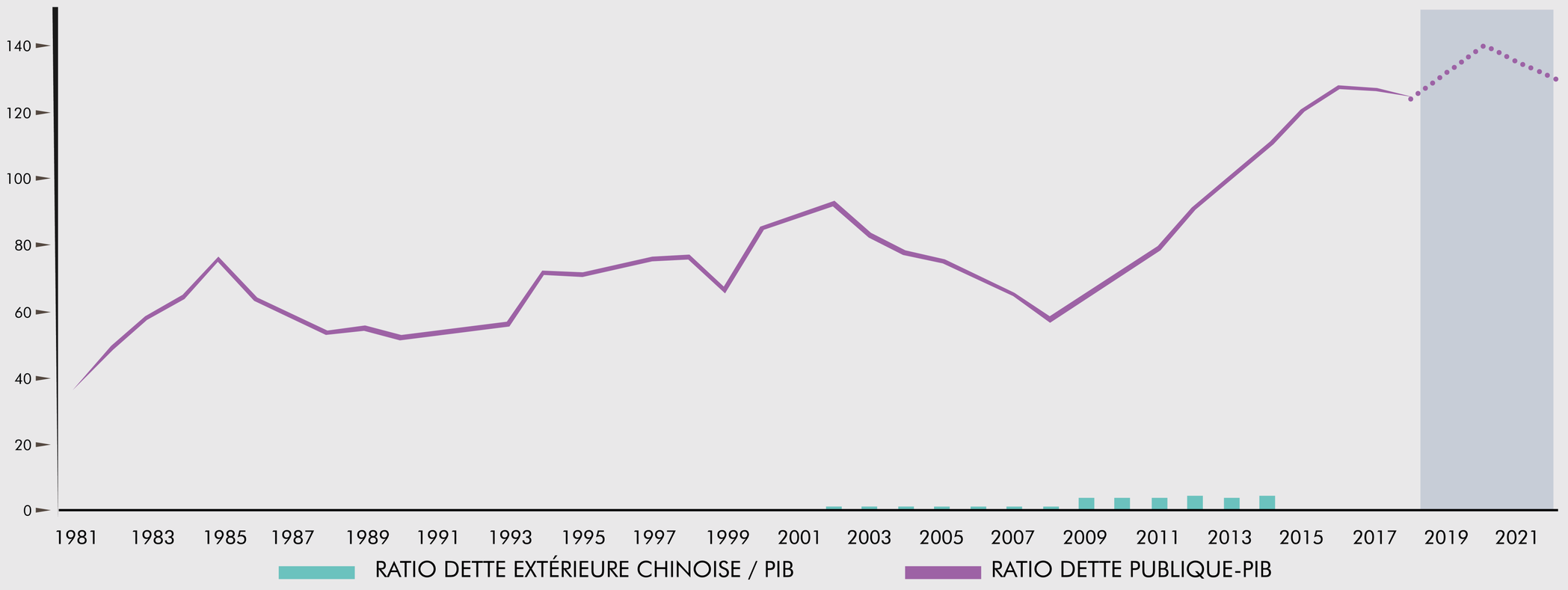
SECTEUR PRIVÉ (0%)

SECTEUR PUBLIC (100%)

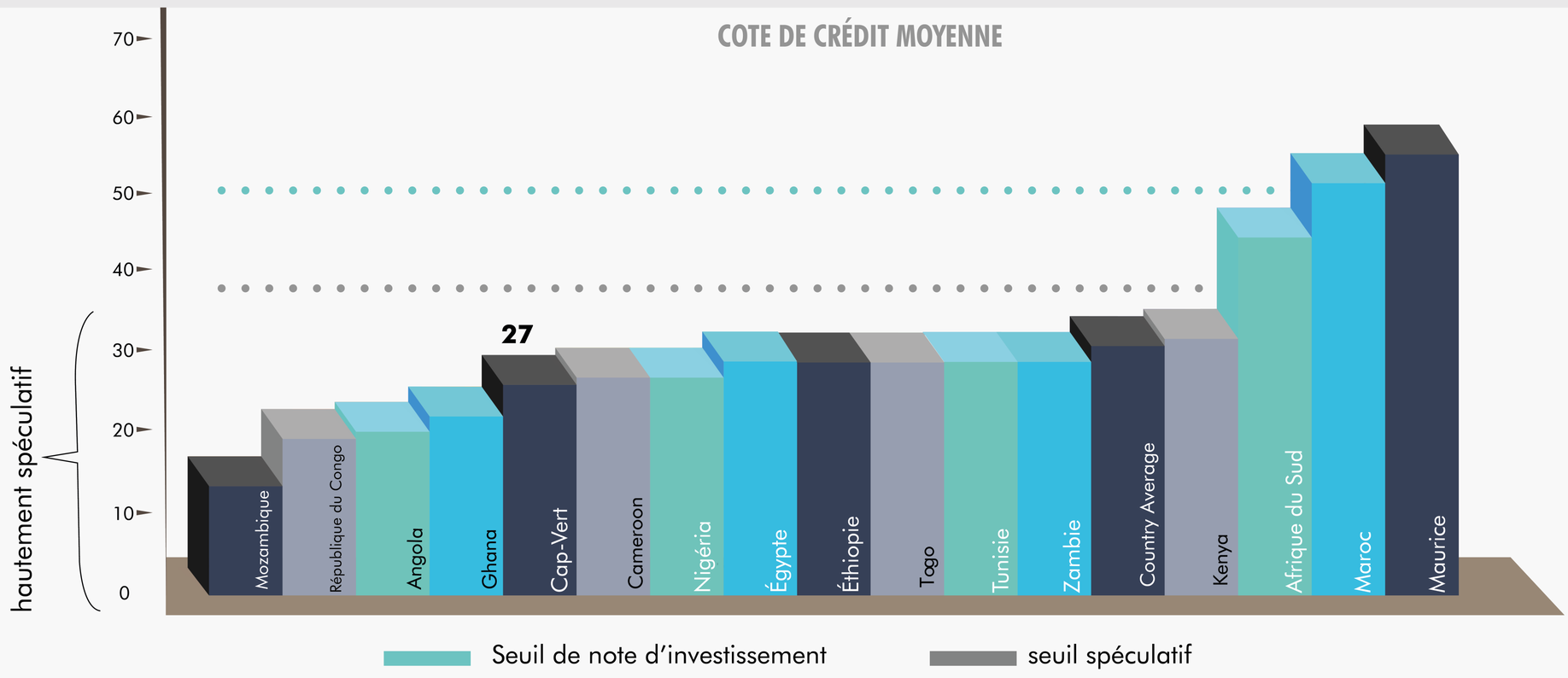
SERVICE DE LA DETTE PROJETÉ ENVERS LA CHINE PAR RAPPORT AUX AUTRES CRÉANCIERS (EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)



RATIO DETTE-PIB



COTE DE CRÉDIT MOYENNE



BRI and AfCFTA

A signé de Mémorandum d'accord dans le cadre des « Nouvelles routes de la soie » avec la Chine?	**Oui**
A ratifié l'Accord de libre-échange continental africain?	**Non**

CAP-VERT

Historique de la dette

Jusqu'à la fin des années 2000, la situation fiscale du Cap-Vert était relativement stable, le pays n'a en outre jamais fait partie de l'initiative PPTE. Bien que le Cap-Vert ait annoncé qu'il avait reçu une annulation de dette de la Chine sur la période 2000-2018, le montant n'était pas précisé.

Dès 2008, la dette publique du Cap-Vert s'élevait à 58 % du PIB, le déficit budgétaire n'était plus que de 1,6 % du PIB et son économie tournée vers l'extérieur bénéficiait d'importants IDE dans le secteur du tourisme et de niveaux élevés de transferts de fonds dans l'économie. Cependant, bien qu'il soit devenu le deuxième pays au monde à sortir de la catégorie des pays les moins avancés en 2007 selon la définition des Nations unies,[39] le Cap-Vert a rapidement connu des difficultés en raison de la crise financière de 2008, en particulier la crise de la dette de la zone euro.

LE CAP-VERT EN 2021

5,5% de croissance économique

137,6% de ratio dette publique-PIB

-4,1% de solde budgétaire

4.5/ 8 pour l'indice de transparence de la dette de DR

Le tourisme représentant 21 % du PIB et étant fortement dépendant des fonds envoyés par les migrants, le Cap-Vert n'est pas à l'abri des crises mondiales, notamment en raison de sa proximité relative avec l'Europe.[40] À la suite du ralentissement économique mondial, le taux de croissance économique moyen du Cap-Vert de 2009 à 2015 est tombé à 1,1 %, contre 7,6 % la décennie précédente. Parallèlement à la croissance des investissements publics et aux subventions accordées aux entreprises publiques dans certains secteurs publics clés, la lenteur de la reprise économique a entraîné une accumulation de la dette publique, qui a dépassé 120 % du PIB — l'un des plus élevés au monde —, tandis que l'encours de la dette extérieure du pays a atteint 87,8 % du PIB en 2018.[41]

Même si le taux de croissance économique moyen a plus que quadruplé pour atteindre 4,8 % en 2016-2019, la viabilité de la dette est restée menacée en raison de la dépréciation de l'escudo par rapport au dollar américain et des inefficacités du secteur des services publics.[42] En conséquence, le gouvernement a dû consacrer une part plus importante de ses dépenses au service de la dette, les intérêts de la dette ayant doublé, passant de 4 % des dépenses publiques en 2011 à 8 % en 2017, ce qui a réduit les fonds disponibles pour les investissements en infrastructures et le développement socio-économique en termes relatifs.

Le solde budgétaire du pays s'est amélioré ces dernières années, le déficit passant de 10,3 % du PIB en 2012 à 1,8 % en 2019. Ce résultat a été obtenu en modifiant la structure des moyens de recouvrement et de dépenses fiscales. Parmi les principales interventions, citons une meilleure détection de l'évasion et de la fraude fiscales, la privatisation et la restructuration de 23 entreprises publiques ainsi que l'amélioration de la transparence au sein du ministère des finances.[43] Les types de projets lancés par le Cap-Vert grâce à des prêts de la Chine et de la Banque mondiale sont présentés ci-dessous, à titre indicatif.

CAP-VERT

Cap-Vert

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

LA BANQUE MONDIALE
BIRD • IDA

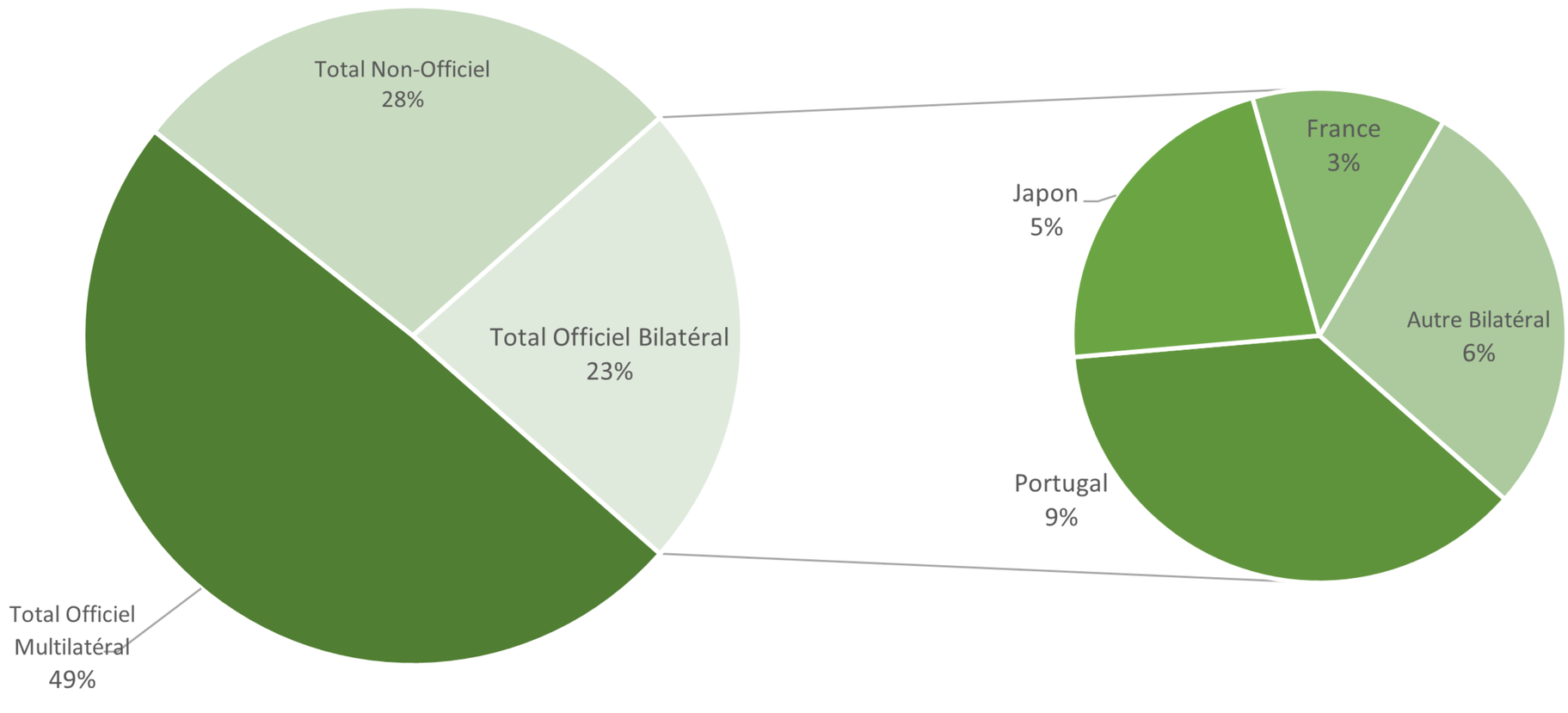
Nom de projet	$ million	ODD
E-government Phase II Prêt Additionnel (2017)	13	
E-government Phase I – Centre National de Données (2010)	17	
Acquisition de Scanners de Containers - 13 Unités (2008)	13	

Nom de projet	$ million	ODD
Seconde réforme des entreprises étatatiques cap-verdienne et financement de la politique de dévelopement et de la gestion budgétaire (2020)	25	
DPO Cap-Vert (2019)	40	
Projet d'Inclusion Social (2018)	10	

Exposition à la dette chinoise

La dette chinoise ne représente pas une part substantielle de l'encours de la dette extérieure du Cap-Vert. Il est plus étroitement lié à l'Europe occidentale. En particulier, le Portugal est le plus grand créancier bilatéral en raison de l'histoire du Cap-Vert en tant qu'ancienne colonie portugaise. Le Cap-Vert n'est pas riche en ressources et ne peut donc pas bénéficier de prêts garantis par des ressources (RBL) avec la Chine. Toutefois, le Cap-Vert s'est tourné vers la Chine pour obtenir davantage de prêts au fil du temps, comptant pour 4,6 % de l'encours total de la dette extérieure du Cap-Vert en 2017, contre seulement 1,0 % en 2005. Cela est principalement dû aux prêts importants accordés par la Chine en 2006 et à nouveau en 2012, bien que les autres années, la croissance de la dette globale dépasse celle de la dette chinoise. Les investissements chinois ont tendance à se concentrer sur le secteur prépondérant du tourisme du Cap-Vert ainsi que sur les infrastructures, notamment un casino à 275 millions de dollars ainsi que des scanners dans les aéroports et des projets d'administration publique en ligne depuis 2017.[44] Proportionnellement, le service de la dette chinoise ne représente pas un défi majeur pour le Cap-Vert, puisqu'il ne représentait que 3,3 % du coût total du service de la dette en 2019.

Figure 10 : Composition de l'encours de la dette du Cap-Vert



Source: World Bank DSSI

CAP-VERT

Défis actuels de financement

Projets a financer par le Cap-Vert
Quelques exemples :

L'acces a l'electricite pour 6 % de la population
L'acces a l'eau potable pour 13 % de la population
L'acces a internet pour 37 % de la population
Amelioration des infrastructures portuaires a hauteur de 22 % pour atteindre le niveau de la chine

Comme illustré ci-dessus, le Cap-Vert a certains besoins de financement afin de répondre aux attentes essentielles de sa population, comme l'accès à l'Internet. Ces attentes ne peuvent être satisfaites par le seul financement intérieur. Toutefois, malgré le niveau élevé de la dette publique du Cap-Vert, le pays se situe relativement bien parmi les pays africains selon les évaluations externes de sa vulnérabilité à l'endettement. Avant la pandémie, et comme indiqué précédemment, le FMI n'a pas exprimé de préoccupations concernant le niveau de sa dette, car le pays bénéficiait de conditions préférentielles sur sa dette publique extérieure de la part de créanciers telles que la Banque mondiale et la BAD, ainsi que d'un profil de maturité longue et de taux d'intérêt bas.[45] Toutefois, le FMI a révisé ses prévisions en fin d'année 2020, estimant qu'il y avait un risque élevé de surendettement, et la coalition *Jubilee Debt Campaign* prévoit une crise de la dette en 2020.

Même s'il est confronté à une vulnérabilité accrue dans le contexte de la pandémie, le FMI s'attend à ce que les performances du pays après la crise soient prometteuses à moyen terme. En fonction de la reprise économique mondiale, de la fin des chocs sur le tourisme et les flux de capitaux, ainsi que de la mise en œuvre effective de la stratégie de développement du Cap-Vert 2017-2021 pour la diversification économique, le pays devrait s'attendre à une croissance du PIB de 5,5 % en 2021, tandis que son déficit budgétaire pourrait être réduit de près de moitié, à 4,7 % du PIB, par rapport à la projection pour 2020. Cela pourrait contribuer à protéger la solvabilité du Cap-Vert afin de répondre aux futurs besoins de financement.

Impact de la COVID-19

La COVID-19 a menacé — et quelque peu déstabilisé — le profil de la dette de la nation insulaire d'Afrique de l'Ouest. Avec une forte baisse des devises étrangères prévue en raison de la forte diminution des arrivées de touristes et des envois de fonds dans le contexte de la pandémie, le PIB devrait se contracter de 4 % en 2020. En septembre 2020, le gouvernement du Cap-Vert avait prévu un budget total de 61 millions de dollars (3,1 % du PIB) pour l'atténuation des effets de la Covid-19. Les programmes d'assistance sociale comprenaient des transferts d'argent aux familles et aux travailleurs et une aide alimentaire aux ménages vulnérables. Ces programmes devaient toucher plus de 150 000 personnes dans tout le pays, soit 28 % de la population. Le Cap-Vert a également reporté le paiement des impôts jusqu'en décembre 2020, a fourni un soutien au crédit pour les entreprises privées et une aide financière d'un montant total de 2,7 millions d'euros pour les travailleurs informels.[46]

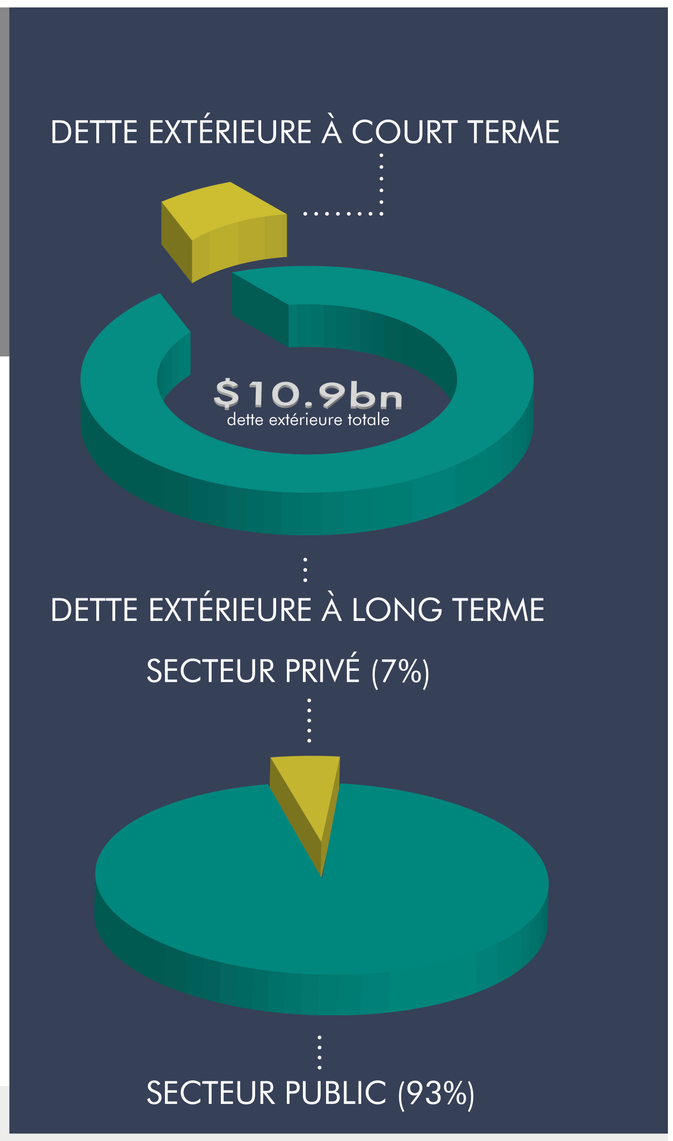
En conséquence, le Cap-Vert pourrait voir son déficit budgétaire se creuser pour atteindre 9,2 % du PIB en 2020, selon les prévisions les plus pessimistes de la Banque africaine de développement (BAD). Toutefois, en termes de solvabilité, Fitch a abaissé la note de crédit du Cap-Vert de « B » à « B- » en avril 2020 — ce qui est inférieur à la note d'investissement et hautement spéculatif, mais suggère néanmoins une capacité à respecter les engagements financiers actuels en supposant qu'il n'y ait pas de choc économique majeur — avec des perspectives stables.[47]

CAP-VERT

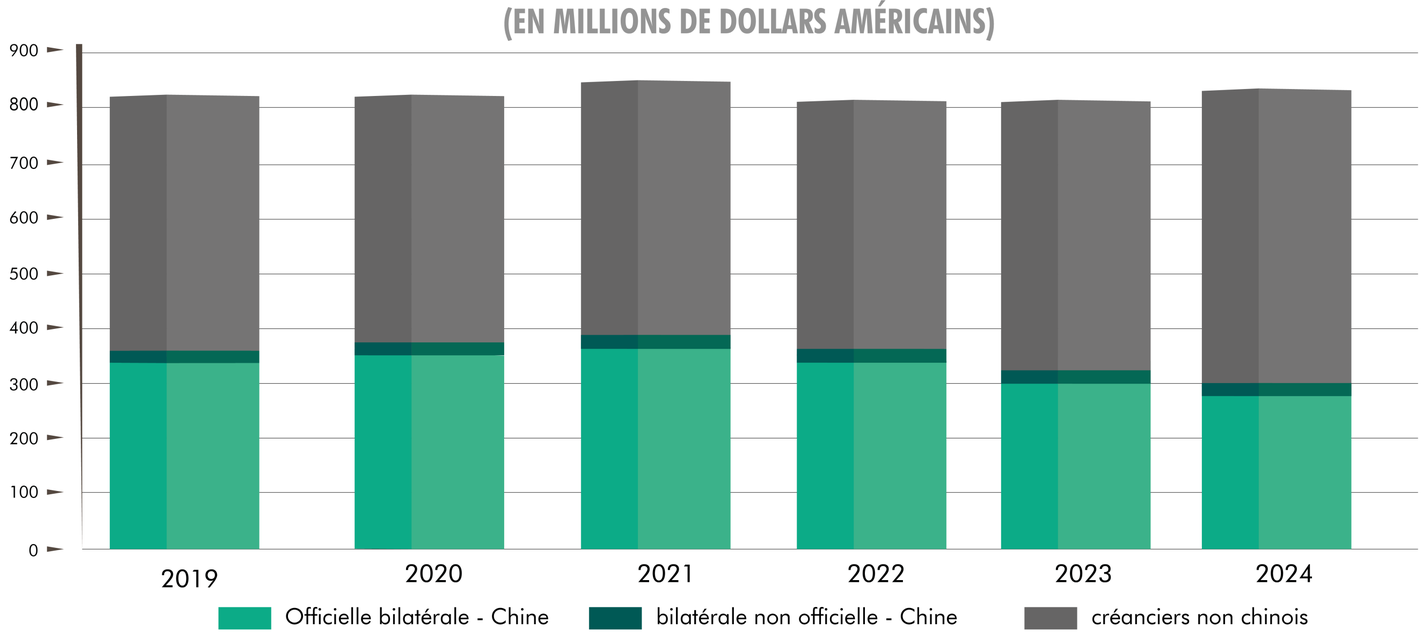
Le Cap-Vert a participé à l'initiative de suspension du service de la dette du G20 (ISSD), qui permettrait au pays de bénéficier d'une suspension du service de la dette de ses créanciers bilatéraux officiels — dont la Chine — pour un montant total de 18 millions[48] de dollars d'ici à fin 2020. En avril 2020, le Cap-Vert a demandé 32,3 millions de dollars de prêts au FMI dans le cadre du programme de facilité de crédit rapide (FCR) sans intérêt.[49] La FCR fournit au pays des devises et un soutien budgétaire pour couvrir environ 15 % des besoins de la balance des paiements du Cap-Vert. Elle est assortie d'un délai de grâce de 5,5 ans, mais devra être entièrement remboursée (sans intérêt) dans un délai de 10 ans.[50]

CAMEROUN

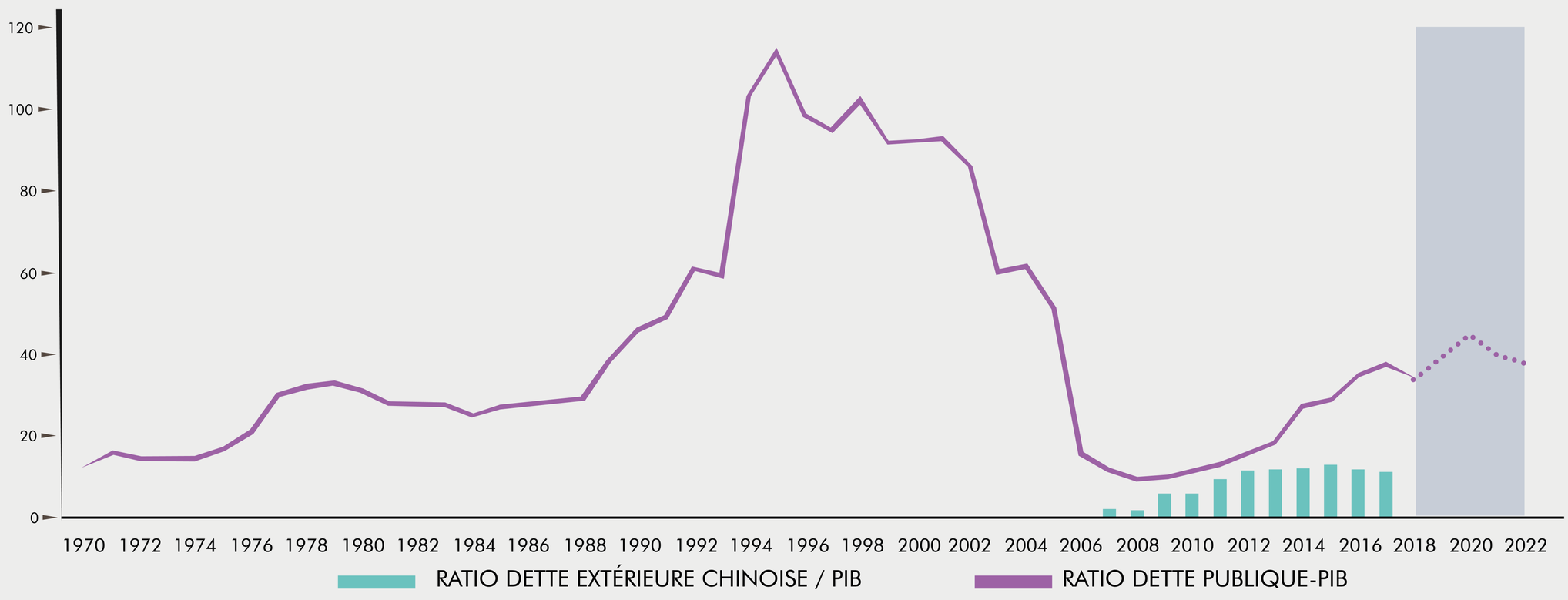
CAMEROUN
APERÇU DU PAYS



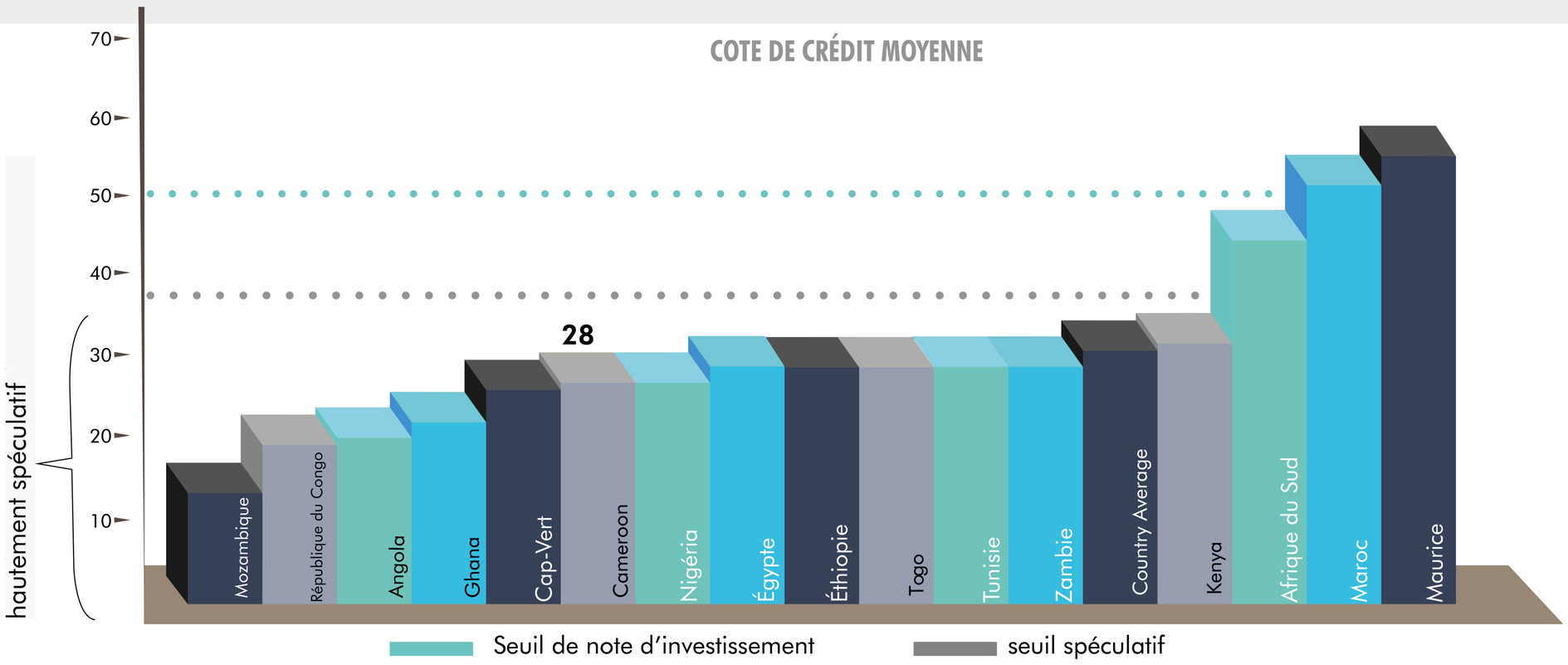
SERVICE DE LA DETTE PROJETÉ ENVERS LA CHINE PAR RAPPORT AUX AUTRES CRÉANCIERS (EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)



RATIO DETTE-PIB



COTE DE CRÉDIT MOYENNE



Creating One African Market

BRI and AfCFTA

A signé de Mémorandum d'accord dans le cadre des «Nouvelles routes de la soie» avec la Chine?	**Oui**
A ratifié l'Accord de libre-échange continental africain?	**Oui**

CAMEROUN

Historique de la dette

Le Cameroun a subi le coût élevé de la dette dans les années 1980 et au début des années 1990. La hausse des taux d'intérêt due au choc pétrolier de la fin des années 1970 a rendu les emprunts pour les grands projets d'infrastructure coûteux, et s'est combinée à l'inefficacité des dépenses publiques et à l'effondrement des prix à l'exportation. Ainsi, le ratio dette-PIB du Cameroun a atteint un niveau record de 114 % en 1995.

Cependant, une série de changements structurels de l'économie camerounaise, conseillés par les institutions multilatérales, ainsi que l'annulation de la dette par divers partenaires au développement — ont contribué à stabiliser la situation de la dette du Cameroun.[51] [52]

LE CAMEROUN EN 2021

4,1% de croissance économique

45% de ratio dette publique-PIB

-3,3% de solde budgétaire

3.5/ 8 pour l'indice de transparence de la dette de DR

1,2 milliard de dollars d'allégement de la dette par le biais de l'initiative PPTE

6 millions de dollars d'allégement de la dette chinoise

51 millions de dollars d'allégement de la dette du Royaume-Uni

19 millions de dollars d'allégement de la dette des États-Unis

Dans les années 2010, le Cameroun a connu un taux de croissance économique moyen de 4,5 % grâce à l'amélioration du secteur des services ainsi qu'à une hausse de la consommation et des investissements.[53] Néanmoins, en raison de la chute des prix du pétrole et des défis sécuritaires, le pays producteur de pétrole a vu sa dette publique augmenter au fil du temps, faisant plus que doubler, passant de 15,1 % du PIB en 2011 à 34 % en 2018, en raison de projets d'infrastructures clés et de projets en faveur des pauvres. Le déficit budgétaire a également été multiplié par six, passant de 1,0 % du PIB en 2010 à 6,1 % en 2016, bien que le pays ait ensuite connu une réduction du déficit à 2,3 % en 2019. Cette situation est due aux efforts déployés pour élargir l'assiette fiscale, gérer les exonérations fiscales, améliorer l'administration fiscale et lutter contre l'évasion fiscale.[54]

Les principales menaces qui pèsent sur la croissance du Cameroun sont d'ordre interne et régional. Longtemps considéré comme une oasis de stabilité en Afrique centrale, le Cameroun est aujourd'hui confronté à des risques sécuritaires sur de multiples fronts.[55] Les activités terroristes de Boko Haram dans les régions frontalières ainsi que les mouvements sécessionnistes dans les régions anglophones de ce pays largement francophone ont étouffé la croissance des infrastructures, mettant ainsi la pression sur la capacité fiscale nationale.[56]

CAMEROUN

Un autre défi est l'important encours de prêts non décaissés, qui représentait 23 % du PIB en 2017. Cette situation est due à des inefficacités et à des retards dans la mise en œuvre des projets ainsi qu'à la présence de projets non performants, qui peuvent nuire à la confiance des créanciers s'ils sont laissés en l'état.[57] Néanmoins, en ce qui concerne les prêts décaissés, le gouvernement camerounais n'est pas surchargé par le paiement des intérêts, qui n'ont représenté que 4 % des dépenses de l'État en 2017. Cela est dû en partie au fait que le Cameroun a négocié des taux d'intérêt moyens bas sur ses nouveaux engagements en matière de dette extérieure, et qu'il a une part importante de subventions dans son portefeuille de prêts, représentant près d'un tiers de tous les nouveaux prêts.

Les données sur les prêts et sur la dette et l'espace budgétaire en général ont été limitées en raison des délais et de l'accessibilité limitée des portails de données du gouvernement. Toutefois, la couverture des instruments et les stratégies de gestion de la dette sont totalement transparentes, ce qui place le Cameroun dans la moyenne des rapports de l'indice de transparence de la dette. Les types de projets lancés par le Cameroun grâce à des prêts de la Chine et de la Banque mondiale sont présentés ci-dessous, à titre indicatif.

Cameroun

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

LA BANQUE MONDIALE
BIRD • IDA

Nom de projet	$ million	ODD
Extension du système de vidéosurveillance urbaine intelligente; Phase I (2017)	40	9 INDUSTRY, INNOVATION AND INFRASTRUCTURE
Projets d'Adduction en Eau Potable dans 9 villes: Phase II (2010)	86	6 CLEAN WATER AND SANITATION
Système Photovoltaique; Electrification de 350 Communautés; Phase II (2008)	123	9 INDUSTRY, INNOVATION AND INFRASTRUCTURE

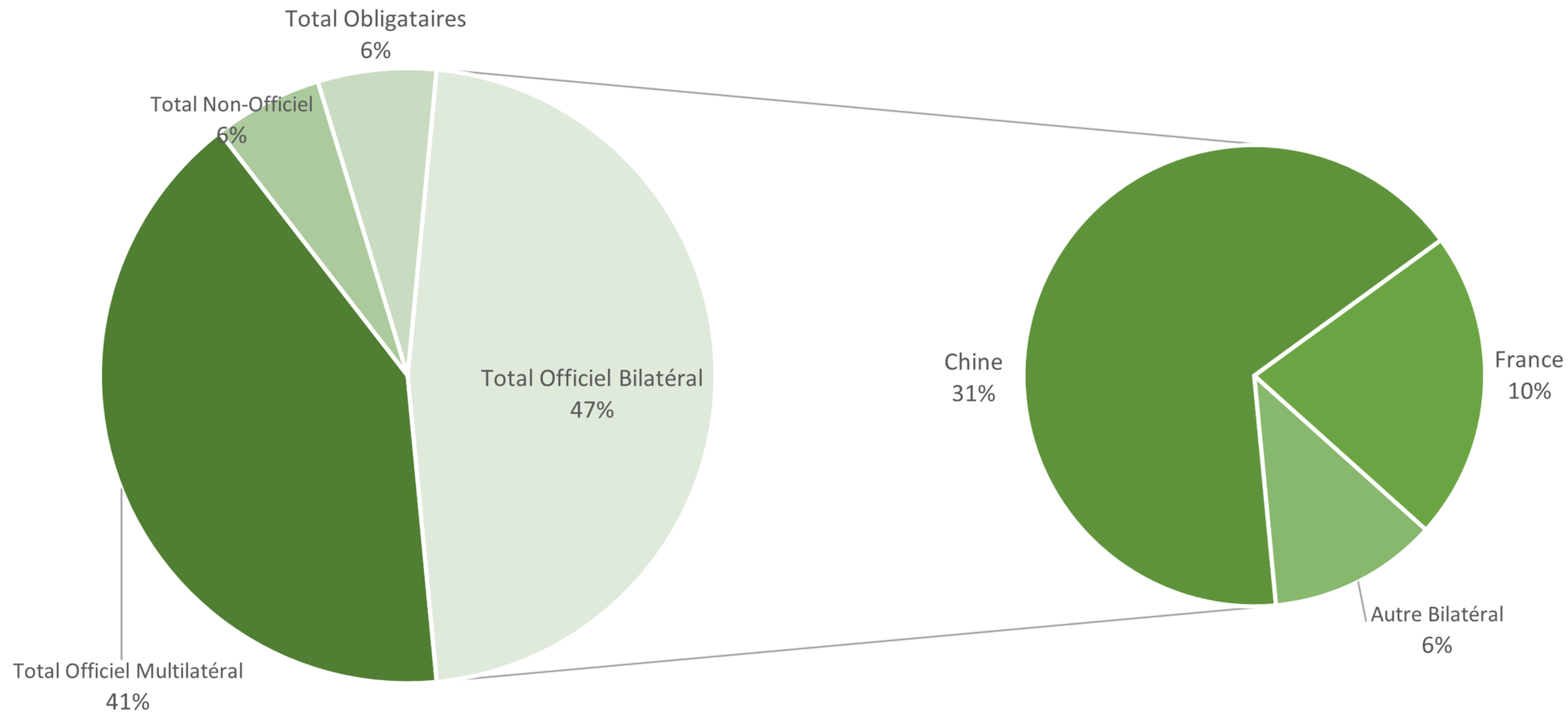
Nom de projet	$ million	ODD
Valorisation des Investissements dans la Vallée de Bénoué (2020)	200	2 ZERO HUNGER
Projet d'enseignement secondaire et de développement des compétences (2020)	125	4 QUALITY EDUCATION
Deuxième consolidation budgétaire et croissance inclusive PDF (2019)	200	8 DECENT WORK AND ECONOMIC GROWTH

Exposition à la dette chinoise

La Chine - tant par le biais de prêts « officiels » que « non officiels », est le plus grand bailleur de fonds individuel du Cameroun, représentant près de 40 % de l'encours de la dette extérieure du Cameroun et du coût total du service de la dette. Le Cameroun a emprunté près d'un milliard de dollars à la Chine pour financer le port de Kribi, et 678 millions de dollars pour un projet d'approvisionnement en eau à partir du fleuve Sanaga.[58] En début d'année 2019, le gouvernement chinois a annulé la dette inter-gouvernementale sans intérêt que le Cameroun n'avait pas payée à la Chine, pour un montant total d'environ 78,4 millions de dollars.[59]

CAMEROUN

Figure 11 : Composition de l'encours de la dette du Cameroun



Source: World Bank DSSI

Défis actuels de financement

Projets a financer par le Cameroun
Quelques exemples :

L'acces a l'electricite pour 37 % de la population
L'acces a l'eau potable pour 40 % de la population
L'acces a internet pour 70 % de la population
Amelioration des infrastructures portuaires a hauteur de 33 % pour atteindre le niveau chinois
Amelioration des infrastructures portuaires a hauteur de 20 % pour atteindre le niveau de la chine

Comme illustré ci-dessus, le Cameroun affiche d'importants besoins de financement afin de répondre aux attentes essentielles de la population pour la réduction de la pauvreté, en particulier l'accès à l'Internet, mais aussi l'accès à l'eau et à l'électricité, qui ne peuvent être satisfaites uniquement par le financement intérieur. Le Cameroun n'a pas un niveau élevé de dette publique, cependant le rythme rapide de croissance de la dette a suscité des inquiétudes quant à la vulnérabilité, aggravées par les défis politiques et l'incertitude susmentionnés. Dans son analyse de la viabilité de la dette, le FMI soutient que le Cameroun dispose d'une capacité suffisante pour surveiller et gérer la dette publique, bien qu'il soit possible d'améliorer la coordination entre le ministère des finances et le Comité national de la dette publique. Toutefois, le FMI affirme que le Cameroun est confronté à un risque élevé de surendettement, la coalition *Jubilee Debt Campaign* prévoit une crise de la dette en 2020, ce qui met en évidence les faiblesses de la capacité du Cameroun à remplir ses obligations en matière de dette.

Le Cameroun devrait renouer avec la croissance économique en 2021, à un taux de 4,1 %, dans l'hypothèse d'une reprise économique mondiale. Toutefois, si les prix des principales exportations de matières premières (telles que le pétrole et le bois) continuent à baisser, la balance des paiements pourrait subir un choc plus long et plus profond, d'autant plus que de nombreux remboursements du principal des emprunts du Cameroun sont dus en 2022-2025.[60]

Pour ce qui est de la solvabilité, Fitch a maintenu la note de crédit du Cameroun à « B » en avril 2020 — ce qui est inférieur à la note d'investissement et très spéculatif mais suggère une capacité à respecter les engagements financiers actuels en supposant qu'il n'y ait pas de chocs économiques majeurs — bien que les perspectives soient négatives.[61]

CAMEROUN

Impact de la COVID-19

Le gouvernement camerounais s'efforce de fournir des aides sociales et économiques aux citoyens et des pensions plus élevées ainsi que certaines exonérations fiscales.[62] Au total, le Cameroun a inscrit au budget 310 millions de dollars pour les mesures d'atténuation de la Covid-19 d'ici septembre 2020. L'aide sociale comprend un soutien supplémentaire aux ménages recevant des allocations familiales, qui ont bénéficié d'une augmentation de 55 % des paiements. En 2018, ce programme a touché 200 000 enfants, soit 0,8 % de la population.

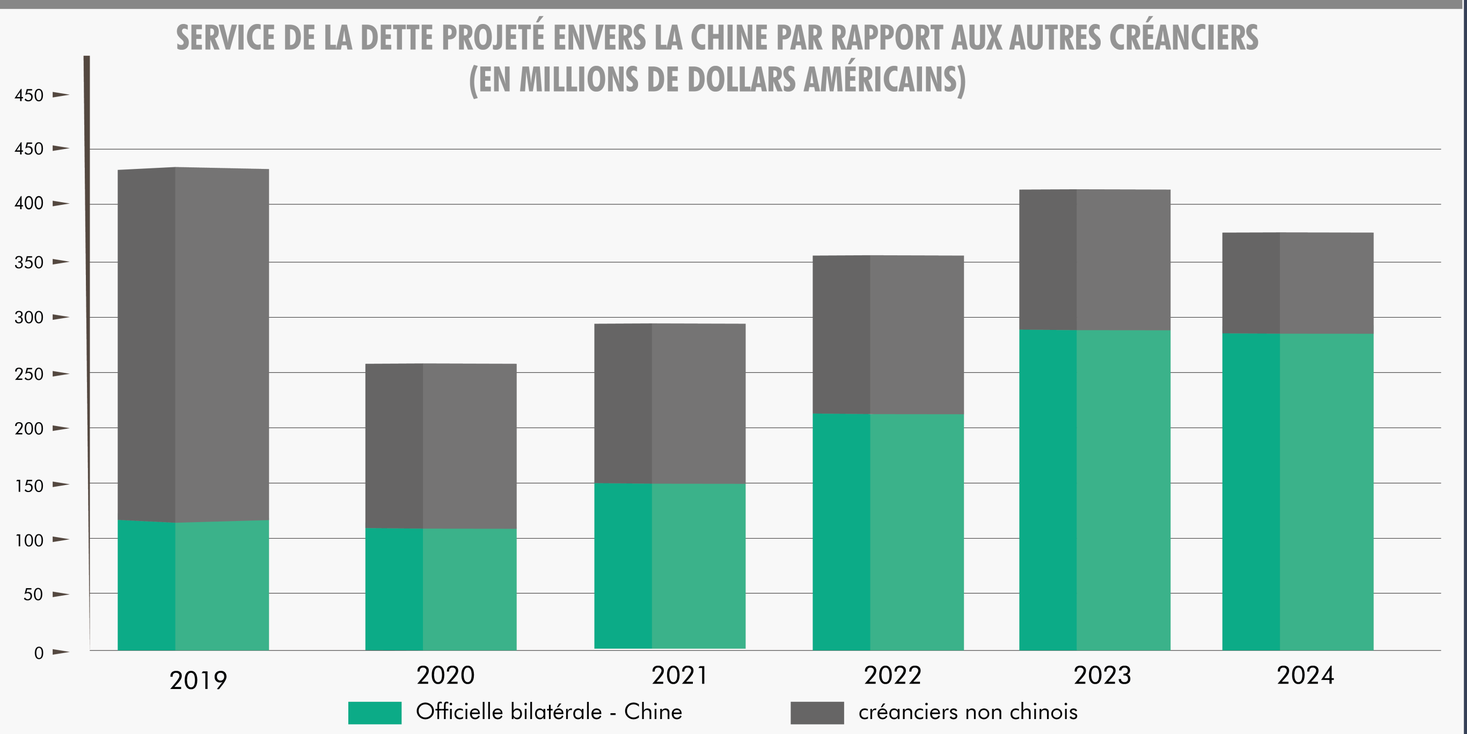
Toutefois, bien que la pandémie de COVID-19 ait fait des ravages dans l'économie, avec une croissance du PIB prévue à -1,2 % alors que le déficit budgétaire pourrait presque doubler pour atteindre 4,3 % du PIB en 2020, les répercussions ne devraient pas être graves. Cela tient au fait que le Cameroun a une économie modérément diversifiée, qui ne dépend pas fortement du tourisme, des transferts de fonds ou d'une seule denrée. En effet, avant la pandémie, les recettes touristiques représentaient moins de 10 % du total des exportations alors que la somme de ses échanges avec la Chine, les États-Unis et l'Europe s'élevait à moins de 20 % du PIB.[63] Bien qu'il soit exportateur de pétrole, le Cameroun ne dépend pas trop du pétrole brut pour ses devises, qui représentent environ 35 % de la valeur des exportations du pays, bien que les fluctuations des prix du pétrole continuent d'influencer les termes de l'échange.[64]

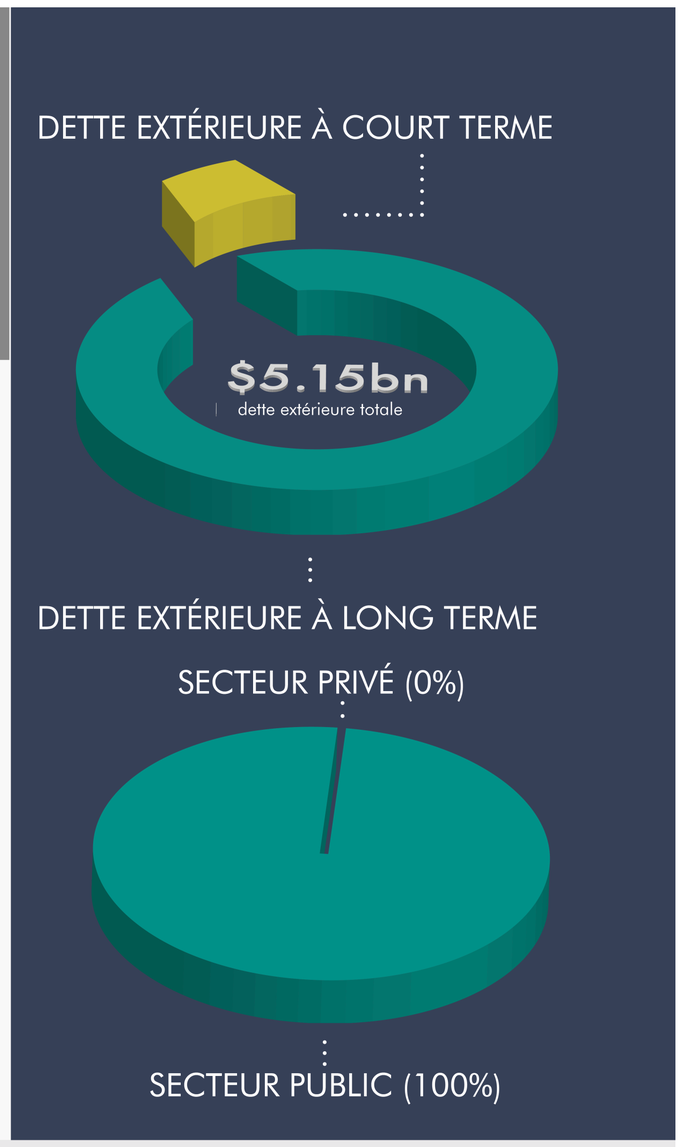
Le Cameroun est donc en meilleure position pour faire face à la tempête que les pays exportateurs de pétrole non diversifiés, comme l'Angola et le Congo, qui risquent de souffrir d'une crise de la balance des paiements. La situation d'un gouvernement incapable de financer un déficit causé par une détérioration de la valeur des exportations par rapport aux importations vu que le pétrole représente plus de 90 % des recettes d'exportation du pays.

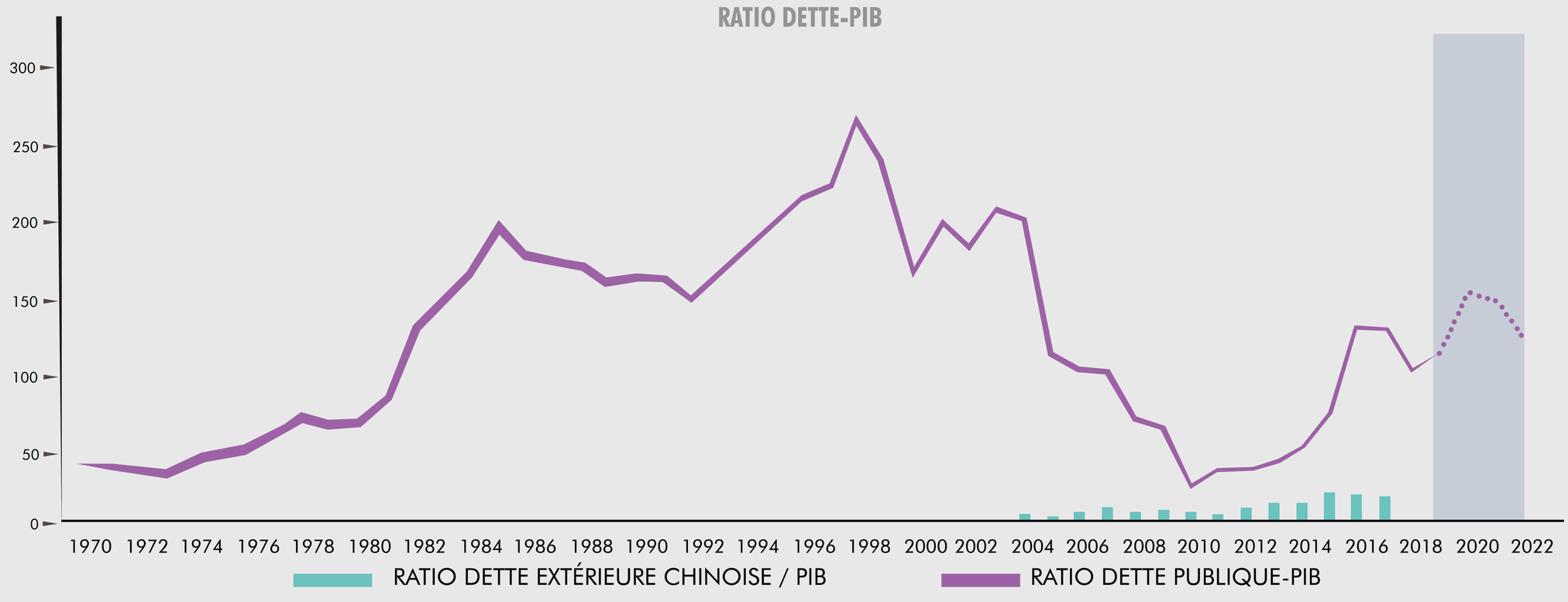
Pour aider à financer la reprise post COVID-19, le Cameroun participe à l'initiative de suspension du service de la dette (ISSD) du G20, qui permettrait au pays de bénéficier d'une suspension du service de la dette par ses créanciers bilatéraux officiels — dont la Chine — pour un montant total de 337 millions de dollars jusqu'en fin 2020. En mai 2020, le gouvernement camerounais a également contracté un prêt de 226 millions de dollars auprès du FMI dans le cadre de la Facilité de crédit rapide (FCR) sans intérêt afin d'atténuer les effets de la COVID-19.[65] La FCR consiste en un appui budgétaire destiné à couvrir environ un tiers des besoins de financement induits par la pandémie au Cameroun.[66]

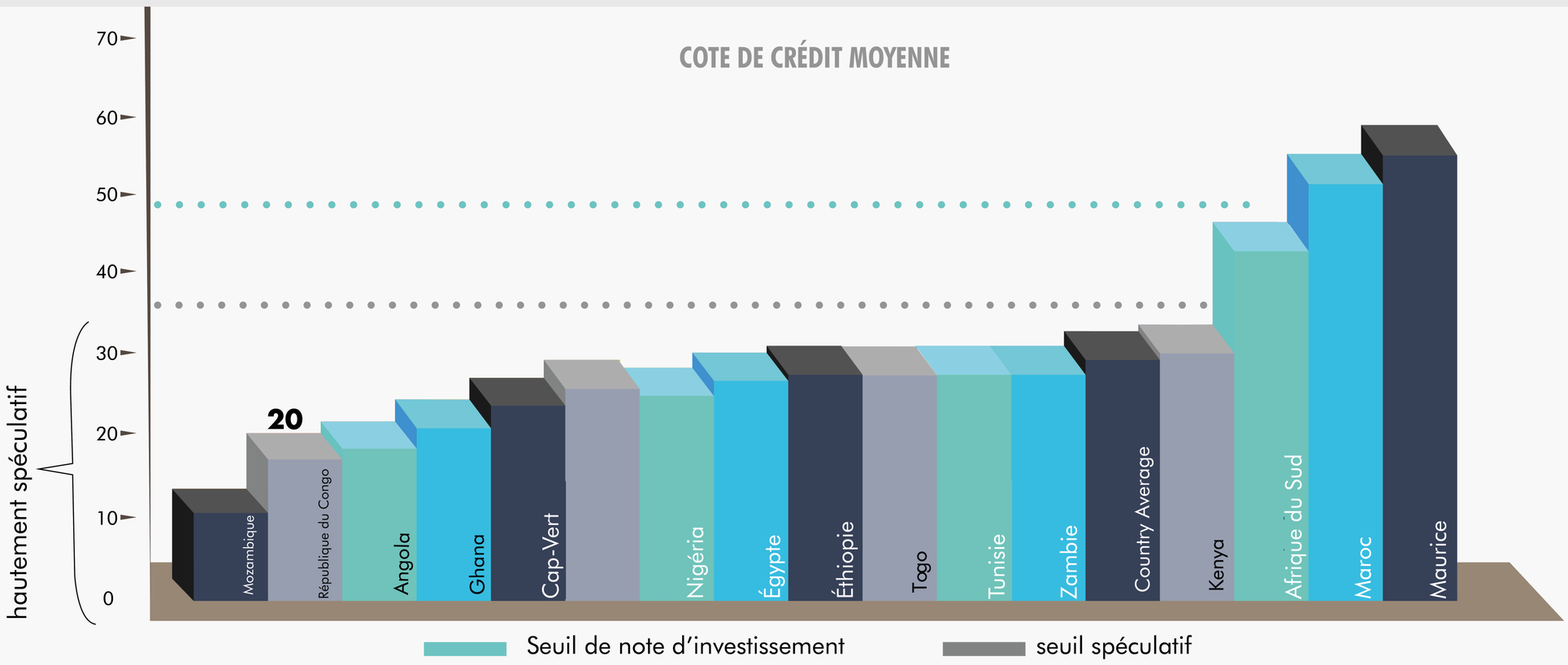
RÉPUBLUQUE DU CONGO

RÉPUBLIQUE DU CONGO
APERÇU DU PAYS









BRI and AfCFTA

A signé de Mémorandum d'accord dans le cadre des «Nouvelles routes de la soie» avec la Chine?	**Oui**
A ratifié l'Accord de libre-échange continental africain?	**Oui**

RÉPUBLUQUE DU CONGO

Historique de la dette

Autrefois classée comme une conomie à revenu moyen inférieur, une combinaison de crises monétaires, de faiblesses institutionnelles/corruption généralisée et de séries successives de guerres civiles ont ravagé l'économie et, par conséquent, le niveau de vie de ses citoyens. Le revenu par habitant au Congo était plus élevé en 1984 qu'il ne l'est aujourd'hui.

La dette publique a culminé à 264 % du PIB en 1998, et est restée supérieure à 100 % du PIB jusqu'en 2005, lorsque le pays a obtenu un allégement de la dette auprès d'un certain nombre de créanciers.

LA REPUBLIC DU CONGO EN 2021

3,4%	de croissance économique
98.4%	de ratio dette publique-PIB
1.8%	de solde budgétaire
2/ 8	pour l'indice de transparence de la dette de DR

1,8 milliard de dollars d'allégement de la dette par le biais de l'initiative PPTE

139 millions de dollars d'allégement de la dette chinoise

65 millions de dollars d'allégement de la dette du Royaume-Uni

15 millions de dollars d'allégement de la dette des États-Unis

Cependant, depuis 2015, le Congo se trouve dans une position budgétaire fragile en raison d'une crise économique provoquée par la chute des prix du pétrole, avec une croissance moyenne du PIB de -0,26 % par an.[67] Le niveau d'endettement a fortement augmenté et le pays est en situation de surendettement selon le FMI : la dette publique s'élevait à 98,5 % du PIB en 2018, soit plus du double du niveau de 45,1 % en 2012. Cette situation est due en partie au crédit acquis pour financer des projets d'investissement et augmenter les salaires dans le secteur public.[68]

Début 2020, Global Witness a découvert que la Société Nationale des Pétroles du Congo (SNPC) — la plus grande entreprise publique du Congo — détenait 2,7 milliards de dollars de dettes non divulguées auparavant envers des compagnies pétrolières américaines et européennes, auxquels s'ajoutent 606 millions de dollars dus à un consortium de banques, dont EcoBank, un conglomérat bancaire panafricain.[69] Cela pourrait conduire à une nouvelle évaluation à la hausse de l'encours croissant de la dette du Congo.

L'indice de transparence de la dette de ce rapport reflète des déclarations erronées et un manque de clarté sur la situation de la dette du pays. Le Congo a obtenu le deuxième plus faible score parmi tous les pays étudiés, ne disposant d'aucune stratégie efficace en matière de dette, d'un bureau de gestion de la dette, de lois sur la liberté d'information ou de publication des contrats gouvernementaux.

RÉPUBLUQUE DU CONGO

Le Congo est un pays exportateur de pétrole avec une économie relativement peu diversifiée : le pétrole brut représente 85 % des exportations et 80 % des recettes fiscales.[70] Le sort économique du pays est donc étroitement lié aux fluctuations des prix du pétrole, qui ont été relativement bas ces dernières années. En 2015, la perte de devises et d'autres sources de revenus a été si importante que le Congo a connu un déficit fiscal de 24,8 % du PIB. Cependant, en 2018, ce pays d'Afrique centrale a réussi à enregistrer un excédent budgétaire de 6,6 % du PIB grâce au redressement des prix du pétrole ainsi qu'à la réduction des budgets publics impliquant des changements de politique de gouvernance et des recettes non pétrolières plus importantes.[71]Cette volatilité est aggravée par la dépendance du Congo à l'égard du commerce avec la Chine, les États-Unis et l'Europe, qui représentent collectivement plus de 50 % du PIB, ce qui suggère un manque de protection face aux enjeux mondiaux.[72]

Bien que l'encours total de la dette extérieure soit modéré, à 44,1 % du PIB en 2018, le gouvernement congolais consacre une part importante des recettes au service de la dette. Avec 11 % des dépenses publiques en 2018, le service de la dette dépassait les dépenses de santé en 2017 de plus de trois fois, ce qui représente un coût d'opportunité potentiellement élevé SI les projets financés par des prêts ne contribuent pas à améliorer le niveau de vie des citoyens ou à générer un retour. Il y a donc lieu de s'inquiéter de la gestion de la dette du pays et de sa viabilité ultérieure. Les types de projets lancés par le Congo grâce à des prêts de la Chine et de la Banque mondiale sont présentés ci-dessous, à titre indicatif.

République du Congo

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

LA BANQUE MONDIALE
BIRD • IDA

Project Name	$ million	ODD
Migration vers la Télévision Digitale (2017)	162	9 INDUSTRY, INNOVATION AND INFRASTRUCTURE
Telecommunications Nationales Phase III (2017)	161	9 INDUSTRY, INNOVATION AND INFRASTRUCTURE
Centre Commercial (Mall) de Brazzaville (2017)	502	9 INDUSTRY, INNOVATION AND INFRASTRUCTURE

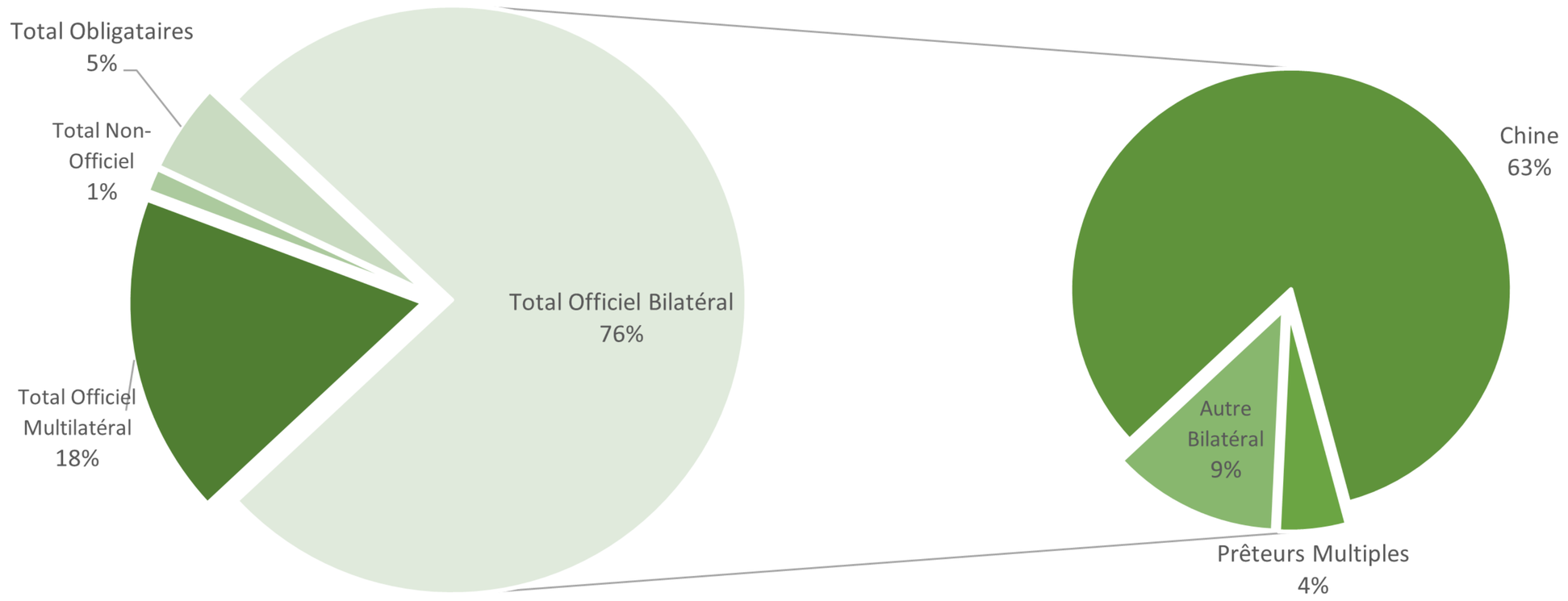
Nom de projet	$ million	ODD
Système de filets de sûreté de Lisungi, Phase II (2019)	22	3 GOOD HEALTH AND WELL-BEING
Projet d'Appui au Développement d'Entreprise et à la Compétitivité (2018)	25	8 DECENT WORK AND ECONOMIC GROWTH
Projet de renforcemetn des capacités statistiques (Financement Supplémentaire) (2018)	25	9 INDUSTRY, INNOVATION AND INFRASTRUCTURE

RÉPUBLUQUE DU CONGO

Exposition à la dette chinoise

Les investisseurs chinois ont des participations considérables dans le portefeuille de la dette du Congo. Comme en Angola, les instruments adossés au pétrole servent souvent de garantie pour le crédit chinois.[73]En 2020, la part de la dette chinoise dans l'encours total de la dette extérieure est de 45 %, tandis que le service de la dette envers la Chine représente 43 % du service total de la dette.[74] Ces prêts sont utilisés principalement pour financer des projets de construction, notamment des autoroutes. Ces dernières années, le Congo a emprunté 1,8 milliard de dollars pour construire une nouvelle autoroute reliant la capitale Brazzaville à la côte et 537 millions de dollars supplémentaires pour une deuxième autoroute.[75] En 2019, la Chine a accepté une restructuration de la dette d'un montant total de 1,6 milliard de dollars, offrant de nouvelles conditions pour huit des 24 prêts chinois au Congo.[76] [77]

Figure 12 : Composition de l'encours de la dette de la République du Congo



Source: World Bank DSSI

Défis actuels de financement

Projets a financer par le Congo
Quelques exemples :

L'acces a l'electricite pour 31 % de la population
L'acces a l'eau potable pour 55 % de la population
L'acces a internet pour 87 % de la population
Amelioration des infrastructures commerciale a hauteur de 45 % pour atteindre le niveau de la chine

Comme illustré ci-dessus, le Congo a d'importants besoins de financement à couvrir pour répondre aux principales attentes de la population en matière de réduction de la pauvreté, en particulier l'amélioration des infrastructures routières, ainsi que l'accès à l'Internet et à l'eau, dont une grande partie ne pourra probablement pas être assurée uniquement par le financement intérieur. Cependant, le FMI classe le Congo dans la catégorie des pays très vulnérables à l'endettement, qui s'est aggravé en raison de la pandémie, et le FMI suggère maintenant que le Congo est en situation de surendettement.[78]

RÉPUBLUQUE DU CONGO

Le Congo a la deuxième plus faible note de crédit parmi les vingt pays étudiés dans ce rapport et est considéré comme un pays classé comme « de pacotille » par toutes les grandes agences de notation de crédit, risquant de faire défaut. Bien que le solde budgétaire varie d'année en année en fonction des revenus pétroliers, la dette publique est proche ou supérieure à 100 % du PIB depuis 2016. En outre, les tests de résistance du FMI ont révélé que la valeur actuelle de la dette publique et garantie par l'État du Congo par rapport au PIB est bien supérieure au seuil de 35 % associé à la vulnérabilité de 2018 à 2030, même dans le scénario de base, ce qui implique une faible capacité de supporter la dette.[79]

Le Congo devrait renouer avec la croissance économique en 2021, à un taux de 2,6 %, dans l'hypothèse d'une reprise économique mondiale. Toutefois, si les prix du pétrole restent bas, la balance des paiements pourrait subir un choc plus long et plus profond. Le Congo restera vulnérable aux chocs exogènes tant que son économie ne sera pas diversifiée. Conscient de ce fait, le gouvernement a introduit le Plan national de développement pour accroître la contribution économique de ses secteurs agricole, industriel et touristique. [80]

Impact de la COVID-19

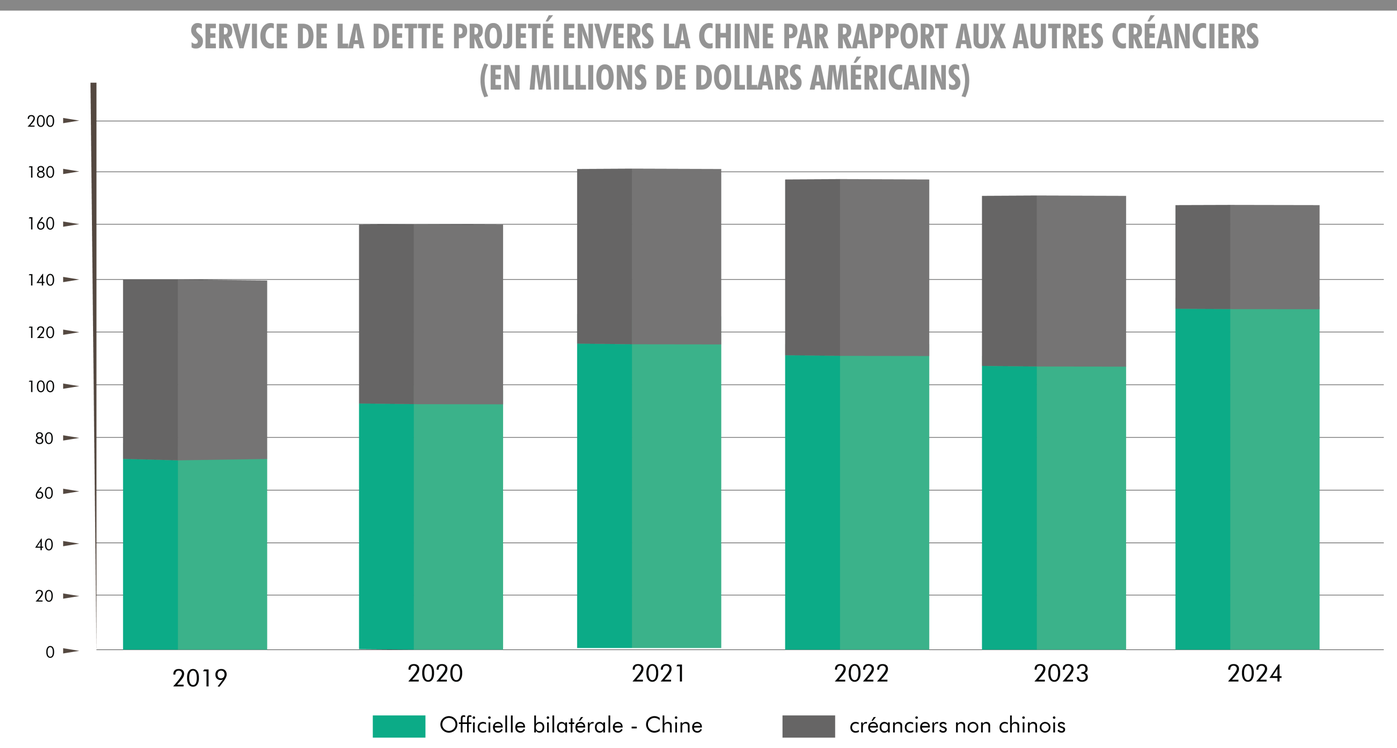
En réponse à la COVID-19, le gouvernement congolais a prévu un budget de 170 millions de dollars (1,5 % du PIB) en septembre 2020, a créé un fonds d'urgence et un fonds de solidarité nationale pour soutenir les entreprises et les personnes vulnérables. [81] Il a notamment mis en place des programmes d'assistance sociale permettant de fournir des transferts en espèces à 200 000 ménages. Le gouvernement et ses partenaires avaient l'intention de toucher 954 000 personnes (17,2 % de la population) avec l'aide sociale au titre de la Covid-19.

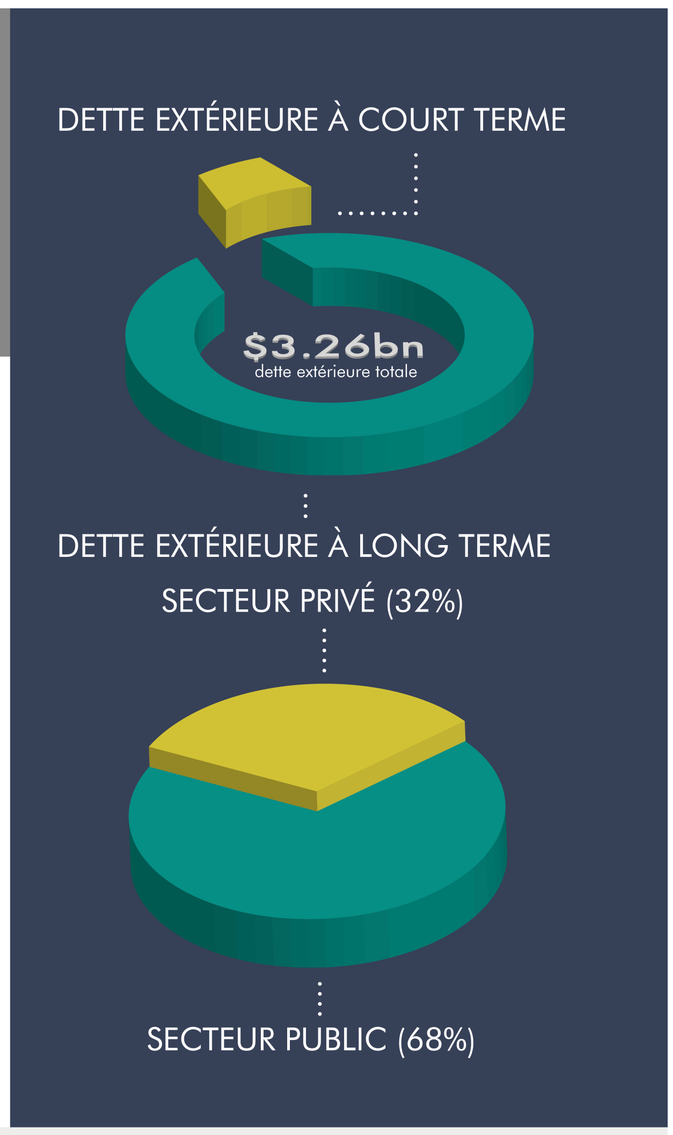
En effet, la pandémie de COVID-19 a mis en péril la lente reprise du Congo après la crise économique du milieu des années 2010. La Banque africaine de développement prévoit que le PIB se contractera de 9,1 % en 2020 selon son scénario « le plus pessimiste », en raison de la chute des prix du pétrole due à une baisse de la demande. Le budget du Congo devrait à nouveau être déficitaire, avec un solde budgétaire prévu de -11,2 % pour 2020, tandis que la dette publique pourrait atteindre 150 % du PIB dans un contexte de détérioration potentielle des termes de l'échange et de la balance des paiements, soit le taux le plus élevé parmi les pays analysés dans ce rapport.

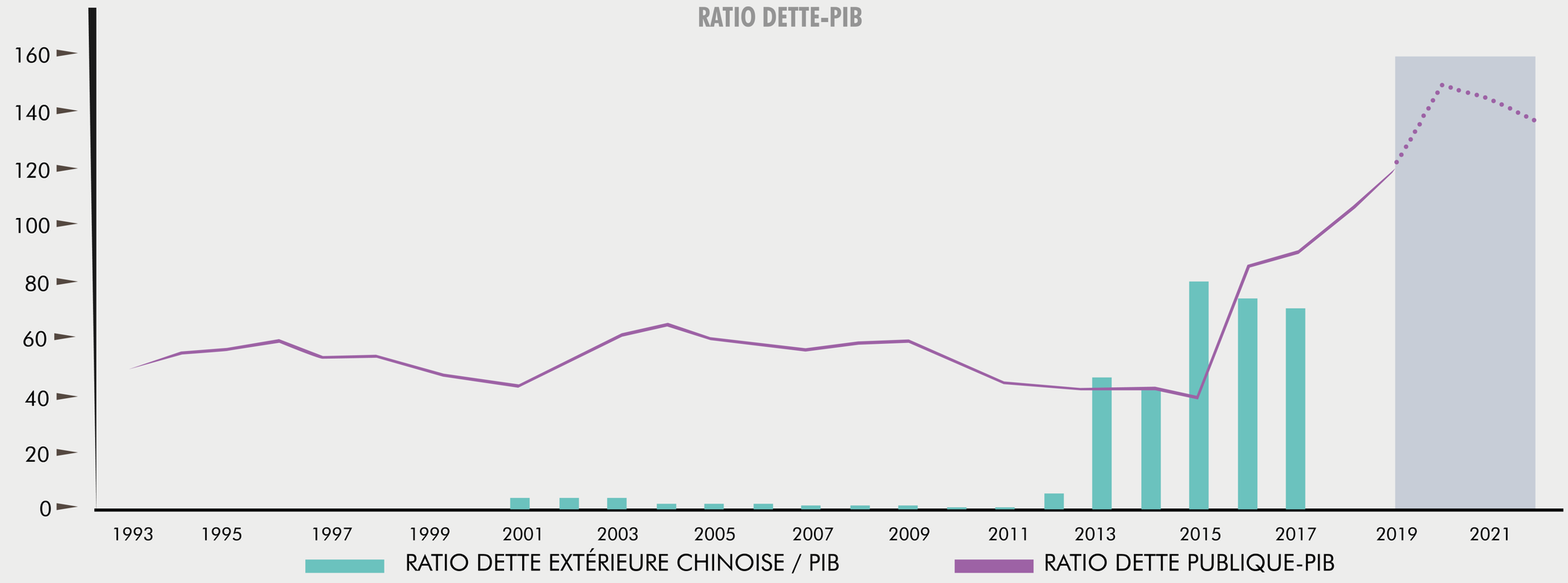
Ainsi, le Congo a demandé un soutien dans le cadre de l'initiative de suspension du service de la dette (ISSD) du G20, qui permettrait au pays de bénéficier d'une suspension du service de la dette par ses créanciers bilatéraux officiels — dont la Chine — pour un montant total de 181,8 millions de dollars d'ici fin 2020. Le gouvernement congolais a également sollicité l'aide d'urgence du FMI dans le cadre de la facilité de crédit rapide sans intérêt pour atténuer les effets de la COVID-19. En décembre 2020, le conseil d'administration du FMI n'avait pas encore approuvé cette demande en raison des difficultés rencontrées par le gouvernement congolais pour se conformer aux conditions d'un autre prêt du FMI déboursé il y a un an. [82]

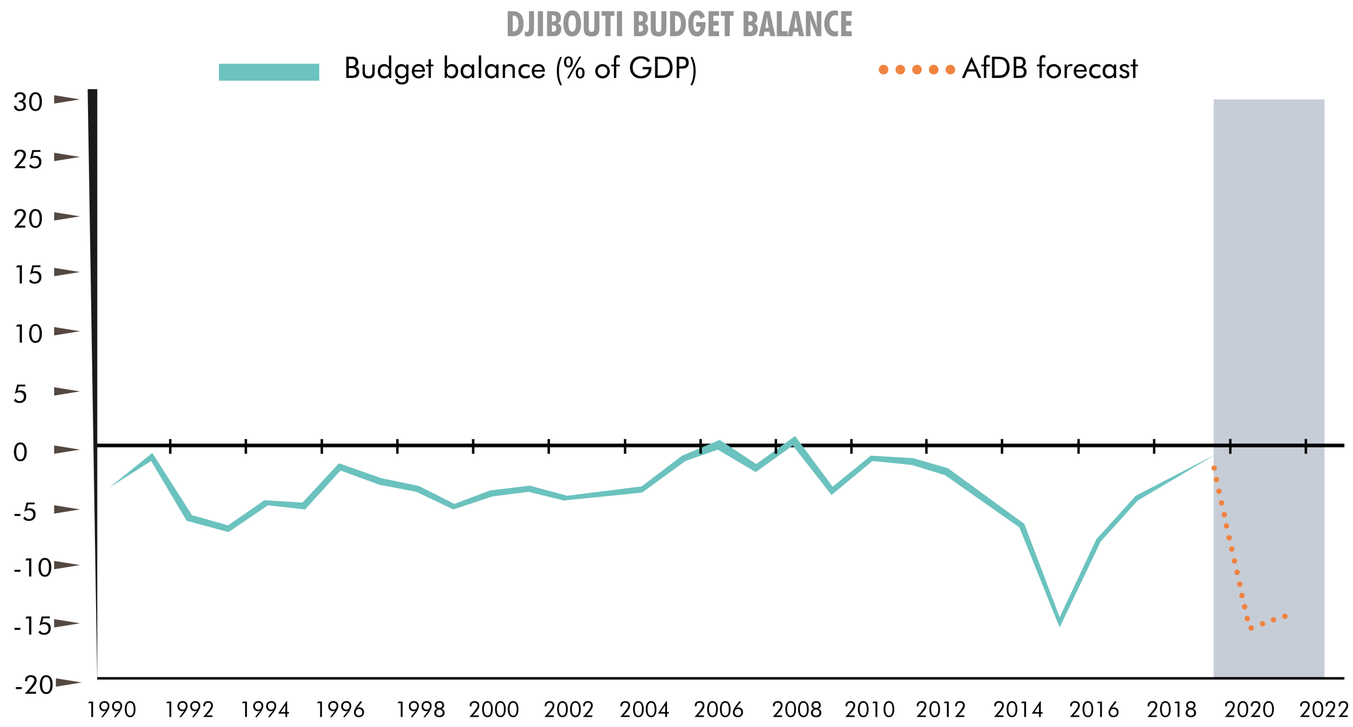
DJIBOUTI

DJIBOUTI
APERÇU DU PAYS









BRI and AfCFTA

A signé de Mémorandum d'accord dans le cadre des «Nouvelles routes de la soie» avec la Chine?	Oui
A ratifié l'Accord de libre-échange continental africain?	Oui

DJIBOUTI

Historique de la dette

L'économie de Djibouti a connu des difficultés dans les années 1990 avec une croissance globalement négative en moyenne sur la période de 1991 à 1999 en raison de la sécheresse et d'une guerre civile.[83] Néanmoins, le pays n'a pas rempli les conditions requises pour participer à l'initiative PPTE, car il a été jugé comme n'étant pas lourdement endetté. Par ailleurs, il n'y a aucune référence officielle à un allégement de la dette par la Chine au cours de la même période.

Tout au long des années 2000, la dette publique de Djibouti est restée contenue puisque la nature fragile du pays a fait que les créanciers mondiaux n'ont pas voulu lui accorder de dette.

DJIBOUTI EN 2021

8,5% de croissance économique
41,7% de ratio dette publique-PIB
-14.6% de solde budgétaire
1/ 8 pour l'indice de transparence de la dette de DR

Cependant, depuis 2013, la dette extérieure a connu une augmentation rapide, atteignant un pic de 122 % du PIB en 2017, alors que la dette des administrations publiques n'est que de 48 %. L'écart entre ces chiffres indique que le secteur privé et les entreprises publiques hors bilan s'engagent dans des projets d'infrastructure financés par l'extérieur.

Depuis les années 2010, Djibouti a connu un boom économique grâce à de lourds investissements en infrastructures ainsi qu'à l'augmentation des flux commerciaux, avec une croissance annuelle du PIB de 7,1 % en moyenne entre 2015 et 2019.[84] Les dépenses publiques ont considérablement augmenté pour les grands projets de construction, notamment une ligne de chemin de fer et le renforcement des activités portuaires, conformément aux efforts déployés par Djibouti pour tirer parti de sa position stratégique dans la Corne de l'Afrique. La plupart des infrastructures étant entre les mains des entreprises publiques, le pays a dû accumuler une dette importante pour financer ces projets : en 2018, le ratio dette-PIB s'élevait à 104 %. Les types de projets lancés par Djibouti grâce aux prêts accordés par la Chine et la Banque mondiale sont présentés ci-dessous, à titre indicatif.

Djibouti

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

LA BANQUE MONDIALE
BIRD • IDA

Project Name	$ million	ODD
Zone de libre-échange commercial de Djibouti (2017)	115	8 DECENT WORK AND ECONOMIC GROWTH
Port à Usages Multiples de Doraleh; Port à Bétail de Damerjog (2016)	344	9 INDUSTRY, INNOVATION AND INFRASTRUCTURE
90km de ligne électrique Nagad-Holl Holl-AliSabieh (2016)	20	9 INDUSTRY, INNOVATION AND INFRASTRUCTURE

Project Name	$ million	ODD
Projet d'Amélioration de la réponse aux Impacts liés au Déplacement (2020)	10	3 GOOD HEALTH AND WELL-BEING
Gestion économique et développement des statistiques pour l'élaboration des politiques (2020)	17	8 DECENT WORK AND ECONOMIC GROWTH
Augmentation des Possibilités d'Apprentissage (2019)	28	4 QUALITY EDUCATION

DJIBOUTI

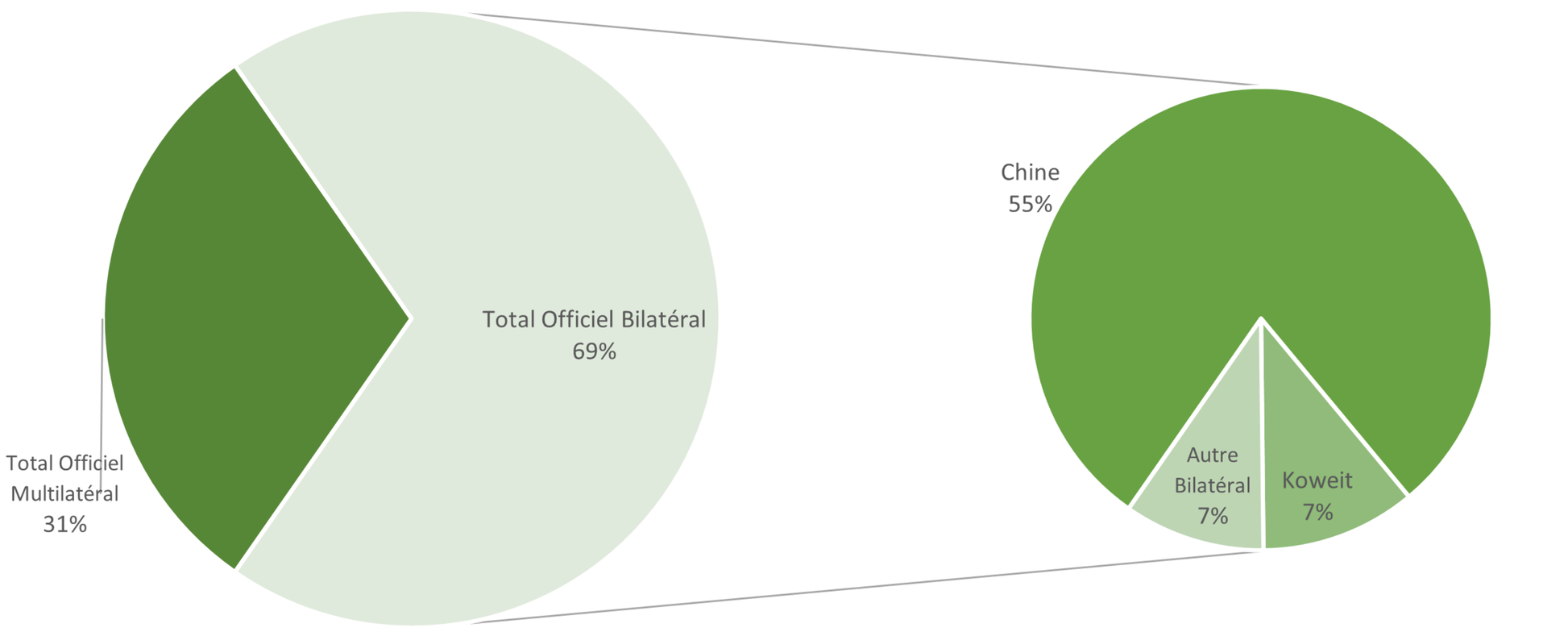
Le déficit budgétaire de Djibouti a atteint un pic de 15,4 % du PIB en 2015 en raison des investissements dans les deux projets de grande envergure susmentionnés, pour ensuite diminuer à 0,8 % du PIB en 2019 vers la fin de ces projets.[85] Les deux projets en questions sont : (i) un réseau ferroviaire entre Djibouti et Addis-Abeba pour améliorer les liens commerciaux (voir ci-dessous) et (ii) cinq ports nouveaux ou agrandis. [86] Cette diminution des dépenses a compensé la baisse correspondante des recettes publiques attribuée aux exonérations fiscales pour les activités clés, y compris les zones franches.[87] Le service total de la dette en pourcentage du RNB a plus que triplé depuis 2015 pour atteindre 21,4 % en 2019, car les taux d'intérêt indexés sur le LIBOR associés au portefeuille de prêts de Djibouti ont augmenté à la fin des années 2010.[88]En 2019, le FMI a évalué la situation de la dette de Djibouti comme étant viable : malgré l'augmentation de la dette, les principaux prêts ont été restructurés, réduisant ainsi la pression sur la capacité de service de la dette nationale.[89]

Djibouti a obtenu la note la plus basse dans l'indice de transparence de la dette de ce rapport, avec un score de 1, qui a été attribué au Bureau de gestion de la dette de Djibouti, qui a déjà reçu un financement et une formation de l'UE. Toutefois, pour tous les autres aspects de la transparence de la dette, Djibouti a obtenu un score de zéro.

Exposition à la dette chinoise

La Chine est le plus grand créancier de Djibouti, le crédit chinois représentant 58 % du stock total de la dette extérieure du pays. De même, 58 % des coûts du service de la dette de Djibouti sont payés à la Chine. Djibouti a utilisé les prêts chinois pour financer une zone de libre-échange de 3,5 milliards de dollars, qui devrait être la plus grande du continent, en plus de construire une voie ferrée, deux aéroports et un pipeline.[90] Ces projets généreront sans aucun doute une nouvelle croissance économique, mais certains autres créanciers ont exprimé leur inquiétude quant à l'exposition excessive de Djibouti à la dette chinoise, qui pourrait le rendre vulnérable et incapable d'accéder à des financements de leur part. En effet, si le pays recherchait auparavant des financements auprès des E.A.U., de l'Arabie Saoudite, du Koweït, de l'Europe et de la Turquie, ce n'est plus le cas aujourd'hui.

Figure 13 : Composition de l'encours de la dette de Djibouti



Source: World Bank DSSI

DJIBOUTI

Défis actuels de financement

Projets a financer par Djibouti
Quelques exemples :

L'acces a l'electricite pour 40 % de la population
L'acces a l'eau potable pour 24 % de la population
L'acces a internet pour 44 % de la population
Amelioration des infrastructures commerciale a hauteur de 26 % pour atteindre le niveau de la chine

Comme illustré ci-dessus, Djibouti a d'importants besoins de financement pour répondre aux principales attentes de la population en matière de réduction de la pauvreté, en particulier l'amélioration des infrastructures routières, ainsi que l'accès à l'Internet et à l'eau, dont une grande partie ne pourra probablement pas être assurée uniquement par le financement intérieur. Le FMI considère que la dette de Djibouti est viable dans le cadre du scénario de base, mais avec un risque élevé de surendettement en cas de nouveau choc économique, étant donné que leur capacité à assurer le service de la dette pourrait être considérablement affaiblie. De même, la coalition *Jubilee Debt Campaign* prévoit une crise de la dette en 2020. Le FMI et Jubilee estiment que la vulnérabilité de la dette s'est accrue en raison d'une trop forte concentration sur les grands projets d'investissement dans quelques sous-secteurs au détriment des efforts globaux visant à améliorer la productivité des facteurs, la gestion de la dette et la mobilisation des ressources intérieures. Les organisations multilatérales estiment que cette situation est renforcée par les défis structurels en matière de gouvernance.[91]

Néanmoins, ces grands projets d'investissement sont une source de croissance, bien que vulnérables aux chocs extérieurs. La petite économie djiboutienne est fortement dépendante des opérations portuaires : les secteurs manufacturier et des services tournent presque entièrement autour des activités du port, représentant plus de 80 % du PIB.[92] Plus de 80 % des activités du port concernent à leur tour le commerce éthiopien : L'Éthiopie est le plus grand partenaire commercial de Djibouti et, en tant que pays enclavé, elle dépend de l'accès au port de Djibouti pour le transport de ses marchandises.[93] Les recettes en devises de Djibouti sont susceptibles de diminuer en raison de la baisse de la demande pour les exportations éthiopiennes en 2020, en raison de la faiblesse de la demande mondiale et des perturbations de la chaîne d'approvisionnement.[94] En conséquence, la forte dépendance de Djibouti aux devises étrangères crée des vulnérabilités potentielles dans le service de sa dette.

Impact de la COVID-19

Afin de faire face à la COVID-19, Djibouti a introduit des mesures d'assistance sociale, notamment la distribution de nourriture aux ménages vulnérables et des transferts d'argent, 11,2 millions de dollars de microcrédits aux petites entreprises et a reporté un prélèvement fiscal.[95] Le coût total est estimé à 70 millions de dollars d'ici à septembre 2020.

Cependant, la pandémie de COVID-19 a affaibli la position macroéconomique du pays, avec un PIB qui devrait se contracter de 0,5 % en 2020 selon le « pire scénario » de la Banque africaine de développement. Le déficit budgétaire est particulièrement menacé, pouvant atteindre 15,6 % du PIB, et la dette publique devrait atteindre 150 % du PIB en 2020, soit le ratio dette-PIB le plus élevé parmi les pays étudiés dans ce guide. Afin de maîtriser la dette publique et de réduire les vulnérabilités futures, le pays devrait viser une croissance plus équilibrée, en particulier dans le cadre de la mise en œuvre de la Vision Djibouti 2035, qui vise à faire de Djibouti un centre régional de logistique, de commerce et de transbordement.[96]

DJIBOUTI

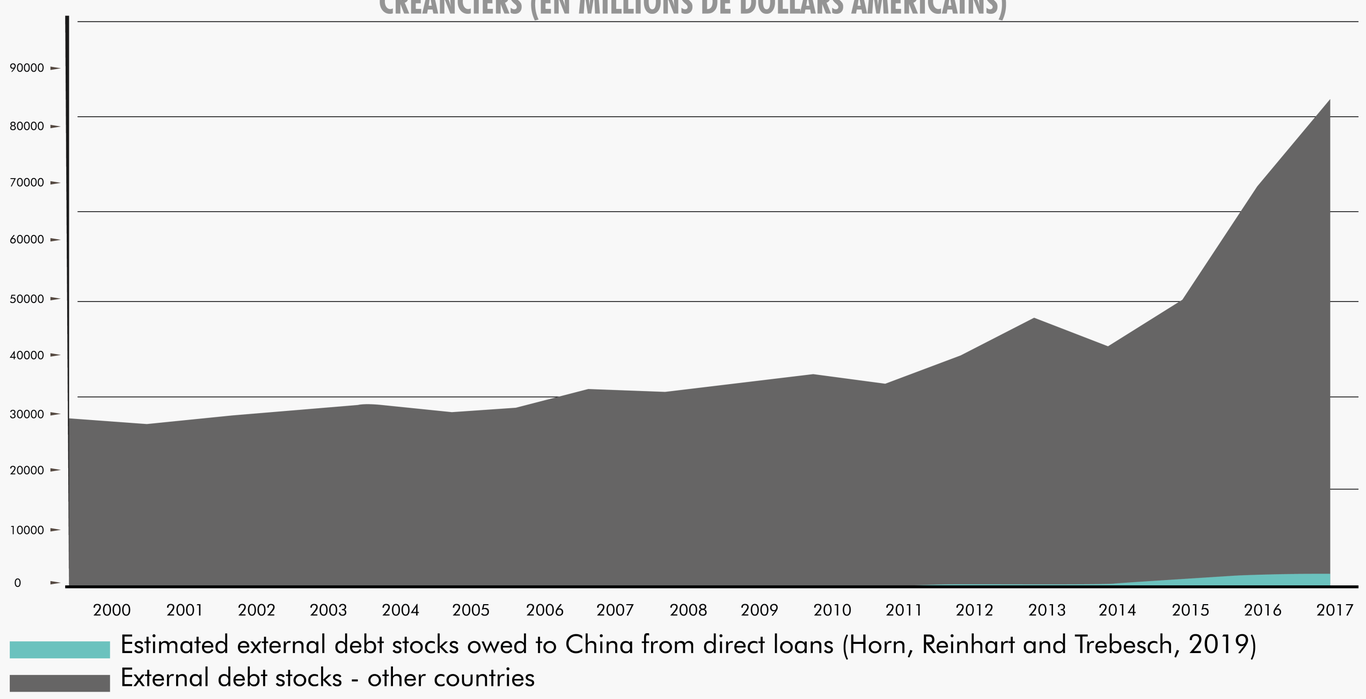
Dans cette optique, dans l'hypothèse d'une reprise économique mondiale, le pays devrait renouer avec la croissance économique en 2021, à un taux de 5,2 %.

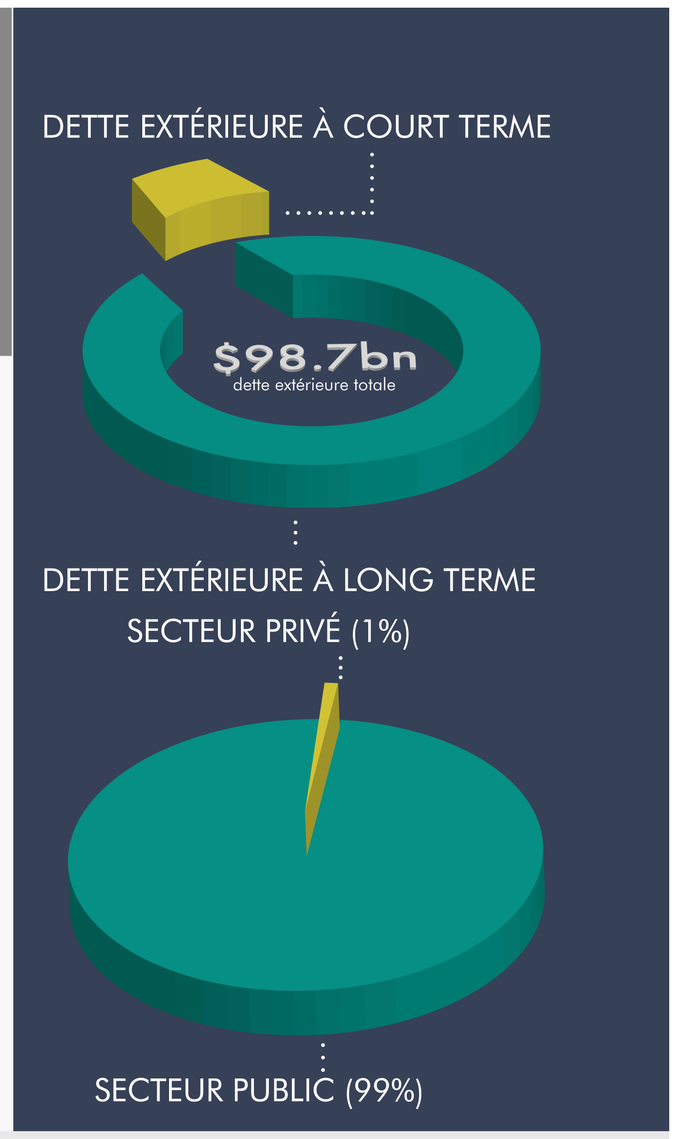
Djibouti a participé à l'initiative de suspension du service de la dette du G20 (ISSD), qui permettrait au pays de bénéficier d'une suspension du service de la dette de ses créanciers bilatéraux officiels — dont la Chine — pour un montant total de 56,8 millions de dollars d'ici à fin 2020.[97] En mai 2020, Djibouti a demandé et obtenu un nouveau prêt de 43,4 millions de dollars sur la facilité de crédit rapide (FCR) sans intérêt du FMI pour atténuer les effets économiques de la pandémie, ainsi que des dons d'un montant maximum de 8,2 millions de dollars (sous réserve de la disponibilité des ressources) pour aider le pays à couvrir d'autres obligations liées au service de la dette envers le FMI.[98] Ces fonds sont directement versés au budget de Djibouti et devraient représenter jusqu'à 11 % des réserves de change brutes à leur plus haut niveau.[99]

EGYPTE

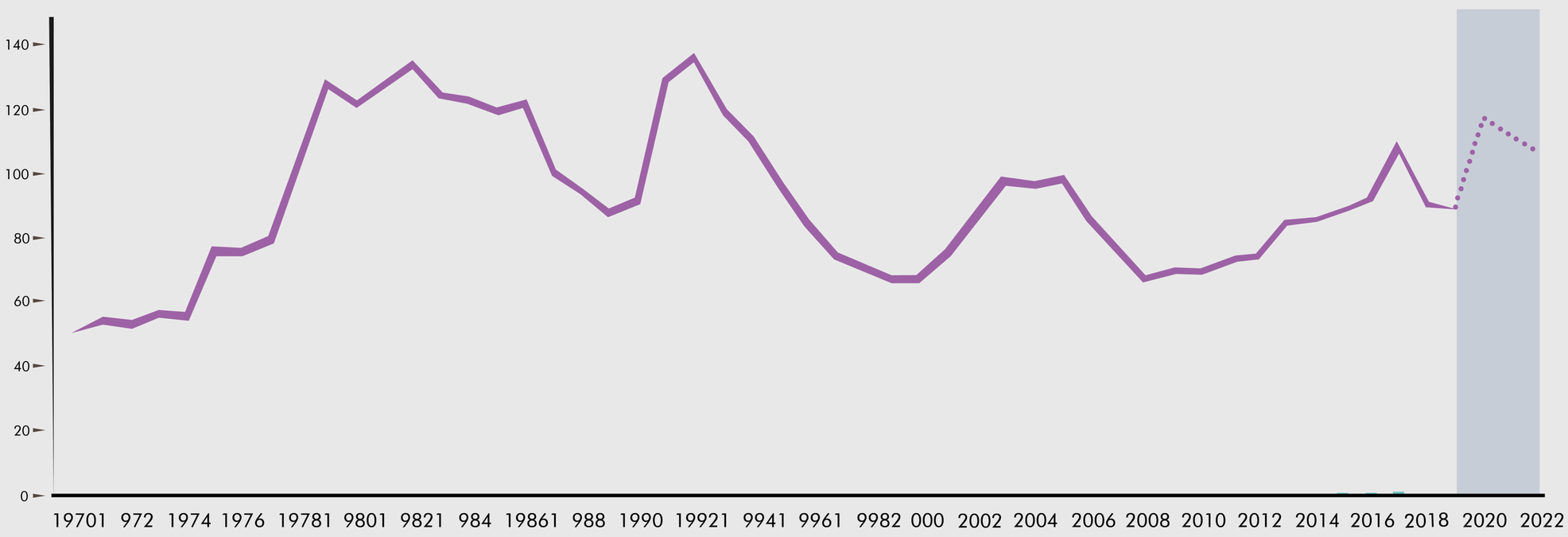
ÉGYPTE
APERÇU DU PAYS

SERVICE DE LA DETTE PROJETÉ ENVERS LA CHINE PAR RAPPORTS AUX AUTRES CRÉANCIERS (EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)

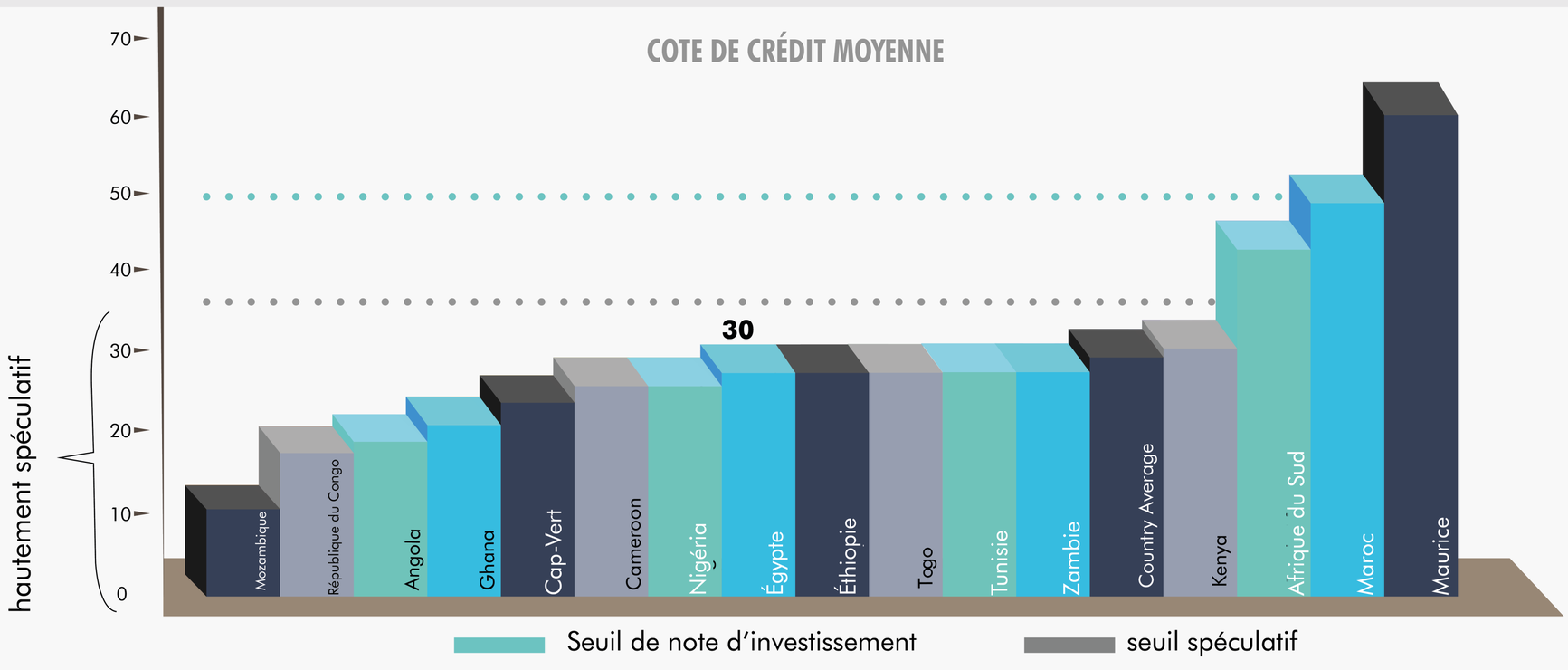




RATIO DETTE-PIB



COTE DE CRÉDIT MOYENNE



BRI and AfCFTA

Creating One African Market

A signé de Mémorandum d'accord dans le cadre des «Nouvelles routes de la soie» avec la Chine?	**Oui**
A ratifié l'Accord de libre-échange continental africain?	**Oui**

EGYPTE

Historique de la dette

Depuis les années 1970 jusqu'au début des années 1990, le gouvernement égyptien a beaucoup emprunté à ses voisins arabes et aux pays occidentaux, car il a beaucoup investi dans les achats et la formation militaires, afin de gérer une frontière poreuse avec Israël.[100]

Cela a entraîné une accumulation de la dette qui a culminé à 137 % du PIB en 1992, tandis qu'une croissance robuste dans la seconde moitié des années 1990 a conduit à une période d'excédents budgétaires et à une réduction progressive du ratio dette-PIB, qui est tombé à 67 % en 2000. L'Égypte n'a jamais fait partie de l'initiative des PPTE et aucune annulation de la dette de la Chine n'a été annoncée par l'Égypte au cours de cette période.

L'EGYPTE EN 2021

2.8%	de croissance économique
112%	de ratio dette publique-PIB
-8.1%	de solde budgétaire
4.5/ 8	pour l'indice de transparence de la dette de DR

Au cours de la dernière décennie, les performances macro-financières globales de l'Égypte ont été mitigées. La croissance du PIB s'élève en moyenne à 4,7 % depuis 2015, tirée par le tourisme, la construction et le pétrole et le gaz, et c'est la seule économie nord-africaine qui devrait croître en 2020, malgré la crise de la COVID-19.[101] Toutefois, sur la même période, le gouvernement a constamment enregistré des déficits budgétaires à deux chiffres, ce qui a entraîné une augmentation constante de l'encours de la dette.

En 2016, le pays a mis en œuvre des changements de politique économique, notamment une réduction des dépenses publiques, une politique monétaire plus stricte et des transferts sociaux ciblés pour remplacer les coûteuses subventions sur le carburant.[102] Depuis le début de ces changements de politique, le déficit budgétaire a diminué de 5 points de pourcentage pour atteindre 7,4 %, tandis que le ratio de la dette publique au PIB diminue progressivement, passant de 108 % en 20 ans, son niveau le plus élevé, enregistré en 2017. Les types de projets lancés par l'Égypte avec des prêts accordés par la Chine et la Banque mondiale sont présentés ci-dessous, à titre indicatif.

Egypte

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

LA BANQUE MONDIALE
BIRD • IDA

Project Name	$ million	ODD
Prêt Interbancaire (2018)	600	8 DECENT WORK AND ECONOMIC GROWTH
Déploiement du Réseau 4G et du Système de Transmission (2018)	160	9 INDUSTRY, INNOVATION AND INFRASTRUCTURE
Projet de Ligne de Transmission de 500 KV 1210km (2018)	690	9 INDUSTRY, INNOVATION AND INFRASTRUCTURE

Nom de projet	$ million	ODD
Projet de Gestion de la Pollution Atmosphérique et du Changement Climatique dans le Grand Caire (2020)	200	13 CLIMATE ACTION
Projet de Gestion Durable des POP (2020)	0.75	8 DECENT WORK AND ECONOMIC GROWTH
Soutenir le Système d'Assurance Maladie Universelle de l'Egypte (2020)	400	3 GOOD HEALTH AND WELL-BEING

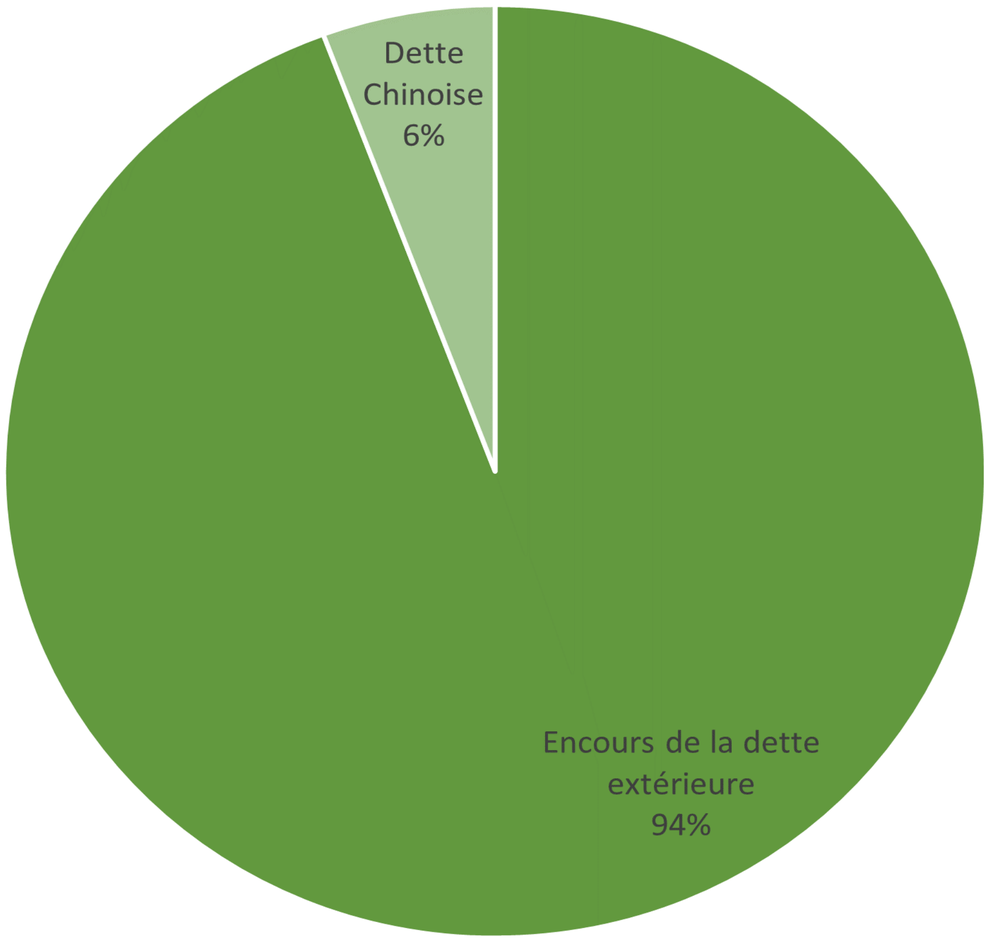
EGYPTE

L'évaluation du FMI sur la viabilité de la dette de l'Égypte a été modérée dans la période précédant la pandémie de COVID-19. Le FMI a exprimé sa confiance en la capacité de l'Égypte à faire face aux sorties de capitaux grâce aux réserves de change (totalisant 44,5 milliards de dollars) accumulées à la suite de l'abandon d'un régime de taux de change fixe. En outre, des banques locales rentables et à forte liquidité détiennent la majorité de la dette libellée en monnaie nationale, ce qui réduit le risque d'une crise de la dette.[103] En raison de la part relativement faible de la dette extérieure, qui représente environ 40 % du PIB, la notation de crédit Fitch de l'Égypte est restée stable à « B+ » à la mi- 2020 [104]— ce qui est inférieur à la qualité d'investissement et très spéculatif, mais suggère une capacité à respecter les engagements financiers actuels en supposant qu'il n'y ait pas d'autres chocs économiques. [105]

Exposition à la dette chinoise

Le crédit chinois ne représente pas une part substantielle du portefeuille de la dette égyptienne, l'argent dû à la Chine représentant 6,1 % de l'encours total de la dette à la fin de 2019 selon la Banque centrale d'Égypte. Les principaux créanciers de l'Égypte sont plutôt les institutions multilatérales (30,8 % de la dette totale) et les pays arabes (20,5 %).[106] L'Égypte est également le deuxième plus grand bénéficiaire de l'aide militaire américaine, après Israël.

Figure 14 : Proportion de la dette chinoise dans l'encours total de la dette extérieure de l'Égypte



Source: Central Bank of Egypt

Défis actuels de financement

Projets a financer par l'égypte
Quelques exemples :

L'acces a internet pour 52 % de la population
Amelioration des infrastructures commerciale a hauteur de 25 % pour atteindre le niveau de la chine

EGYPTE

Comme illustré ci-dessus, l'Égypte a d'importants besoins de financement pour répondre aux attentes de base de sa population, en particulier pour assurer l'accès à l'Internet qui pourrait être assurée grâce au financement intérieur. La vulnérabilité de l'Égypte face à la dette s'est toutefois accrue en raison de la pandémie, la coalition *Jubilee Debt Campaign* prévoit une crise de la dette en 2020. Le ratio dette-PIB devrait passer à 118 % en 2020 en raison de besoins de financement urgents, dépassant ainsi le pic de 2017 et annulant les efforts déployés pour maîtriser la dette publique avant la pandémie.

Le déficit budgétaire, un défi de longue date pour l'économie égyptienne, devrait également se creuser, pour atteindre 8,7 % du PIB. Outre la détérioration de la balance des paiements, un déficit plus important pourrait accroître la vulnérabilité en affaiblissant la capacité de l'Égypte à répondre aux chocs économiques. Dans le même temps, l'Égypte dépense des sommes importantes pour assurer le service de sa dette croissante ; les paiements au titre du service de la dette équivalent à 22 % des dépenses publiques, soit le troisième taux le plus élevé parmi les pays considérés. À titre de comparaison, en 2017, l'Égypte ne consacrait que 5,4 % de ses dépenses aux soins de santé, ce qui représente un coût d'opportunité potentiellement élevé SI les projets financés par des prêts ne contribuent pas à améliorer le niveau de vie des citoyens ou à générer un retour sur investissement.

Ce rapport avance que l'Égypte ne réalise que 13 % du potentiel fiscal total, un pourcentage en constante augmentation ces dernières années, mais qui reste faible.[107] Afin que les efforts déployés avant la pandémie pour combler cette lacune ne soient pas vains, le FMI a affirmé son soutien à la poursuite des changements de politique de l'Égypte par le biais d'accords de confirmation, tandis que le gouvernement renforce la mobilisation des ressources intérieures.[108] Dans l'hypothèse d'une reprise économique mondiale et d'une mise en œuvre efficace des politiques, l'économie égyptienne devrait croître de 2,1 % en 2021.

Impact de la COVID-19

En réponse à la COVID-19, le gouvernement égyptien a introduit des transferts d'argent aux travailleurs du secteur informel et aux réfugiées non syriennes enceintes et allaitantes, ainsi que le report du paiement des taxes foncières à la charge des principales entreprises. Ces programmes devaient toucher environ 33 millions de personnes, soit 32,4 % de la population.[109] On estime que le coût de ces mesures s'élevait à 63 milliards de dollars (2,5 % du PIB) en septembre 2020.

La portée de ces mesures est importante, car l'économie égyptienne est confrontée à plusieurs vulnérabilités en raison de la pandémie. Le tourisme est un secteur clé en Égypte, dont les recettes représentent 20 % de la valeur des exportations, tandis que les envois de fonds — principalement en provenance des pays du Golfe — représentent 8 % du PIB. [110] La chute des prix du pétrole induite par la pandémie ainsi que l'effondrement de l'industrie du tourisme en raison de la réduction de la demande mondiale affecteront les perspectives de croissance de l'Égypte en 2020.

Néanmoins, l'Égypte devrait pouvoir éviter la récession en 2020 grâce à ses changements de politique, ses réserves élevées et sa relative diversification économique (bien qu'elle soit exportatrice de pétrole, le pétrole brut et le pétrole raffiné représentent ensemble 19,6 % des exportations). [111] L'Égypte est le seul pays d'Afrique du Nord qui devrait enregistrer une croissance positive en 2020,[112] ce qui place l'Égypte dans une position de balance des paiements plus solide que celle de ses voisins, notamment l'Algérie et la Libye, qui dépendent du pétrole, la Tunisie, qui dépend du commerce, et le Maroc, qui dépend du tourisme, bien que la vulnérabilité de la dette demeure (voir ci-dessous).

L'Égypte n'est pas éligible à l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD) du G20, car l'ISSD ne s'applique qu'à quelques pays à revenu intermédiaire et à tous les pays à revenu faible et les moins avancés définis par les Nations unies. Mais l'Égypte a reçu le soutien du FMI pour faire face à la pandémie de COVID-19.

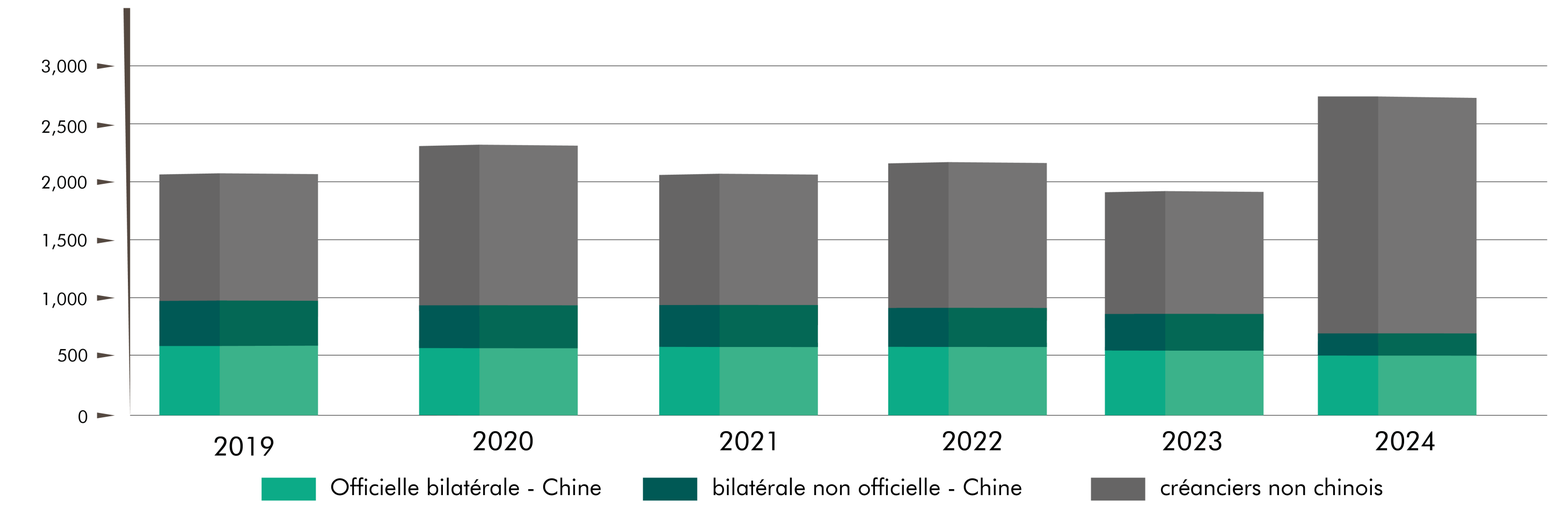
EGYPTE

En juin 2020, le FMI a consenti à accorder à l'Égypte l'accès à 5,2 milliards de dollars dans le cadre d'un accord de confirmation d'une durée d'un an à un taux d'intérêt d'environ 3 %, avec un décaissement immédiat de 2 milliards de dollars, pour soutenir le financement pendant la pandémie. Le programme vise également à garantir que les changements de politique économique antérieurs ne soient pas annulés, en mettant notamment l'accent sur la croissance soutenue par le secteur privé. Le remboursement de l'accord de confirmation se fera en huit versements trimestriels, à partir de septembre 2023.

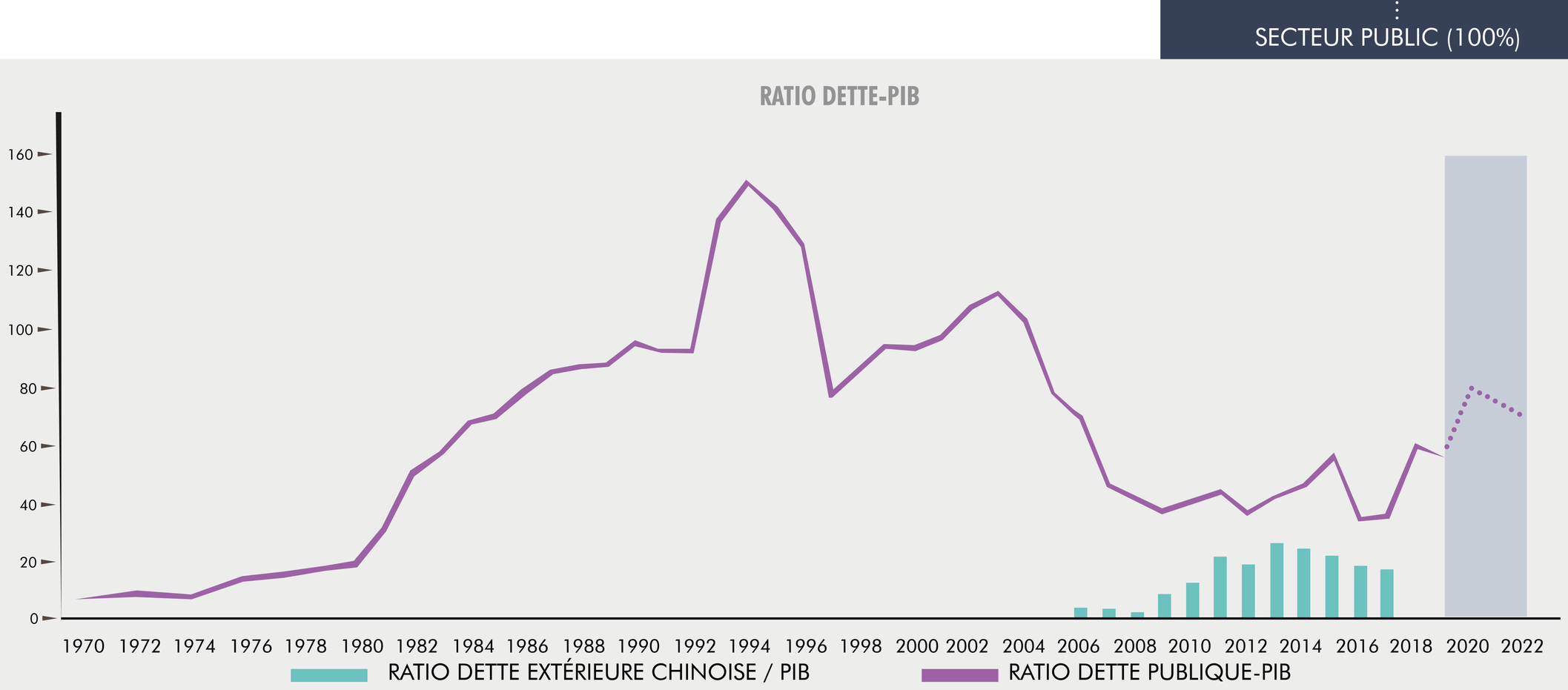
ETHIOPIE

ÉTHIOPIE
APERÇU DU PAYS

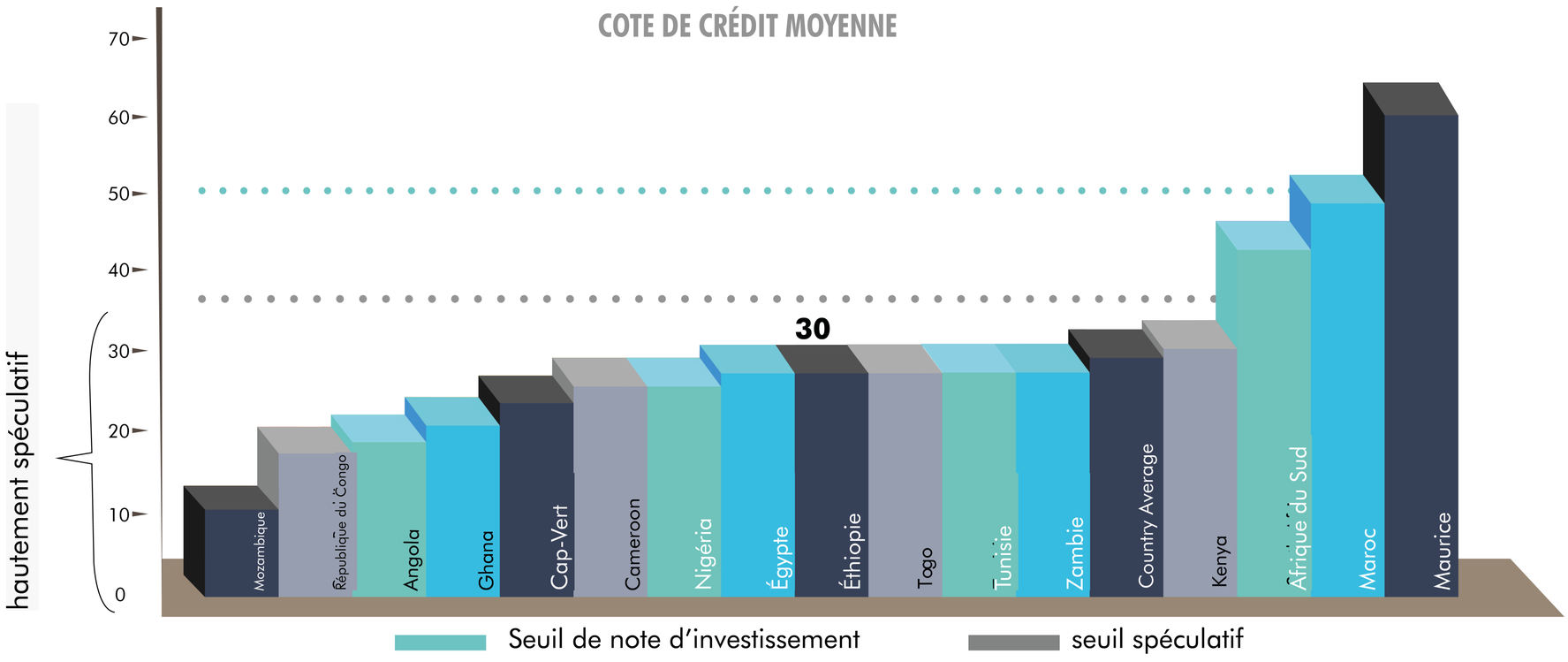
SERVICE DE LA DETTE PROJETÉ ENVERS LA CHINE PAR RAPPORT AUX AUTRES CRÉANCIERS
(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)



RATIO DETTE-PIB



COTE DE CRÉDIT MOYENNE



BRI and AfCFTA

A signé de Mémorandum d'accord dans le cadre des «Nouvelles routes de la soie» avec la Chine?	Oui
A ratifié l'Accord de libre-échange continental africain?	Oui

ETHIOPIE

Historique de la dette

Dans les années 1980, l'Éthiopie a contracté une dette importante, principalement pour se procurer des armes dans le cadre de sa guerre civile avec l'Érythrée actuelle. Le détournement des ressources des secteurs productifs a engendré une faible croissance économique, évaluée en moyenne à 0,7 % au cours de cette décennie.

La conjugaison de l'augmentation de la dette, de la hausse des taux d'intérêt sur la dette en raison des chocs mondiaux et des mauvais résultats du PIB a entraîné une augmentation rapide de la dette par rapport au PIB, atteignant 151 % en 1994. L'endettement du pays a finalement été maîtrisé dans les années 2000, grâce à divers efforts d'allégement de la dette, comme l'indique le tableau ci-dessous.[113]

L'ETHIOPIE EN 2021

2.8% de croissance économique
112% de ratio dette publique-PIB
-8.1% de solde budgétaire
4/ 8 pour l'indice de transparence de la dette de DR

1,9 milliard de dollars engagés pour l'allégement de la dette dans le cadre de l'initiative PPTE

141 millions de dollars d'allégement de la dette chinoise

7 millions de dollars d'allégement de la dette du Royaume-Uni

46 millions de dollars d'allégement de la dette des États-Unis

Ces dernières années, le pays s'est démarqué comme l'une des économies les plus dynamiques au monde, avec une croissance annuelle du PIB de 9,1 % en moyenne de 2015 à 2019, grâce aux investissements publics et à la consommation privée.[114] Partant d'une base faible, le pays a donné la priorité à l'investissement public financé par la dette, qui a propulsé la croissance du secteur industriel et des services, mais a conduit à un doublement de la dette publique à 60 % du PIB au cours de la dernière décennie. Parmi tous les pays ayant fait l'objet d'analyse dans ce guide, il présente le taux de croissance le plus élevé prévu en 2020, soit 3,2 %.

Malgré une forte croissance, les recettes fiscales en pourcentage du PIB n'ont cessé de diminuer depuis 2014, atteignant 7,5 % en 2019, en raison d'un mauvais respect des obligations fiscales dans les secteurs clés et de troubles politiques. Néanmoins, le gouvernement éthiopien a réalisé des progrès dans la réduction du déficit budgétaire à 2,5 % l'année dernière, grâce à des réductions des dépenses et à un assainissement budgétaire en réponse à la baisse des recettes perçues. Les principales interventions ont consisté à mettre en œuvre une directive sur la gestion de la dette publique et l'émission de garanties afin de réduire les emprunts des entreprises publiques ainsi que les importations publiques.[115]

ETHIOPIE

Le FMI a évalué la note de viabilité de la dette de l'Éthiopie comme un risque élevé en 2019, en raison des sources limitées de devises étrangères du pays, compte tenu de ses mauvaises performances à l'exportation.[116] Les exportations ne comptent que pour 7,9 % du PIB, soit l'un des plus faibles d'Afrique. La composition des exportations est relativement peu diversifiée. Elle est dépendante des produits de base, les produits végétaux à faible valeur ajoutée représentant 64,7 % des exportations totales. [117] Partiellement en raison de cette situation, les réserves éthiopiennes restent faibles et vulnérables. Il est à noter qu'avec seulement 4,2 milliards de dollars en 2019, les réserves utilisables sont à peine suffisantes pour répondre à deux mois d'importations.[118]

Conscient de ces problèmes, le gouvernement a introduit un plan national de réforme économique (HERP) comprenant des politiques macroéconomiques, structurelles et sectorielles visant à réduire l'instabilité.[119]Les types de projets lancés par l'Éthiopie grâce à des prêts de la Chine et de la Banque mondiale sont présentés ci-dessous.

Ethiopie

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

LA BANQUE MONDIALE
BIRD • IDA

Nom de projet	$ million	ODD
Projet de Fourniture d'Eau de Makelle (2018)	235	6 CLEAN WATER AND SANITATION
Adama, Park Industriel de cooperation et de Production d'Equipement Ethio-Hunan (2017)	262	9 INDUSTRY, INNOVATION AND INFRASTRUCTURE
Autoroute Modjo-Hawassa; Section Arsi Negele-Hawassa (2017)	171	9 INDUSTRY, INNOVATION AND INFRASTRUCTURE

Nom de projet	$ million	ODD
Renforcer le réseau de sécurité adaptatif de l'Éthiopie (2020)	2283.76	3 GOOD HEALTH AND WELL-BEING
Projet de filet de sécurité urbaine et de creation d'emplois (2020)	550	8 DECENT WORK AND ECONOMIC GROWTH
Financement supplémentaire du projet campagnes résilientes et moyens de subsistance des Ethiopiens (2020)	13	15 LIFE ON LAND

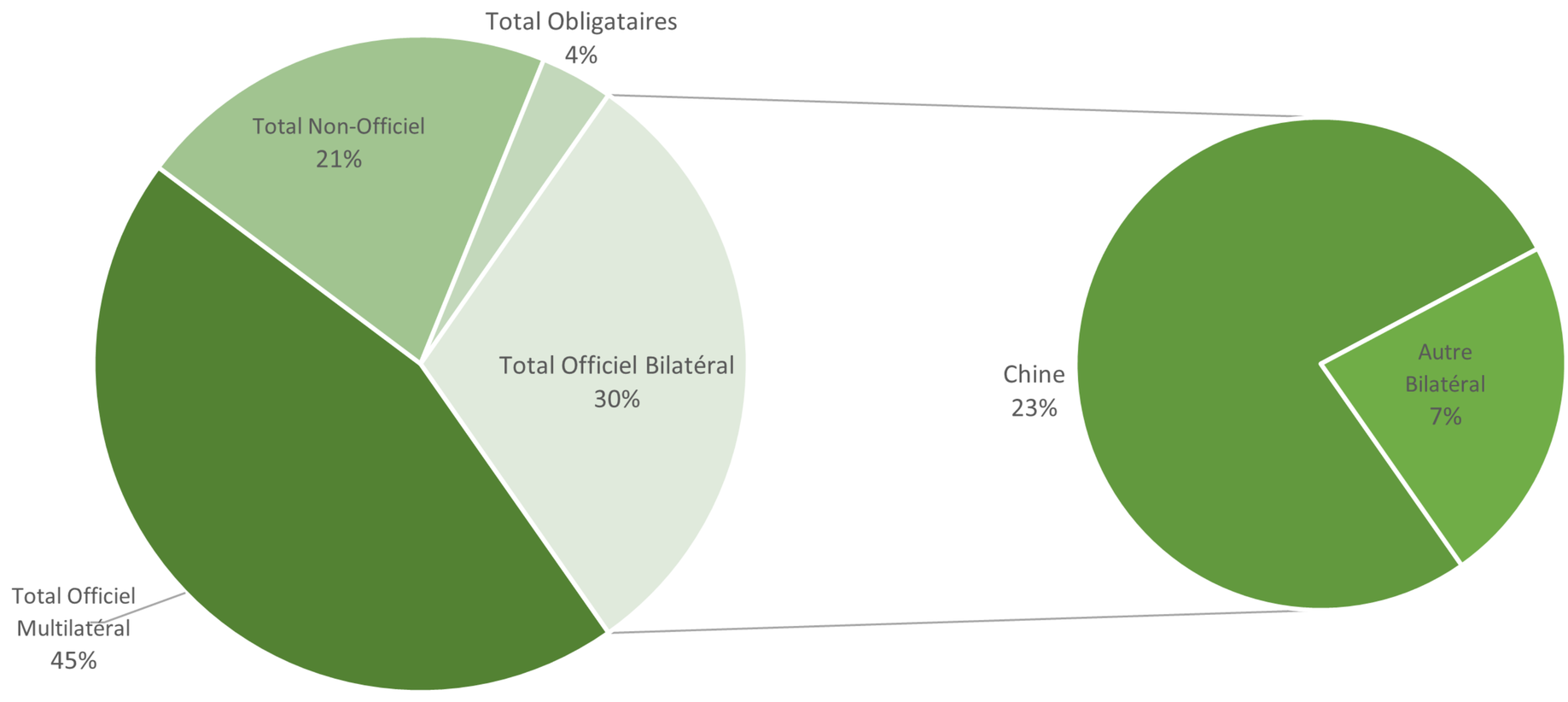
Exposition à la dette chinoise

La Chine constitue le plus grand créancier bilatéral de l'Éthiopie, l'encours de sa dette représentant 32 % de la dette publique de ce pays, suivie de la Banque mondiale avec 31 % en 2020. Toutefois, les prêts chinois occupent une part disproportionnellement plus élevée du service total de la dette, soit 42 %, en raison des taux d'intérêt plus élevés associés à cette source de crédit.

Par ailleurs, l'Éthiopie a emprunté à la Chine pour financer plus de 50 projets, dont 3 milliards de dollars pour le développement des télécommunications, 2,5 milliards de dollars pour le chemin de fer Addis-Djibouti, 2,3 milliards de dollars pour les centrales hydroélectriques et 1,7 milliard de dollars pour les sucreries.[120]

ETHIOPIE

Figure 15 : Composition de l'encours de la dette de l'Éthiopie



Source: World Bank DSSI

Défis actuels de financement

Comme il ressort clairement de ce qui suit, l'Éthiopie a des besoins de financement très importants pour que sa population parvienne à réduire la pauvreté, notamment en assurant l'accès à l'électricité, à l'eau et à Internet. Ceci concerne également l'amélioration des infrastructures routières de base, dont il est très peu probable que le financement national suffise à lui seul à couvrir une grande partie.

Projets à financer par l'Ethiopie
Quelques exemples :

Acces a l'electricite pour 55 % de la population
Acces a l'eau potable pour 70 % de la population
Acces a internet pour 82 % de la population
Amelioration des infrastructures routieres de 130 %
pour atteindre le niveau chinois

Selon les estimations du FMI et de la Coalition *Jubilee Debt Campaign*, le pays risque fort d'être confronté à une crise de la dette en 2020, malgré ces besoins. Le ratio de la dette publique au PIB devrait passer à 80 % en 2020, en raison des pressions sur la balance des paiements, soit une augmentation de 40 % par rapport à 2019.

Le FMI souligne que l'existence d'entreprises publiques constitue un facteur majeur de vulnérabilité à la dette, sans transparence en matière d'accès aux cadres budgétaires et aux états financiers. Le gouvernement a tenté de résoudre ce problème à travers la privatisation, en limitant l'accès des entreprises d'État aux prêts non concessionnels ainsi qu'en renégociant les délais de grâce et les échéances de certains prêts accordés aux entreprises d'État.[121] Toutefois, parmi tous les pays ayant fait objet d'évaluation dans ce rapport, c'est l'Éthiopie qui consacre la plus faible part de ses dépenses publiques au service de sa dette, en raison des faibles taux d'intérêt et des longs délais de grâce dont elle bénéficie sur sa dette.

ETHIOPIE

En outre, l'économie éthiopienne devrait croître à un taux de 3,1 % en 2021, selon les prévisions pessimistes de la BAD, dans l'hypothèse d'une reprise économique mondiale. Ce taux est nettement inférieur au taux de croissance enregistré par le pays avant la pandémie, non seulement en raison des perturbations mondiales potentiellement prolongées, mais aussi parce qu'au niveau national, la stratégie de développement semble changer sur la base des recommandations du FMI. Conformément au HERP, le gouvernement entend se concentrer sur la stabilité macroéconomique, notamment en maîtrisant l'inflation et en favorisant la viabilité de la dette, ainsi que sur une plus grande participation du secteur privé. Par conséquent, la croissance pourrait être modérée à moyen terme, car l'Éthiopie s'efforce d'adopter une approche plus rigoureuse.

Impact de la COVID-19

La réponse de l'Éthiopie à la pandémie a inclus des initiatives de protection sociale par la distribution de nourriture et le Programme de filet de sécurité productif (PSNP), qui repose en grande partie sur des transferts d'argent. Ces programmes étaient destinés à toucher 30 millions de personnes dans tout le pays, soit 26,6 % de la population. La banque centrale a également apporté son soutien aux banques commerciales privées.[122] En septembre 2020, le gouvernement éthiopien avait alloué 1,7 milliard de dollars (soit 2,1 % du PIB) à ces mesures.

En effet, la pandémie de COVID-19 devrait freiner les perspectives de croissance économique de l'Éthiopie, même si elle devrait éviter la récession. Le scénario pessimiste de la Banque africaine de développement (BAD) pour la croissance du PIB éthiopien en 2020 est de 2,6 %. Bien que les exportations de produits de base puissent être affectées par une demande mondiale plus faible et des perturbations de la chaîne d'approvisionnement, [123] l'Éthiopie n'est ni un exportateur de pétrole ni un pays à forte intensité de ressources, de sorte que l'impact de haut niveau de la pandémie ne devrait pas être grave.

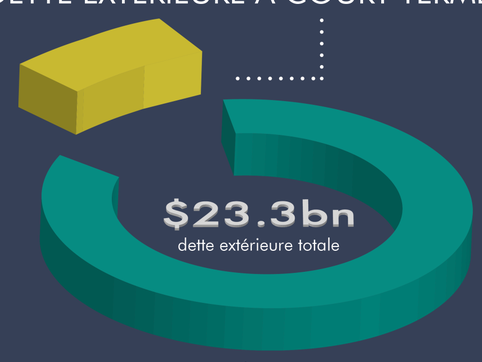
Le secteur du tourisme, qui constitue à environ 9 % du PIB, a été durement touché par la pandémie, mais cette situation est compensée par la faible dépendance du pays vis-à-vis des envois de fonds et du commerce avec la Chine, l'Europe et les États-Unis.[124] Par ailleurs, en termes de solvabilité, Fitch a maintenu la note « B » de l'Éthiopie en juin 2020 — qui est inférieure à celle d'un investissement et hautement spéculative. Elle suggère tout de même une capacité à respecter les engagements financiers actuels en supposant qu'il n'y ait pas d'autres chocs économiques[125]— bien que les perspectives soient négatives.[126]

L'Éthiopie a participé à l'Initiative de suspension du service de la dette du G20 (ISSD), qui permettrait au pays de bénéficier d'une suspension du service de sa dette par ses créanciers bilatéraux officiels — dont la Chine — pour un montant de 472,9 millions de dollars d'ici à la fin de 2020.[127] En avril 2020, l'Éthiopie a demandé et le FMI a approuvé un financement d'urgence de 411 millions de dollars dans le cadre de son programme d'instrument de financement rapide et concessionnel pour aider à faire face aux conséquences économiques de la pandémie. Ce qui devra être remboursé dans un délai de 10 ans. L'Éthiopie a également demandé avec succès une subvention du FMI d'avril à octobre 2020 au titre du Fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes, d'un montant total de 12 millions de dollars, qui a récemment été prolongé jusqu'en avril 2021.[128]

GHANA

GHANA
APERÇU DU PAYS

DETTE EXTÉRIEURE À COURT TERME

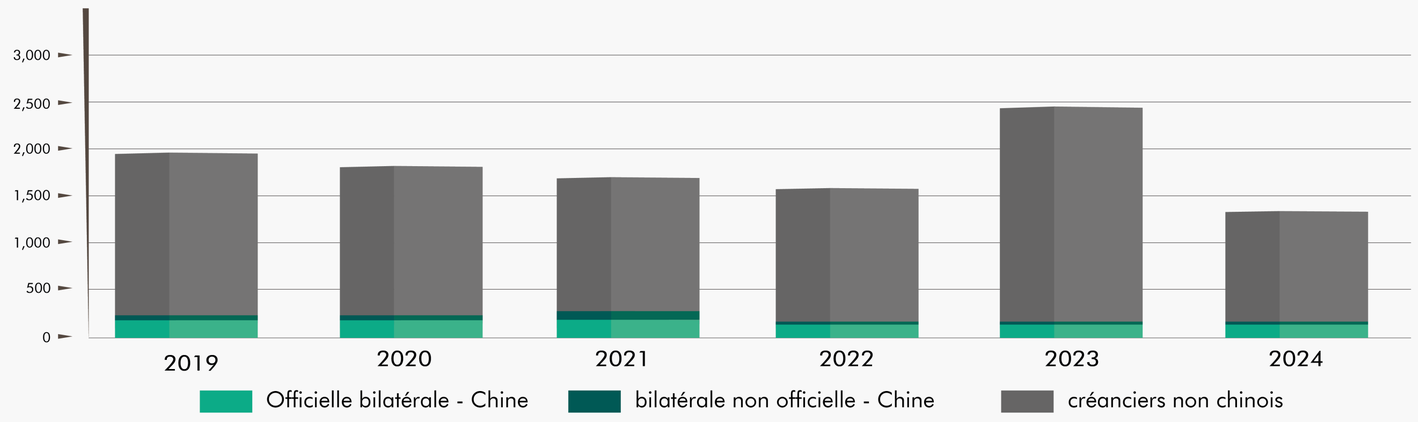


DETTE EXTÉRIEURE À LONG TERME

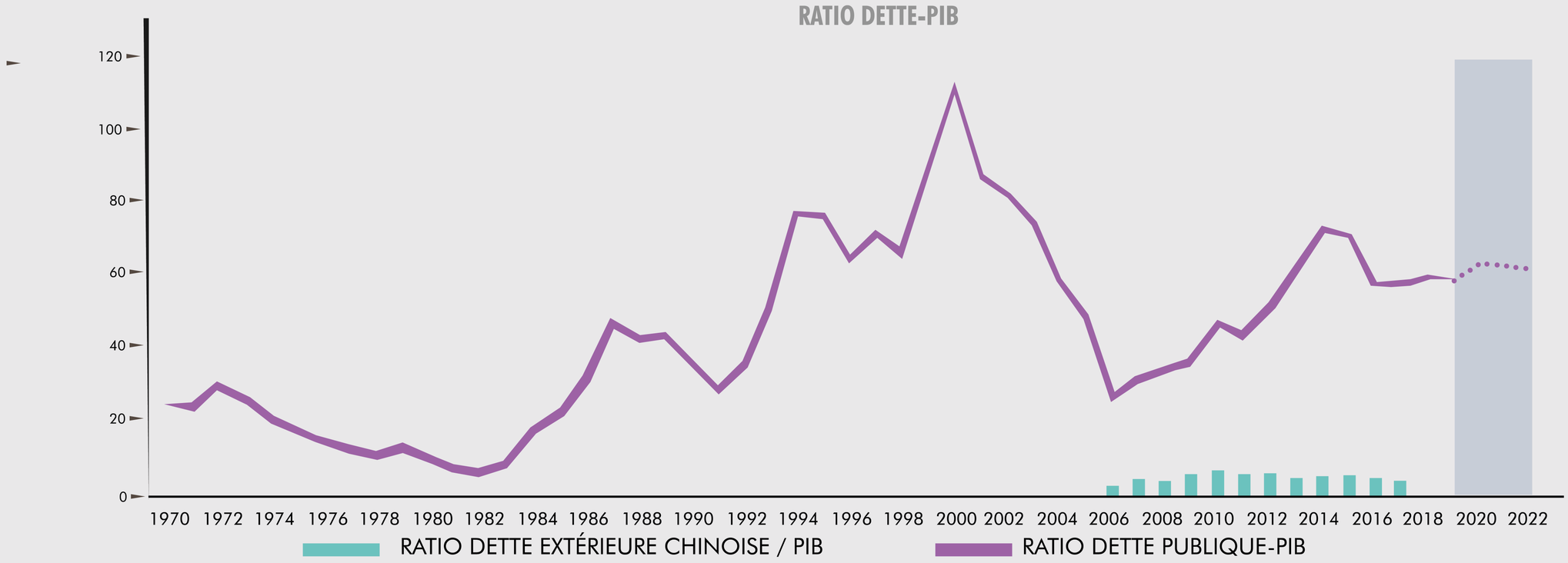
SECTEUR PRIVÉ (1%)

SECTEUR PUBLIC (99%)

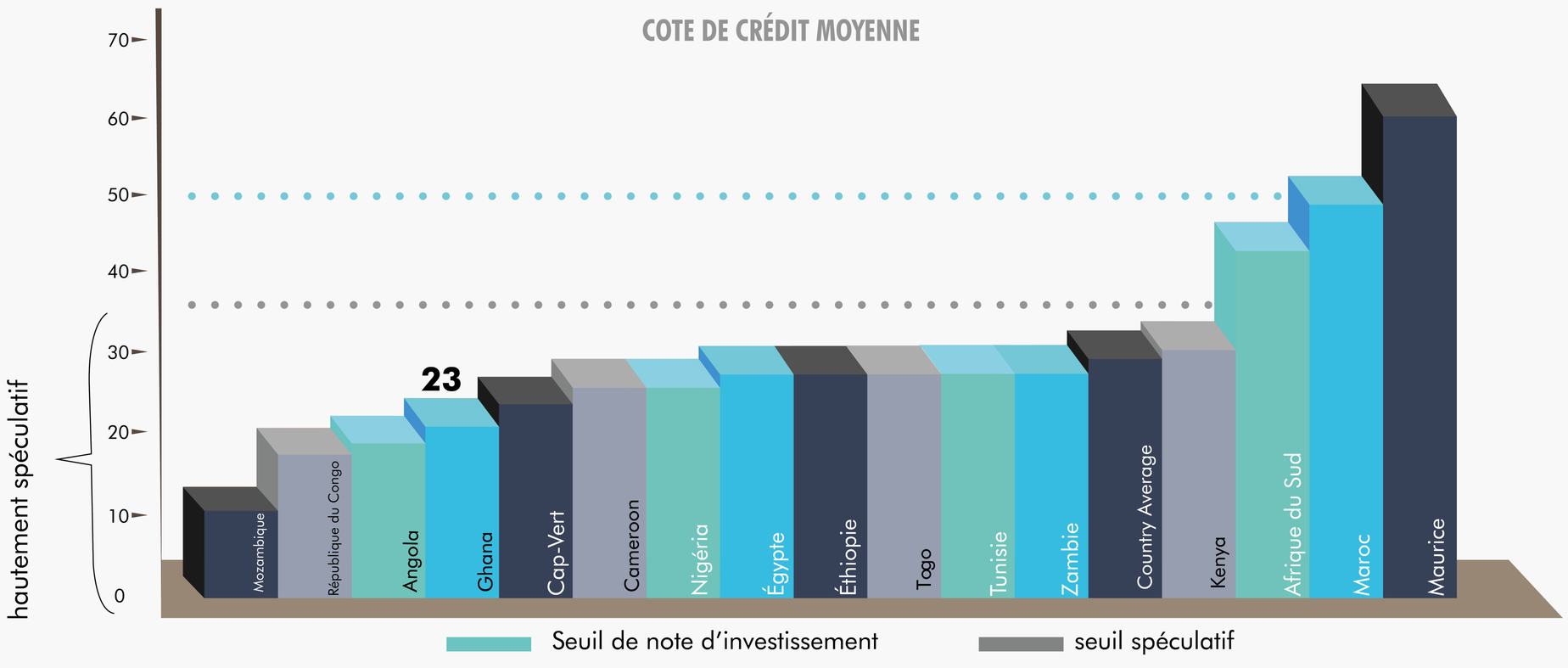
SERVICE DE LA DETTE PROJETÉ ENVERS LA CHINE PAR RAPPORT AUX AUTRES CRÉANCIERS
(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)



RATIO DETTE-PIB



COTE DE CRÉDIT MOYENNE



BRI and AfCFTA

A signé de Mémorandum d'accord dans le cadre des «Nouvelles routes de la soie» avec la Chine?	**Oui**
A ratifié l'Accord de libre-échange continental africain?	**Oui**

GHANA

Historique de la dette

Comme la plupart des autres pays africains, le Ghana, qui dépend des produits de base, n'a pas échappé à la crise de la dette internationale des années 1980 et 1990. L'impact sur le Ghana a été ressenti par une chute des prix des matières premières et donc une croissance plus faible du PIB, au point où le ratio dette/PIB du pays a atteint 112 % en 2000, sans que le pays ne contracte de nouvelle dette.

Toutefois, au milieu des années 2000, l'allégement de la dette grâce à la participation à l'Initiative PPTE a permis de réduire la dette extérieure du pays d'environ deux tiers, avec une annulation de plus de 2 milliards de dollars.[129] La Chine a également été un créancier généreux du Ghana. Elle a, en effet, annulé un quart de milliard de dollars depuis 2000 pour aider à soutenir la viabilité de la dette du pays.

LE GHANA EN 2021

5,9 % de croissance économique
63 % de ratio dette publique-PIB
-9,3 % de solde budgétaire
7/8 indice de transparance de la dette de DR

2,2 milliards de dollars engagés pour l'allégement de la dette dans le cadre de l'initiative PPTE

246 millions de dollars d'allégement de la dette chinoise

100 millions de dollars d'allégement de la dette du Royaume-Uni

26 millions de dollars d'allégement de la dette des États-Unis

Il est à noter que ces dernières années, les performances macroéconomiques du Ghana ont été très stables, avec une croissance annuelle du PIB de 6,8 % en moyenne entre 2017 et 2019, grâce à un secteur industriel dynamique et à une consommation plus élevée.[130]

La dette publique a augmenté depuis le début des années 2010, en raison de dépenses exceptionnelles plus importantes et d'une émission d'euro-obligations de 3 milliards de dollars (voir ci-dessous), mais elle reste en dessous des seuils du FMI à 59,3 % du PIB à partir de 2018.[131] À titre illustratif, les types de projets lancés par le Ghana grâce à des prêts de la Chine et de la Banque mondiale sont présentés ci-dessous.

GHANA

Ghana

Project Name	$ million	ODD
Mise à niveau des établissements polytechniques; Centres de formation technique et professionnelle (2018)	119	4 QUALITY EDUCATION
Programme d'Auto-Electrification (SHEP) (2016)	173	9 INDUSTRY, INNOVATION AND INFRASTRUCTURE
Système d'Information de Sécurité Dédiée (2013)	123	9 INDUSTRY, INNOVATION AND INFRASTRUCTURE

Nom de projet	$ million	ODD
Projet de Financement du Développement du Ghana (2020)	250	8 DECENT WORK AND ECONOMIC GROWTH
Financement supplémentaire pour le projet d'assainissement et d'adduction en eau de la région métropolitaine du Grand Accra (2020)	125	6 CLEAN WATER AND SANITATION
Obligation de Résultats d'Apprentissage, Projet de Financement Suplémentaire (2020)	44.8	4 QUALITY EDUCATION

Toutefois, le déficit budgétaire a presque doublé depuis 2017 pour atteindre 7,3 % du PIB en 2019. Cela s'explique en partie par la faible augmentation des impôts dans le pays. [132] Les recettes fiscales ne représentaient que 12,6 % du PIB en 2018, ce qui est inférieur à la moyenne africaine de 17,2 % enregistrée un an plus tôt. [133]

Conscient de cette insuffisance, le gouvernement ghanéen a mis en place la stratégie « Ghana Beyond Aid » pour combler le déficit fiscal, en améliorant la conformité fiscale — notamment des entreprises informelles, en révisant les exonérations fiscales — dont beaucoup s'appliquent aux investisseurs étrangers — et en identifiant de nouvelles taxes indirectes sur les services. [134]

En 2019, le FMI a évalué la situation de la dette du Ghana comme étant viable en raison d'un bon accès au marché ainsi que de l'engagement susmentionné du pays envers la stabilité macro-financière.[135]Cette évaluation est renforcée par la loi sur la responsabilité fiscale du Ghana, qui appelle le gouvernement à s'assurer que le déficit fiscal ne dépasse pas 5 % du PIB.[136] Toutefois, le Parlement a suspendu la mise en œuvre de la loi pour l'exercice financier 2020, en raison de la pandémie de COVID-19 en cours.[137] Le FMI estime que le déficit budgétaire du Ghana devrait atteindre 16,4 % en 2020, le taux le plus élevé parmi tous les pays ayant fait objet d'évaluation dans ce rapport. Il est à noter que l'évaluation de la BAD est différente de celle-ci — le Soudan est le pays présentant le taux le plus élevé pour cette analyse.

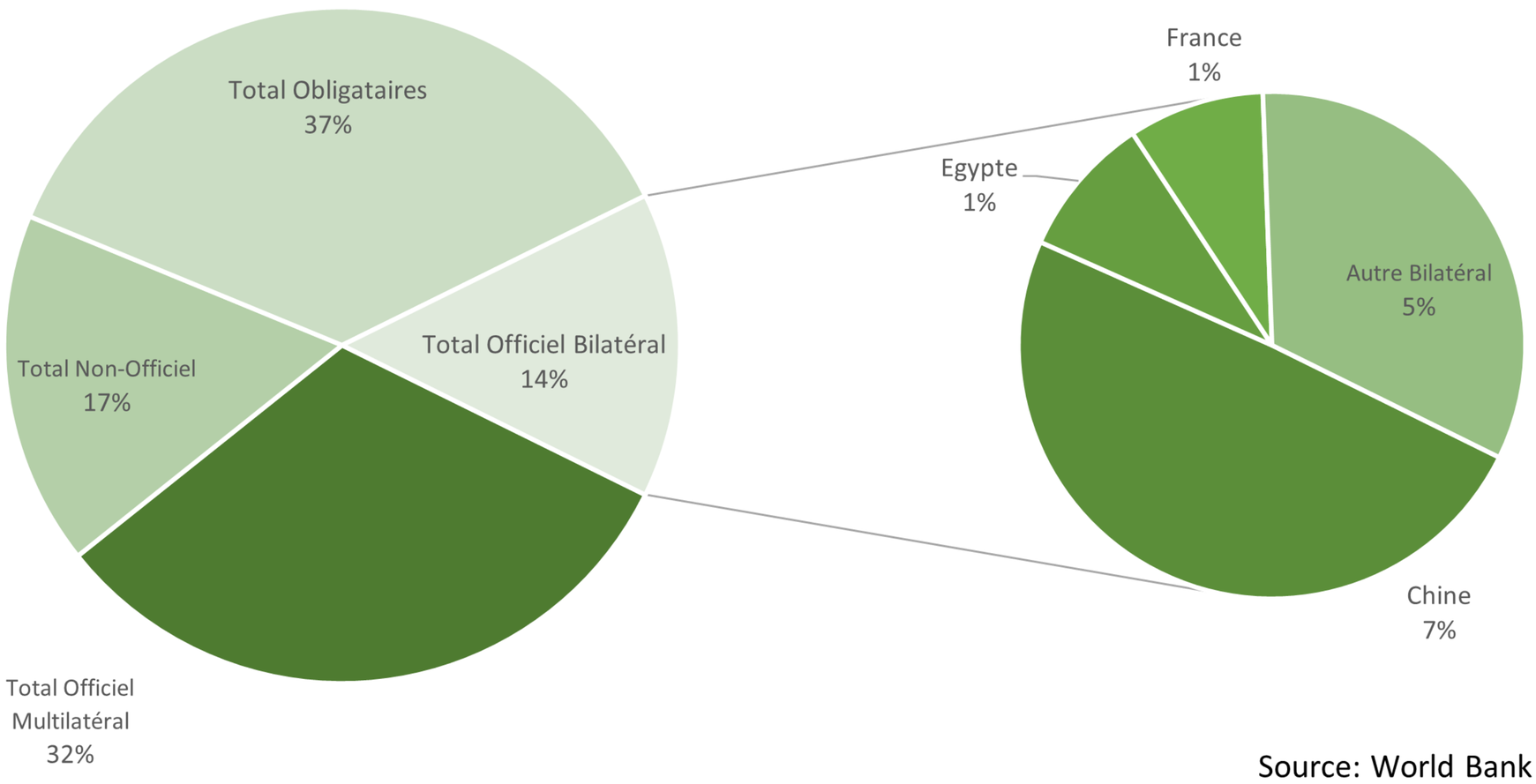
L'engagement du Ghana en faveur d'une plus grande transparence des données — reflété dans la loi sur les droits à l'information adoptée en 2020 — lui a valu l'un des meilleurs scores dans l'indice de transparence de la dette. Un large éventail — bien qu'incomplet — de données sur la fiscalité et la dette est disponible sur le site internet du ministère des finances. En outre, le pays développe également une stratégie de gestion de la dette accessible au public et est signataire du partenariat pour un gouvernement ouvert, publiant tous les contrats du gouvernement pour un accès public.

GHANA

Exposition à la dette chinoise

Le crédit chinois a perdu de son importance au Ghana depuis 2011. En effet, la dette du Ghana envers la Chine a diminué de moitié pour atteindre 8,2 % de l'encours total de la dette extérieure en 2017, la Banque mondiale et le secteur privé devenant les principaux créanciers du pays.[138] En plus des initiatives de financement du marché mentionnées ci-dessus, cette situation s'explique par une diminution du stock absolu de la dette chinoise à mesure que les prêts du pays au Ghana approchent de leur échéance. Concrètement, les plus grands projets financés par la Chine au Ghana ont été réalisés à la fin des années 2000 et au début des années 2010, notamment le barrage de Bui (673 millions de dollars au total) et une usine de traitement du gaz (850 millions de dollars), ce qui implique que le Ghana est sur le point de rembourser les prêts connexes.[139]

Figure 16 : Composition de l'encours de la dette du Ghana



Source: World Bank DSSI

Défis actuels de financement

Projets à financer par le Ghana
Quelques exemples :

Acces a l'electricite pour 18 % de la population
Acces a l'eau potable pour 64 % de la population
Acces a internet pour 62 % de la population
Amelioration des infrastructures portuaires de 22 % pour atteindre le niveau chinois
Amelioration des infrastructures routieres de 48 % pour atteindre le niveau chinois

GHANA

Bien que le Ghana soit classé comme un pays à revenu moyen, comme indiqué ci-dessus, le FMI évalue sa position par rapport à la dette. Malgré son évaluation de la dette avant la pandémie, l'institution financière a revu son évaluation du Ghana à la fin de 2020 pour indiquer un risque élevé de surendettement. La Coalition *Jubilee Debt Campaign* a également classé le Ghana dans la catégorie des pays en crise de la dette. Toutefois, comme il ressort également des données ci-dessus, le Ghana a des besoins financiers importants devant permettre à la population de jouir des conditions de vie de base et de réduire la pauvreté, notamment en garantissant l'accès à l'eau et à Internet, des conditions dont certaines ne peuvent être couvertes uniquement par le financement national.

Par ailleurs, le gouvernement ghanéen consacre une part importante de ses dépenses au service de la dette, les intérêts de la dette représentant un quart des dépenses publiques totales à partir de 2018 (son plus bas niveau depuis 2015). Parmi tous les pays évalués dans ce rapport, c'est le Ghana qui présente le coût relatif du service de la dette le plus élevé. Avec plus de quatre fois la part des dépenses en matière de santé. Ainsi, le service de la dette pourrait constituer un coût d'opportunité potentiellement élevé SI les projets financés par les prêts ne contribuent pas à améliorer le niveau de vie des citoyens ou à générer un rendement.

En effet, la facture d'intérêts du pays a plus que triplé depuis le début des années 2010, atteignant 6,15 % en 2018 — en raison d'un recours accru aux prêts commerciaux plutôt qu'aux prêts concessionnels.[140]
Depuis la fin des années 2010, le Ghana s'est lancé dans le financement de marché en émettant des euro-obligations pour diversifier les sources de financement et réduire la dépendance à l'égard de l'aide. Toutefois, le pays est devenu de plus en plus vulnérable aux fluctuations de l'appétit des investisseurs. En particulier, la dépréciation du cedi ghanéen de 17,4 % par rapport au dollar en glissement annuel à partir de 2019 a rendu la dette extérieure du Ghana libellée en dollars — et par extension le coût du service de cette dette — relativement plus onéreuse. Cela aurait pu favoriser des rendements plus élevés, car les investisseurs exigent une plus grande compensation pour la vulnérabilité croissante de la dette.[141] Pour ces raisons, le FMI a jugé que le risque de surendettement du Ghana est élevé, alors que la Coalition *Jubilee Debt Campaign* prévoit une crise de la dette pour le Ghana en 2020.

Impact de la COVID-19

La pandémie devrait ralentir la croissance économique du Ghana à 1,2 % en 2020, conformément au scénario pessimiste de la Banque africaine de développement. Cela s'explique en partie par la réaction économique vigoureuse du Ghana à la pandémie. En effet, en septembre 2020, le gouvernement avait prévu un budget d'environ 1,9 milliard de dollars (2,9 % du PIB) pour atténuer ces effets et pour répondre aux besoins sanitaires liés à la pandémie de COVID-19. Il s'agissait notamment de l'aide sociale qui devait toucher environ 11,2 millions de personnes (3,6 % de la population) par le biais du Programme de revenu de subsistance contre la pauvreté (LEAP).

Le gouvernement a également subventionné les factures de services publics pendant plusieurs mois et a créé un fonds d'affectation spéciale ainsi qu'un fonds du secteur privé pour atténuer l'impact sur les moyens de subsistance et les entreprises.[142]

En outre, les effets globaux de COVID-19 ne seraient pas aussi graves que dans les pays qui dépendent fortement d'activités économiques vulnérables comme la production de pétrole ou le tourisme.[143] L'impact sur les devises, par exemple, reste mitigé en raison de la diversification relative des principales exportations du Ghana : le pays reste dépendant des produits de base. Mais les trois plus grandes marchandises — l'or, le pétrole brut et les fèves de cacao — appartiennent à des sous-secteurs différents bien qu'elles représentent à elles seules 80 % de la valeur totale des exportations.[144] La solidité des exportations d'or en cas de crise devrait compenser la baisse de la demande de pétrole et de cacao induite par la pandémie.[145]

GHANA

Néanmoins, les finances publiques seront soumises à une plus forte pression en raison des dépenses de santé et de sécurité sociale liées à la pandémie, ce qui signifie que la dette publique pourrait atteindre 63,8 % du PIB alors que le déficit budgétaire élevé restera identique en 2020.

Le pays a également participé à l'Initiative de suspension du service de la dette du G20 (ISSD), qui lui permettra de bénéficier d'une suspension du service de sa dette par ses créanciers bilatéraux officiels, pour un montant total de 377,9 millions de dollars d'ici la fin de 2020.[146]

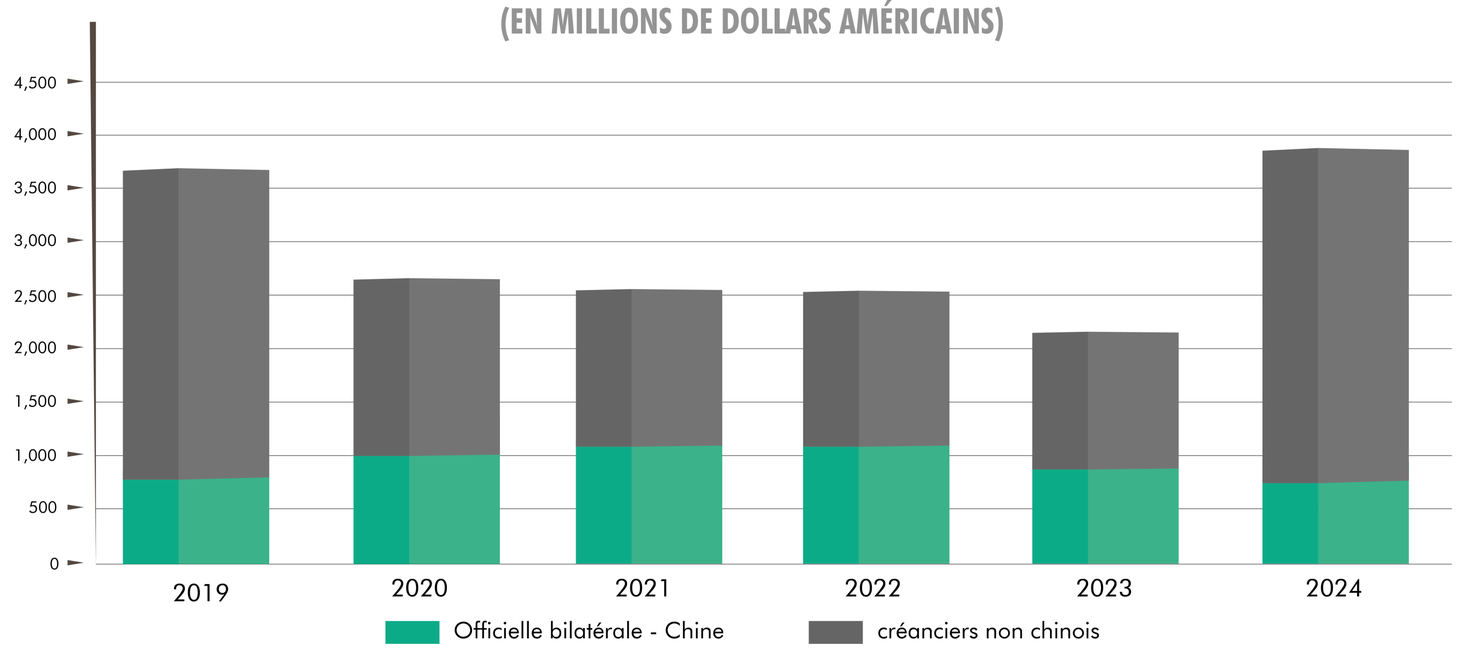
En avril 2020, le Ghana a demandé 1 milliard de dollars au FMI dans le cadre du programme de facilité de crédit rapide sans intérêt (FCR).[147] Ce prêt devra être remboursé dans un délai de 10 ans. Ces fonds seront envoyés directement au budget central du Ghana afin d'augmenter les réserves de change et d'améliorer la balance des paiements.

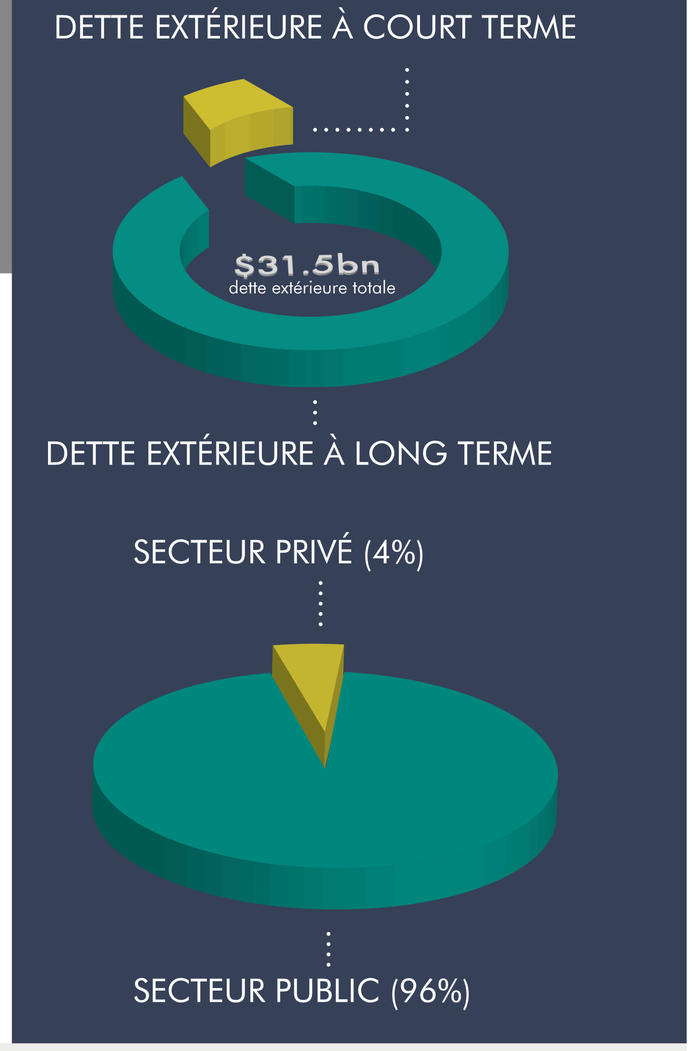
En termes de solvabilité, Fitch a maintenu la note « B » du Ghana en octobre 2020 — qui est inférieure à la note d'investissement et hautement spéculative, mais qui suggère une capacité à respecter les engagements financiers actuels en supposant qu'il n'y ait pas d'autres chocs économiques[148] avec une perspective stable.[149]

KENYA

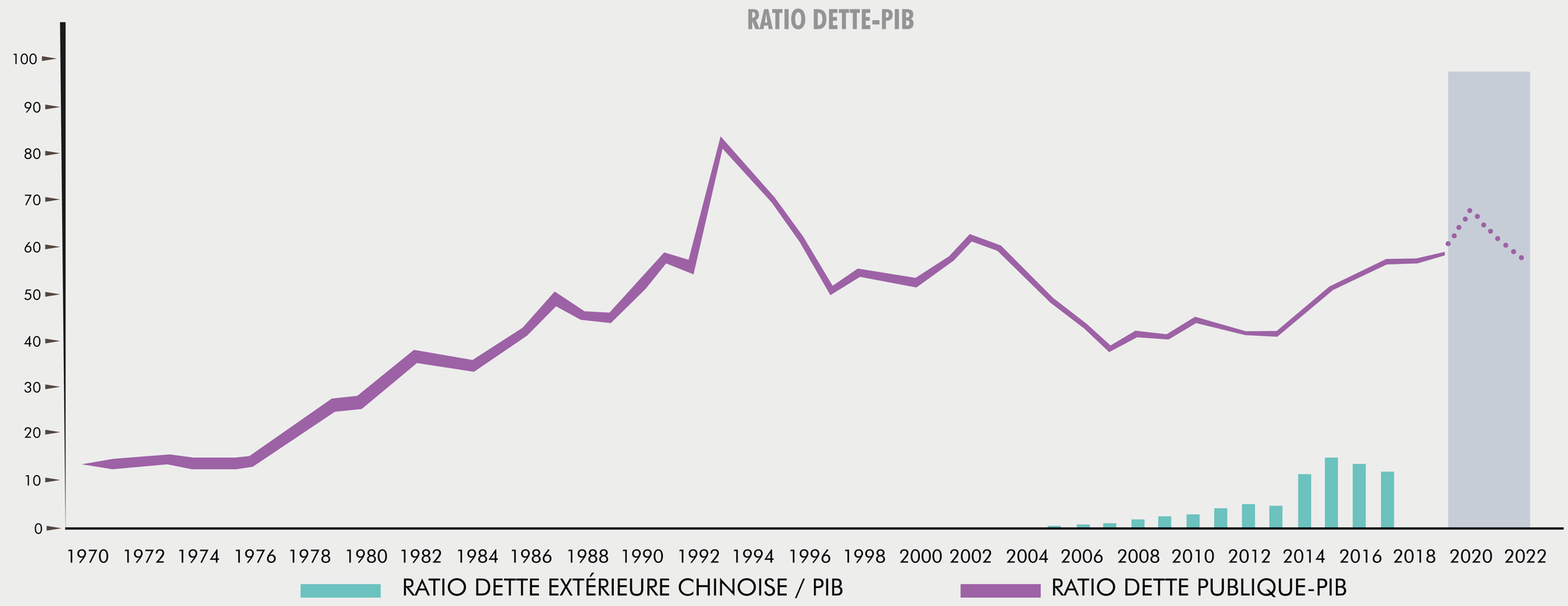
KENYA
APERÇU DU PAYS

SERVICE DE LA DETTE PROJETÉ ENVERS LA CHINE PAR RAPPORT AUX AUTRES CRÉANCIERS
(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)

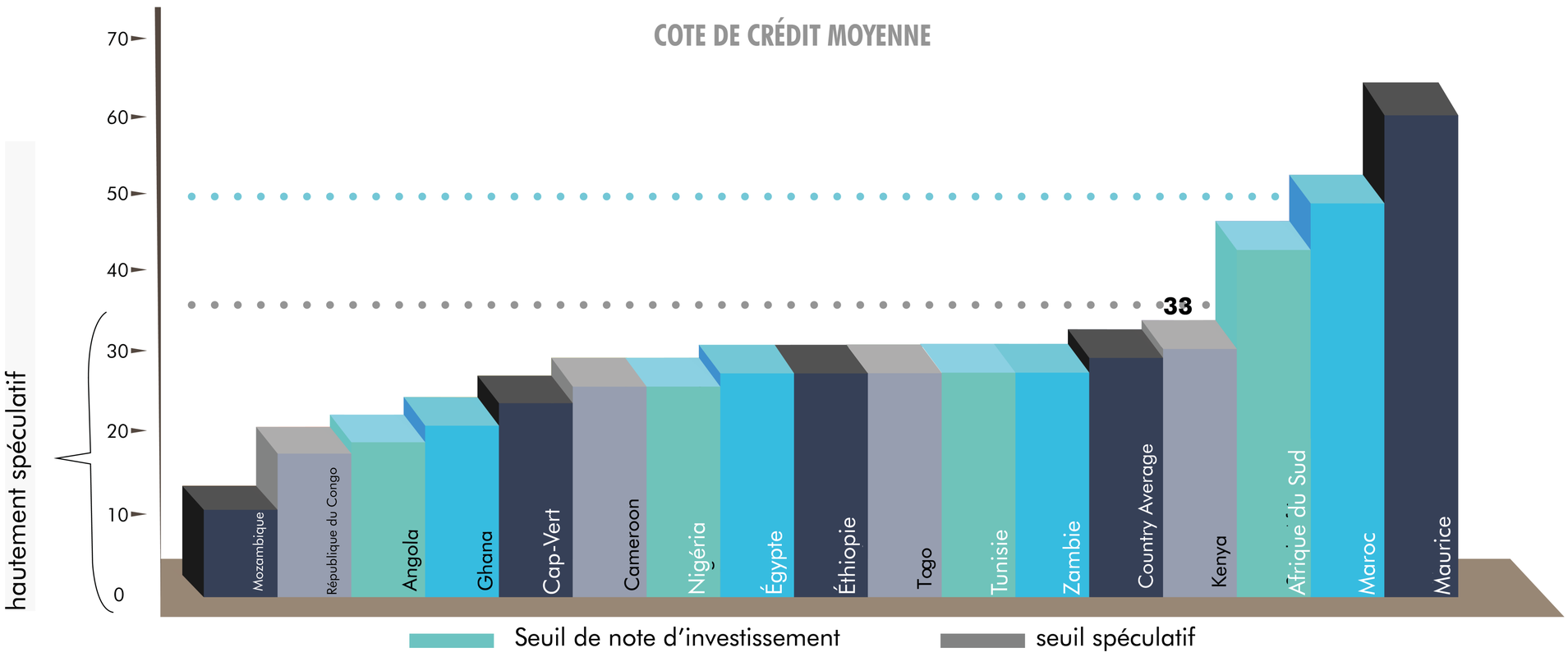




RATIO DETTE-PIB



COTE DE CRÉDIT MOYENNE



BRI and AfCFTA

A signé de Mémorandum d'accord dans le cadre des «Nouvelles routes de la soie» avec la Chine?	**Oui**
A ratifié l'Accord de libre-échange continental africain?	**Oui**

KENYA

Historique de la dette

Par rapport à ses homologues africains, le Kenya n'a pas connu de crise majeure de la dette à la fin du XXe siècle. Le pays ne faisait donc pas partie de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE), et l'annulation de la dette par la Chine au cours de la période 2000-2018 a également été peu importante.

La période la plus perturbée que le Kenya ait connue se situe entre 1992 et 1993, lorsqu'une grave sécheresse a affecté les rendements du café et le secteur agricole en général. L'économie s'est effondrée deux années consécutives et le gouvernement a enregistré un excédent financier à deux chiffres, tandis que le ratio de la dette publique au PIB est passé de 54 % à 83 %.

LE KENYA EN 2021

6,1 % de croissance économique
62 % de ratio dette public-PIB
-8,5 % de solde budgétaire
7,5/8 indice de transparence de la dette de DR

13,66 millions de dollars d'allégement de la dette chinoise le Kenya ne fait pas partie de l'initiative PPTE

Ces dernières années, le Kenya a connu une croissance assez stable, de 5,7 % en moyenne au cours des cinq dernières années, grâce à un secteur de service dynamique[150] et à une amélioration de la consommation et des investissements.[151]

Le développement accéléré des initiatives d'investissement public a également favorisé une plus grande accumulation de la dette publique, qui s'élève à 57 % du PIB en 2018.[152] Cependant, une détérioration constante du déficit budgétaire du Kenya est enregistrée depuis 2004, atteignant 8,5 % en 2016. Plus récemment, la réduction des coûts du gouvernement et les tentatives d'augmentation des impôts, y compris des critères plus stricts pour bénéficier d'exemptions fiscales, ont permis une légère réduction du déficit, à 7,4 %, bien que cela ne soit toujours pas considéré comme viable par certains créanciers.[153]

En 2019, le FMI a estimé que la situation de la dette kenyane était viable, avec un risque modéré de surendettement (surpassant ainsi la plupart des pays africains évalués dans ce rapport).[154] L'institution financière n'a pas considéré l'augmentation de la dette comme une source majeure de préoccupation, en raison de son lien avec des investissements dans des infrastructures productives visant à promouvoir une croissance durable.[155] À partir de 2019, malgré la part relativement élevée de la dette extérieure, qui représente 53 % de l'encours total de la dette,[156] le climat d'investissement du pays est généralement favorable, tandis que ses réserves de devises étrangères sont suffisantes, avec 8,5 milliards de dollars.[157] Toutefois, le FMI souhaite que le Kenya poursuive dans la réduction des coûts du gouvernement et l'augmentation des impôts, notamment en revisitant les exonérations fiscales.[158] Le recouvrement des recettes fiscales du Kenya représentait 15,1 % du PIB en 2018, ce qui le place en dessous de la moyenne africaine de 17,2 % en 2017.[159]

Le Kenya fournit un éventail complet de statistiques sur la dette et les finances publiques par l'intermédiaire de son portail de données du ministère des finances. Il est à noter que le pays a obtenu le meilleur score dans l'indice de transparence de la dette. À titre indicatif, les types de projets lancés par le Kenya grâce à des prêts de la Chine et de la Banque mondiale sont présentés ci-dessous.

KENYA

Kenya

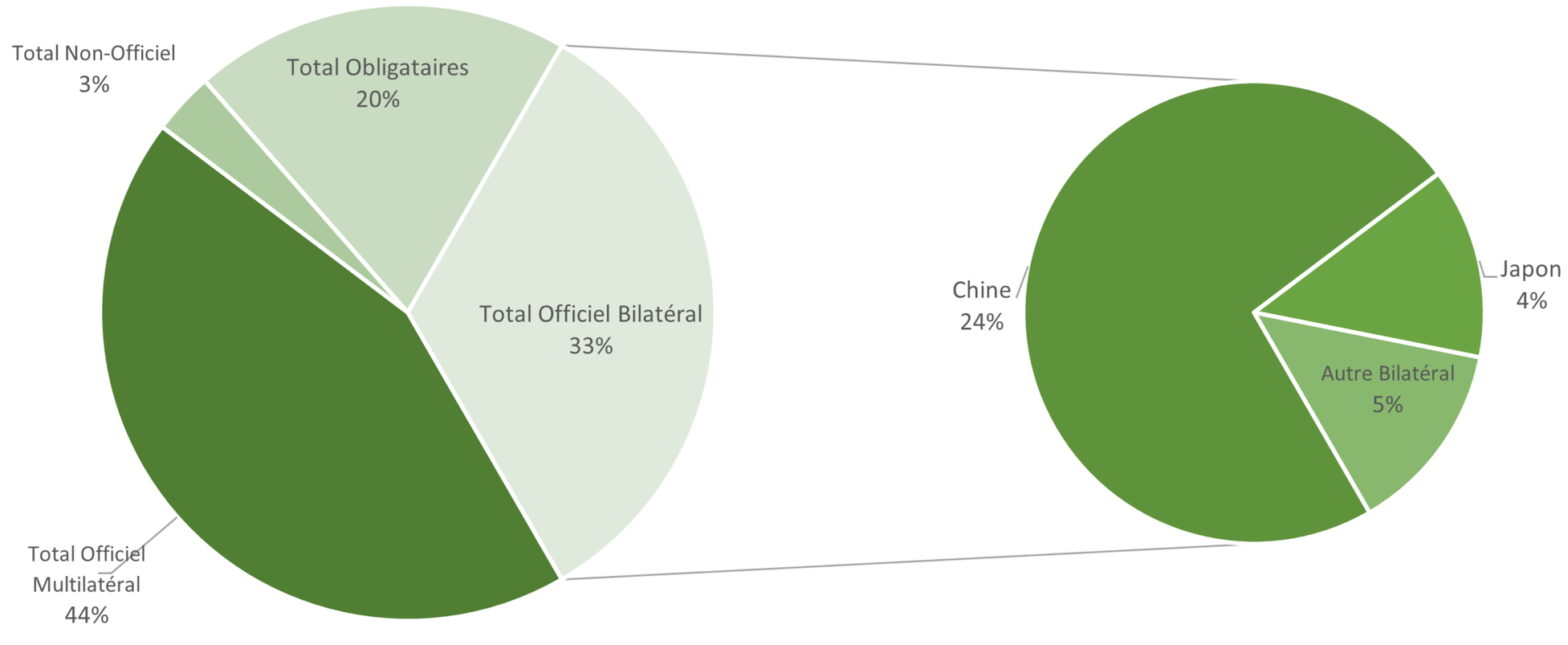
Nom de projet	$ million	ODD
Projet d'Approvisionnement en eau du barrage de Karimenu (2017)	229	
Enquête Physique Aéroportée National du Kenya (2017)	68	
151 Projets Multisectoriels d'Infrastructures (2016)	600	

Nom de projet	$ million	ODD
Projet d'Amélioration des conditions des colonies (hameaux de culture) au Kenya (2020)	165	
Kenya GPE COVID 19 Projet de Continuité de l'Apprentissage à l'Ecole Primaire de Base (2020)	10.8	
Croissance Inclusive et Gestion Budgétaire du Kenya - DPO 2 (2020)	1000	

Exposition à la dette chinoise

Si l'on considère l'ensemble de la dette extérieure du Kenya, les prêts chinois représentent environ un quart de l'encours de la dette du pays, en raison de la part substantielle de la dette multilatérale et commerciale.[160] Cependant, la Chine constitue le plus grand créancier bilatéral du Kenya, représentant 78,3 % de son service officiel de la dette bilatérale. Les principaux projets financés par des prêts chinois comprennent une ligne ferroviaire reliant Mombasa à Malaba (pour 5,1 milliards de dollars) et plusieurs puits géothermiques (pour 867 millions de dollars). [161]

Figure 17 : Composition de l'encours de la dette du Kenya



Source: World Bank DSSI

KENYA

Défis actuels de financement

Bien que le Kenya soit classé comme un pays à revenu moyen, comme indiqué ci-dessus, le FMI poursuit l'évaluation de la position de sa dette. Sa révision en 2020 révèle qu'elle est à haut risque de surendettement. Selon l'évaluation de la Coalition *Jubilee debt Campaign*, le pays risque de connaître une crise de la dette publique en 2020. Le gouvernement a consacré 14 % des dépenses publiques totales au paiement des intérêts de sa dette en 2018, soit près du double de sa part des dépenses de santé, ce qui pourrait représenter un coût d'opportunité potentiellement élevé SI les projets financés par les prêts ne contribuent pas à améliorer le niveau de vie des citoyens kenyans ou à générer un rendement. Il reste cependant des besoins de financement à long terme pour permettre à la population d'atteindre un niveau de vie de base et de réduire la pauvreté, notamment en assurant l'accès à l'eau. Ces projets peuvent ou non être financés uniquement par des fonds nationaux.

Projets a financer par le Kenya
Quelques exemples :

Acces a l'electricite pour 25 % de la population
Acces a l'eau potable pour 41 % de la population
Acces a internet pour 13 % de la population
Amelioration des infrastructures portuaires de 2 % pour atteindre le niveau chinois
Amelioration des infrastructures routieres de 10 % pour atteindre le niveau chinois

Le taux d'intérêt moyen sur les engagements de la dette extérieure du Kenya a augmenté ces dernières années, quadruplant pour atteindre 5,8 % en 2018 par rapport à 2013. Ce qui peut être justifié par l'utilisation accrue de la dette commerciale comme outil de financement, soit un tiers de la dette publique extérieure kenyane à la fin de 2019.[162]

Depuis le milieu des années 2010, le Kenya a émis des euro-obligations souveraines et des prêts consortiaux, récoltant ainsi plus de 7 milliards de dollars.[163] En conséquence, les prêts concessionnels — comprenant les prêts bilatéraux et multilatéraux qui représentaient 90,7 % de la dette extérieure totale à la mi- 2013 — ont depuis lors diminué de manière significative dans le portefeuille de prêts du Kenya. En accord avec cette évolution, le Trésor a modifié les règlements, changeant la définition du plafond de la dette nationale de 50 % du PIB à une valeur absolue plus importante de 9 billions de shillings.[164]

Cela donne au Kenya une plus grande marge de manœuvre pour le financement de la dette commerciale, mais expose également le pays à un risque accru, notamment la vulnérabilité aux fluctuations des taux de change.[165] La cote de crédit du pays reste toutefois la quatrième plus forte parmi les pays évalués dans ce guide.

KENYA

Impact de la COVID-19

En raison de la pandémie de COVID-19, en septembre 2020, le gouvernement Kenyan avait alloué un budget de 1,7 milliard de dollars (2 % du PIB) à la santé et à la reprise économique. L'aide sociale aux personnes vulnérables a été fournie en grande partie par le biais des programmes de transfert d'argent existants qui devaient toucher un million de personnes dans tout le pays, soit 1,9 % de la population. Le Kenya a également soutenu des secteurs clés au moyen de financements supplémentaires dans le cadre d'un plan de relance, et a procédé à des réductions de l'impôt sur les sociétés et sur le revenu.[166] Dans ce contexte, la croissance économique du pays devrait ralentir à 0,6 % en 2020, selon le scénario pessimiste de la Banque africaine de développement. Le Kenya n'est pas très dépendant des activités économiques frappées par la pandémie, comme la production pétrolière (étant un importateur net de pétrole),[167] le tourisme (représentant 18 % des exportations, supérieur à la moyenne continentale, mais inférieur au quartile le plus élevé) ou les envois de fonds (représentant moins de 4 % du PIB).[168]

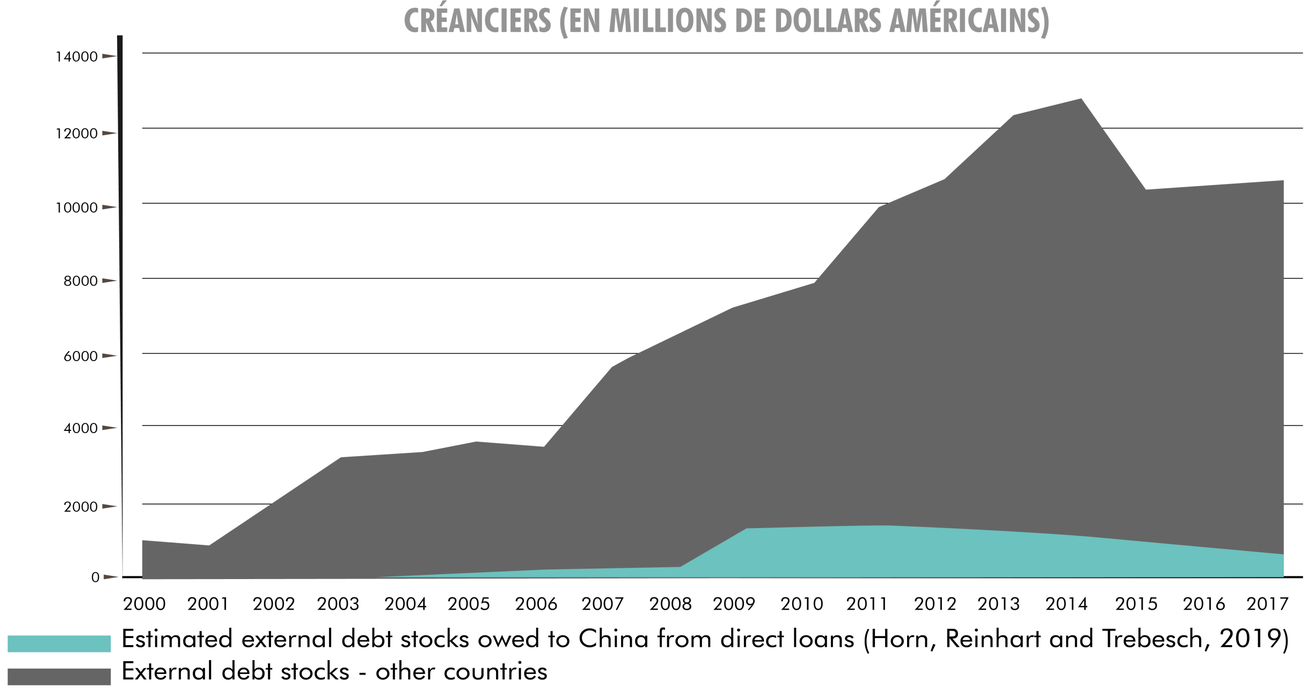
Les initiatives visant à contenir le déficit doivent toutefois être suspendues, car l'augmentation des dépenses de santé et les plans de relance devraient porter le déficit budgétaire à 8,4 % du PIB — le troisième plus élevé parmi tous les pays analysés dans ce guide — tandis que la dette publique devrait atteindre 68 % du PIB en 2020.
En termes de solvabilité, Fitch a maintenu la note « B+ » attribuée au Kenya en juin 2020 — ce qui reste inférieur à une note d'investissement et hautement spéculatif, mais suggère une capacité à respecter les engagements financiers actuels en supposant qu'il n'y ait plus de chocs économiques[169] — bien que les perspectives soient négatives.[170]

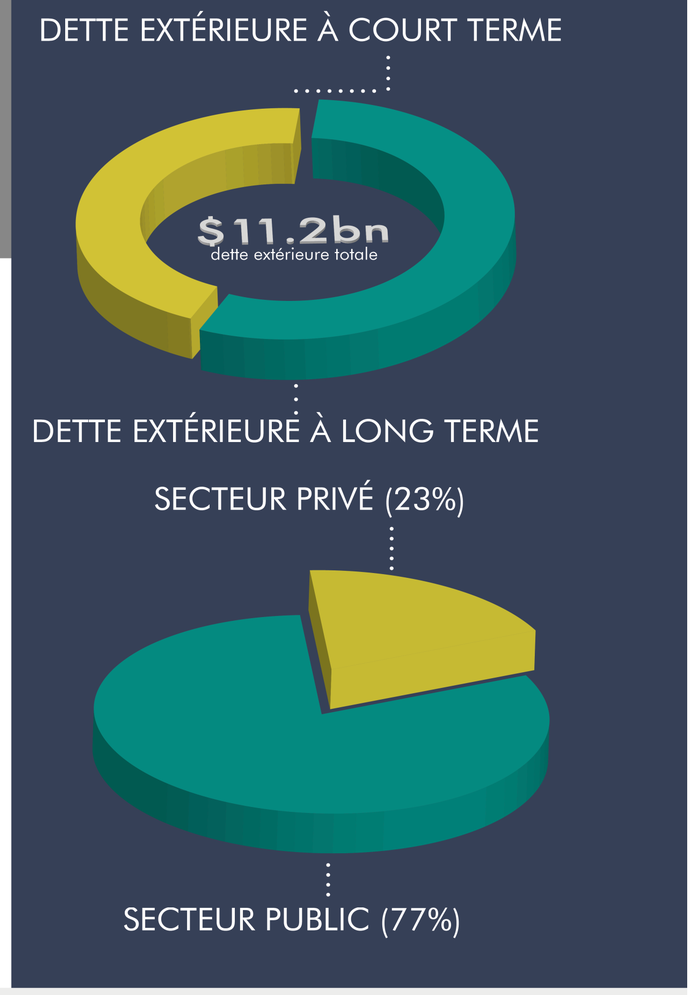
Par ailleurs, après avoir préalablement renoncé d'y prendre part, le Kenya a finalement décidé fin 2020 de participer à l'Initiative de suspension du service de la dette du G20 (ISSD), qui permettrait au pays de bénéficier d'une suspension du service de sa dette par ses créanciers bilatéraux officiels — dont la Chine — s'élevant à 630,8 millions de dollars d'ici la fin 2020.[171] En avril 2020, le pays a contracté un prêt sans intérêt de 739 millions de dollars auprès du FMI en financement d'urgence dans le cadre de son programme de facilité de crédit rapide, qui devra être remboursé dans un délai de dix ans. Le FMI estime que cette somme comblera 35 % des besoins de financement immédiats de COVID-19 dans le pays.[172]

MAURICE

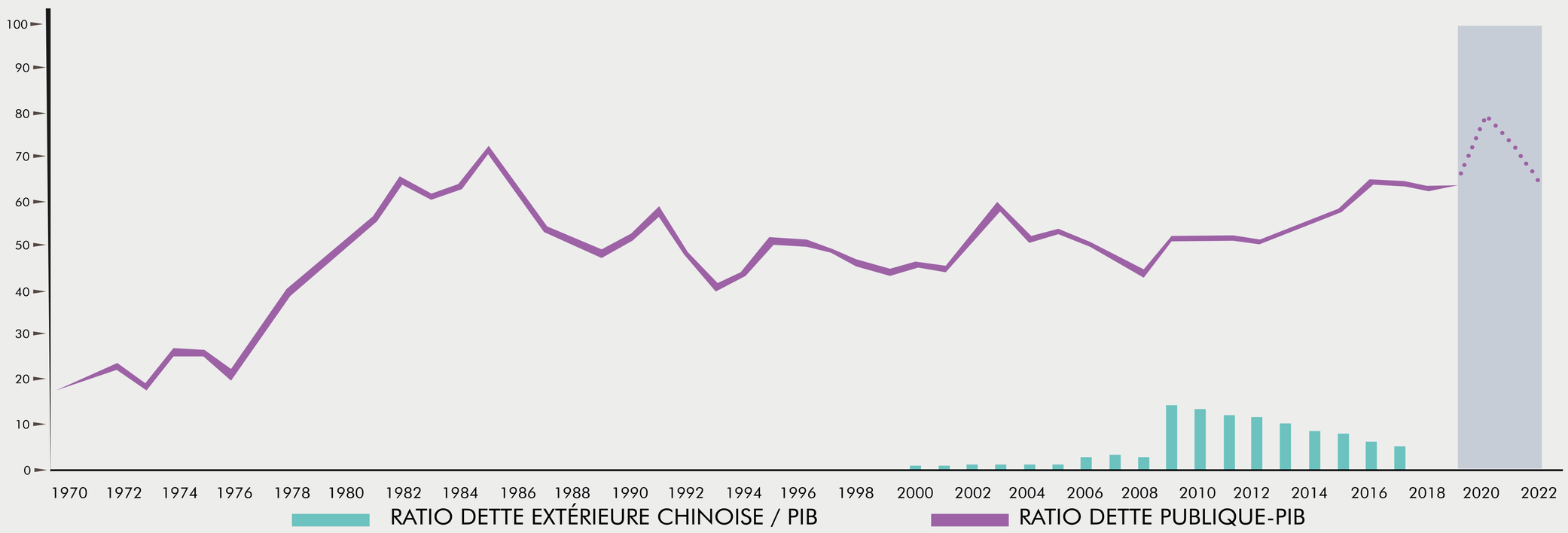
MAURICE
APERÇU DU PAYS

SERVICE DE LA DETTE PROJETÉ ENVERS LA CHINE PAR RAPPORTS AUX AUTRES CRÉANCIERS (EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)

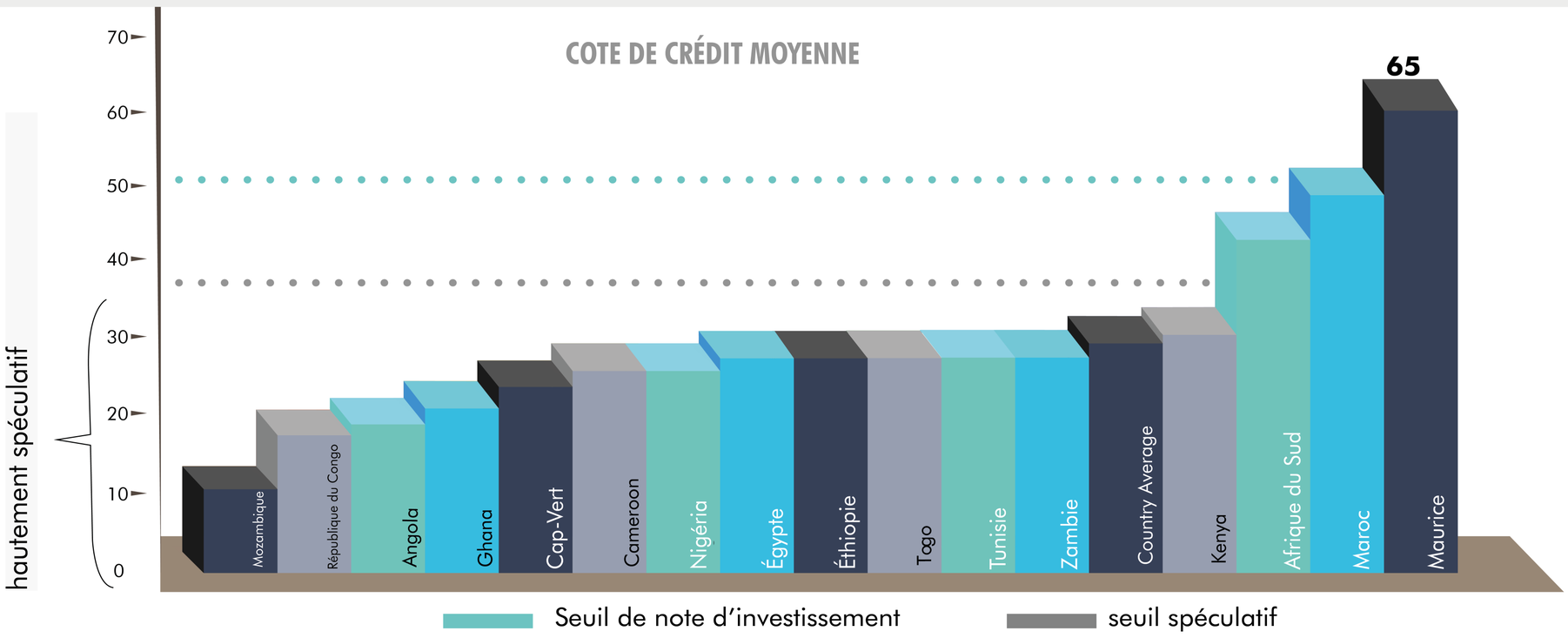




RATIO DETTE-PIB



COTE DE CRÉDIT MOYENNE



BRI and AfCFTA

A signé de Mémorandum d'accord dans le cadre des «Nouvelles routes de la soie» avec la Chine?	**Oui**
A ratifié l'Accord de libre-échange continental africain?	**Non**

MAURICE

Historique de la dette

Le ratio de la dette publique au PIB de Maurice a augmenté de manière considérable entre 1970 et 1985, passant de 18 % à 72 %, le plus haut niveau de son histoire jusqu'à présent. L'une des principales explications de cette situation est que depuis son indépendance, Maurice a adopté une approche de développement de libéralisation et de diversification hétérodoxe, ce qui a nécessité des investissements et des prêts pour développer son économie.[173]

Toutefois, grâce à une croissance soutenue, depuis 1985, le ratio s'est stabilisé et est resté inférieur à 65 % du PIB. Il convient de préciser que le pays ne faisant pas partie de l'Initiative PPTE, il n'a bénéficié d'aucune annulation de dette de la part de la Chine sur la période 2000-2018.

MAURICE EN 2021

5,9 %	de croissance économique
73 %	de ratio dette publique-PIB
-6,7 %	de solde budgétaire
5/8	indice de transparence de la dette de DR

Le pays dispose d'un cadre juridique et institutionnel bien établi pour gérer ses finances publiques. Il a, en effet, publié une stratégie de gestion de la dette en vertu de sa loi sur la gestion de la dette publique en 2008, qui fixe des objectifs pour la gestion du portefeuille de la dette du gouvernement et du secteur public. Elle définit également « l'établissement des repères de contrôle des risques et des objectifs à moyen terme pour la composition, la combinaison en devises, la composition des taux d'intérêt, le profil des échéances et la taille relative de la dette du secteur public ».[174] La loi fixe un plafond pour la dette du secteur public par rapport au PIB. Le plafond de départ en 2008 était de 60 % de son PIB, mais le ratio a dépassé ce plafond en 2015 avec un taux de 62,9 % du PIB.

Maurice connaît une croissance économique régulière depuis 2008, avec un taux de croissance moyen de 3,8 % par an, ce qui a grandement favorisé sa capacité à payer le service de la dette. Selon le classement de la Banque mondiale, Maurice est un pays à revenu élevé et constitue l'un des rares pays africains éligibles aux prêts souverains de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement.[175]

En 2017, le paiement des intérêts de la dette équivalait à 7 % des dépenses totales, alors qu'en 2008, ce taux était de 12 %. À titre de comparaison, 10 % des dépenses publiques totales ont été consacrées au secteur de la santé en 2017, ce qui a amélioré la sécurité sociale du pays et a contribué à la réalisation des ODD. Il convient de souligner que Maurice n'est pas signataire du Partenariat pour un gouvernement ouvert. En revanche, il a fourni un accès public à ces données gouvernementales sur les budgets nationaux, la dette publique et ces lettres circulaires. L'existence d'un bureau de gestion de la dette et la publication d'une stratégie de la dette à moyen terme classent le pays en haut de l'indice de transparence de la dette. Des exemples de projets pour lesquels le pays a eu recours à des prêts de la Chine et de la Banque mondiale sont présentés ci-dessous.

MAURICE

Maurice

Project Name	$ million	ODD
Non Connu (2016)	7	?
Cooperation Economique et Technique (2015)	7	8 DECENT WORK AND ECONOMIC GROWTH
Cooperation Economique et Technique (2014)	8	8 DECENT WORK AND ECONOMIC GROWTH

Nom de projet	$ million	ODD
Projet de Renforcement des Capacités Statistiques de Maurice (2017)	0.35	9 INDUSTRY, INNOVATION AND INFRASTRUCTURE
MU – Deuxième DPL de performance du Secteur Public (2013)	20	9 INDUSTRY, INNOVATION AND INFRASTRUCTURE
Deuxième DPL de Compétitivité du Secteur Privé de Maurice (2013)	15	8 DECENT WORK AND ECONOMIC GROWTH

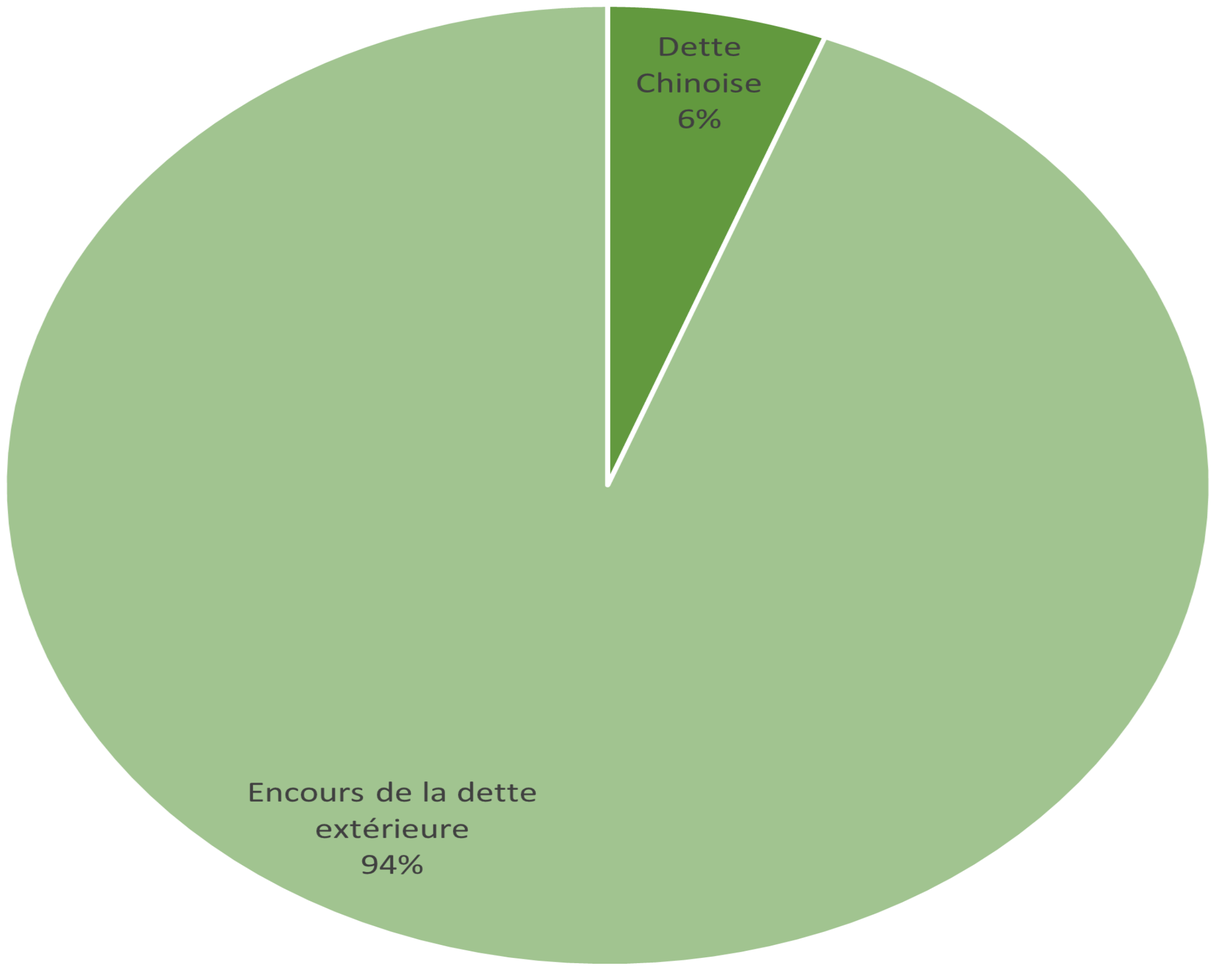
Exposition à la dette chinoise

La dette chinoise dans le portefeuille de financement de Maurice est restée faible au cours des deux dernières décennies, avec un taux moyen de la dette chinoise par rapport à l'encours total de la dette extérieure de 7,41 %. Entre 2008 et 2009, l'encours estimé de la dette extérieure due à la Chine a été multiplié par cinq, passant de 277 millions de dollars à 1321 millions de dollars. L'une des principales explications est que la Chine a émis plusieurs projets de prêts de grande envergure en 2009 dans le pays, selon les données de l'Initiative de recherche Chine-Afrique (CARI) de l'Université Johns Hopkins.[176] Il est à noter qu'en 2009, la Chine a prêté 260 millions de dollars à Maurice pour agrandir l'aéroport international du pays, ainsi qu'un prêt sans intérêt de 40 millions de yuans (5,9 millions de dollars) et une subvention de 30 millions de yuans.

La Chine s'est également engagée à accélérer la construction d'une zone économique et commerciale de 730 millions de dollars financée par la Chine au nord de la capitale.[177]

Par ailleurs, le ratio de la dette chinoise au PIB de Maurice diminue chaque année depuis 2009. En 2016, la Chine a annulé les dettes de Maurice qui s'évaluait à 450 millions de roupies (11 millions de dollars), ce qui a encore réduit la dette extérieure du pays. Bien que le pays entretienne de bonnes relations avec la Chine, et ait récemment conclu un accord de libre-échange avec la Chine (octobre 2019), il n'a pas signé de Mémorandum d'accord dans le cadre des « Nouvelles routes de la soie » avec la Chine.

Figure 18 : Dette chinoise en proportion de l'encours total de la dette extérieure de Maurice



Source:
The World Bank, Christoph Trebesch et al, Chinese Debt Stock Database

MAURICE

Défics actuels de financement

Bien que le pays soit désormais classé comme un pays à revenu élevé par la Banque mondiale et le FMI, il fait face à d'importants besoins de financement pour répondre aux ODD — notamment pour assurer l'accès de la population à l'électricité et à Internet.

Projets a financer par Maurice
Quelques exemples :

Acces a l'electricite pour 63% de la population
Acces a l'eau potable pour 73% de la population
Amelioration des infrastructures portuaires de 9%
pour atteindre le niveau chinois

Cependant, le FMI ne dispose pas de classement pour Maurice en matière de viabilité de la dette. La Coalition *Jubilee Debt Campaign* ne prédit un risque de crise de la dette *privée* qu'en 2020. Cela est principalement dû à la part plus importante de la dette à long terme du secteur privé dans son portefeuille de financement, qui représente 43 % de l'encours total de sa dette, contre 13 % seulement pour le secteur public. En termes de solvabilité, l'évaluation du crédit de Moody pour le pays est de Baa1, mais avec une perspective négative en raison de la pandémie de COVID-19.[178] Cela signifie que la cote de crédit du pays est la plus élevée parmi les pays évalués dans ce guide. En conséquence, il sera en mesure d'obtenir des financements futurs nécessaires pour répondre à ses besoins, bien qu'à un taux d'intérêt plus élevé que celui de nombreux autres pays.

Impact de la COVID-19

En raison de la pandémie, les performances économiques de Maurice se sont dégradées, et l'économie devrait se contracter de 6,8 % en 2020. La pandémie de COVID-19 a gravement touché des secteurs clés de l'économie mauricienne, notamment l'industrie du tourisme, les communications, les services et le secteur industriel.[179] Néanmoins, le gouvernement a tenté d'y faire face. En septembre 2020, le gouvernement avait alloué 298 millions de dollars pour l'atténuation des effets de COVID-19, soit 2,1 % du PIB. Leurs programmes d'assistance sociale comprenaient la fourniture d'une aide alimentaire aux personnes inscrites au registre social. Ils visaient à toucher 35 000 personnes, soit 2,8 % de la population. Le Fonds de solidarité COVID-19 a également été créé avec les dons du secteur privé pour la mobilisation des ressources. [180]

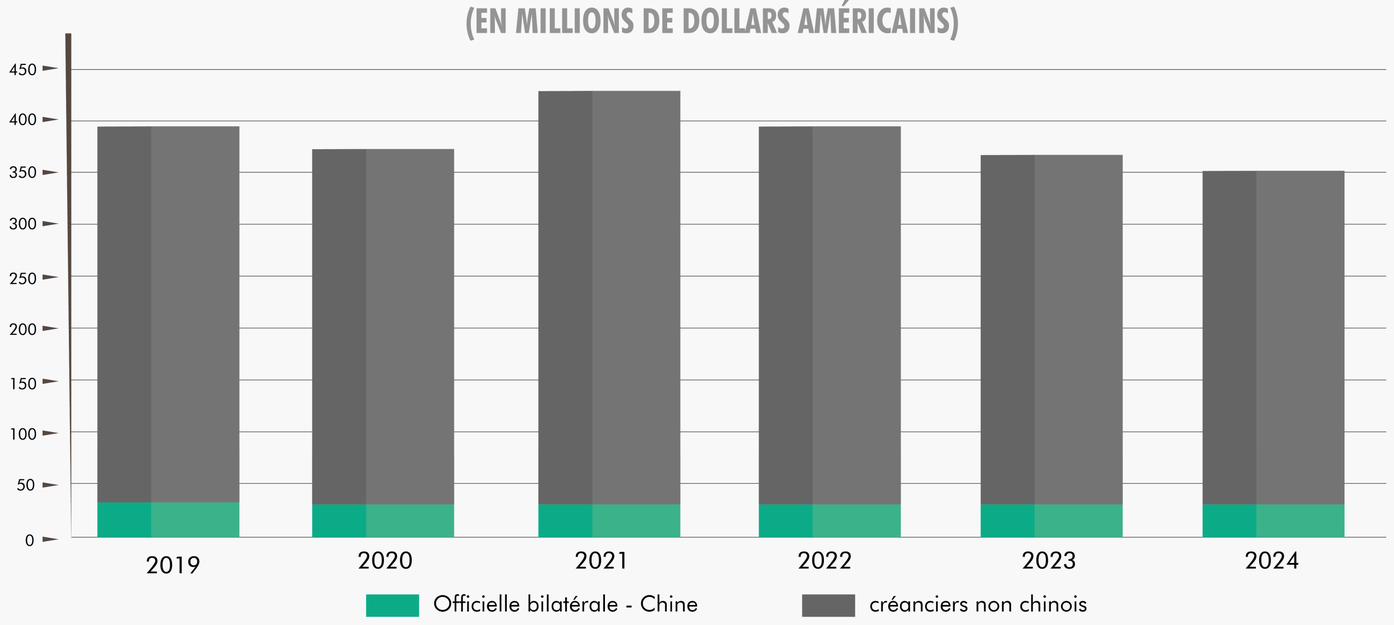
Comme le secteur des services représente 76 % du PIB, la distanciation sociale et le confinement résultant de la COVID-19 remettent en question la viabilité de la dette du pays. Parallèlement à la hausse du taux d'inflation de 0,5 % en 2019 à 4,5 % en 2020, ainsi qu'à la baisse des recettes touristiques, la détérioration de l'équilibre budgétaire actuel est attendue.[181] La Banque africaine de développement prévoit un scénario pessimiste du déficit budgétaire de 10,9 % du PIB en 2020 et de 8 % du PIB en 2021, ce qui remet en question la performance du pays en matière de dette. Le ratio de la dette publique au PIB devrait grimper à 80 % d'ici la fin de 2020, le taux le plus élevé jamais atteint. La croissance économique devrait revenir à Maurice à un taux de 5,9 % en 2021, SI l'industrie du tourisme et le secteur des services sont capables de rebondir (post-pandémie) ; un tel rebondissement aidera davantage le pays à mobiliser des ressources pour faire face au paiement de sa dette.

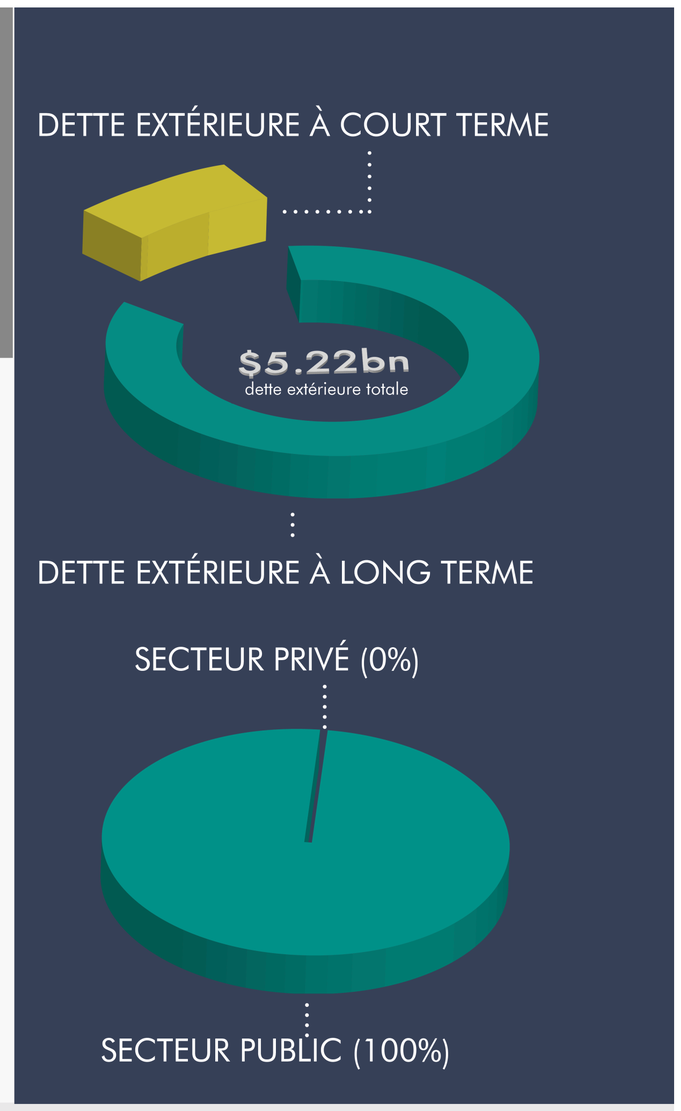
Enfin, en tant que pays à revenu élevé, Maurice n'est pas éligible à l'Initiative de suspension du service de la dette du G20 (ISSD), car celle-ci ne s'applique qu'aux pays de l'IDA et à tous les pays les moins avancés définis par les Nations unies.[182] Il est à noter que l'incertitude est grande, quant à savoir si Maurice peut bénéficier d'une suspension de paiement du service de la dette de la part d'un de ses créanciers.

MAURITANIE

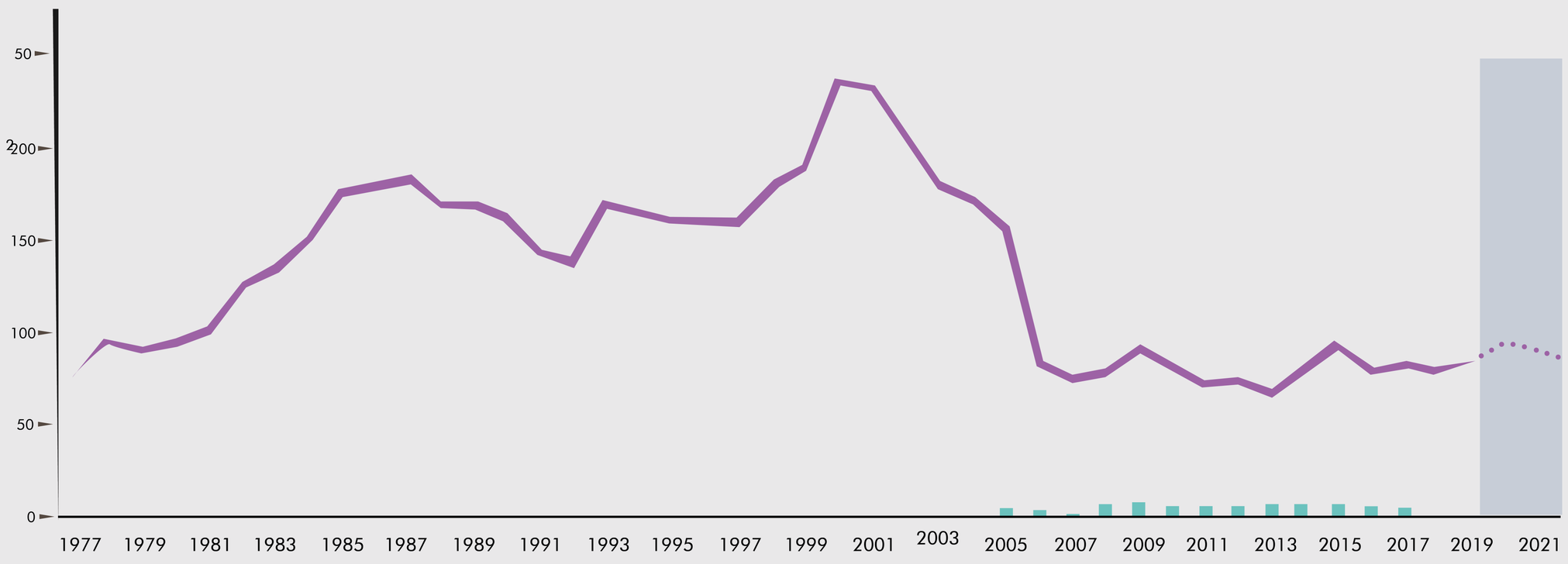
MAURITANIE
APERÇU DU PAYS

SERVICE DE LA DETTE PROJETÉ ENVERS LA CHINE PAR RAPPORT AUX AUTRES CRÉANCIERS
(EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)

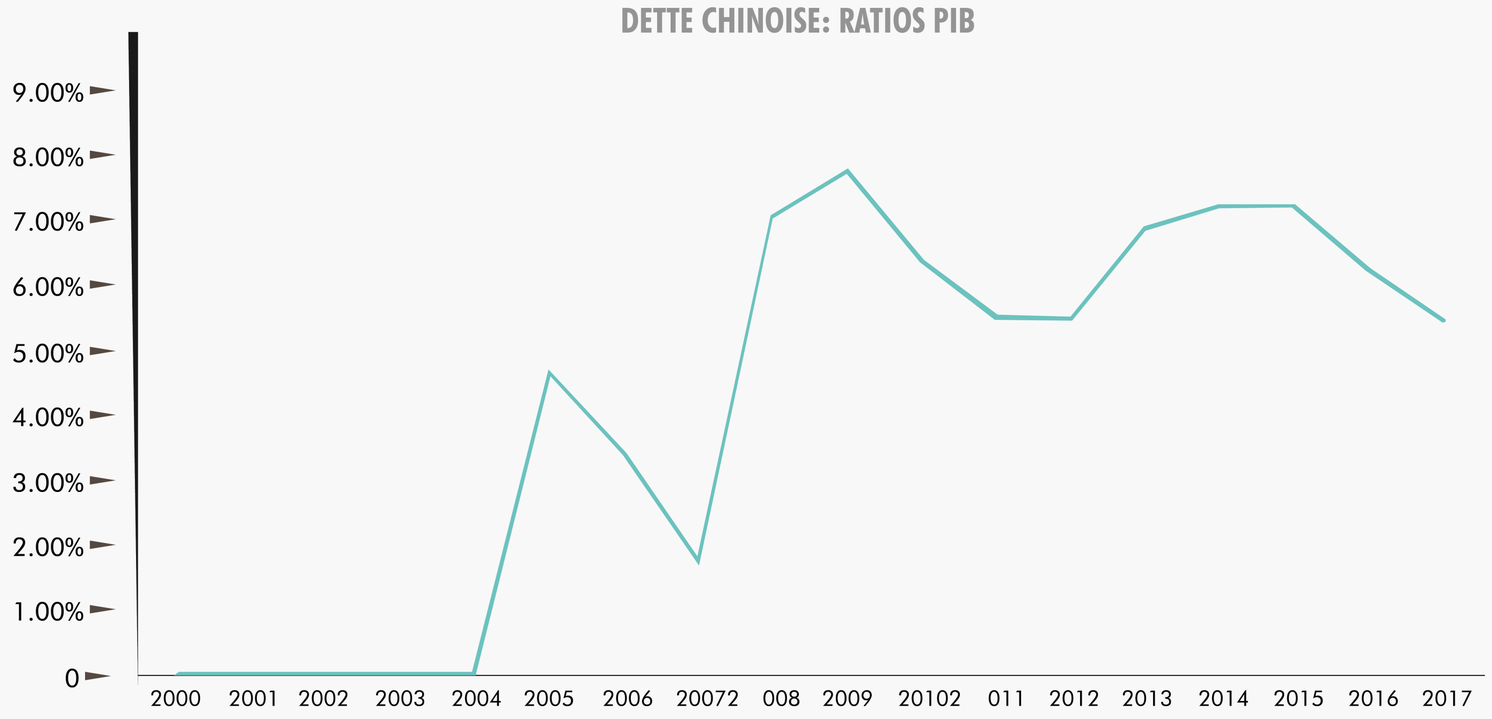




RATIO DETTE-PIB



DETTE CHINOISE: RATIOS PIB



BRI and AfCFTA

A signé de Mémorandum d'accord dans le cadre des «Nouvelles routes de la soie» avec la Chine?	Oui
A ratifié l'Accord de libre-échange continental africain?	Oui

Creating One African Market

MAURITANIE

Historique de la dette

À la fin des années 1970, la dette mauritanienne a d'abord augmenté pour l'expansion industrielle, mais lorsque les taux d'intérêt ont augmenté au niveau mondial à la suite du choc pétrolier de 1979, la dette a commencé à croître en flèche. En plus de devoir faire face aux difficiles programmes d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale à partir de 1985, le pays a été régulièrement confronté à des sécheresses et à un conflit frontalier avec le Sénégal, qui ont considérablement réduit la croissance.[183]

Ainsi, la dette a culminé à 234 % du PIB en 2000, ce qui représente l'un des ratios dette/PIB les plus élevés au monde. Elle n'a été réduite que par la participation à l'initiative PPTE, qui a annulé environ la moitié de la dette de la Mauritanie.

LA MAURITANIE EN 2021

4,2 % de croissance économique
90 % de ratio dette publique-PIB
-2,6 % de solde budgétaire
3/8 indice de transparence de la dette de DR

622 millions de dollars engagés pour l'allégement de la dette dans le cadre de l'initiative PPTE

61 millions de dollars d'allégement de la dette chinoise

4 millions de dollars d'allégement de la dette du Royaume-Uni

2 millions de dollars d'allégement de la dette des États-Unis

Depuis lors, la performance macroéconomique du pays s'est renforcée, mais reste volatile, avec une croissance annuelle moyenne du PIB de 3,6 % en 2015-2019, en raison des fluctuations des prix des principales exportations de minéraux.[184] Depuis 2016, le pays a enregistré un excédent financier annuel, qui s'élève à 2,8 % du PIB en 2019, grâce à des changements de politique visant à consolider les finances publiques.[185] Le ratio de la dette publique au PIB, qui était passé à près de 100 % du PIB à la fin des années 2000, a depuis régressé à 79 % en 2018.

Par ailleurs, le FMI a conclu que la Mauritanie reste exposée à un risque élevé de surendettement en raison de la vulnérabilité des termes de l'échange. L'institution financière estime néanmoins que la situation de la dette est modérément viable, en raison des récents efforts impliquant une meilleure administration fiscale et une TVA plus élevée.[186] En outre, le portefeuille de la dette extérieure du pays se compose principalement de la dette publique à des conditions de faveur ou semi-promotionnelles, représentant 84 % de la dette extérieure totale à la fin de l'année 2016. [187] Dans une certaine mesure, cela isole les indicateurs macro-financiers du pays des chocs mondiaux affectant les taux de change.

MAURITANIE

La Mauritanie se trouve au dernier rang dans l'indice de transparence de la dette de Development Reimagined. Ce classement s'explique par le fait que son gouvernement ne fournit pas de portail de données en ligne efficace, ne dispose pas de stratégie de gestion de la dette accessible au public, ne fournit pas de contrats publics et ne permet pas un accès public aux statistiques et aux données du gouvernement.
Ainsi, comme indiqué ci-dessous, il est difficile de trouver les détails des projets financés dans le pays avec des prêts de la Chine, alors que ceux de la Banque mondiale restent accessibles sur les portails des banques.

Mauritanie

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

LA BANQUE MONDIALE
BIRD • IDA

Nom de projet	$ million	ODD
Non Connu (2014)	17	?
Non Connu (2013)	17	?
Non Connu (2010)	9	?

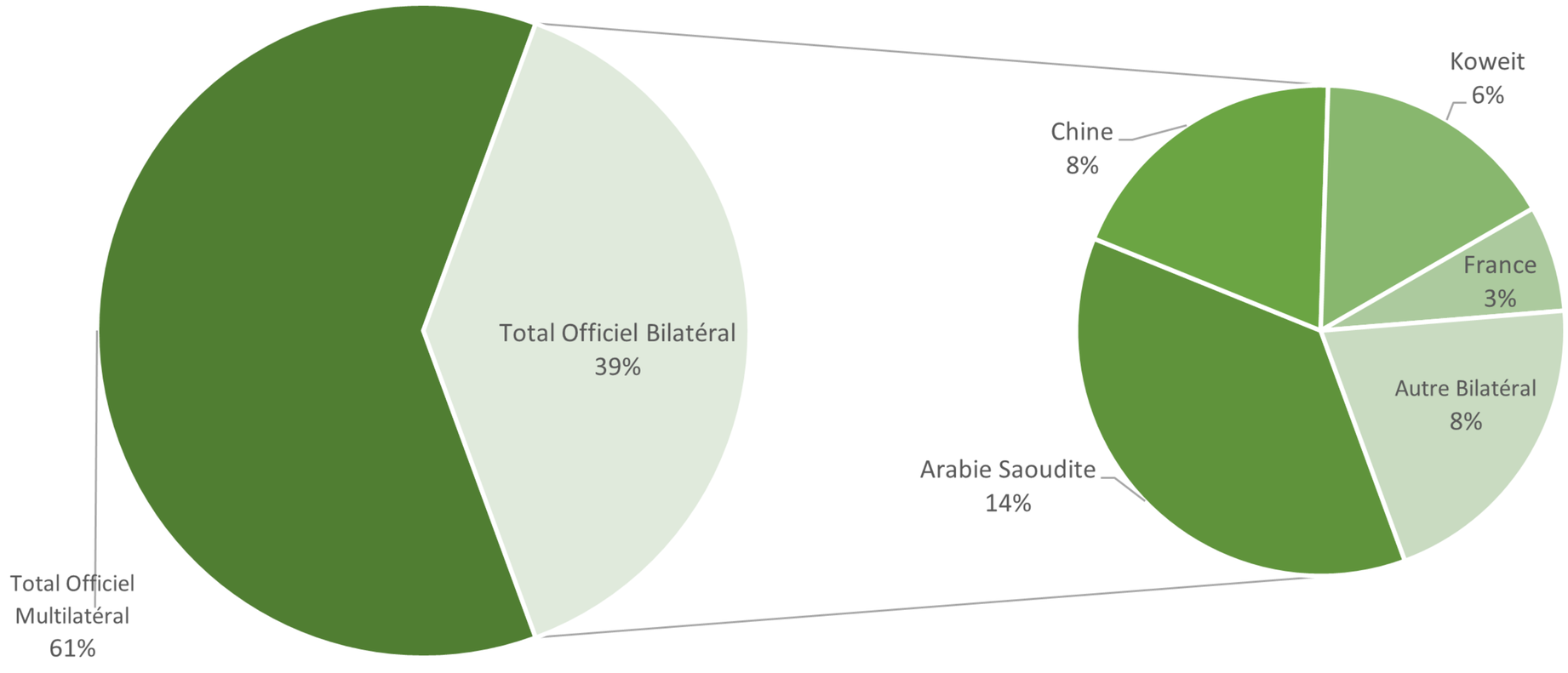
Nom de projet	$ million	ODD
Projet d'Appui au Secteur de l'Education de Base - Phase 2 (2020)	52	4 QUALITY EDUCATION
Projet Sectoriel Eau et Assainissement (2020)	49	6 CLEAN WATER AND SANITATION
Projet d'Appui à la Décentralisation et aux Villes Intermédiaires Productives (2020)	71	8 DECENT WORK AND ECONOMIC GROWTH

Exposition à la dette chinoise

La Mauritanie fait partie du projet des « Nouvelles routes de la soie » de la Chine. En revanche, les prêts chinois ne constituent pas une part importante du portefeuille de la dette du pays.[188] Le crédit chinois constituait 8 % de l'encours total de la dette extérieure de la Mauritanie en 2017. Le pays a en effet emprunté environ 300 millions de dollars à la Chine pour l'expansion de son port en 2008, ce qui reste le plus grand projet dans le pays depuis 2000.[189]

Les principaux créanciers du pays sont les grandes institutions multilatérales (dont la Banque mondiale et le FMI), avec environ 48 % de la dette extérieure mauritanienne, suivies du Koweït (26 %) et de l'Arabie saoudite (12 %).[190]

Figure 19 : Composition de l'encours de la dette de la Mauritanie



Source: World Bank DSSI

MAURITANIE

Défis actuels de financement

La Coalition *Jubilee Debt Campaign* annonce une crise de la dette en Mauritanie en 2020, et comme indiqué ci-dessus, le FMI classe la Mauritanie dans la catégorie des pays présentant un risque élevé de surendettement. Les tests de tension menés par le FMI révèlent que la dette mauritanienne reste vulnérable aux chocs négatifs qui influencent les exportations, les prix des matières premières et la croissance,[191] qui sont justement les indicateurs menacés par la COVID-19.

Malgré les récents efforts pour augmenter les taxes intérieures, l'augmentation des emprunts au milieu des années 2010 pour financer les investissements d'infrastructures continue de peser sur les coûts du service de la dette,[192] qui ont doublé pour atteindre 5,5 % du RNB en 2018 par rapport à 2013.

Toutefois, comme indiqué, la Mauritanie a d'importants besoins de financement à long terme pour permettre à sa population de jouir d'un niveau de vie de base et de réduire la pauvreté, notamment en assurant l'accès à l'électricité et à Internet, y compris la construction d'infrastructures routières de base. Il est peu probable qu'elle puisse faire face à tous ces besoins uniquement par le financement intérieur.

Projets a financer par la Mauritanie
Quelques exemples :

Acces a l'electricite pour 55 % de la population
Acces a l'eau potable pour 29 % de la population
Acces a internet pour 81 % de la population
Amelioration des infrastructures portuaires de 43 % pour atteindre le niveau chinois
Amelioration des infrastructures routieres de 275 % pour atteindre le niveau chinois

D'autre part, certains analystes estiment qu'un facteur susceptible de jouer en faveur de la Mauritanie serait sa gouvernance relativement solide par rapport aux autres pays de la région. À condition que la Mauritanie soit bien avisée, la vulnérabilité de la dette pourrait sans doute être atténuée une fois la croissance économique retrouvée après la pandémie.

Impact de la COVID-19

La réponse économique de la Mauritanie à la pandémie a consisté notamment à apporter une aide financière à 300 000 ménages vulnérables, à subventionner les factures de services publics pendant plusieurs mois, à contrôler les prix des produits alimentaires essentiels et à suspendre les taxes sur certaines activités. En somme, ces programmes d'assistance devaient toucher 1,8 million de personnes, soit 41 % de la population.[193]
Le gouvernement a prévu d'y consacrer 290 millions de dollars d'ici à septembre 2020, soit 5,5 % du PIB.
Ainsi, la pandémie de COVID-19 devrait plonger le pays dans la récession pour la première fois depuis 2008, avec une croissance économique prévue à -1,1 % en 2020 selon le scénario pessimiste de la Banque africaine de développement. Les recettes en devises sont affectées par les prix du fer et du cuivre, qui représentent ensemble environ un tiers de la valeur des exportations.[194] La chute de la demande mondiale de ces produits induite par la pandémie devrait aggraver les perspectives d'investissement public direct et étranger. [195]

MAURITANIE

Entre-temps, les pressions budgétaires croissantes devraient transformer l'excédent financier de la Mauritanie en un déficit s'élevant à 4 % du PIB, tandis que le ratio de la dette publique au PIB pourrait atteindre 94 %, son plus haut niveau en dix ans.

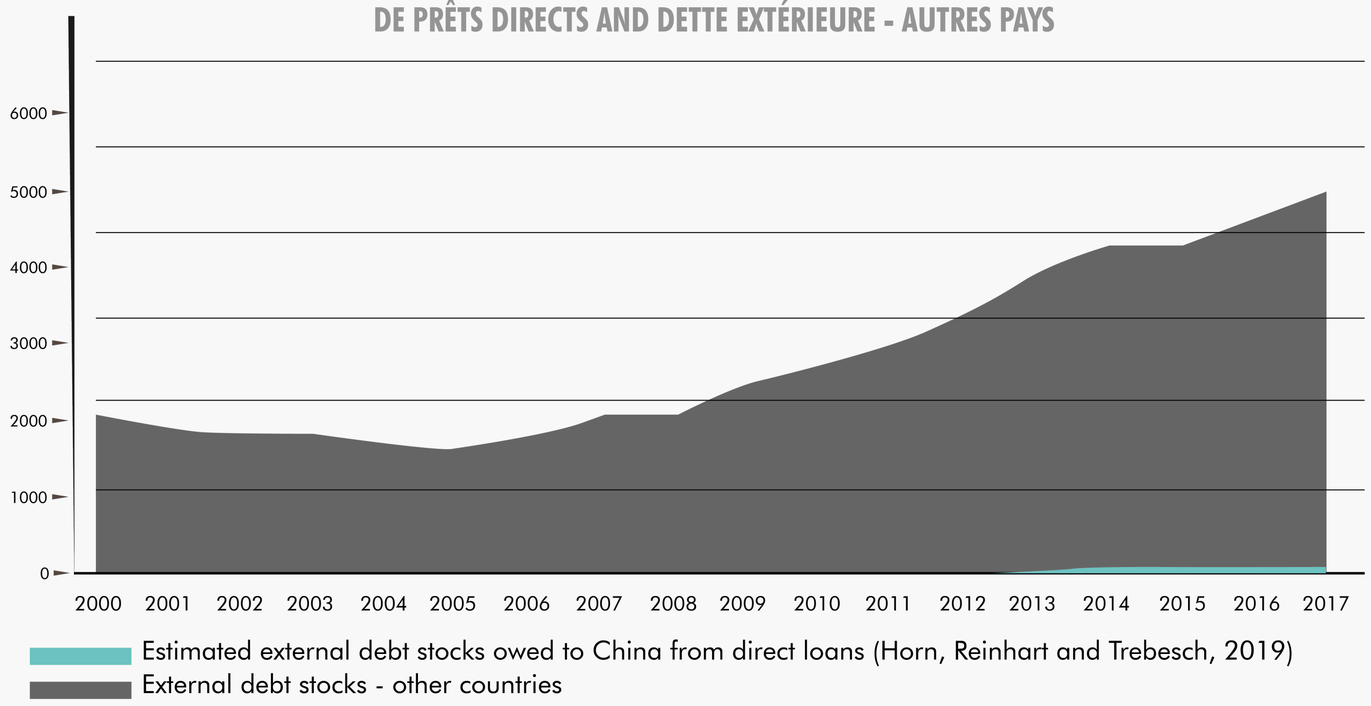
Par ailleurs, le pays a participé à l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD) du G20. Celle-ci lui permettrait de bénéficier d'une suspension du service de sa dette par ses créanciers bilatéraux officiels — dont la Chine — pour un montant total de 90,8 millions de dollars d'ici fin 2020.[196]

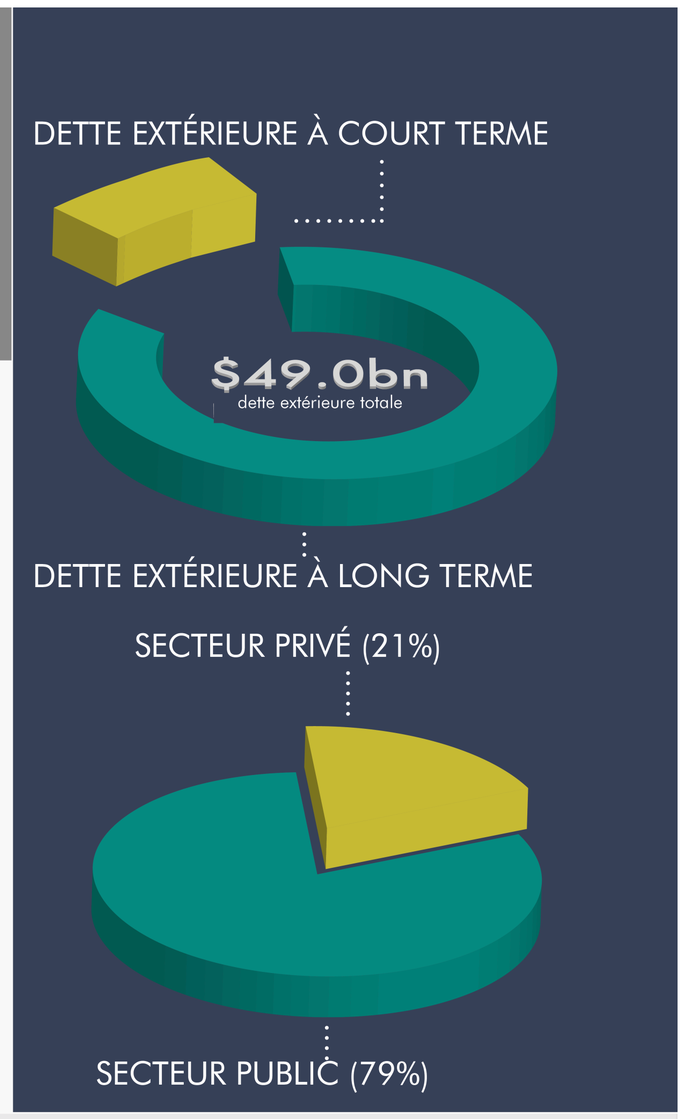
En avril 2020, la Mauritanie a demandé et obtenu du FMI 130 millions de dollars dans le cadre du programme de facilité de crédit rapide sans intérêt (FCR), qui devront être remboursés dans un délai de dix ans. Comblant environ un tiers du déficit de financement de la Mauritanie, les fonds du programme FCR devraient être acheminés directement à la banque centrale, puis prêtés au Trésor.[197]

MAROC

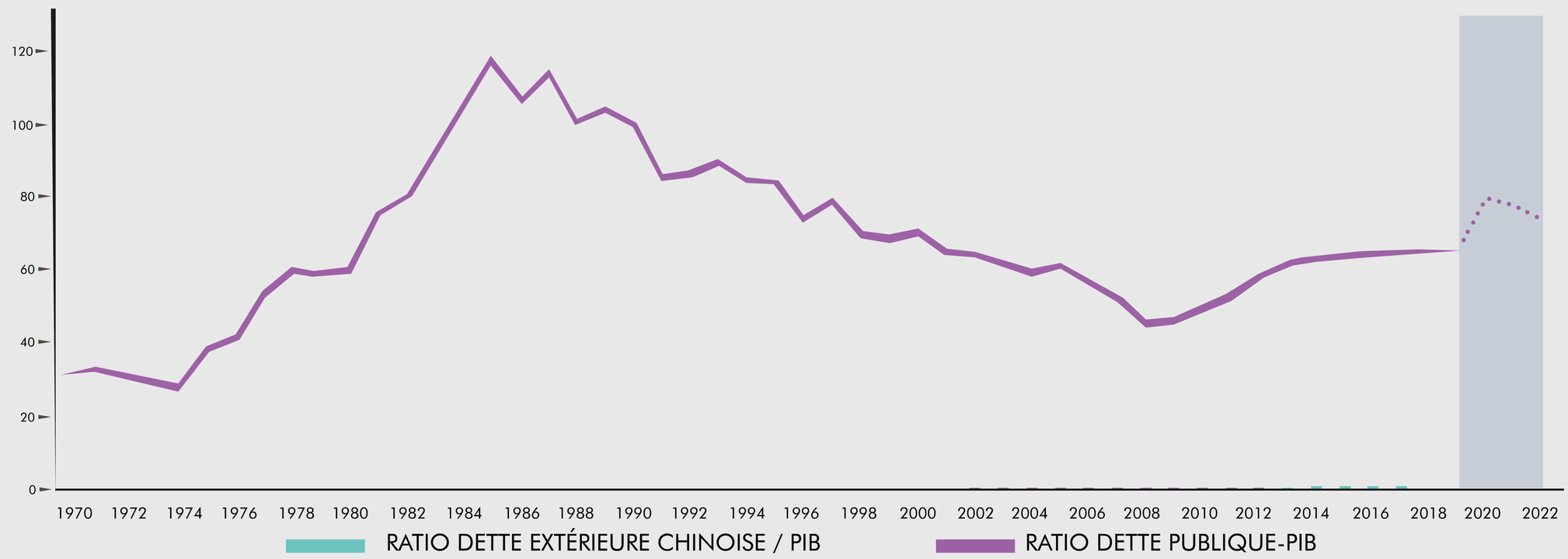
MAROC
APERÇU DU PAYS

ESTIMATION DES ENCOURS DE LA DETTE EXTÉRIEURE ENVERS LA CHINE PROVENANT DE PRÊTS DIRECTS AND DETTE EXTÉRIEURE - AUTRES PAYS

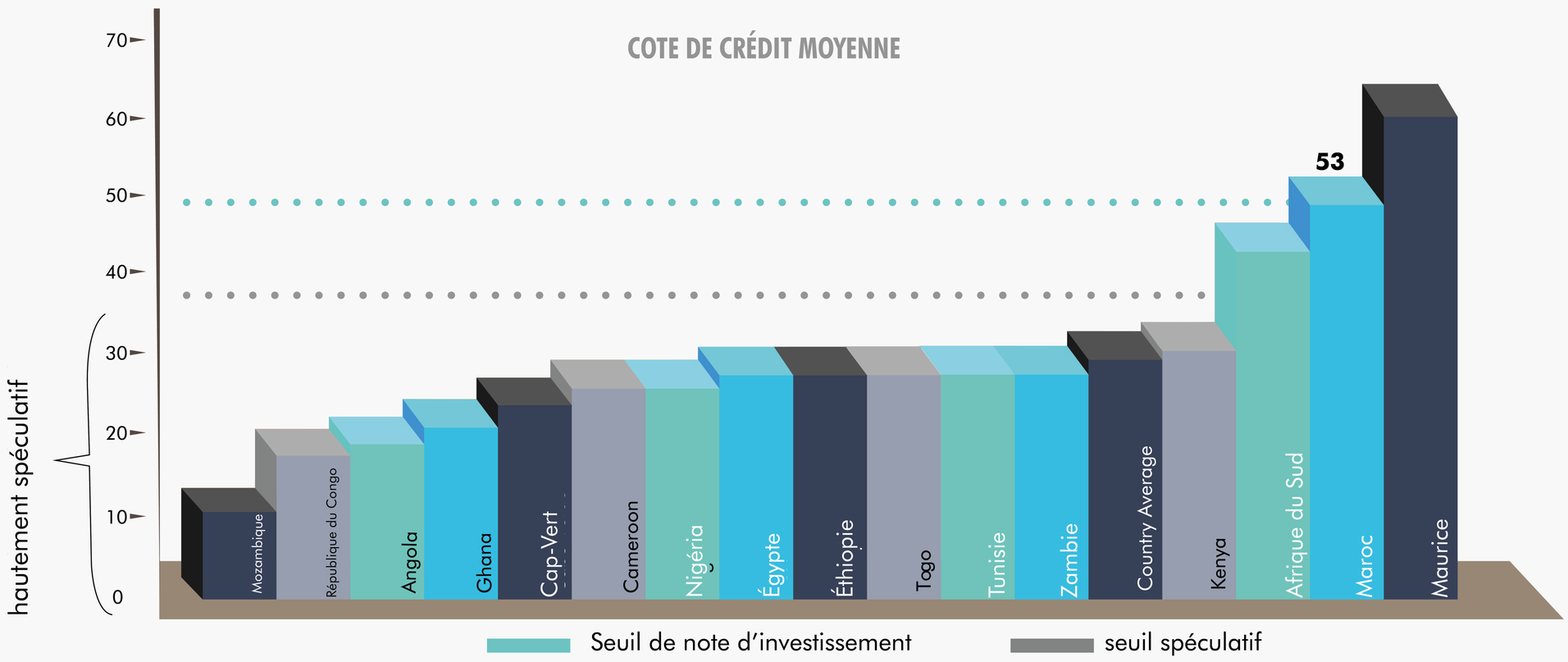




RATIO DETTE-PIB



COTE DE CRÉDIT MOYENNE



BRI and AfCFTA

A signé de Mémorandum d'accord dans le cadre des «Nouvelles routes de la soie» avec la Chine?	**Oui**
A ratifié l'Accord de libre-échange continental africain?	**Non**

MAROC

Historique de la dette

Le ratio de la dette publique au PIB du Maroc était faible au début des années 1970, mais il a régulièrement augmenté jusqu'au milieu des années 1980, atteignant 117,71 % en 1985. Il est resté supérieur à 100 % de 1984 à 1990, avec une tendance à la baisse depuis lors.

Au départ, la dette a augmenté en raison d'une série de plans de développement visant à moderniser l'économie et à accroître la production, ce qui a impliqué d'énormes investissements en capital.[198]

LE MAROC EN 2021

4,8 %	de croissance économique
78 %	de ratio dette publique-PIB
-6 %	de solde budgétaire
4/8	indice de transparence de la dette de DR

Mais les taux d'intérêt ont ensuite augmenté, en raison du choc pétrolier mondial de la fin des années 1970. Le Maroc a donc dû entreprendre, à partir du milieu des années 1980, un programme de privatisation et de changements de politique économique soutenu par la Banque mondiale et le FMI, ce qui explique la diminution progressive de son ratio dette publique-PIB.[199]

Cependant, le pays ne faisait pas partie de l'Initiative PPTE et n'a reçu aucune annulation de dette de la part de la Chine sur la période 2000-2018. La croissance économique du Maroc a été en moyenne de 4,1 % par an de 2000 à 2019. Toutefois, plus récemment, elle a ralenti pendant deux années consécutives, passant de 4 % en 2017 à 2,3 % en 2019. En outre, parallèlement à une diminution des subventions du Conseil de coopération du Golfe et à un plan d'augmentation des dépenses sociales, le Maroc devrait emprunter davantage auprès d'autres pays et du secteur privé.

En effet, le niveau de la dette publique du Maroc a augmenté chaque année depuis 2008, atteignant 64 % du PIB en 2018, en raison d'une baisse de la croissance économique et d'une restructuration budgétaire. Cependant, le pays a consacré une proportion similaire des dépenses publiques au paiement des intérêts de la dette et au secteur de la santé. En 2017, les intérêts de la dette s'élevaient à 8,5 % des dépenses publiques totales, contre environ 7,5 % pour les dépenses de santé. Compte tenu des coûts d'opportunité éventuels, il est considérable que les projets financés par des prêts contribuent à améliorer le niveau de vie des citoyens marocains et à générer un rendement. Des exemples de différents projets financés par le Maroc, grâce à des prêts de la Banque mondiale et de la Chine, sont présentés ci-dessous.

Maroc

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

LA BANQUE MONDIALE
BIRD • IDA

Nom de projet	$ million	ODD
Centrale Solaire de Noor Ouarzazate Phase II 200MW (2018)	150	7 AFFORDABLE AND CLEAN ENERGY
Centrale Electrique à base de Charbon de Jerada (2014)	305	9 INDUSTRY, INNOVATION AND INFRASTRUCTURE
Projet d'Autoroute Berrechid-Ben Ahmed (2011)	184	9 INDUSTRY, INNOVATION AND INFRASTRUCTURE

Nom de projet	$ million	ODD
Premier Financement des Politiques de Développement d'Inclusion Financière et Digitale (2020)	500	9 INDUSTRY, INNOVATION AND INFRASTRUCTURE
Améliorer de l'Offre en Santé dans les Zones Rurales et Répondre à l'Urgence de la Pandémie du COVID-19 (2020)	35	3 GOOD HEALTH AND WELL-BEING
Programme de Performance Municipale (2019)	760	8 DECENT WORK AND ECONOMIC GROWTH

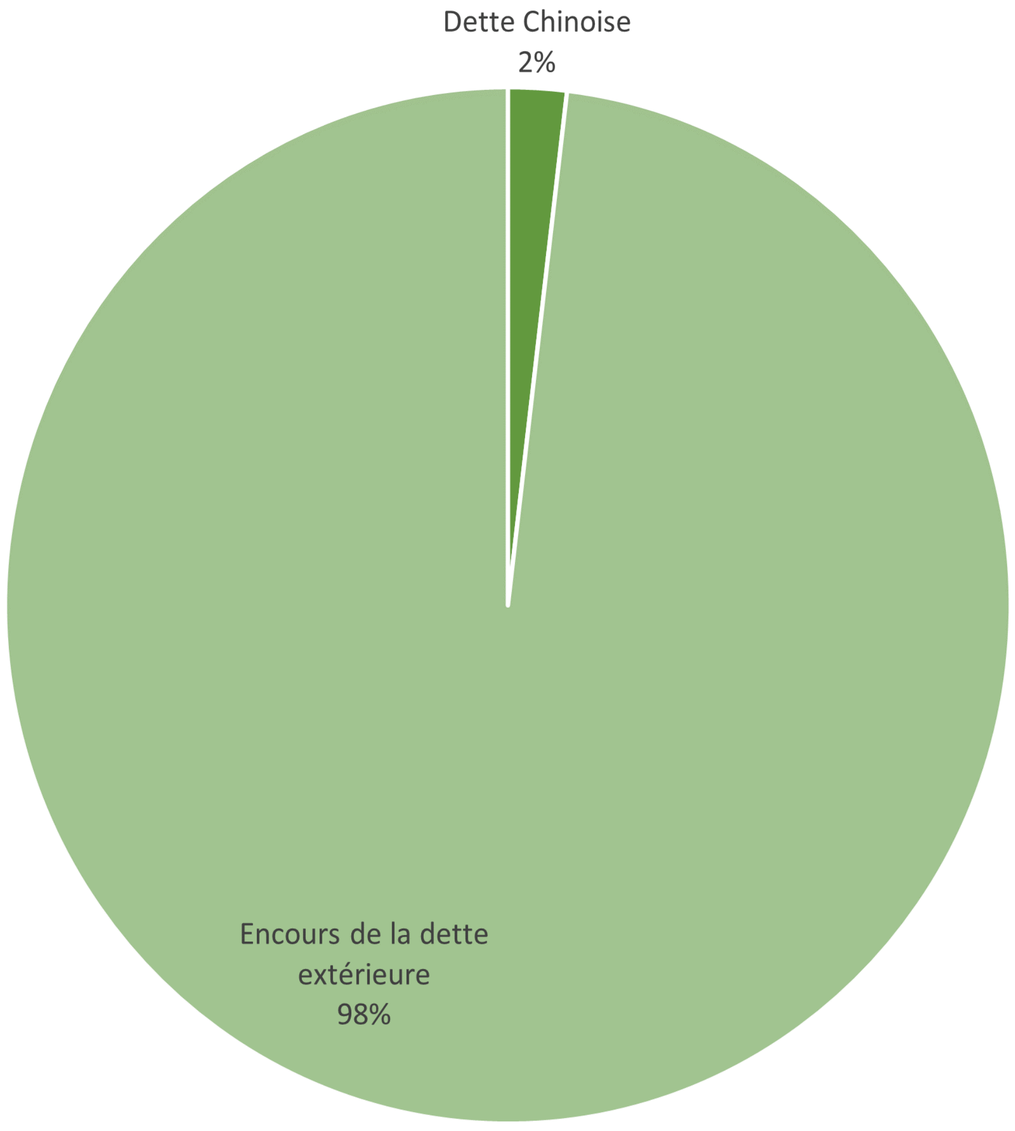
MAROC

Il convient également de noter que le Maroc a obtenu une note moyenne commune dans l'indice de transparence de la dette, étant donné qu'il a et utilise une stratégie de dette à moyen terme, mais que son portail de données gouvernementales est inefficace. Le Maroc est également signataire du partenariat de gouvernement ouvert et reconnaît les règles de liberté d'information.

Exposition à la dette chinoise

La dette chinoise en pourcentage de l'encours total de la dette extérieure du Maroc est très faible. Elle représente moins de 1 % de l'encours de la dette extérieure du pays. La dette extérieure du Maroc a été en grande partie contractée auprès des membres du Club de Paris et des institutions financières internationales ; une situation favorisée peut-être en raison de sa relative proximité avec l'Europe.[200] Cependant, la Chine a apporté au moins neuf projets fondamentaux de financement officiel du développement dans le pays depuis 2000, selon l'Initiative de Recherche Chine-Afrique (CARI).[201]

Figure 20 : Dette chinoise en proportion de l'encours de la dette extérieure totale du Maroc



Source:
The World Bank, Christoph Trebesch et al. Chinese Debt Stock Database

Défis actuels de financement

En tant que pays à revenu intermédiaire, le FMI ne dispose pas de classement de la dette du Maroc. Cependant, la Coalition *Jubilee Debt Campaign* prévoit une crise de la dette en 2020, car elle estime que les paiements de la dette affaiblissent l'économie du pays. Étant donné que l'économie marocaine est fortement dépendante du tourisme, les effets négatifs de COVID-19 engendrés par la fermeture des frontières et les restrictions de voyage rendent le pays vulnérable, ce qui remet en question sa capacité à payer le service de la dette.

La récente cote de crédit de Fitch pour le Maroc a été évaluée à « BB+ », avec une perspective stable le 23 octobre 2020,[202] ce qui est spéculatif avec une vulnérabilité élevée au risque de défaut. Il est à noter que la cote de crédit globale du Maroc était nettement supérieure à la moyenne des autres pays de ce rapport, ce qui suggère sa flexibilité pour assurer le service des engagements financiers.[203] En outre, le Maroc a des besoins de financement des infrastructures un peu moins importants pour répondre aux ODD que beaucoup d'autres pays évalués dans ce guide. Il est possible d'obtenir ce financement au niveau national ou auprès d'une série de créanciers.

MAROC

Projets a financer par le Maroc
Quelques exemples :

Acces a internet pour 36% de la population
Amelioration de l'infrastructure commerciale de 35 %
pour atteindre les niveaux chinois

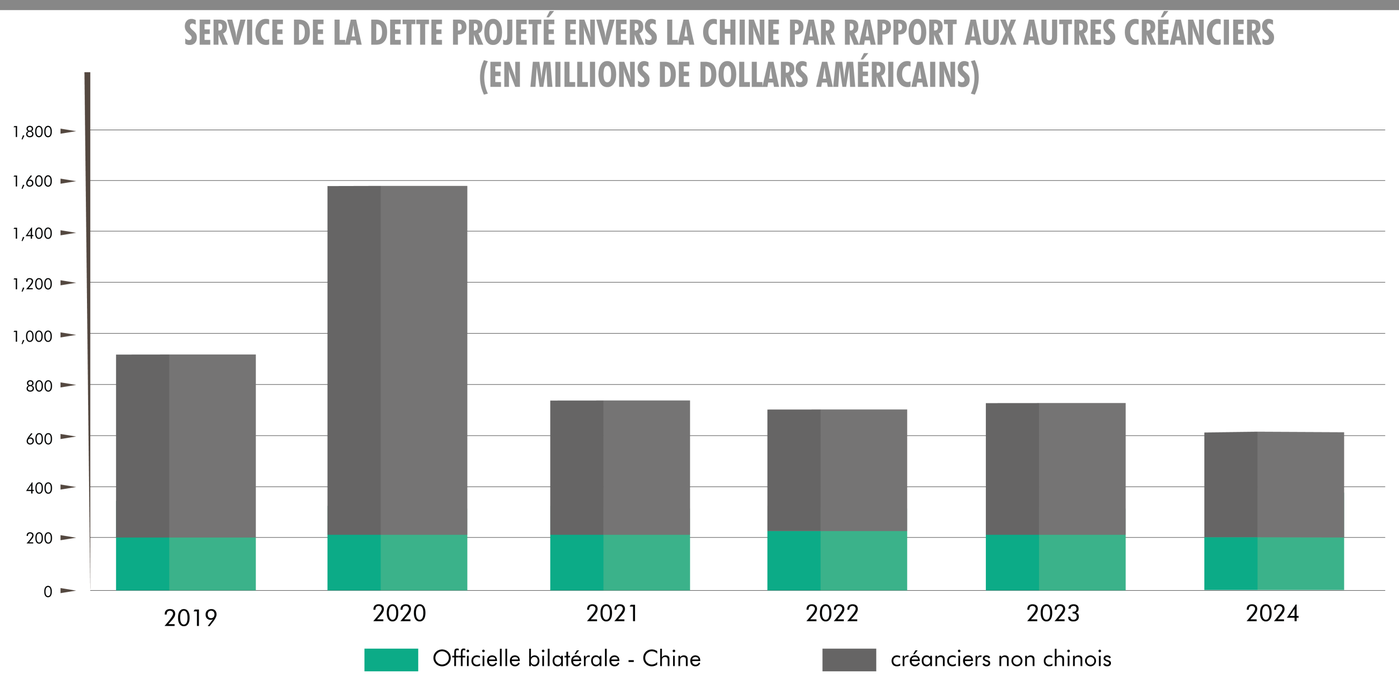
Impact de la COVID-19

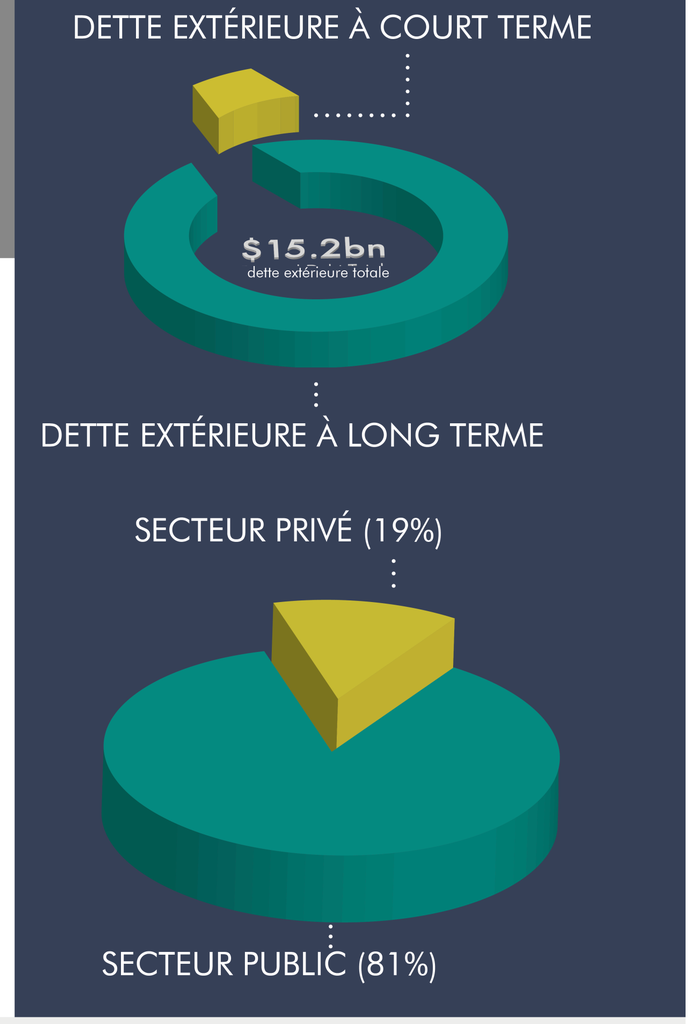
La pandémie de COVID-19 a engendré des défis pour le développement économique du Maroc. L'économie du pays est appelée à se contracter de -3,7 % en 2020. En raison de la réduction des revenus du tourisme, le pays pourrait voir son déficit budgétaire se creuser pour atteindre 6,9 % en 2020, selon les prévisions pessimistes de la Banque africaine de développement. En septembre 2020, néanmoins, le gouvernement a alloué 3,2 milliards de dollars (2,7 % du PIB) pour les programmes d'atténuation de COVID-19. Ces programmes comprenaient une assistance sociale par le biais de transferts en espèces aux travailleurs du secteur informel et une aide aux PME pour soutenir les chômeurs temporaires. Ces programmes devaient toucher 3 millions de personnes, soit 8,2 % de la population.

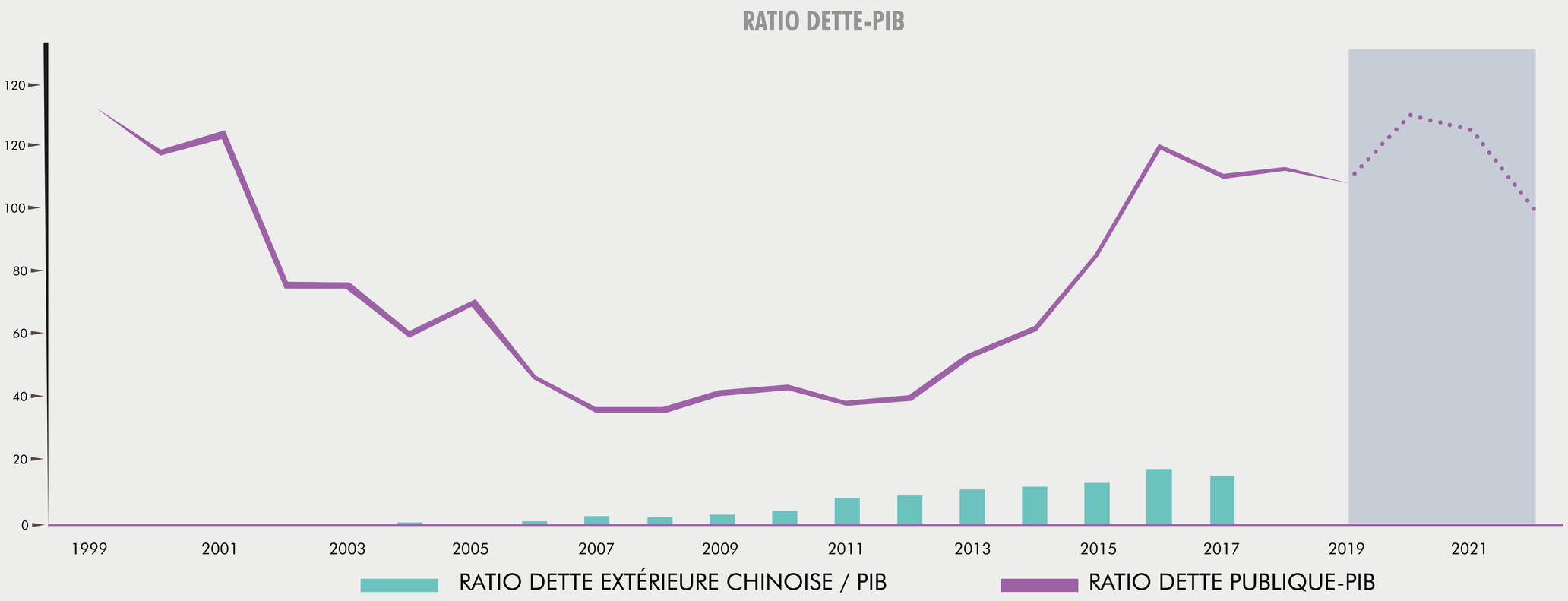
Toutefois, en tant que pays à revenu intermédiaire, le Maroc n'est pas éligible à l'Initiative de suspension du service de la dette du G20 (ISSD), car l'ISSD ne s'applique qu'aux pays de l'IDA et à tous les pays les moins avancés définis par les Nations unies.[204] Il est à noter que le pays a demandé, à la Banque mondiale, la restructuration d'un prêt de 275 millions de dollars pour sa politique de développement de la gestion des risques de catastrophes afin de l'assister dans la gestion des effets de la pandémie de COVID-19. Les conditions de ce prêt restent non clarifiées.[205] De plus, en avril 2020, le Maroc est devenu l'un des deux seuls pays au monde à demander et à recevoir un prêt de 3 milliards de dollars de la ligne de précaution et de liquidité (LPL) du FMI pour faire face à l'impact de la COVID-19.[206] Ce prêt est assorti d'une commission de service avec le taux d'intérêt du DTS.[207]En juin 2020, le Maroc a également demandé avec succès un nouveau prêt de 35 millions de dollars à la Banque mondiale (à un taux d'intérêt de 8,3 %) pour renforcer le secteur de la santé dans le pays.[208]

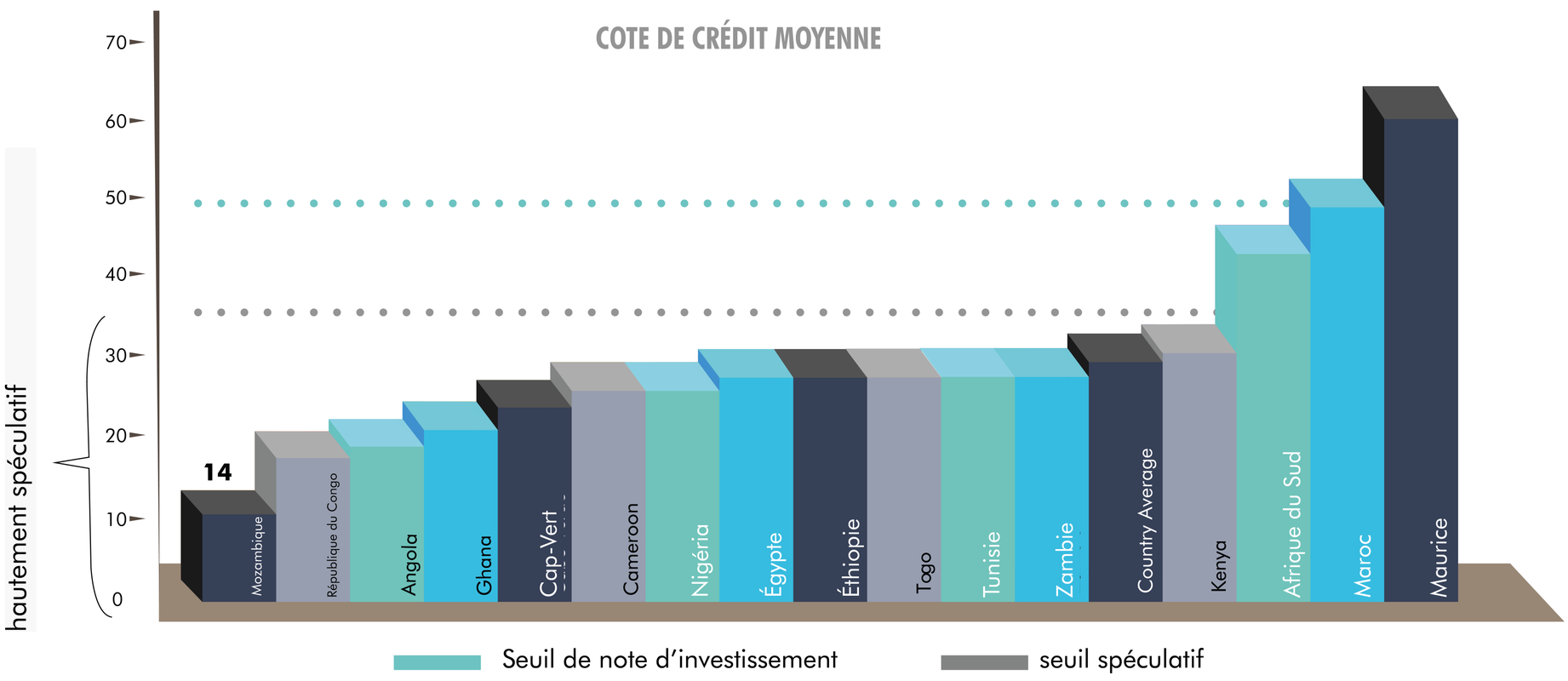
MOZAMBIQUE

MOZAMBIQUE
APERÇU DU PAYS









BRI and AfCFTA

A signé de Mémorandum d'accord dans le cadre des «Nouvelles routes de la soie» avec la Chine?	**Oui**
A ratifié l'Accord de libre-échange continental africain?	**Non**

MOZAMBIQUE

Historique de la dette

Le ratio de la dette publique au PIB du Mozambique était à son plus haut niveau en 1999 — la date la plus ancienne pour les données disponibles — à 131,2 %, mais il est tombé à 36 % en 2007. Les deux principales raisons en sont la croissance rapide et l'annulation de la dette. Premièrement, le taux de croissance moyen du Mozambique de 1996 à 2015 a été de 8 % par an, soit le plus élevé d'Afrique, notamment grâce à une série d'actions économiques telles que la privatisation des entreprises publiques, l'augmentation des recettes publiques par l'introduction de la taxe sur la valeur ajoutée et la modification des services douaniers.[209] Deuxièmement, l'allégement de la dette de divers donateurs était prévue,[210] comme l'indique le tableau ci-dessous, y compris de la Chine — décaissé en trois occasions différentes.[211]

LE MOZAMBIQUE EN 2021

2,1 % de croissance économique
123 % de ratio dette publique-PIB
-5,3 % de solde budgétaire
3,5/8 indice de transparence de la dette de DR

2,1 milliards de dollars engagés pour l'allégement de la dette dans le cadre de l'initiative PPTE

88 millions de dollars d'allégement de la dette chinoise

78 millions de dollars d'allégement de la dette du Royaume-Uni

27 millions de dollars d'allégement de la dette des États-Unis

Cependant, le ratio de la dette publique au PIB du Mozambique n'a cessé d'augmenter au cours de la dernière décennie, passant à 120 % en 2016 et se stabilisant au-dessus de 100 % au cours des cinq dernières années. La raison de sa stabilisation en 2016 est que le gouvernement a indiqué qu'il était responsable de plus de 2 milliards de dollars de prêts garantis par le gouvernement et accordés par les entreprises de défense et de sécurité publiques entre 2012-2014, qui n'ont pas été approuvés par le parlement, encore moins inclus dans le budget national. Une situation ayant incité le FMI et les donateurs internationaux à suspendre tout nouveau prêt au pays. [212]

En 2017, le paiement des intérêts de la dette du Mozambique correspondait à 7,2 % des dépenses totales, mais le taux est passé à 10 % en 2018, soit plus du double du montant total des dépenses publiques en 2017 consacrées au secteur de la santé. Cela pourrait constituer un coût d'opportunité potentiel élevé SI les projets financés par les prêts ne contribuent pas à améliorer le niveau de vie des citoyens du Mozambique et/ou à générer un rendement. Vous trouverez ci-dessous des exemples du type de projets pour lesquels le Mozambique a eu recours à des prêts de la Banque mondiale et de la Chine ces dernières années.

MOZAMBIQUE

Mozambique

Nom de projet	$ million	ODD
Centre Culturel Mozambique-China (2018)	25	
FLNG Corail Sud (2017)	150	
Migration Digitale (2017)	156	

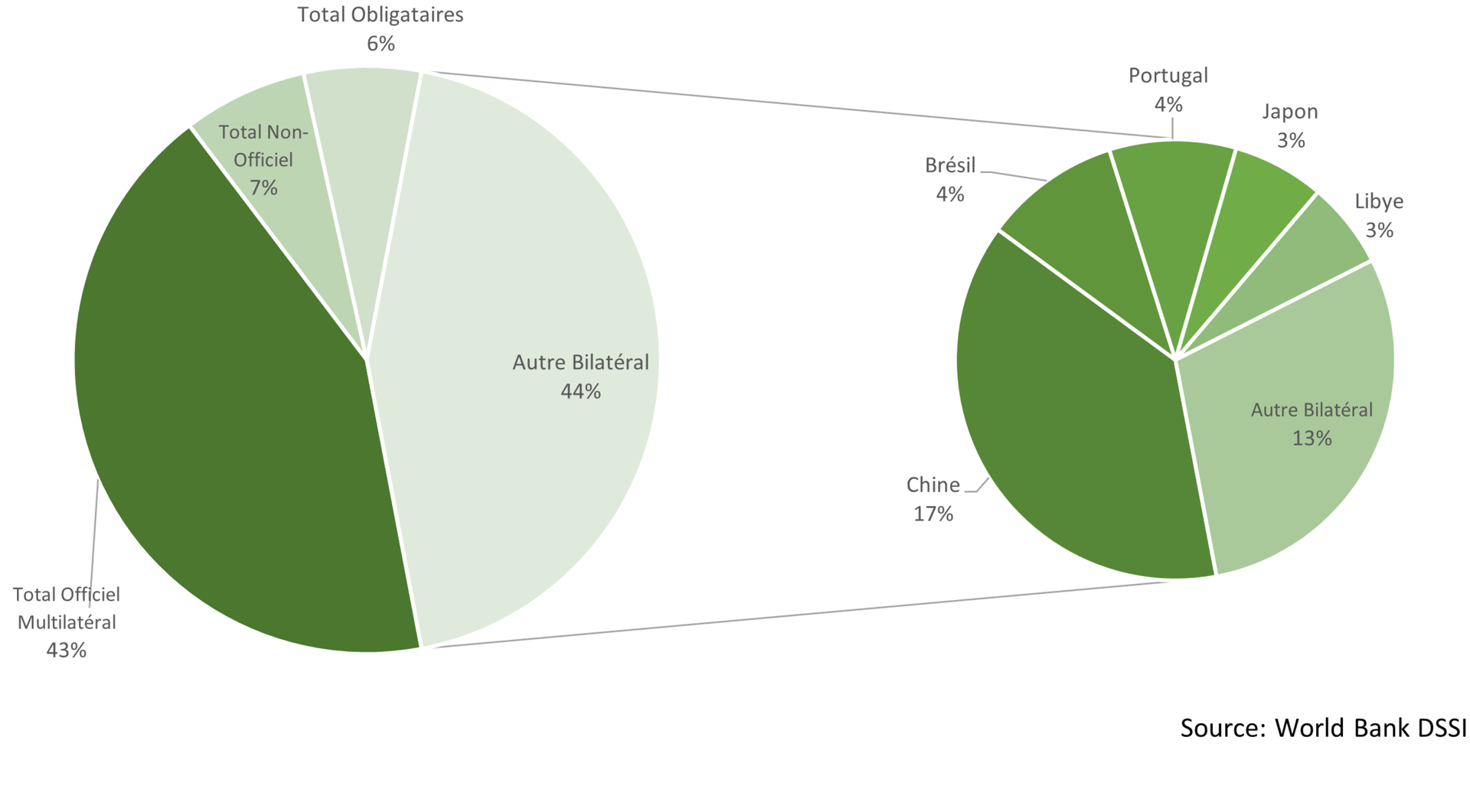
Nom de projet	$ million	ODD
Amélioration du Développement des Compétences au Mozambique(2020)	104	
Aires de Conservation pour la Biodiversité et le Développement(2020)	28.6	
Projet de Développement Urbain et de Décentralisation au Mozambique (2020)	117	

Le pays se situe dans la moyenne de l'indice de transparence de la dette, en raison de la publication d'une stratégie de la dette à moyen terme, mais avec un accès limité aux données du gouvernement. Il n'a présenté qu'un projet de loi sur la liberté d'information en 2005 et n'a publié aucun contrat lié à un prêt.

Exposition à la dette chinoise

Parallèlement au retrait d'autres créanciers, la Chine est devenue le plus grand créancier bilatéral officiel du Mozambique, avec 1,9 milliard de dollars en 2019. La dette chinoise dans le portefeuille de la dette du Mozambique a constamment augmenté au cours de la dernière décennie, la dette chinoise ne représentant que 1,4 % de l'encours total de la dette extérieure du pays en 2006, mais passant à 13 % en 2017. En 2012, ce taux a atteint un niveau record de 19 %. Selon l'Initiative de recherche Chine-Afrique (CARI), la Chine dispose d'au moins 21 projets au Mozambique, principalement dans les secteurs des transports et de l'agriculture ainsi que dans l'exploitation minière et la construction de bâtiments publics.[213] Par exemple, en 2013, la Chine a prêté 416,5 millions de dollars au Mozambique pour financer la réhabilitation de la route Beira-Machipanda.[214]

Figure 21 : Composition de l'encours de la dette du Mozambique



Source: World Bank DSSI

MOZAMBIQUE

Défis actuels de financement

Le Mozambique a connu un ralentissement de sa croissance en 2016 - 2017, parallèlement à une baisse des investissements directs étrangers et du soutien des donateurs. Le taux de croissance est tombé à 2,2 % en 2019. Toutefois, le pays a d'importants besoins de financement des infrastructures, notamment pour assurer un niveau de vie de base à la population et réduire la pauvreté. Il s'agit en particulier de l'accès à l'électricité, de l'accès à Internet et de la construction d'infrastructures routières encore insuffisantes. Considérant le taux de croissance et les recettes intérieures, il est très peu probable que le Mozambique puisse y parvenir avec ses recettes intérieures ; le soutien extérieur s'avère donc indispensable.

Projets a financer par le Mozambique
Quelques exemples :

Acces a l'electricite pour 69% de la population
Acces a l'eau potable pour 40% de la population
Acces a internet pour 79% de la population
Amelioration des infrastructures portuaires de 22% pour atteindre le niveau chinois
Amelioration des infrastructures routieres de 144% pour atteindre le niveau chinois

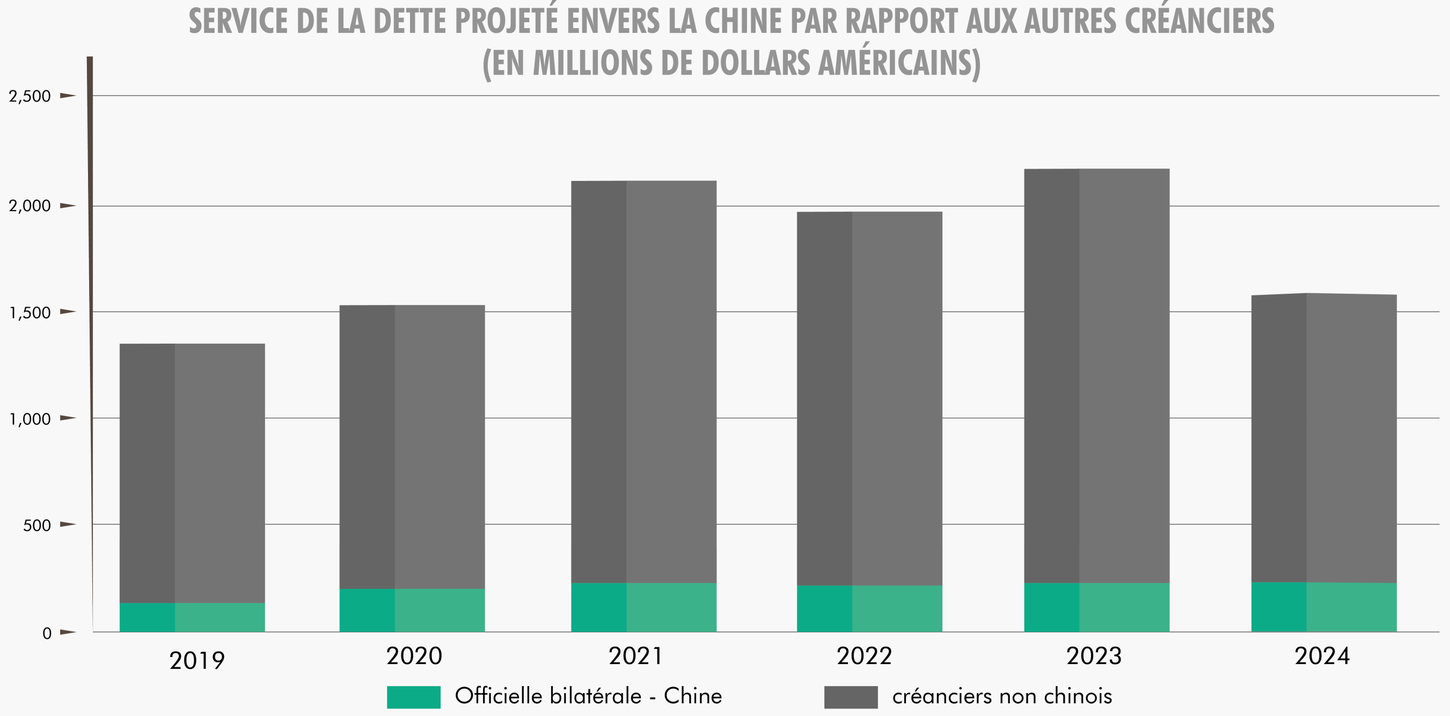
Impact de la COVID-19

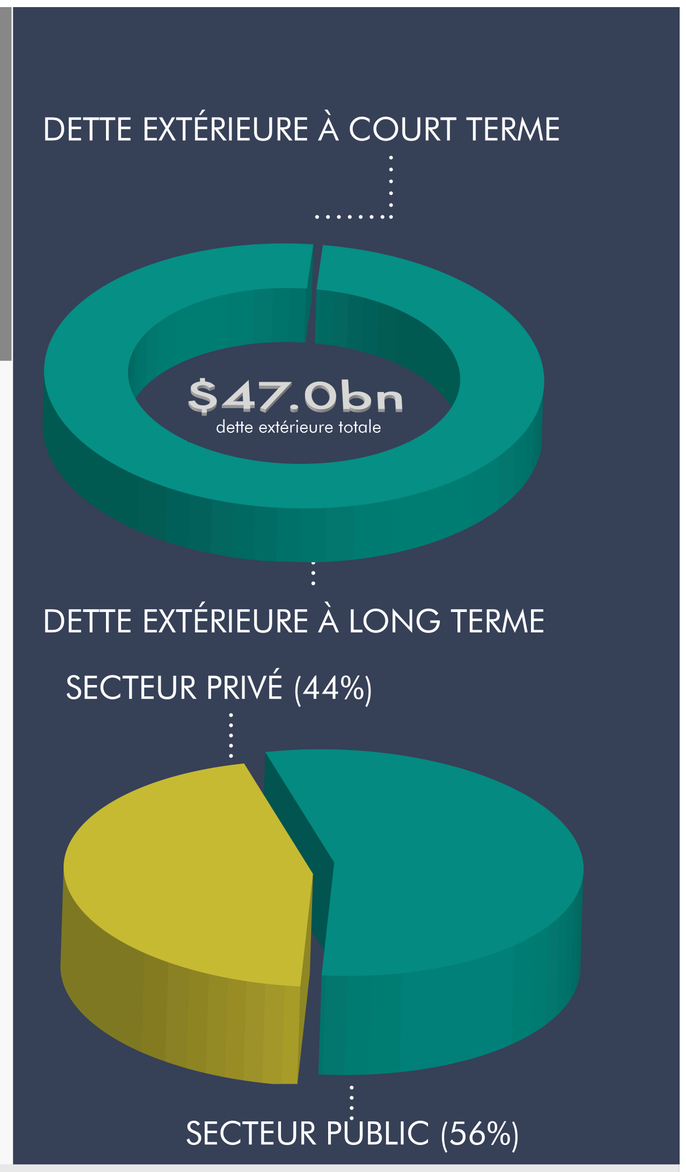
L'économie du Mozambique a subi de nouveaux revers à cause de la pandémie de COVID-19, en raison des effets négatifs sur la demande et les chaînes d'approvisionnement. La réelle croissance du PIB en 2020 devrait se contracter à 2,25 %. La Banque africaine de développement prévoit un déficit budgétaire pessimiste de 8,2 % en 2020 et de 4,6 % en 2021. Cependant, le gouvernement a été très limité dans sa réponse à la pandémie. En septembre 2020, il n'avait alloué que 48 millions de dollars (0,3 % du PIB) pour les programmes d'atténuation de COVID-19. Leurs programmes d'assistance sociale, y compris les bons d'alimentation pour les ménages vulnérables, étaient destinés à 54 000 personnes, soit 0,17 % de la population.

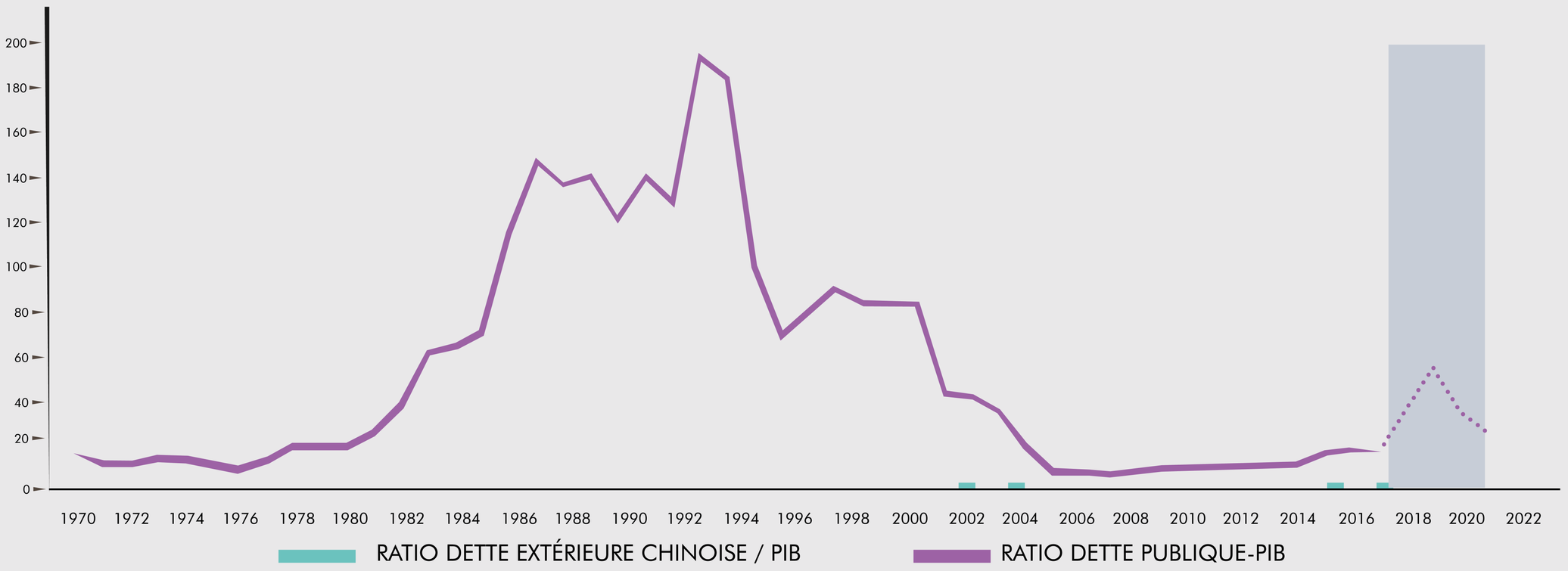
C'est ainsi que le pays a décidé de participer à l'Initiative de suspension du service de la dette du G20 (ISSD). Celle-ci permettrait au pays de bénéficier d'une suspension totale du service de la dette de 294 millions de dollars[215] de la part des créanciers bilatéraux officiels — dont la Chine — d'ici la fin de 2020. En outre, le 24 avril, le Mozambique a demandé au FMI un décaissement au titre de l'accord sans intérêt[216]dans le cadre du Programme de facilité de crédit rapide. Ce montant s'évalue à 309 millions de dollars en aide d'urgence pour la pandémie de COVID-19.[217] Il devra être remboursé dans un délai de 10 ans.

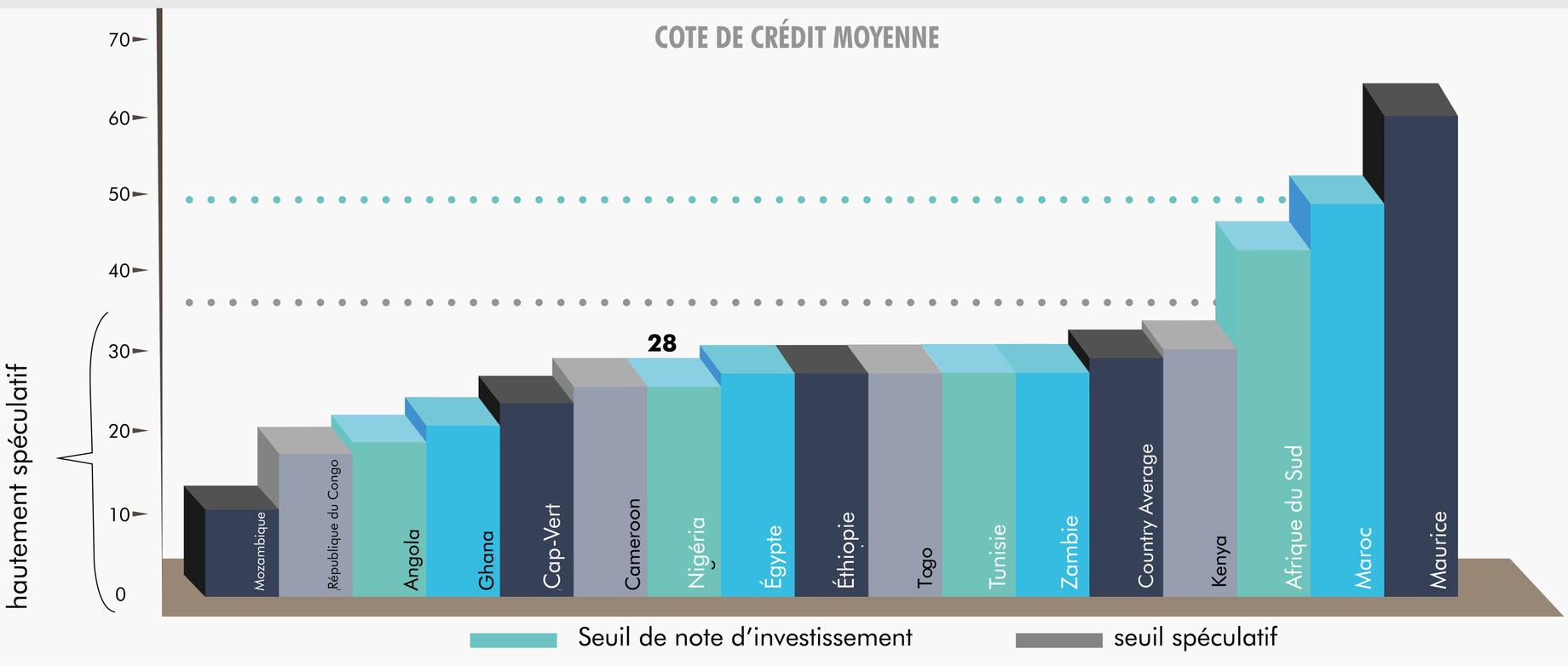
NIGERIA

NIGÉRIA
APERÇU DU PAYS









BRI and AfCFTA

A signé de Mémorandum d'accord dans le cadre des « Nouvelles routes de la soie » avec la Chine?	**Oui**
A ratifié l'Accord de libre-échange continental africain?	**Oui**

NIGERIA

Historique de la dette

Le niveau de la dette du Nigeria a connu d'importantes fluctuations entre 1970 et 2018, le ratio de la dette publique au PIB passant de 16,41 % en 1970 à 193,67 % en 1993 pour retomber à 17,5 % en 2018. Les principales explications de l'augmentation du ratio de la dette publique au PIB entre 1986 et 1995, avec une moyenne de 140,37 % par an, sont le choc pétrolier mondial de la fin des années 1970 et la chute continue des prix du pétrole sur les marchés internationaux.

En outre, les taux d'intérêt des prêts extérieurs contractés dans les années 1970 et 1980 dans le cadre du deuxième plan national de développement (1970-1974) et du troisième plan national de développement (1975-1980), principalement pour financer les infrastructures de développement, ont également augmenté au cours de cette période. [218]

LE NIGERIA EN 2021

2,4 %	de croissance économique
35 %	de ratio dette publique-PIB
-5 %	de solde budgétaire
7,8/8	indice de transparence de la dette de DR

La baisse des prix du pétrole a obligé le pays à emprunter davantage pour soutenir le remboursement de la dette, créant encore plus de dettes au cours de cette période.[219] Cependant, sur la période 2000-2018, le Nigeria n'a bénéficié que d'un très faible allégement de sa dette par la Chine. Il est à noter que le pays ne fait pas partie de l'Initiative PPTE.

5,5 millions de dollars d'allégement de la dette chinoise le Nigeria ne fait pas partie de l'initiative PPTE

Il convient de souligner qu'en 2000, le Nigeria a créé un Bureau de gestion de la dette (DMO) pour coordonner de manière centralisée la gestion de sa dette. Depuis lors, grâce à une nouvelle politique de gestion de la dette, le ratio dette publique-PIB du Nigeria est relativement faible par rapport aux autres pays africains, avec une moyenne de 11,8 % par an entre 2005 et 2018. En 2006, par exemple, sa dette publique a atteint le niveau record de 7,71 % du PIB. Le Nigeria, avec la participation de la Banque mondiale et du FMI, a élaboré une stratégie de gestion de la dette à moyen terme entre 2012-2015. Elle comprend des hypothèses macroéconomiques, des sources de financement et des hypothèses de prix.[220] En 2016, le pays a adopté une nouvelle stratégie de gestion de la dette sur trois ans. [221]

En 2019, une nouvelle stratégie couvrant la période 2020-2023 a été élaborée et se concentre sur des sujets tels que les stratégies d'emprunt, la réduction du coût du service de la dette, la modération des risques liés à la dette et la garantie de la viabilité de la dette. [222] Il s'agit là d'une tendance plus large dans les tentatives du Nigeria de mettre toutes les données relatives à la dette souveraine à la disposition du public. Par ailleurs, le Nigeria a obtenu le troisième meilleur score dans l'indice de transparence de la dette de DR, seulement derrière le Kenya et le Ghana. Toutefois, avant la pandémie, la chute des prix du pétrole a entraîné des difficultés dans la mobilisation des recettes. Le Nigeria connaît un déficit budgétaire croissant depuis 2013. Son pourcentage représentait 2,3 % du PIB en 2013, mais est passé à 5,4 % en 2017.

NIGERIA

Néanmoins, le Nigeria a obtenu le meilleur score dans l'indice de transparence de la dette parmi les pays évalués, avec une gamme complète de données sur la dette, y compris le profil de la dette, les rapports annuels du Bureau de gestion de la dette et sa propre analyse de la viabilité de la dette. Le pays fournit également une stratégie de gestion de la dette accessible au public. Il est à noter que le pays est signataire du Partenariat pour un gouvernement ouvert, qui permet au public d'accéder aux statistiques et aux données du gouvernement. Des exemples de types de projets récemment financés par des prêts de la Chine et de la Banque mondiale — et les ODD auxquels ils peuvent contribuer — sont présentés ci-dessous.

Nigeria

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

LA BANQUE MONDIALE
BIRD • IDA

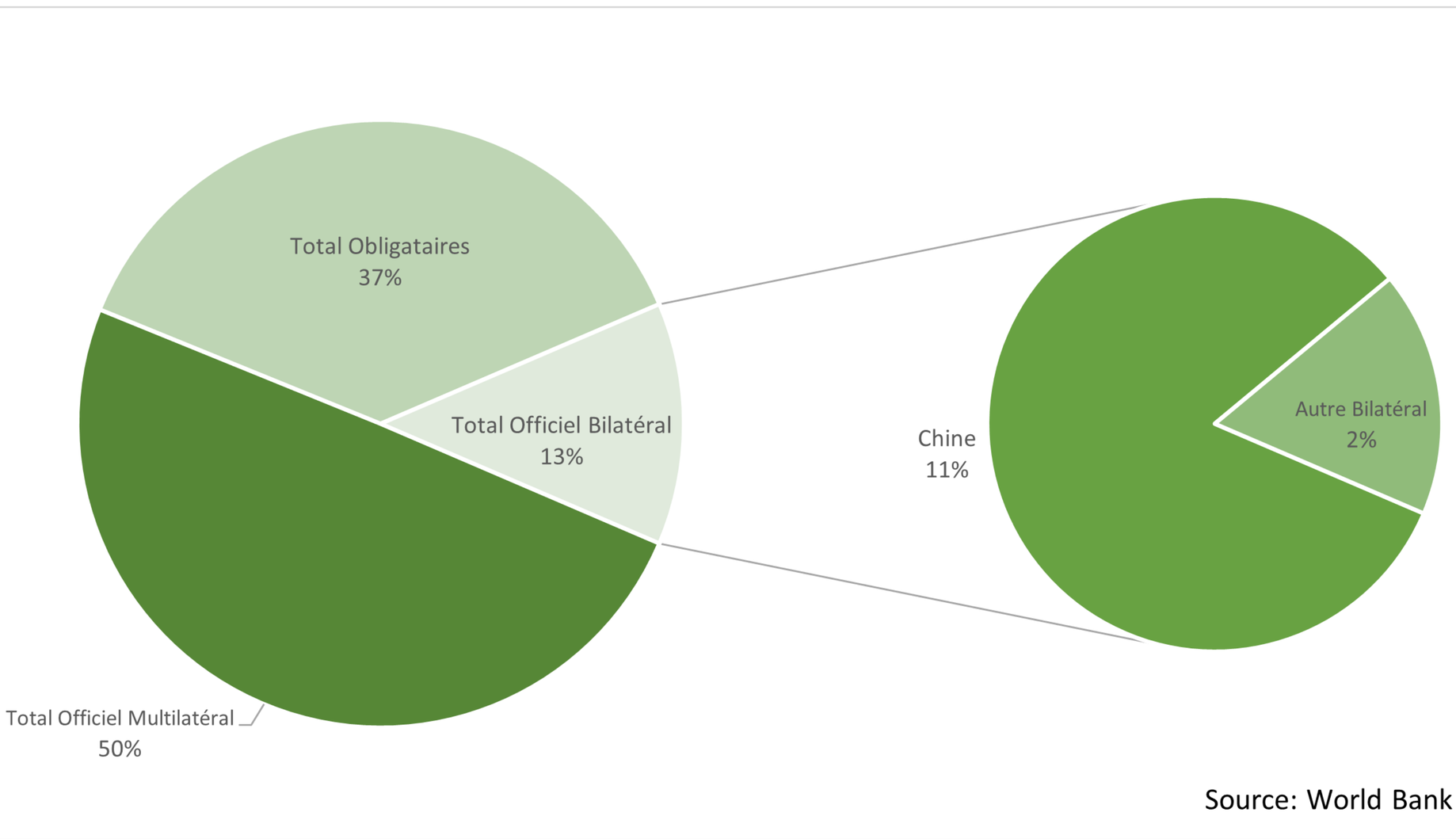
Nom de projet	$ million	ODD
Projet d'Infrastructures TIC Backbone II (2018)	328	9 INDUSTRY, INNOVATION AND INFRASTRUCTURE
Fourniture de Matériel Roulant et d'Equipement de Dépôt pour le Projet de Tramway d'Abuja (2018)	157	9 INDUSTRY, INNOVATION AND INFRASTRUCTURE
Projet d'Approvisionnement en Eau du Grand Abuja (2018)	389	6 CLEAN WATER AND SANITATION

Nom de projet	$ million	ODD
Secteur de l'Education de Base et Opération de Transformation des Compétences dans l'Etat d'Edo (2020)	293	4 QUALITY EDUCATION
Initiative pour l'Apprentissage et l'Autonomisation des Adolescentes (2020)	500	5 GENDER EQUALITY
Fonctionnement Basé sur les Performances de Récupération du Secteur de l'Electricté (2020)	750	9 INDUSTRY, INNOVATION AND INFRASTRUCTURE

Exposition à la dette chinoise

Le Nigeria présente une proportion relativement faible de la dette chinoise dans son portefeuille de financement. Selon le DMO du Nigeria, au 31 mars 2020, l'emprunt total de la Chine s'élevait à 3 121 milliards de dollars, soit 3,94 % de la dette publique totale du pays.[223]

Figure 22 : Composition de l'encours de la dette du Nigeria



Source: World Bank DSSI

NIGERIA

Les organisations multilatérales officielles sont les principaux créanciers du Nigeria, suivis par ceux du secteur privé. La Chine constitue le plus grand créancier bilatéral officiel du Nigeria. Le total emprunté à la Chine en 2019 s'élevait à 3 % du paiement total de sa dette bilatérale officielle, mais représentait 11 % du paiement total de sa dette. Le pays compte actuellement 11 projets actifs financés par la Chine, principalement axés sur les secteurs des transports et de l'énergie, qui sont répertoriés sur le site internet du DMO. Il convient de souligner que la Chine a prêté 460,82 millions de dollars en 2018 pour la réhabilitation et la modernisation de la route Abuja — Keffi — Markuidi.

Défis actuels de financement

Le Nigeria ne dispose pas d'un niveau élevé de dette extérieure. Il est classé comme un pays à revenu moyen, ce qui lui évite toute évaluation de la viabilité de sa dette par le FMI. Quant à la Coalition *Jubilee Debt Campaign*, elle n'a identifié aucun risque concernant le niveau d'endettement du pays. Cependant, les préoccupations concernant la vulnérabilité du pays découlent d'autres sources.[224]

En effet, l'économie du Nigeria dépend fortement du pétrole et de l'industrie pétrolière, qui représentent près de 80 % du PIB et plus de 90 % des exportations totales.[225] En raison de l'effondrement des prix du pétrole durant 2014-2016, le taux de croissance économique est tombé à 2,7 % en 2015 et n'a cessé de se contracter en 2016 avec un taux négatif de 1,6 %, contre une moyenne de 7,4 % sur la période 2000-2015. La croissance économique annoncée a encore ralenti depuis lors, avec une moyenne de 1,63 % entre 2016 et 2019. L'effondrement des prix du pétrole en 2019/2020 a davantage contribué au défi que doit relever le pays en termes de marge de manœuvre budgétaire.

En outre, comme le montre le tableau ci-dessous, le pays a d'autres besoins importants de financement des infrastructures pour répondre aux besoins fondamentaux de la population — en particulier la fourniture d'infrastructures routières de base, ainsi que l'accès à l'eau et à l'électricité.

Projets a financer par le Nigeria
Quelques exemples :

Acces a l'electricite pour 44 % de la population
Acces a l'eau potable pour 49 % de la population
Acces a internet pour 39 % de la population
Amelioration des infrastructures routieres de 79 % pour atteindre le niveau chinois

Toutefois, en termes de solvabilité, c'est la note « B » que Fitch a attribuée au Nigeria, avec une perspective stable. Elle est tout de même inférieure à celle d'un investissement et hautement spéculative, mais suggère une capacité à respecter les engagements financiers actuels en supposant qu'il n'y ait pas de chocs économiques majeurs.[226] Sa cote de crédit est l'une des plus faibles parmi les pays évalués dans ce guide, ce qui implique d'importantes contraintes de financement pour l'avenir.

NIGERIA

Impact de la COVID-19

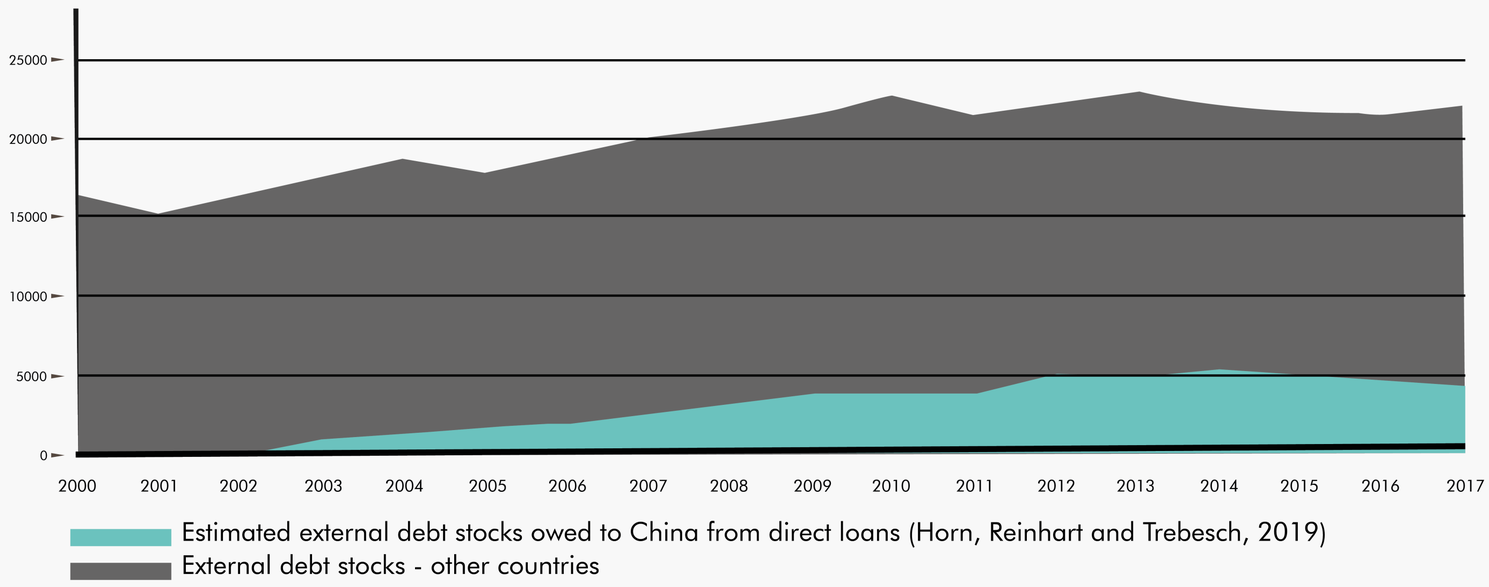
La COVID-19 a encore aggravé le déficit budgétaire du Nigeria. La Banque africaine de développement prévoit un déficit budgétaire pessimiste de 7,2 % en 2020, ce qui pourrait compromettre la capacité du pays à payer le service de la dette. En conséquence, la réponse du Nigeria au COVID-19 a été très restrictive. En septembre 2020, le gouvernement n'avait consacré que 1,4 milliard de dollars, soit 0,4 % du PIB, pour les programmes d'atténuation de COVID-19. Il s'agissait notamment de fournir une assistance sociale par le biais de transferts en espèces aux personnes inscrites au registre social et une aide alimentaire aux ménages de Lagos et aux personnes déplacées à l'intérieur du pays. Ces programmes étaient destinés à 19 millions de personnes, soit 9,3 % de la population.

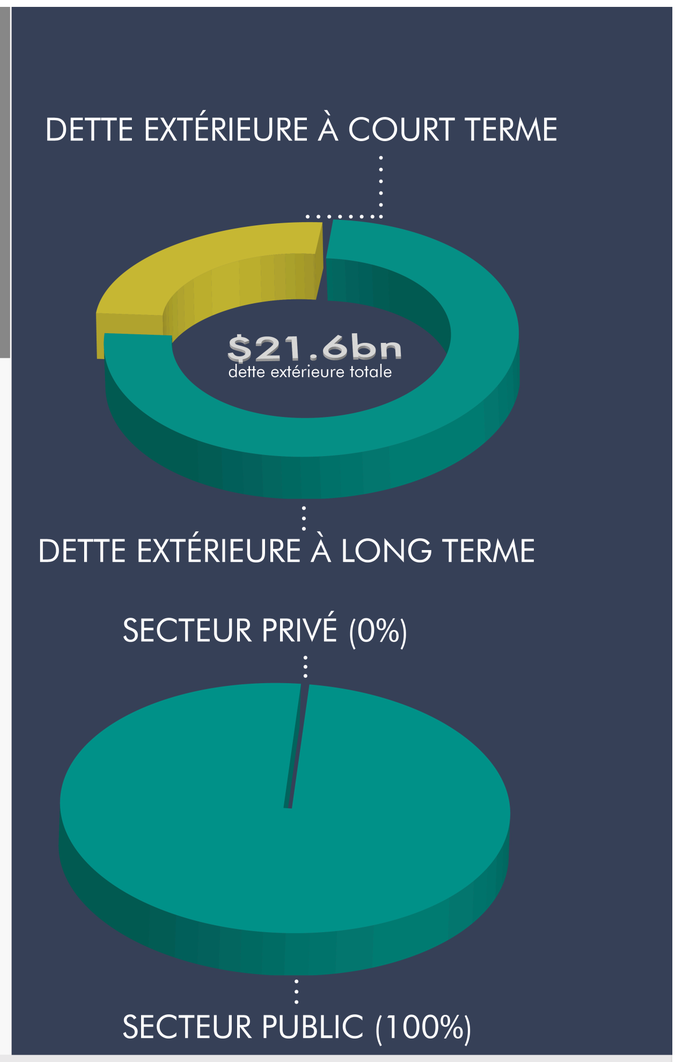
Cependant, bien qu'étant un pays à revenu intermédiaire, le Nigeria a été considéré par le G20 comme l'un des 22 pays africains éligibles à son Initiative de suspension du service de la dette (ISSD). Ce choix permettrait au pays de bénéficier d'une suspension du service de la dette d'une valeur de 123,5 millions de dollars [227]par ses créanciers bilatéraux officiels — dont la Chine — d'ici la fin de l'année 2020. En outre, à la mi- 2020, le pays a demandé (et obtenu) un prêt de 3,4 milliards de dollars dans le cadre du programme d'instrument de financement rapide sans intérêt.[228] Ce prêt devra être remboursé dans un délai de 3,5 à 5 ans.

SOUDAN

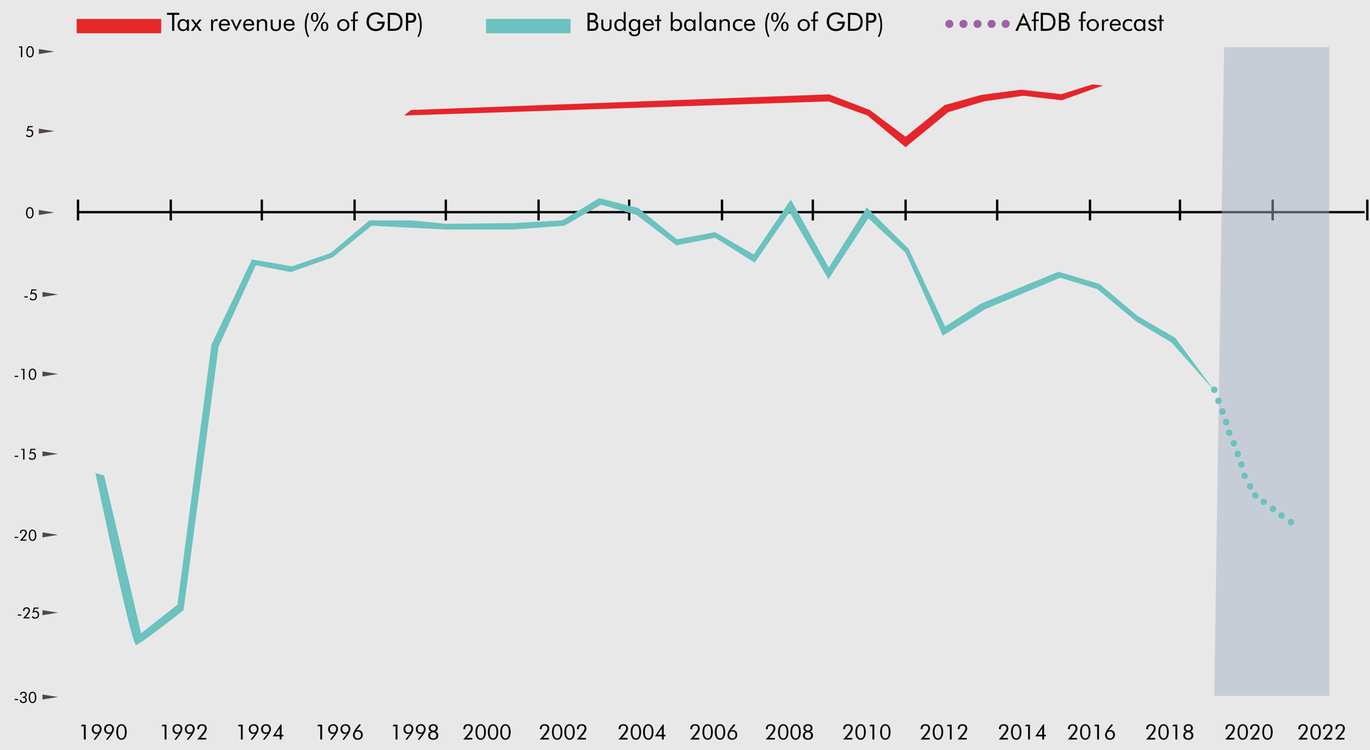
SOUDAN
APERÇU DU PAYS

ESTIMATION DES ENCOURS DE LA DETTE EXTÉRIEURE ENVERS LA CHINE PROVENANT DE PRÊTS DIRECTS AND DETTE EXTÉRIEURE - AUTRES PAYS

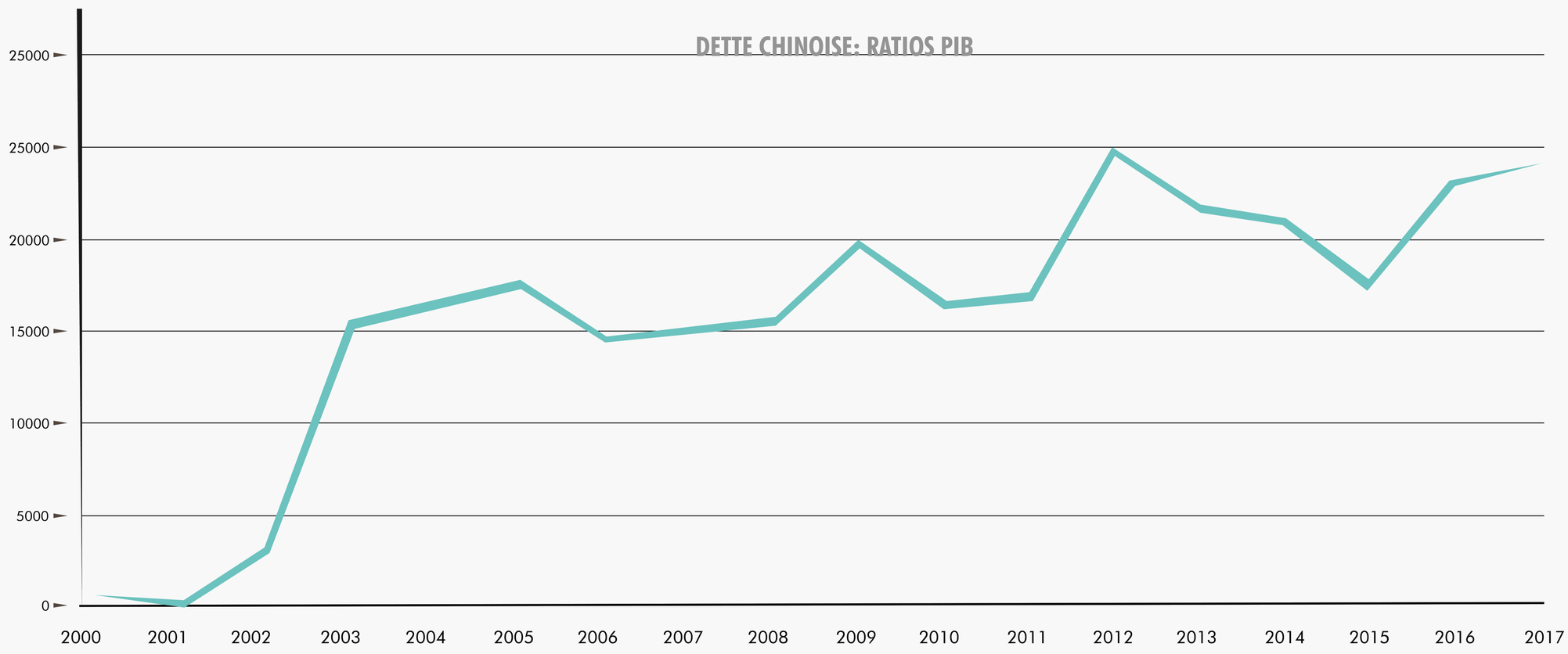




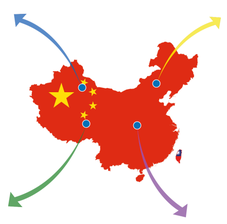
BALANCE BUDGÉTAIRE ET RECETTES SOUDANAISES AND AFDB FORECAST TO PRÉVISIONS DE LA BAD



DETTE CHINOISE: RATIOS PIB



Creating One African Market



BRI and AfCFTA

A signé de Mémorandum d'accord dans le cadre des «Nouvelles routes de la soie» avec la Chine?	Oui
A ratifié l'Accord de libre-échange continental africain?	Non

SOUDAN

Historique de la dette

Le ratio de la dette publique au PIB du Soudan a culminé à 455 % en 1992, mais il a chuté à 75 % en 2015. Une combinaison de facteurs internes et externes justifie cet état de fait. D'emblée, le Soudan avait souffert de sous-développement économique dans les années 1970 et 1980 à cause de deux guerres civiles. Les mauvaises performances économiques ainsi que l'instabilité politique et la dépendance vis-à-vis de l'aide et des financements étrangers ont entraîné un déséquilibre des échanges commerciaux et une diminution des recettes, ce qui a conduit à une énorme accumulation d'arriérés de paiement du service de la dette, rendant le pays lourdement endetté dans les années 1990.

LE SOUDAN EN 2021

-3 % de croissance économique
75 % de ratio dette publique-PIB
-4,3 % de solde budgétaire
2/8 indice de transparence de la dette de DR

Ensuite, le Soudan pouvait difficilement accéder au système financier international à cause des sanctions américaines de 1997. Ces sanctions comprenaient un embargo commercial, le gel des avoirs du gouvernement et la limitation des transactions du pays en dollars américains.[229] Par conséquent, les institutions multilatérales n'ont pas fourni de programmes d'allégement ou de rééchelonnement de la dette pour le Soudan. L'incapacité à rembourser la totalité de la dette a poussé le Soudan à emprunter davantage pour assurer le service de sa dette, conduisant ainsi à une spirale d'endettement croissante.[230] Néanmoins, la Chine a accordé un certain allégement à quatre reprises sur la période 2000-2018 dont la dernière remonte à 2018.[231]

205 millions de dollars d'allégement de la dette chinoise distincte de i'initiative PPTE

Au cours des dernières années, le niveau d'endettement du Soudan est resté élevé. Sa dette publique générale représentait environ 202 % du PIB en 2019. Les principaux défis à relever sont la contraction de l'économie, la forte inflation, la surévaluation de la monnaie et les importants déficits budgétaires. Selon les estimations, la croissance économique s'est contractée en 2018 et 2019 de 2,3 % et 2,5 % respectivement à cause de la faiblesse de l'environnement commercial et des troubles sociaux. Le déficit budgétaire s'est creusé, passant de 3,8 % en 2015 à 10,8 % en 2019, rendant le pays plus vulnérable en ce qui concerne le service de la dette. En outre, jusqu'à la fin de 2020, le Soudan est resté sur la liste américaine des États américains soutiennent le terrorisme, rendant le pays inéligible au programme d'allégement de la dette des pays pauvres très endettés (PPTE).

En outre, le Soudan s'est classé au dernier rang de l'indice de transparence de la dette, sans portail de données efficace fourni par le gouvernement ni bureau de gestion de la dette ou stratégie de dette publique à moyen terme, bien qu'il ait adopté une loi sur l'accès à l'information en 2015. Les informations sur les projets récents financés par des prêts de la Chine et de la Banque mondiale et leur orientation par rapport aux ODD proviennent donc d'autres sources, comme indiqué ci-dessous.

SOUDAN

Soudan

Nom de projet	$ million	ODD
Abattoir Intégré 2017)	15	2 ZERO HUNGER
Nouvel Aéroport International de Khartoum (2014)	700	9 INDUSTRY, INNOVATION AND INFRASTRUCTURE
Réhabilitation du Hall de l'Amitié (2012)	19	9 INDUSTRY, INNOVATION AND INFRASTRUCTURE

Nom de projet	$ million	ODD
Réponse du Soudan au défit de l'Education face à la Pandémie de COVID-19 (2020)	15	4 QUALITY EDUCATION
Projet de Gestion Durable des Ressources Naturelles (SSNRMP3) Deuxième Financement Supplémentaire (2020)	5.9	12 RESPONSIBLE CONSUMPTION AND PRODUCTION
Soutien d'Urgence à l'Education de Base au Soudan (2020)	11.58	4 QUALITY EDUCATION

Exposition à la dette chinoise

La dette chinoise représente une part importante de l'encours de la dette extérieure du Soudan et est passée de 174,1 millions de dollars américains en 2002 à 4,4 milliards de dollars américains en 2017 ;[232] elle représente maintenant 20 % de l'encours total de la dette extérieure du Soudan. Cela s'explique en partie par l'absence d'autres donateurs au Soudan à cause des sanctions imposées par les États-Unis. Par exemple, jusqu'en 2020, le Soudan n'était pas en mesure d'obtenir des prêts concessionnels de la Banque mondiale en raison de son appartenance prolongée à la catégorie des pays dont la dette est improductive.[233] Cependant, la Chine fait sa propre évaluation. Selon cette évaluation, l'Initiative de recherche Chine-Afrique a recensé au moins 68 projets de prêts chinois au Soudan dans les secteurs des centrales électriques, des transports, du secteur agricole, ainsi que des prêts pour des équipements militaires. Le total des prêts chinois au Soudan au cours de la période 2000-2018 s'élevait à 6,81 milliards de dollars américains, selon le chiffre de la CARI,[234] bien qu'il s'agisse peut-être d'une estimation prudente.

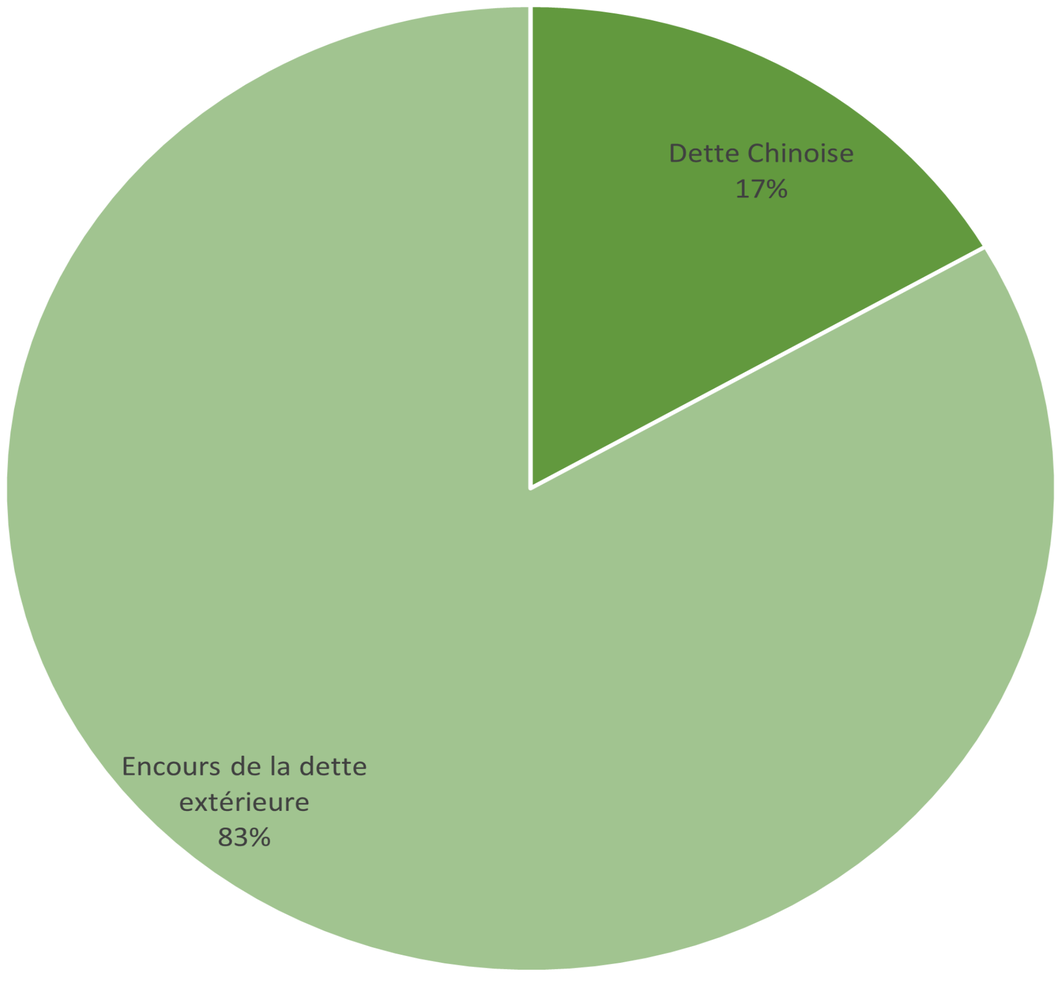
Dans l'optique d'avoir accès aux financements et compte tenu de sa base d'actifs très faible, le Soudan a utilisé les flux de ses ressources, comme le pétrole et l'or, pour fournir des garanties pour l'obtention des prêts de la Chine. Ce modèle de financement est dénommé prêt adossé aux ressources naturelles. Ces prêts adossés aux ressources naturelles (RBL) ont apporté des avantages évidents aux citoyens soudanais en garantissant que les revenus pétroliers soient entièrement consacrés (c'est-à-dire hypothéqués) à des projets de dépenses d'infrastructure et en réduisant les risques de perte de fonds au profit de paradis fiscaux, par exemple. Bien négociés, ces instruments peuvent, dans certains cas, être conçus pour offrir aux emprunteurs une protection contre les faibles prix du pétrole (ou d'autres ressources naturelles), une question qui deviendra pertinente en 2020 lorsque les prix du pétrole ont chuté.[235]

D'un autre côté, il existe des coûts d'opportunité potentiels associés aux prêts adossés aux ressources naturelles : les citoyens soudanais peuvent préférer que les revenus pétroliers soient utilisés au profit d'autres secteurs tels que l'éducation ou la santé. Aussi faut-il ajouter que ces instruments n'éliminent pas le potentiel d'offres de projets aux coûts trop exorbitants qui peuvent être associés à la corruption. Enfin, s'ils ne sont pas bien négociés, les prêts adossés aux ressources naturelles (RBL) pourraient ne pas éliminer la vulnérabilité du Soudan face aux fluctuations des prix du pétrole, en particulier aux chocs de prix sans précédent. Par exemple, si les dettes et les remboursements de prêts sont liés à un prix fixe établi avant la baisse des prix, le Soudan serait obligé d'exporter de plus grandes quantités de ressources vers la Chine pour assurer le service de sa dette. Toutefois, une incertitude plane quant à la façon dont le Soudan a négocié ces prêts avec la Chine et, avec l'indépendance du Soudan du Sud, la marge de manœuvre est manifestement plus limitée.

SOUDAN

En 2013 par exemple, le Soudan a obtenu de la Chine un prêt de 1,5 milliard de dollars américains assorti d'un délai de grâce de cinq ans. [236] En 2018, la Chine a accepté de fournir au Soudan 58 millions de dollars américains de subventions et 30 millions de dollars américains de prêts sans intérêt pour la sécurité, la paix et le développement économique lors du Forum sur la Coopération sino-africaine.[237]

Figure 23 : Dette chinoise par rapport à l'encours total de la dette extérieure du Soudan



Source:
The World Bank, Christoph Trebesch et al. Chinese Debt Stock Database

Défis actuels de financement

Les arriérés du service de la dette limitant le financement du FMI, de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement, il est extrêmement difficile pour le Soudan d'assurer la gestion de la dette ou l'investissement en faveur du développement économique et de la réduction de la pauvreté. Dans le même temps, le Soudan a probablement besoin d'importants financements dans les infrastructures pour répondre aux besoins fondamentaux de la population et réduire la pauvreté. L'accès à l'Internet et à l'électricité est particulièrement en retard, et les infrastructures routières sont actuellement très limitées.[238]

Projets à financer par le Soudan
Quelques exemples :

Accès a l'électricité pour 40 % de la population
Accès a l'internet pour 70 % de la population
Amélioration de l'infrastructure commerciale de 42 % pour atteindre les niveaux chinois

Toutefois, les niveaux déjà « élevés » de la dette publique rendent les perspectives de ces financements internes, voire externes, incertaines. Selon le FMI, le Soudan est en situation de surendettement et la Coalition *Jubilee Debt Campaign* a prédit une crise de la dette en 2020, mettant en évidence les faiblesses de la capacité du Soudan à remplir ses obligations en matière de dette.

SOUDAN

Impact de la COVID-19

La COVID-19 a créé de nouveaux défis à la situation de la dette du Soudan. Le Soudan dépend grandement de l'agriculture qui représentait 32 % du PIB en 2019. Toutefois, la pandémie ainsi que le confinement et le manque d'infrastructures de base ont entraîné une diminution des exportations agricoles. À cause de la COVID-19, la croissance économique devrait être de -7,2 % en 2020 et de 3 % en 2021. L'effondrement du prix du pétrole, une diminution des exportations ainsi qu'une augmentation des dépenses publiques pour répondre à la pandémie devraient creuser le déficit budgétaire en 2020 à 17,2 % du PIB dans le scénario pessimiste prévu par la Banque africaine de développement, ce qui rendra difficile le service de la dette du pays.

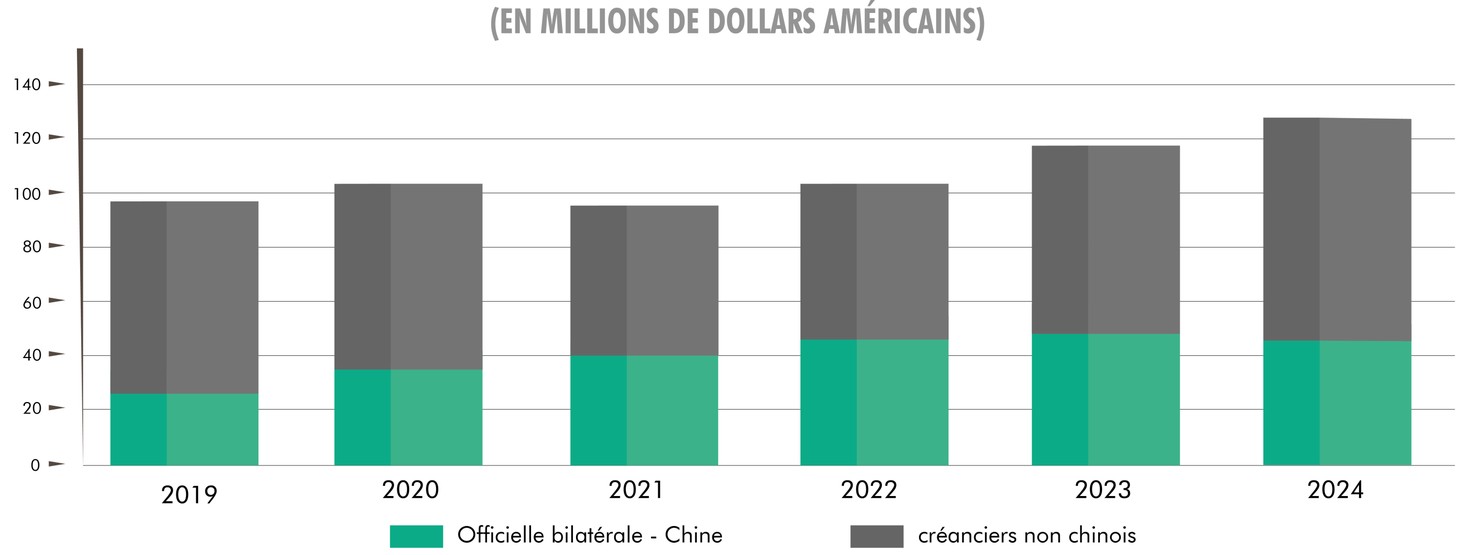
Par conséquent, la réponse du Soudan à la COVID-19 a dû être assez limitée à seulement 0,3 % du PIB ; en septembre 2020, le budget n'était que de 120 millions de dollars américains. Cette réponse comprenait l'aide sociale à travers la distribution de nourriture et les transferts en espèces dont devaient bénéficier 1,9 million de personnes à travers le pays, soit 4,4 % de la population.[239]

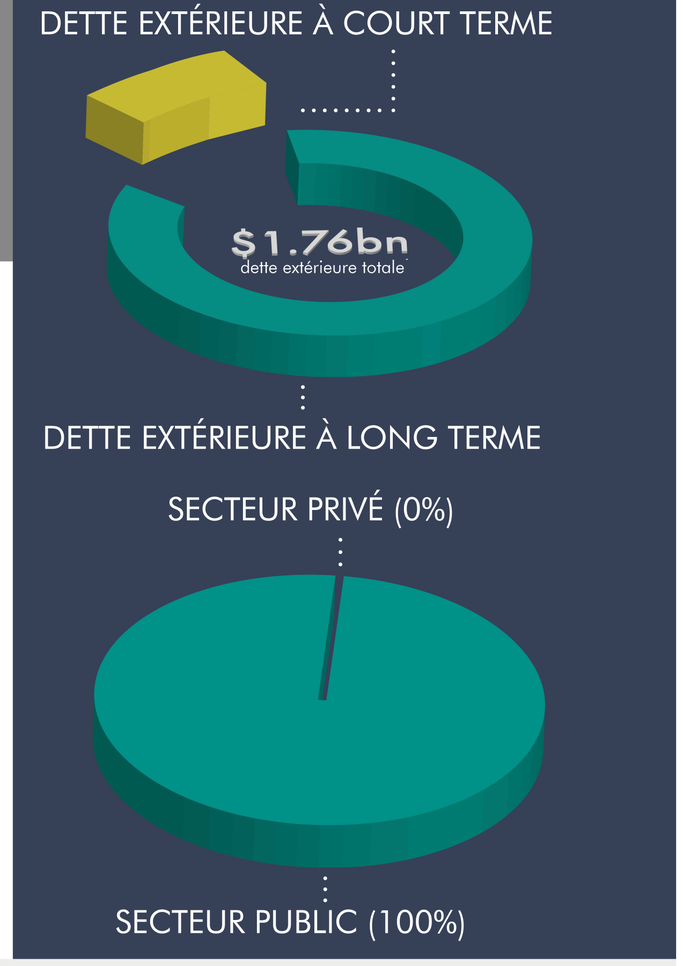
En outre, le Soudan ne peut bénéficier de l'Initiative de suspension de la dette du G20 (ISSD) selon la classification du FMI et de la Banque mondiale. Toutefois, le 30 septembre 2020, le Soudan a demandé un petit don de 22 millions de dollars américains à la Banque mondiale au titre de son Fonds fiduciaire pour la préparation et la réponse aux situations sanitaires d'urgence et du Fonds d'affectation spéciale pour la transition et le rétablissement au Soudan (15,5 millions de dollars américains) pour l'aider à gérer les impacts sanitaires et économiques de la COVID-19.[240] Cela fait suite à l'accord conclu en juin 2020 par le Soudan sur un nouveau programme suivi par le FMI et visant à modifier les conditions macroéconomiques, les structures économiques et la gouvernance.[241]

TOGO

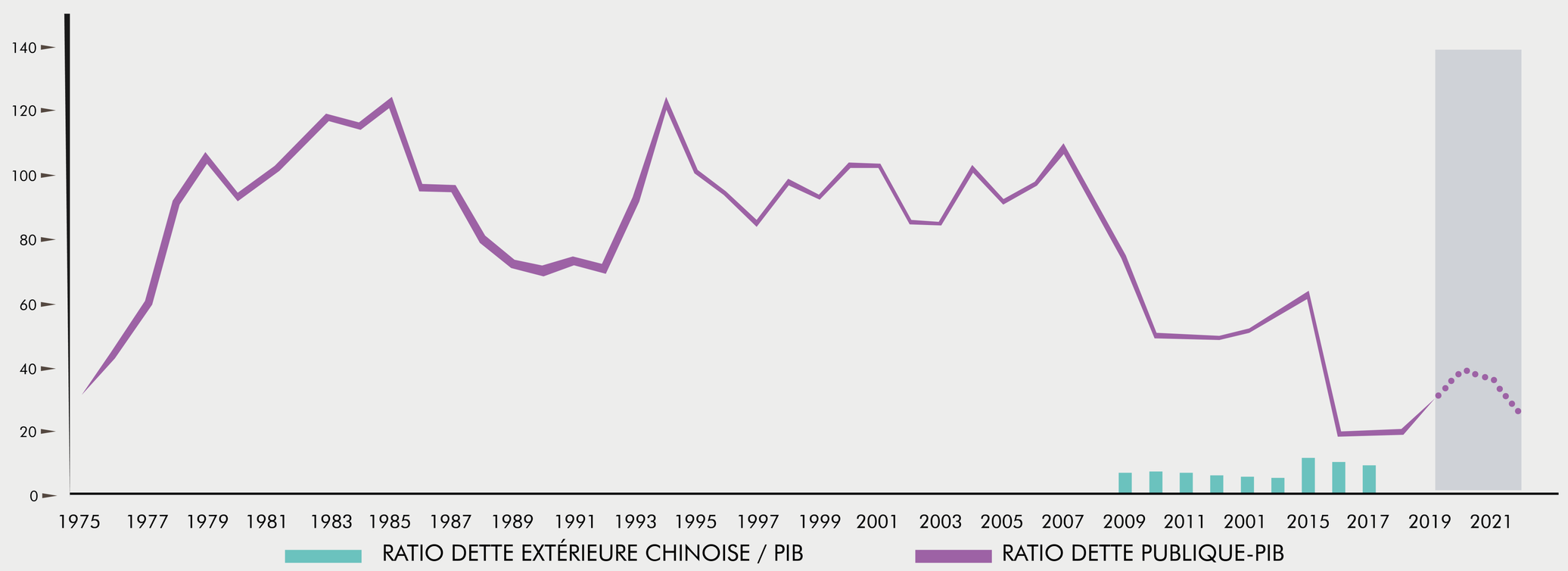
TOGO
APERÇU DU PAYS

SERVICE DE LA DETTE PROJETÉ ENVERS LA CHINE PAR RAPPORT AUX AUTRES CRÉANCIERS (EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)

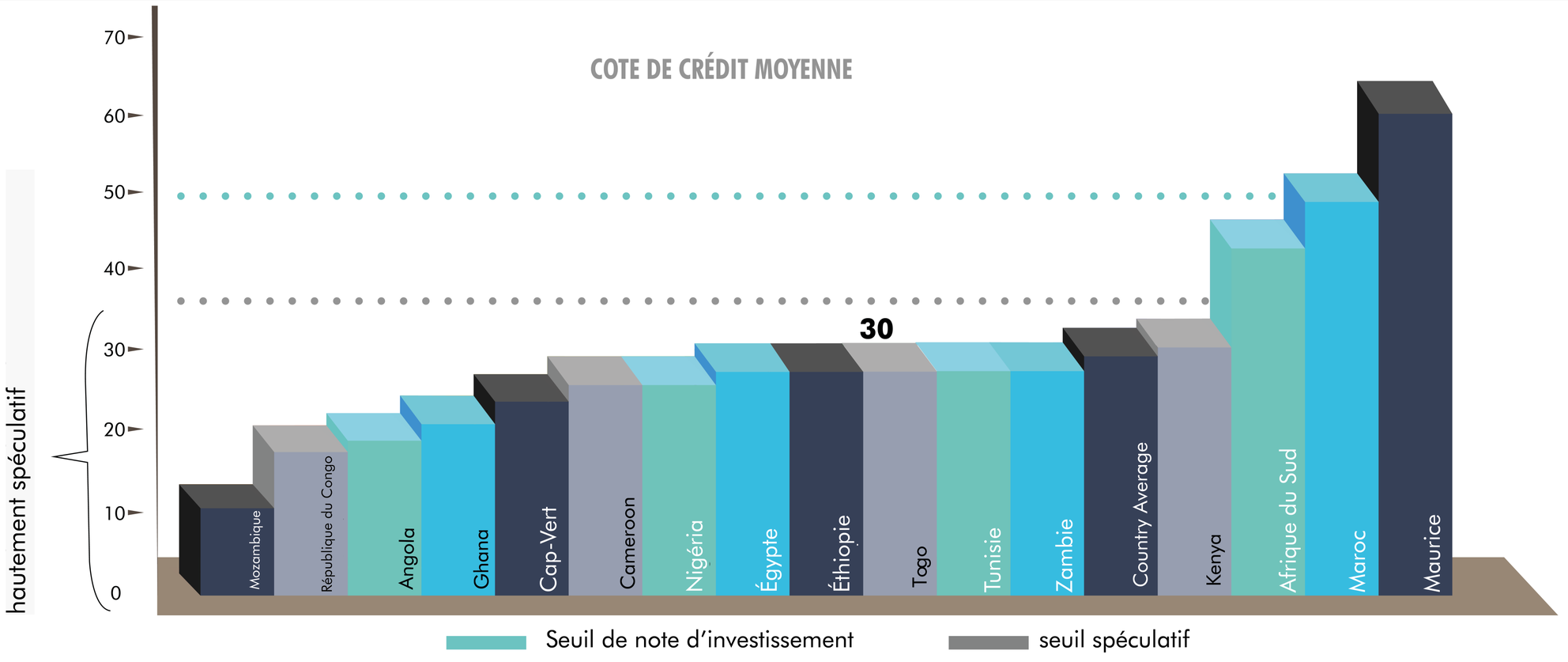




RATIO DETTE-PIB



COTE DE CRÉDIT MOYENNE



BRI and AfCFTA

A signé de Mémorandum d'accord dans le cadre des «Nouvelles routes de la soie» avec la Chine?	**Oui**
A ratifié l'Accord de libre-échange continental africain?	**Oui**

TOGO

Historique de la dette

La dette du Togo a augmenté pendant la crise de la dette des années 1980 et du début des années 1990. Le pays est fortement dépendant de l'agriculture commerciale et de subsistance et compte parmi les plus grands producteurs de phosphate au monde.[242] Le Togo revêt également une importance stratégique pour de nombreux donateurs dans les réseaux maritimes du golfe de Guinée, y compris la Chine. Le ratio de la dette publique au PIB du Togo s'est établi en moyenne à 93 % par an entre 1977 et 1995.

Avant cette période, le Togo investissait massivement dans les infrastructures, mais la baisse des prix des matières premières et la hausse des taux d'intérêt ont fait augmenter le montant des emprunts extérieurs par rapport au PIB.[243]

LE TOGO EN 2021

4 % de croissance économique

37 % de ratio dette publique-PIB

-1,6 % de solde budgétaire

4,5/8 indice de transparence de la dette de DR

Les troubles politiques survenus en 1992 et 1993 et la baisse des recettes de l'industrie des phosphates ont rendu le pays incapable de rembourser sa dette, ce qui a aggravé la situation et causé l'augmentation du ratio de la dette publique par rapport au PIB pour atteindre 122 % en 1995. Toutefois, depuis 2007, le gouvernement a décidé de procéder à des changements de politique démocratiques et d'apurer les arriérés de paiement à la Banque mondiale, ce qui lui a permis d'être éligible à l'initiative PPTE. Cela a permis de réduire le niveau de la dette publique du Togo par rapport au PIB à 62 % en 2015 La Chine a également accordé au Togo un certain allégement de la dette sur la période 2000-2018, équivalant à environ 20 % du montant reçu dans le cadre de l'initiative PPTE.[244]

282 millions de dollars engagés pour l'allégement de la dette dans le cadre de l'initiative PPTE

53 millions de dollars pour l'allégement de la dette chinoise

6 millions de dollars d'allégement de la dette du Royaume-Uni

Aucun allégement de la dette des États-Unis

Depuis 2008, le Togo connaît une croissance économique avec un taux moyen de 5,5 % par an, notamment grâce au succès des zones franches d'exportation.[245] En outre, le Togo possède l'un des rares ports naturels en eau profonde d'Afrique de l'Ouest, qui a bénéficié d'investissements directs étrangers multilatéraux et chinois (et non de prêts), et qui a favorisé le commerce régional et international.[246] Les bonnes performances économiques ont permis de réduire le déficit budgétaire à 0,8 % du PIB en 2018, contre 6,3 % en 2011.

TOGO

Toutefois, en 2017, 8,1 % de ses dépenses publiques totales ont été utilisés au titre du paiement des intérêts de la dette. À titre de comparaison, les dépenses de santé ne représentaient que 5 % des dépenses publiques totales.[247] Cela peut signifier qu'il existe des coûts d'opportunité liés au paiement de la dette, à moins que le service de la dette ne contribue à améliorer le niveau de vie des citoyens et/ou ne génère un rendement. Voici quelques exemples de projets que le Togo a pu financer récemment grâce à des prêts de la Banque mondiale et de la Chine.

Togo

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

LA BANQUE MONDIALE
BIRD • IDA

Nom de projet	$ million	ODD
Niamtougou Airport Re-development (2016)	44	9 INDUSTRY, INNOVATION AND INFRASTRUCTURE
Extension de l'Aéroport International de Lomé (2 Terminaux de plus) (2016)	62	9 INDUSTRY, INNOVATION AND INFRASTRUCTURE
Barrage d'Adjarala (2016)	57	9 INDUSTRY, INNOVATION AND INFRASTRUCTURE

Nom de projet	$ million	ODD
Réponse du Togo au défit de l'Education face à la Pandémie de COVID-19 (2020)	6.85	4 QUALITY EDUCATION
Projet d'Intervention d'Urgence et de Renforcement de la Préparation des Systèmes de Santé du Togo face à la COVID-19 (2020)	8.1	3 GOOD HEALTH AND WELL-BEING
Premier DPF axée sur la Gestion Fiscale et Réforme Energétique du Togo (2020)	150	7 AFFORDABLE AND CLEAN ENERGY

Le Togo a réorganisé son Bureau de gestion de la dette et publié une loi sur la liberté de l'information en 2016, mais n'a rendu publiques que des informations limitées sur le budget et l'analyse économique, ce qui place le pays dans la moyenne de l'indice de transparence de la dette.

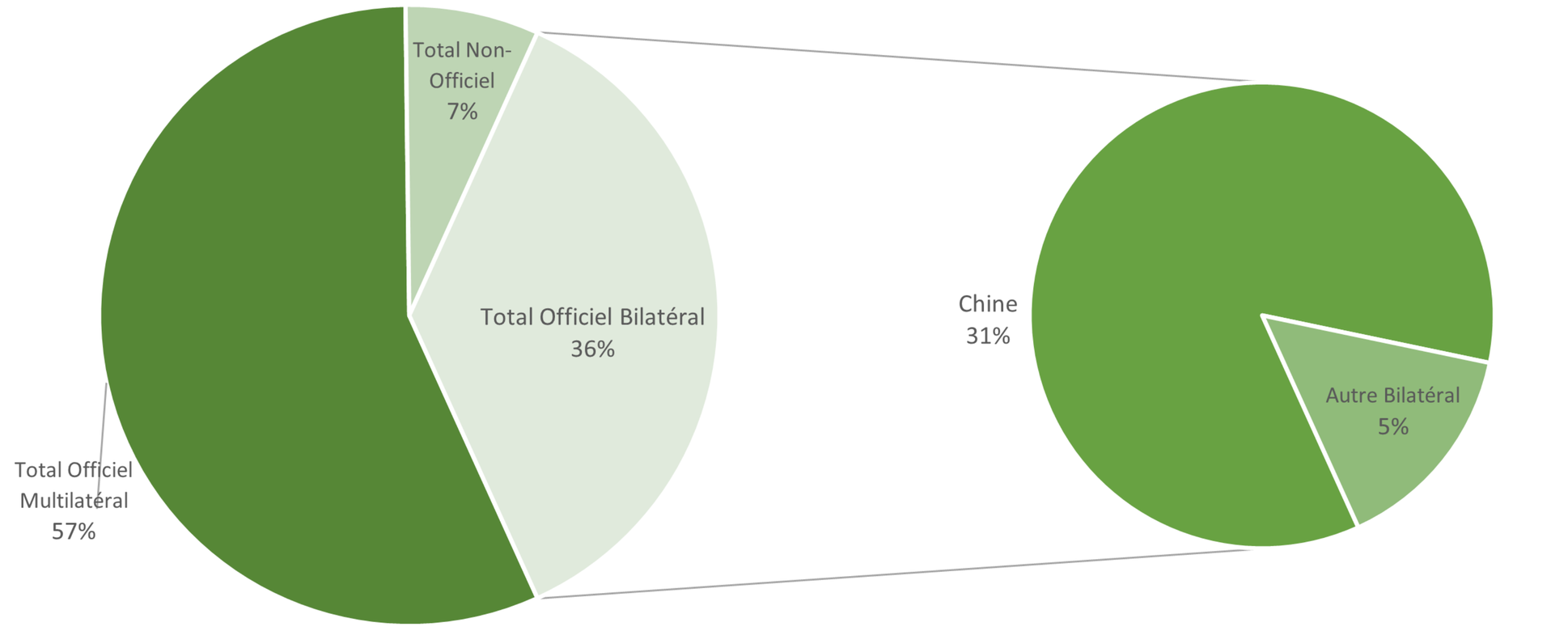
Exposition à la dette chinoise

Au cours des dernières décennies, le Togo a contracté davantage de prêts auprès de la Chine, ce qui a fait passer sa dette chinoise qui représentait 0,8 % de l'encours total de sa dette extérieure en 2004 à 45 % en 2015, bien que le ratio se situe à 26 % en 2017. Selon l'Initiative de recherche Chine-Afrique, la Chine a fourni des prêts au Togo pour le financement d'au moins 16 projets axés sur le transport et l'électricité ainsi que le secteur des communications.[248] Par exemple, en 2008, la Chine a accordé un prêt de plus de 9,2 millions de dollars américains au Togo pour des projets dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'agriculture et de l'énergie.[249]En 2009, la Chine a accordé un prêt de 241 millions de dollars au Togo pour la réhabilitation des routes. [250]

La Chine est le plus grand créancier bilatéral officiel du Togo. En 2018, la dette chinoise s'élevait à environ 81 % de la dette bilatérale officielle totale du Togo. Le Togo est l'un des 44 pays africains qui ont signé des protocoles d'accord avec la Chine dans le cadre de l'initiative « nouvelles routes de la soie » (Belt and Road Initiative). La Chine a apporté son soutien au Togo dans des domaines tels que l'agriculture et le développement des infrastructures. La Chine s'est également engagée à aider le Togo à poursuivre son industrialisation et à lutter contre la criminalité transnationale. [251]

TOGO

Figure 24 : Composition de l'encours de la dette du Togo



Source: World Bank DSSI

Défis actuels de financement

Projets à financer par le Togo
Quelques exemples :

Accès a l'électricité pour 1 % de la population
Accès a l'eau potable pour 35 % de la population
Accès a l'internet pour 88 % de la population
Amélioration des infrastructures commerciales de 41 % pour atteindre les niveaux chinois
Amélioration des infrastructures routières de 33 % pour atteindre le niveau chinois

Le Togo dispose d'une infrastructure publique solide en termes d'accès à l'électricité, mais il reste encore d'importants besoins de financement futurs pour répondre aux ODD, par exemple l'accès à Internet ainsi que pour certaines améliorations des infrastructures commerciales et routières.

Les financements externes peuvent permettre de combler ces besoins de financement. La dette publique du Togo est passée de 76,2 % du PIB en 2018 à 70,9 % du PIB en 2019. Par conséquent, le FMI estime que l'analyse de la viabilité de la dette du pays en 2020 présente simplement un risque modéré.[252] Le Togo travaille avec le FMI et la Banque mondiale sur la gestion des finances publiques. En termes de solvabilité, la note de crédit de Moody pour le Togo a été déclarée à B3 avec des perspectives stables, mais ladite note reste inférieure à la note de la qualité de l'investissement et très spéculative.[253] Avec la Zambie, sa note de crédit est la cinquième plus élevée parmi les pays analysés dans ce guide.

TOGO

Impact de la COVID-19

La COVID-19 a ralenti le développement économique du Togo. Selon la Banque africaine de développement, l'économie ne devrait croître que de 1 % en 2020, mais pourrait se contracter de 1,3 % dans le scénario pessimiste.

Le Togo a tenté d'endiguer ces impacts en consacrant un budget — d'ici septembre 2020 — de 932 millions de dollars aux programmes d'atténuation de la COVID-19, soit 17,4 % du PIB. Ces programmes d'atténuation comprenaient une aide sociale sous forme de transferts en espèces pour fournir de la nourriture, de l'eau, de l'électricité et des moyens de communication aux ménages vulnérables. Au total, les programmes d'assistance sociale ont permis de toucher 1 million de personnes dans tout le pays, soit 12 % de la population.

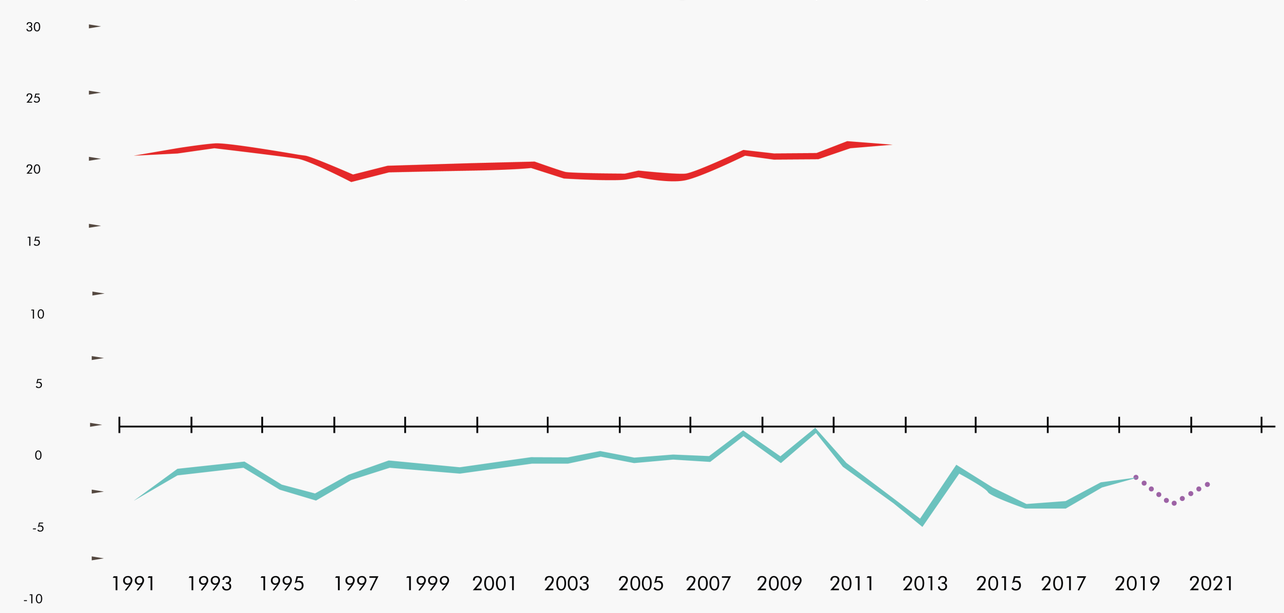
Cependant, en raison de la diminution des recettes publiques et de l'augmentation des dépenses, le déficit budgétaire se creusera pour atteindre 6,4 % du PIB en 2020 dans le scénario pessimiste de la BAD.

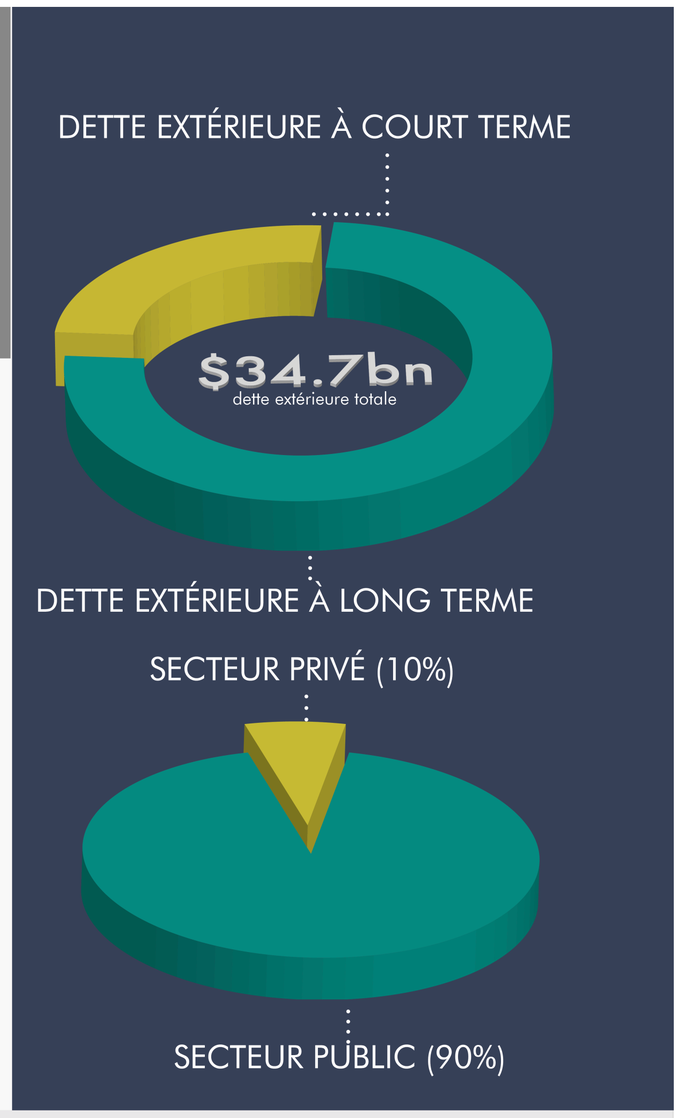
Le Togo a donc été éligible et a participé à l'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD), qui permettrait au pays de suspendre le paiement d'un total de 24,4 millions de dollars américains[254] à ses créanciers bilatéraux officiels, y compris la Chine, d'ici la fin de 2020. Le 13 avril, le Togo a demandé et obtenu une subvention de 5,12 millions de dollars américains dans le cadre du fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes (fonds fiduciaire ARC) du FMI, et une deuxième subvention de 3,26 millions de dollars américains le 2 octobre 2020.[255] En outre, le Togo a également contracté un prêt de 97,1 millions de dollars américains auprès de la facilité élargie de crédit (FEC) du FMI, dont la période de grâce est de 5,5 ans et qui doit être remboursée dans les 10 ans.[256] La Chine a également fait don de fournitures médicales au Togo pour l'aider à lutter contre la COVID-19.[257]

TUNISIE

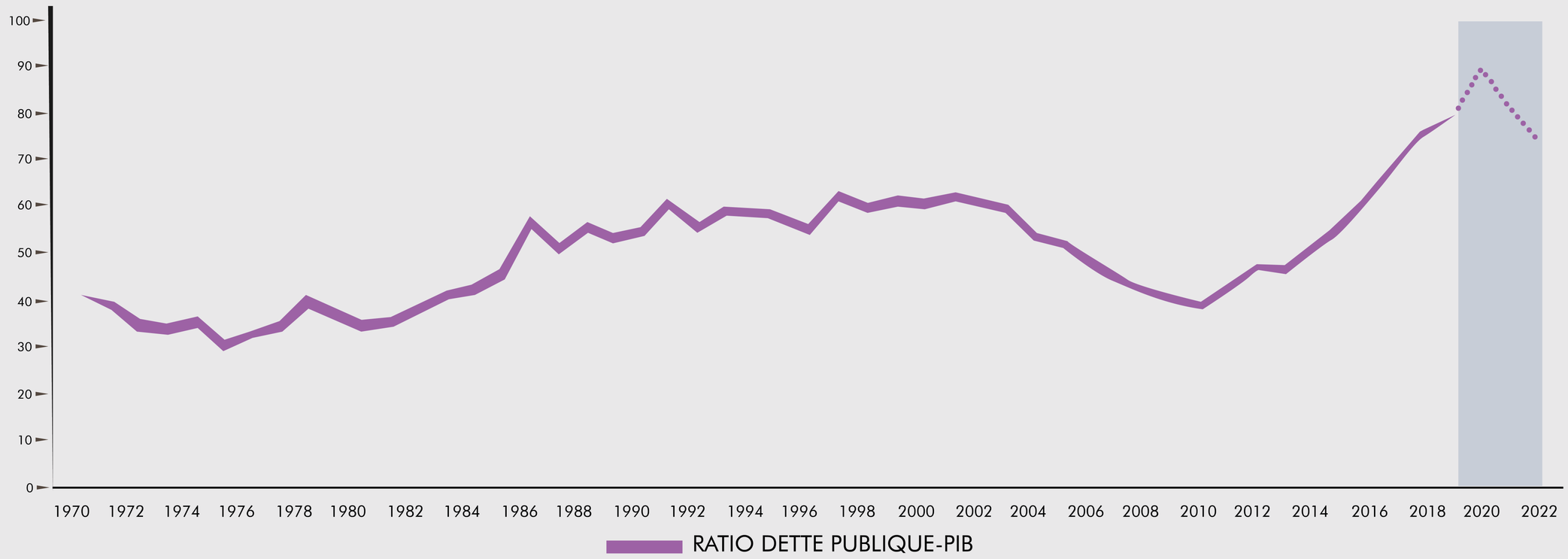
TUNISIE
APERÇU DU PAYS

BALANCE BUDGÉTAIRE ET RECETTES TUNISIENNES

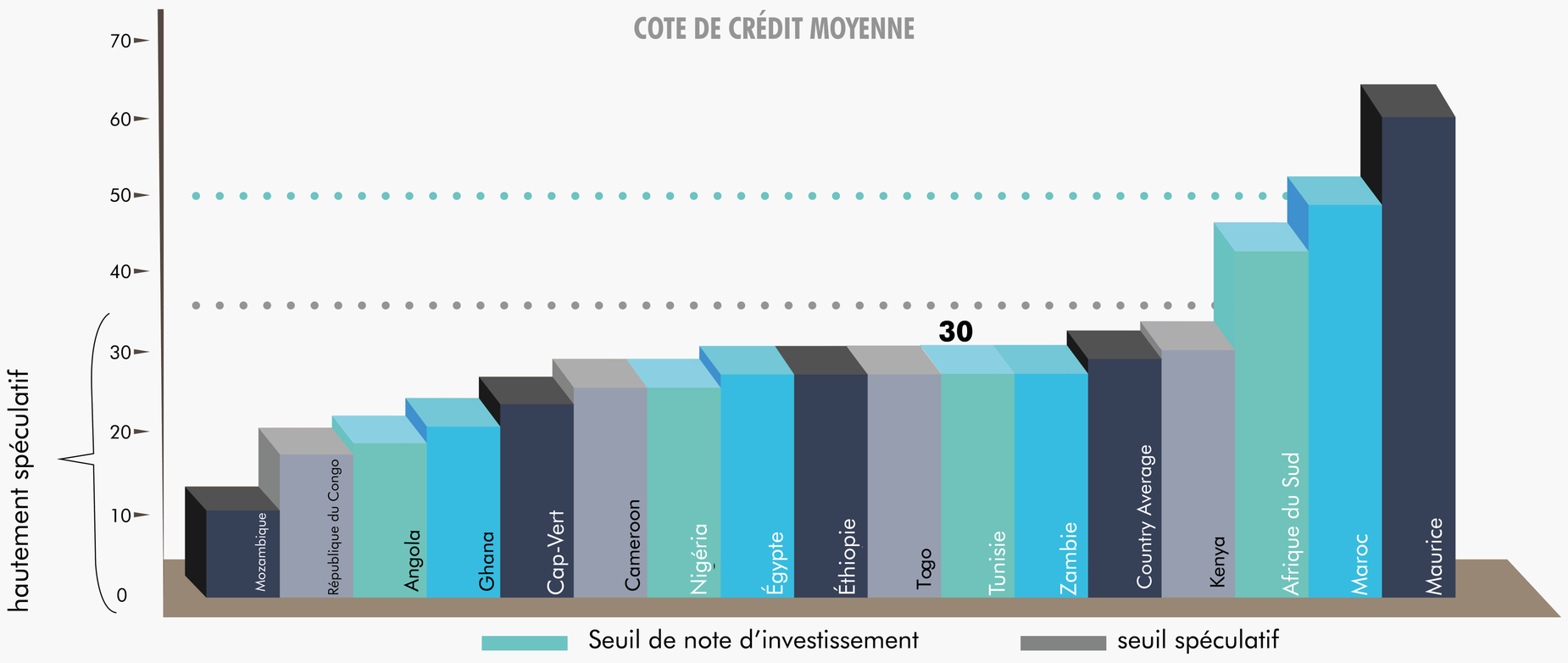




RATIO DETTE-PIB



COTE DE CRÉDIT MOYENNE



BRI and AfCFTA

A signé de Mémorandum d'accord dans le cadre des «Nouvelles routes de la soie» avec la Chine?	**Oui**
A ratifié l'Accord de libre-échange continental africain?	**Non**

TUNISIE

Historique de la dette

Le niveau de la dette publique de la Tunisie est resté relativement faible jusqu'au début des années 2000, avec un ratio moyen de la dette au PIB de 48 % par an en 2002. Ce ratio a continué à diminuer et s'élevait à 39 % en 2010. Cela était principalement dû à une politique de gestion prudente de la dette, car la Tunisie n'a jamais fait partie des PPTE et n'a jamais annoncé recevoir d'annulation de dette de la Chine. Plus précisément, la Tunisie a entrepris un programme d'ajustement structurel et a libéralisé son économie, ce qui lui a permis d'obtenir des prêts de la Banque mondiale et d'autres créanciers. Au cours de cette période, la Tunisie a développé son accès au marché international des capitaux et a mis en place des instruments de titres à revenu fixe, ce qui lui a permis de réduire sa dépendance à l'égard de la dette extérieure. En outre, le plan de développement quinquennal de la Tunisie prévoit un engagement à maintenir le montant total de la dette nationale en dessous de 60 à 65 % de son PIB — afin d'assurer sa viabilité budgétaire.[258]

LA TUNISIE EN 2021

4,1 %	de croissance économique
82 %	de ratio dette publique-PIB
-4,5 %	de solde budgétaire
6,5/8	indice de transparence de la dette de DR

Cependant, depuis le printemps arabe et 2011, le fardeau de la dette de la Tunisie a considérablement augmenté, passant de 43 % à 80 % en 2019. Avant cette période, l'économie connaissait une croissance moyenne de 4,3 % par an. La période post-printemps arabe en Tunisie a entraîné une forte baisse du développement économique : le taux de croissance économique a été estimé à -1,9 % en 2011.

En outre, bien que sa situation géographique lui ait permis d'accéder plus facilement au sud de la Méditerranée, au monde arabe et au marché européen, la récession qui a frappé l'Europe après la crise financière mondiale de 2008 a encore détérioré l'économie, puisque l'UE représentait près de 80 % des exportations tunisiennes, ce qui a rendu difficile la diversification des exportations.[259] Le gouvernement tunisien a consenti des efforts pour la relance de la croissance économique par la suite, mais les progrès ont été lents. En particulier, les attaques terroristes successives contre le secteur du tourisme et les grèves de travailleurs dans le secteur des phosphates, principales sources de revenus en devises, ont provoqué une dépréciation du dinar tunisien, ce qui a encore réduit les recettes publiques.[260] Globalement, le déficit budgétaire s'est creusé, passant de 0,6 % du PIB en 2010 à 6 % du PIB en 2017, remettant en cause la capacité de la Tunisie à rembourser sa dette.

Cependant, la Tunisie fournit une gamme relativement complète de données gouvernementales, y compris le budget, l'information budgétaire et les documents sur la dette. La Tunisie a mis en place un bureau de gestion de la dette, adopté la loi sur le droit d'accès à l'information et signé le Partenariat pour le Gouvernement ouvert, ce qui lui permet de se classer en tête des pays analysés dans l'indice de transparence de la dette. Les exemples de projets que la Tunisie a récemment financés à l'aide de prêts de la Banque mondiale et de la Chine sont présentés ci-dessous :

TUNISIE

Tunisie

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

LA BANQUE MONDIALE
BIRD • IDA

Nom de projet	$ million	ODD
Acquisition de 20 trains (2009)	80	
Projet Telecom (2007)	3	
Acquisition d'Equipement et Services d'Ingénierie par la Société Nationale des Télécommunications de Tunisie (2006)	6	

Nom de projet	$ million	ODD
Premier Financement de la Politique de Développement d'Urgence de Résilience et de Relèvement de la Tunisie (2020)	175	
Projet de Renforcement du Secteur de l'Energie (2019)	151	
Projet de startups et PME innovantes en Tunisie (2019)	75	

Exposition à la dette chinoise

Le nombre de prêts chinois à la Tunisie est relativement faible, avec un montant total de 131 millions de dollars US, selon les données de l'Initiative de recherche Chine-Afrique.[261] Il existe peu de données disponibles sur la question, mais elles indiquent que la Chine pourrait représenter moins de 1 % du portefeuille actuel de prêts extérieurs de la Tunisie. Seuls sept projets de prêts ont été enregistrés entre 2000 et 2009 et la plupart ont été alloués au secteur des communications. Un prêt a été accordé pour la construction des Chemins de fer tunisiens en 2009, pour un montant de 80 millions de dollars. [262]

Toutefois, la coopération entre la Tunisie et la Chine a été renforcée depuis le lancement de l'initiative « des routes de la soie » (Belt and Road Initiative) en 2013. En 2018, la Tunisie est devenue l'un des 44 pays africains à signer un protocole d'accord relatif à l'initiative « des routes de la soie » avec la Chine. Plus tard en 2019, la Chine a accordé au gouvernement tunisien deux dons d'une valeur de 272 millions de RMB (environ 41 millions de dollars américains) dans le cadre de deux accords de coopération entre les deux pays. [263] La Chine a contribué à la construction de l'hôpital de Sfax à partir de 2016 et, en 2019, elle a également accordé des subventions de 70 millions de dollars américains pour l'agrandissement d'un nouvel hôpital universitaire.[264] Les deux pays coopèrent également dans le domaine des programmes d'échanges de jeunes et de la recherche scientifique, comme le développement de l'intelligence artificielle et le renforcement des TIC. [265]

Défis actuels de financement

La Coalition *Jubilee Debt Campaign* prédit une crise de la dette en Tunisie en 2020 puisque les paiements de la dette réduisent la capacité de mobilisation des ressources internes et mettent en évidence les vulnérabilités des capacités de la Tunisie à remplir ses obligations en matière de dette.[266] Le FMI n'évalue pas la soutenabilité de la dette tunisienne, car il est classé comme un pays à revenu intermédiaire. En termes de solvabilité, Fitch a abaissé la cote de crédit de la Tunisie à « B » avec des perspectives stables le 12 mai 2020,[267] une note qui est inférieure à la qualité de valeur d'investissement et hautement spéculative ; elle suggère également une capacité vulnérable de paiement continu dans le contexte de la détérioration de l'environnement économique et commercial. [268] L'accès continu aux financements nationaux et internationaux pourrait aider la Tunisie à répondre aux besoins de financement à long terme des infrastructures, comme l'accès à l'Internet à l'ensemble de la population et l'amélioration du commerce et des infrastructures routières à des niveaux plus efficaces.

TUNISIE

Projets à financer par la Tunisie
Quelques exemples :

Accès a l'internet pour 37% de la population
Amélioration des infrastructures portuaires de 28 %
pour atteindre le niveau chinois
Amélioration des infrastructures routières de 36 %
pour atteindre le niveau chinois

Impact de la COVID-19

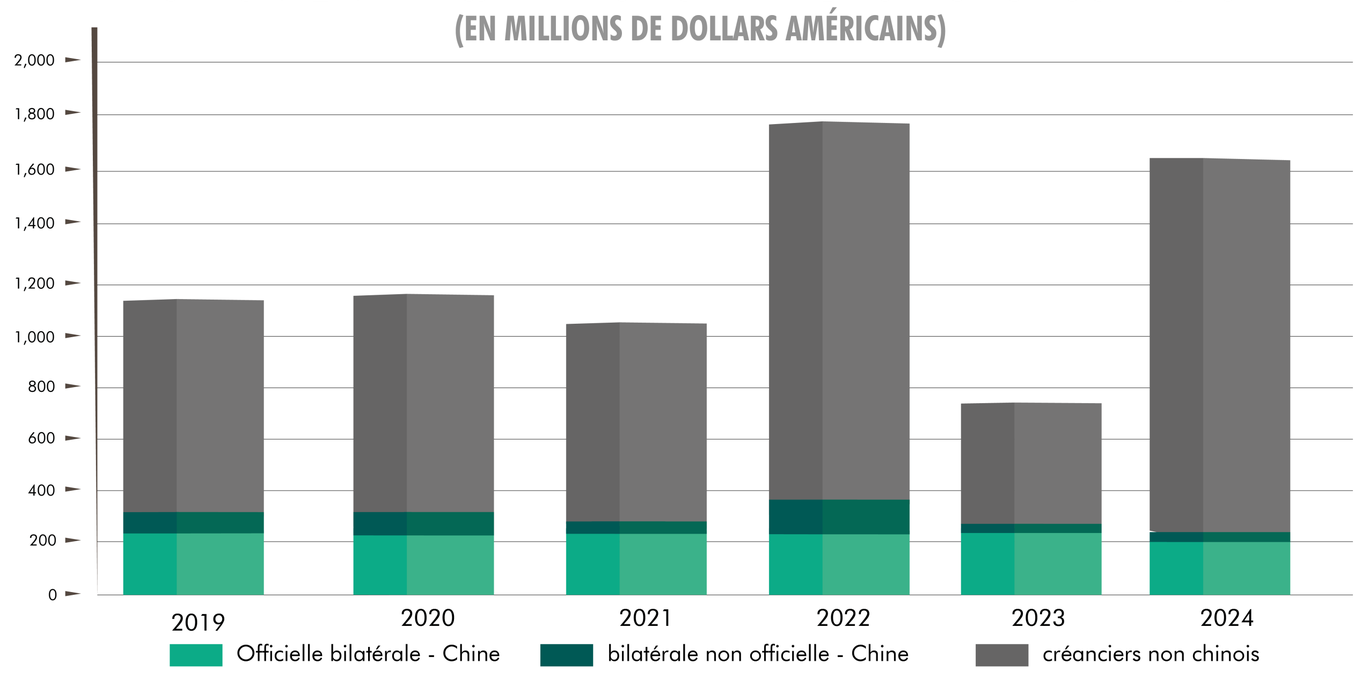
La pandémie COVID-19 a mis à rude l'épreuve l'économie tunisienne et à son niveau d'endettement par rapport au PIB. La croissance économique du pays devait déjà ralentir à 1 % en 2019 avant la pandémie. En septembre 2020, le gouvernement tunisien avait déjà affecté 2.2. % du PIB (8 milliards de dollars) pour des mesures comprenant l'aide sociale sous forme de transferts en espèces aux ménages du secteur informel et aux ménages ayant un résident âgé ou handicapé. Ces programmes devaient atteindre 4,8 millions de personnes à travers le pays, soit 41 % de la population. Cependant, le confinement mondial, l'effondrement des prix du pétrole et la baisse des exportations ont conduit à une récession plus profonde, les dernières prévisions annonçant une contraction de -9 % en 2020.[269] Dans ce contexte, le taux de chômage devrait passer de 15 % à 18 %, c'est-à-dire au niveau similaire à celui de 2011. La perte de croissance pourrait contribuer à une augmentation du déficit budgétaire à 6 % du PIB en 2020 et à 4,5 % du PIB en 2021, dans le scénario pessimiste selon la Banque africaine de développement.

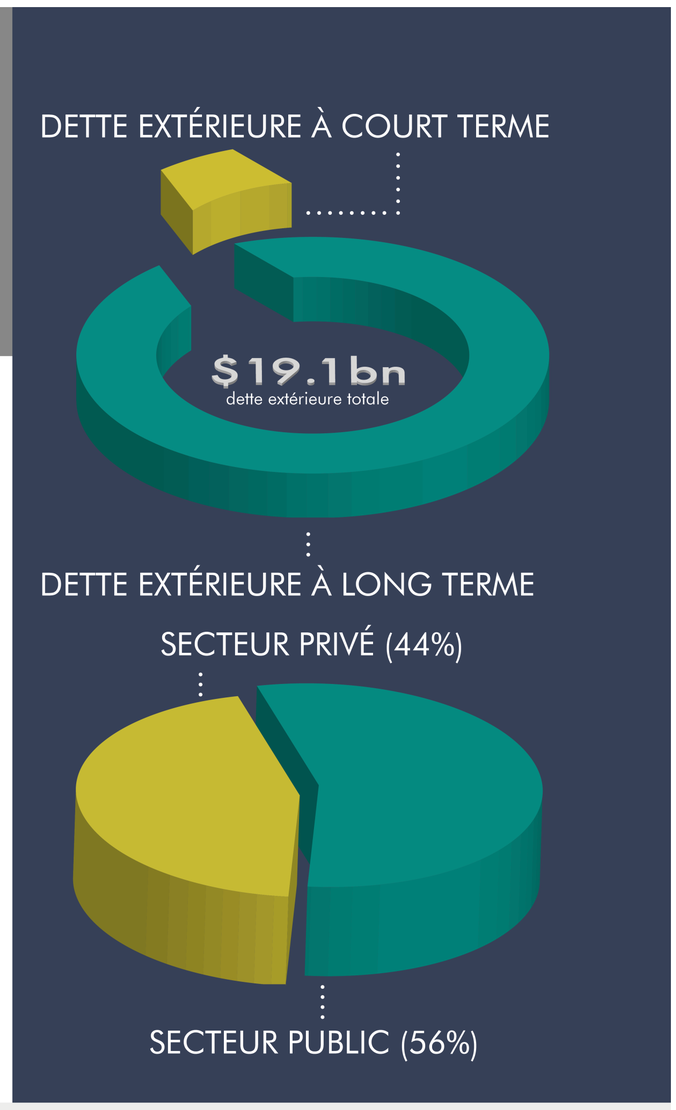
La Tunisie, en tant que pays à revenu moyen de la tranche inférieure, n'est pas éligible à l'initiative de suspension de la dette du G20 (ISSD).[270] Toutefois, la Tunisie a demandé un prêt d'aide d'urgence de 745 millions de dollars américains dans le cadre de l'instrument de financement rapide du FMI pour aider le pays à faire face aux effets de la pandémie de COVID-19, prêt qui devra être remboursé d'ici 3,5 à 5 ans.[271]

ZAMBIE

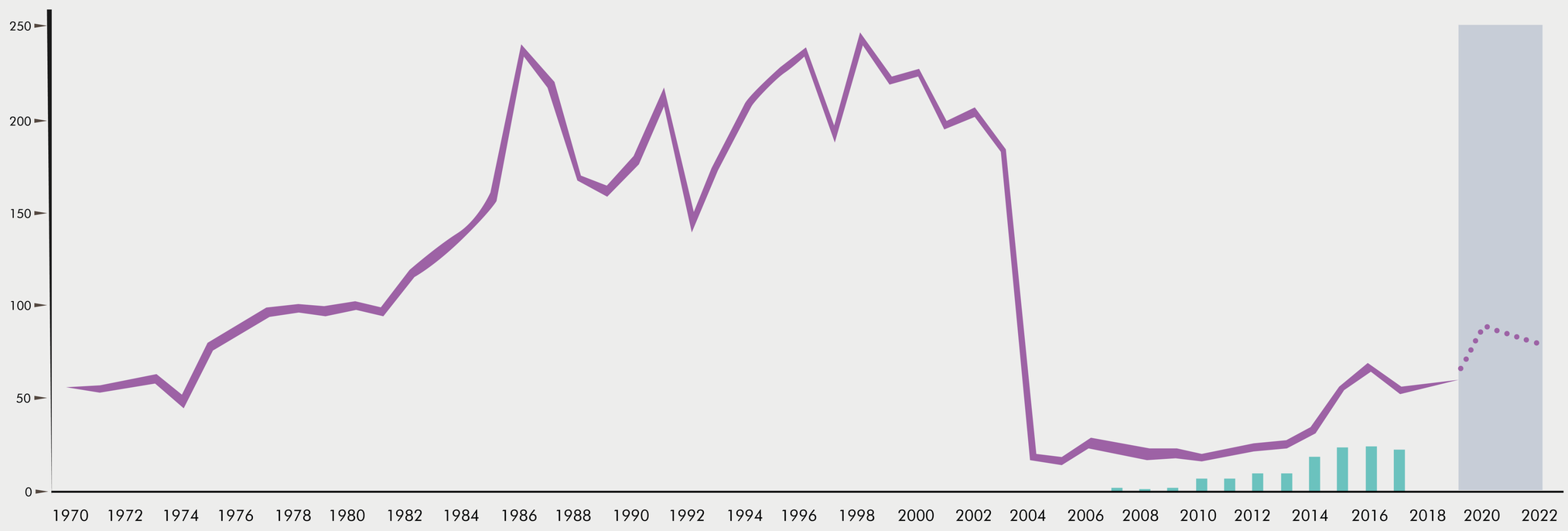
ZAMBIE
APERÇU DU PAYS

SERVICE DE LA DETTE PROJETÉ ENVERS LA CHINE PAR RAPPORT AUX AUTRES CRÉANCIERS (EN MILLIONS DE DOLLARS AMÉRICAINS)

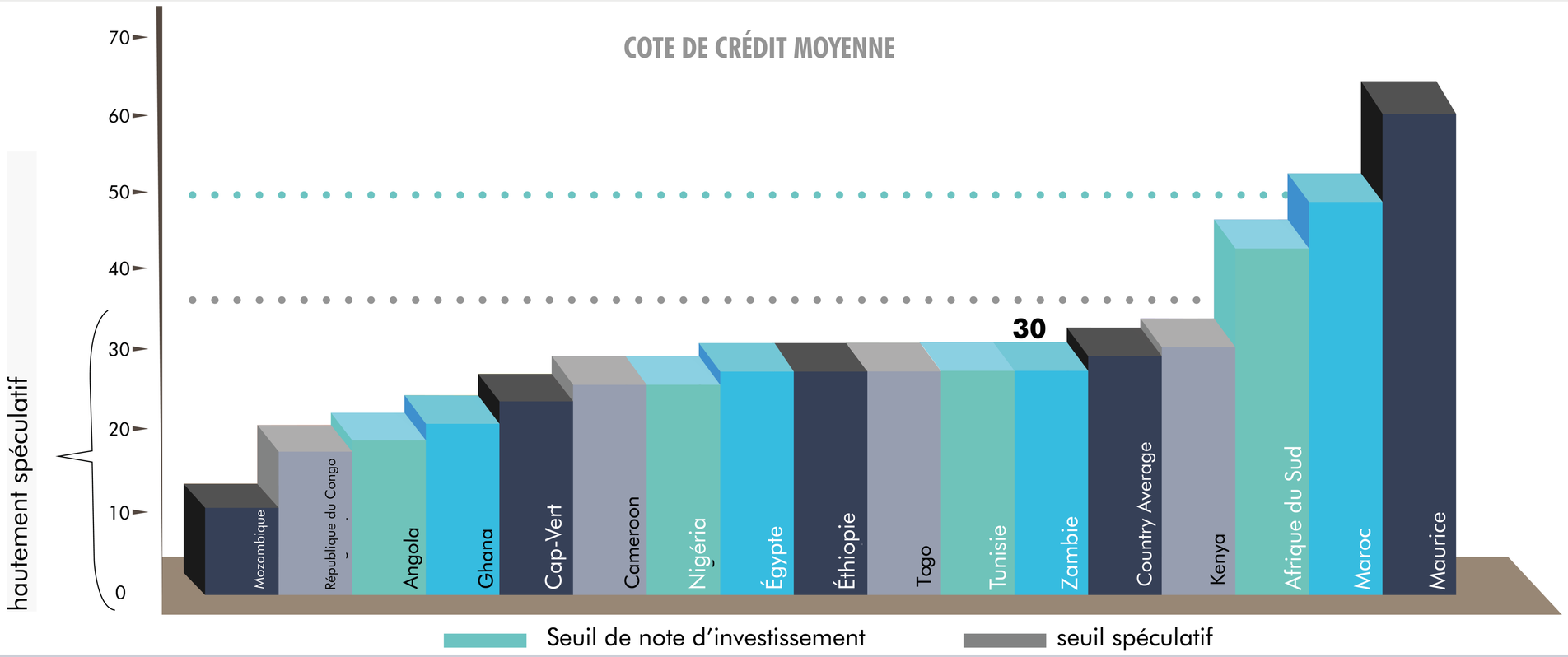




RATIO DETTE-PIB



COTE DE CRÉDIT MOYENNE



BRI and AfCFTA

A signé de Mémorandum d'accord dans le cadre des « Nouvelles routes de la soie » avec la Chine?	**Oui**
A ratifié l'Accord de libre-échange continental africain?	**Non En attente d'approbation parlementaire**

ZAMBIE

Historique de la dette

Le ratio de la dette publique au PIB de la Zambie a considérablement augmenté au cours des années 1970, pour atteindre plus de 100 % du PIB en 1980. Ce ratio a encore augmenté pour atteindre une moyenne de 182 % du PIB par an au début des années 2000. Cette augmentation était principalement due à la baisse du prix du cuivre, qui était le principal revenu d'exportation de la Zambie, et à la hausse du taux d'intérêt sur les dettes existantes, plutôt qu'à de nouvelles dettes. Tout d'abord, au début des années 1970, le cuivre et la transformation du métal représentaient plus de 90 % des recettes en devises de la Zambie.[272]

LA ZAMBIE EN 2021

2,3 % de croissance économique
85 % de ratio dette publique-PIB
-5 % de solde budgétaire
4,5/8 indice de transparence de la dette de DR

La baisse des prix mondiaux du cuivre et de la production de cuivre zambienne due aux inondations a considérablement réduit les recettes publiques, ce qui a obligé la Zambie à emprunter des fonds pour assurer le fonctionnement continu du pays. Ensuite, en raison du deuxième choc pétrolier de 1979, les taux d'intérêt des prêts contractés par la Zambie dans les années 70 pour les infrastructures et les investissements ont commencé à augmenter, rendant difficile le remboursement des prêts contractés par la Zambie. L'accumulation des arriérés a alors considérablement augmenté son niveau d'endettement.

Le ratio de la dette publique zambienne par rapport au PIB a considérablement diminué, passant de 183,5 % du PIB en 2003 à seulement 19,3 % du PIB en 2004. L'allégement de la dette dans le cadre de l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE) est la raison de la forte diminution du niveau d'endettement de la Zambie.[273] La Zambie a atteint le point d'achèvement au titre de l'Initiative PPTE en 2005 avec un soutien important dans le cadre de l'initiative d'allégement de la dette multilatérale, ainsi que l'annulation de la dette de la Chine, qui a allégé le fardeau de sa dette.

2,5 milliards de dollars engagés pour l'allégement de la dette dans le cadre de l'initiative PPTE

259 millions de dollars pour l'allégement de la dette chinoise

151 millions de dollars d'allégement de la dette du Royaume-Uni

122 millions de dollars pour l'allégement de la dette des États-Unis

Au cours de la période de 2004 et de 2015, le ratio de la dette au PIB est alors resté faible, avec seulement environ 22,4 % du PIB par an. Cette période a également été marquée par le développement économique de la Zambie. La croissance de son PIB entre 2000 et 2014 a été en moyenne de 6,8 % par an.[274]

L'économie de la Zambie a ensuite connu un nouveau ralentissement à 3,1 % par an entre 2015 et 2019 à cause de la chute des prix du cuivre, du déclin de la production agricole et des sécheresses. Dans le même temps, sa dette publique a de nouveau augmenté pour atteindre 59 % du PIB en 2018. L'une des principales raisons est que la Zambie n'était plus considérée comme un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure à partir de 2011, ce qui a limité son accès aux prêts concessionnels. Par conséquent, la Zambie a commencé à emprunter de l'argent sur le marché des euro-obligations à des taux commerciaux avec des intérêts plus élevés et des délais plus courts, et donc des remboursements de dette globalement plus élevés.[275]

ZAMBIE

En 2017, le ministère des Finances de la Zambie a introduit une stratégie de la dette à moyen terme 2017-2019 pour gérer l'exposition aux risques dans le portefeuille de la dette publique zambienne et guider la prise de décisions pour le pays. La stratégie visait à restructurer le bureau de gestion de la dette afin d'augmenter la capacité de gestion de la dette et d'assurer la crédibilité des données relatives à la dette. La stratégie visait également à suivre les seuils/ratios préconisés par le FMI afin de garantir davantage la viabilité de la dette à moyen et long terme.[276]

En conséquence, la Zambie se situe dans la moyenne de l'indice de transparence de la dette ; le gouvernement fournit des données incomplètes sur les encours de la dette ou des rapports économiques, et se charge uniquement de la rédaction des règles sur la liberté d'information. Les exemples de projets que la Zambie a pu financer ces dernières années avec des prêts de la Banque mondiale et de la Chine, et les différents ODD qu'ils peuvent aider la Zambie à atteindre sont présentés ci-dessous.

Zambie

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

LA BANQUE MONDIALE
BIRD • IDA

Nom de projet	$ million	ODD
Projet de Defense (2018)	171	9 INDUSTRY, INNOVATION AND INFRASTRUCTURE
Construction de l'Université FTJ Luapula à Mansa (2018)	191	9 INDUSTRY, INNOVATION AND INFRASTRUCTURE
Projet de Defense (2018)	210	9 INDUSTRY, INNOVATION AND INFRASTRUCTURE

Nom de projet	$ million	ODD
Projet d'Appui au Développement de l'Irrigation - Financement Supplémentaire (2020)	30	2 ZERO HUNGER
Projet d'Amélioration de l'Education en Zambie (2020)	120	4 QUALITY EDUCATION
Financement Supplémentaire pour l'Education des Filles Et d'Autonomisation et de Moyens de Subsistance des Femmes (GEWEL) (2020)	177	5 GENDER EQUALITY

Exposition à la dette chinoise

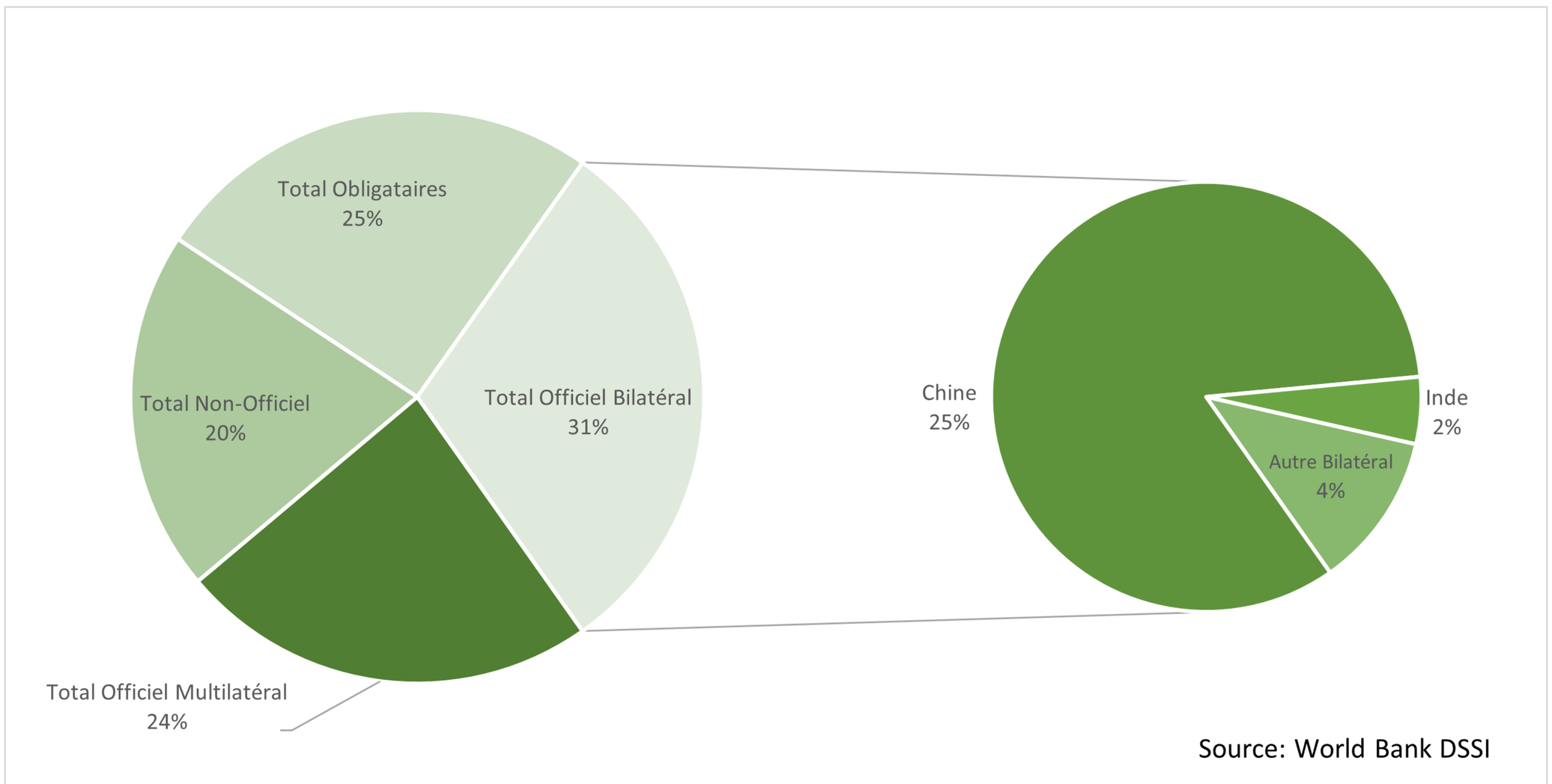
Actuellement, 25 % de tous les prêts extérieurs de la Zambie ont été contractés auprès de la Chine, soit le même pourcentage que celui qu'elle doit au secteur privé (via les « euro-obligations »). Ce pourcentage fait de la Chine le plus grand créancier bilatéral officiel de la Zambie. En 2019, les paiements de la dette chinoise représentaient 29 % du total des paiements de la dette de la Zambie, contre 25 % pour le secteur privé. Selon l'Initiative de recherche Chine-Afrique (CARI), la Chine a accordé au moins 69 prêts, soit un des chiffres les plus élevés parmi les 20 pays examinés dans ce guide, pour un total d'environ 9,7 milliards de dollars américains à la fin de l'année 2018.

Ces prêts ont été principalement utilisés pour développer les infrastructures de transport et d'énergie. En outre, le montant des prêts accordés par la Chine a augmenté depuis 2000. Selon le calcul des données de l'Initiative de recherche Chine-Afrique (CARI), les prêts chinois s'élevaient à 170 millions de dollars américains en 2009, mais la Zambie a emprunté 2,2 milliards de dollars américains en 2017 auprès de la Chine. [277]

La Chine a annulé la dette de la Zambie en 2001, 2006 et 2007, pour des montants respectifs de 40 millions, 211 millions et 8 millions de dollars américains.[278] À titre de comparaison, la Zambie a bénéficié d'un allégement de la dette de 2 milliards de dollars américains dans le cadre de l'initiative PPTE. [279]

ZAMBIE

Figure 25 : Composition de l'encours de la dette de la Zambie



Défis actuels de financement

Selon les prévisions, la dette publique de la Zambie devrait atteindre 90 % de son PIB en 2020. La Zambie a besoin d'importants financements des infrastructures pour répondre aux besoins fondamentaux de la population et réduire la pauvreté. L'accès à l'eau, à l'électricité et à l'Internet sont particulièrement à la traine, et les infrastructures routières sont actuellement très limitées.

Projets à financer par la Zambie
Quelques exemples :

Accès a l'électricité pour 60 % de la population
Accès a l'eau potable pour 77 % de la population
Accès a l'internet pour 46 % de la population
Amélioration des infrastructures routières de 234 % pour atteindre le niveau chinois

Malgré ces besoins de financement, le pays est identifié comme présentant un risque élevé par le FMI et la Coalition Jubilee Debt Campaign prévoit une crise de la dette dans le pays en 2020, avec des paiements de dette élevés et une faible capacité à mobiliser des ressources internes en raison de la COVID-19 (voir ci-dessous). Sur le plan de la solvabilité, Fitch Ratings a abaissé la cote de crédit de la Zambie dans sa monnaie étrangère à « RD » le 18 novembre 2020,[280] ce qui signifie « défaut restreint » et indique que, de l'avis de Fitch Ratings, La Zambie a connu un défaut de paiement ou une créance sinistrée sur ses obligations financières. La note de crédit de la Zambie reste néanmoins la cinquième plus élevée parmi les pays analysés dans ce guide. La note de crédit de la Zambie reste néanmoins la cinquième plus élevée parmi les pays analysés dans ce guide.

ZAMBIE

Impact de la COVID-19

La COVID-19 a aggravé la situation d'une économie déjà manque de souffle. Avant la COVID-19, la croissance économique de la Zambie avait chuté de 4 % en 2018 à 1,5 % en 2019. L'économie de la Zambie dépend fortement des exportations de cuivre, lesquelles exportations génèrent 70 % des recettes d'exportation du pays. Selon le FMI, l'économie devrait se contracter d'environ 4,5 % en 2020 en raison de la perturbation du commerce mondial et son effet délétère sur nt les secteurs clés du pays, notamment le tourisme, l'exploitation minière, la fabrication et les ventes en gros. Dans le scénario pessimiste, l'économie devrait connaître une forte contraction de 6,5 % en 2020 selon la BAD.[281] Cependant, le gouvernement zambien n'avait pu affecter que 177 millions de dollars (0,7 % du PIB) en septembre 2020 pour endiguer les impacts sanitaires et économiques de la Covid-19. Cette allocation comprenait notamment un programme d'aide sociale offrant une aide sous forme de transferts mensuels en espèces aux ménages vulnérables. Ce programme devait toucher un million de personnes à travers le pays, soit 5,4 % de la population.

Pour comble de malheur, le prix du cuivre a chuté d'environ 20 % depuis janvier 2020, réduisant considérablement les recettes de l'État. Le déficit budgétaire devrait se creuser pour atteindre environ 10,7 % en 2020 et 9,8 % en 2021, selon le scénario pessimiste prévu par la BAD.

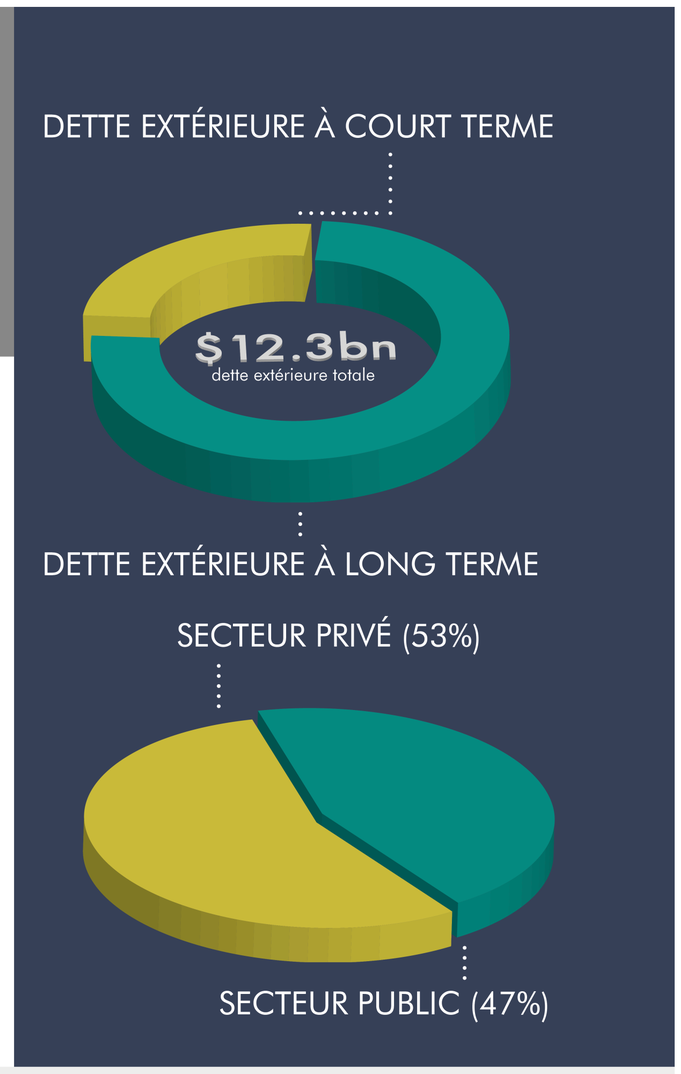
La Zambie a décidé de participer à l'initiative de suspension du service de la dette (ISSD) du G20, et après quelques négociations, les donateurs bilatéraux de la Zambie au sein du G20 ont convenu d'accorder à la Zambie une suspension du service de la dette jusqu'à la fin de 2020. Les économies réalisées grâce à l'initiative de suspension du service de la dette (ISSD) sont estimées à 165,4 millions de dollars. [282]

En octobre et novembre 2020 respectivement, la Zambie est également devenue le premier pays à annoncer des paiements différés à ses créanciers chinois — à savoir la Banque de développement de Chine (montant non divulgué – paiements dus jusqu'en avril 2021) et de la Banque d'import-export des États-Unis d'une de 110 millions de dollars américains.[283] Selon son rapport économique de 2019, la Zambie devait 391 millions de dollars américains à la Banque de développement de Chine en 2019, soit une augmentation de 20,38 % par rapport à 2018.[284]

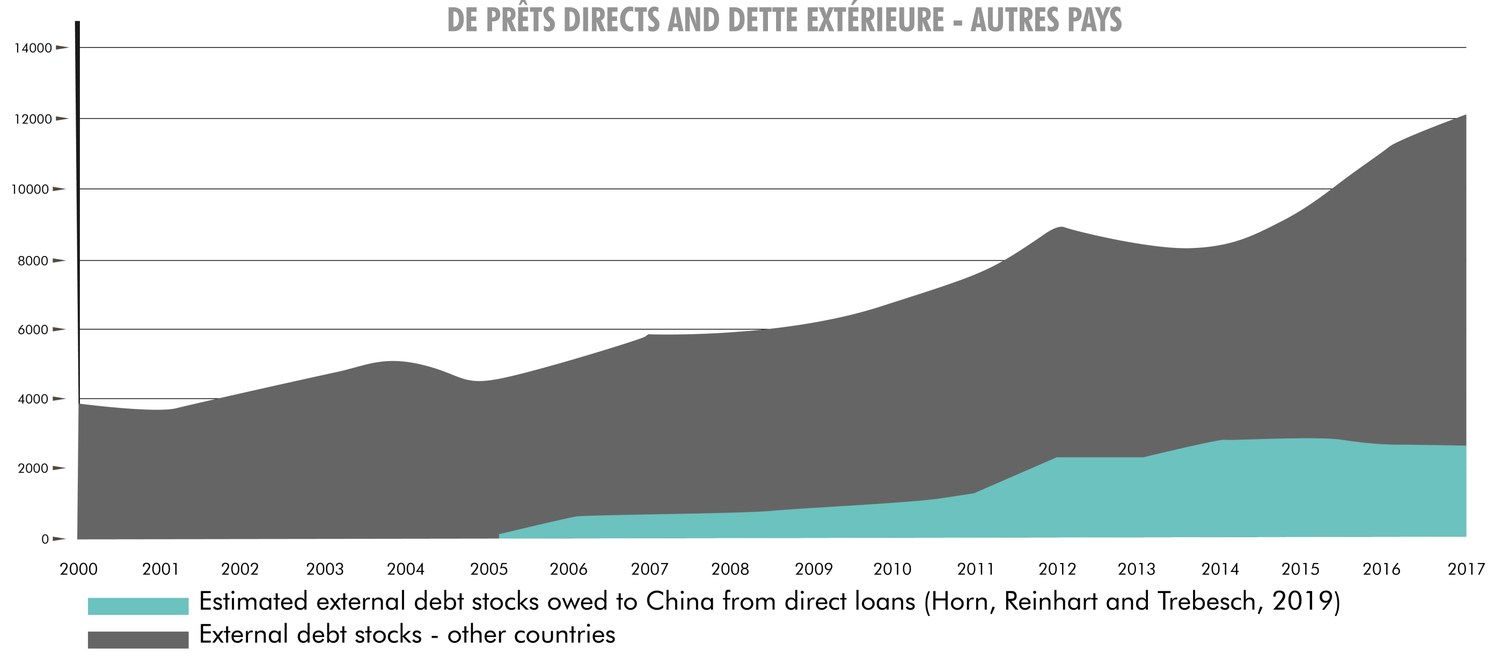
En outre, en raison de l'accumulation des arriérés de la dette euro-obligataire, qui n'était pas incluse dans la ISSD, le gouvernement zambien a demandé aux détenteurs d'euro-obligations de suspendre le paiement des intérêts pendant une période de six mois, du 14 octobre 2020 au 14 avril 2021, pour une valeur de 45 millions de dollars.[285] Toutefois, à ce jour, cette demande n'a pas été acceptée.

ZIMBABWE

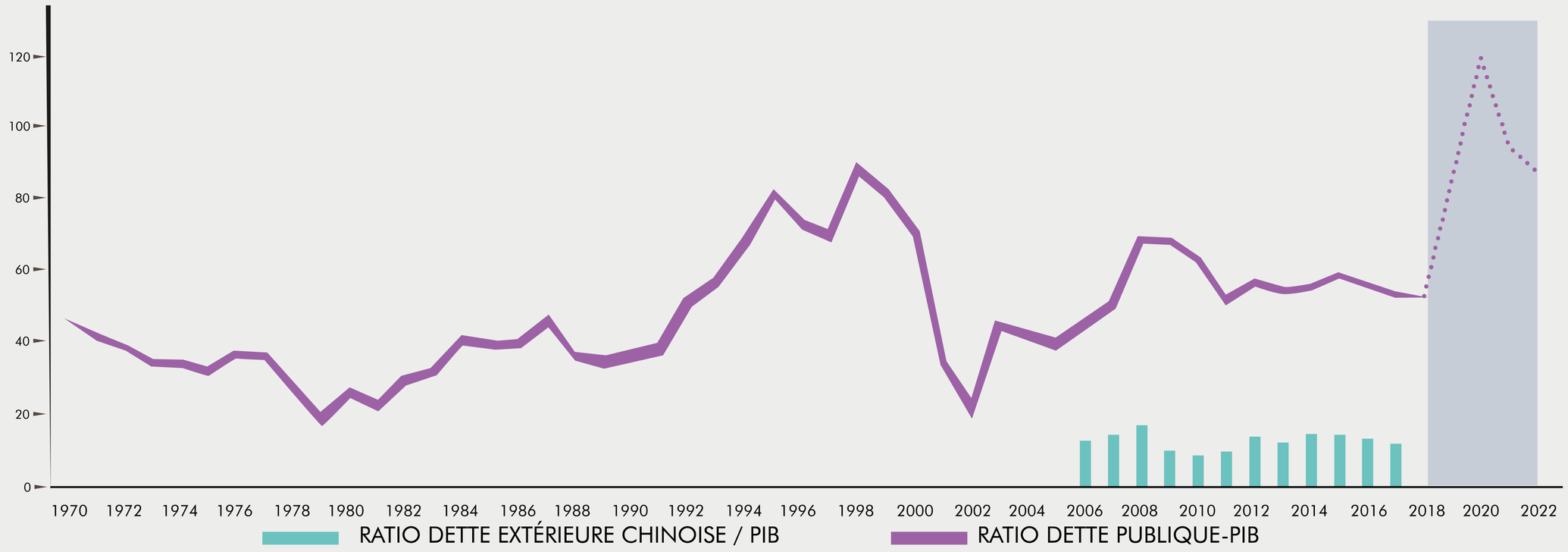
ZIMBABWE
APERÇU DU PAYS



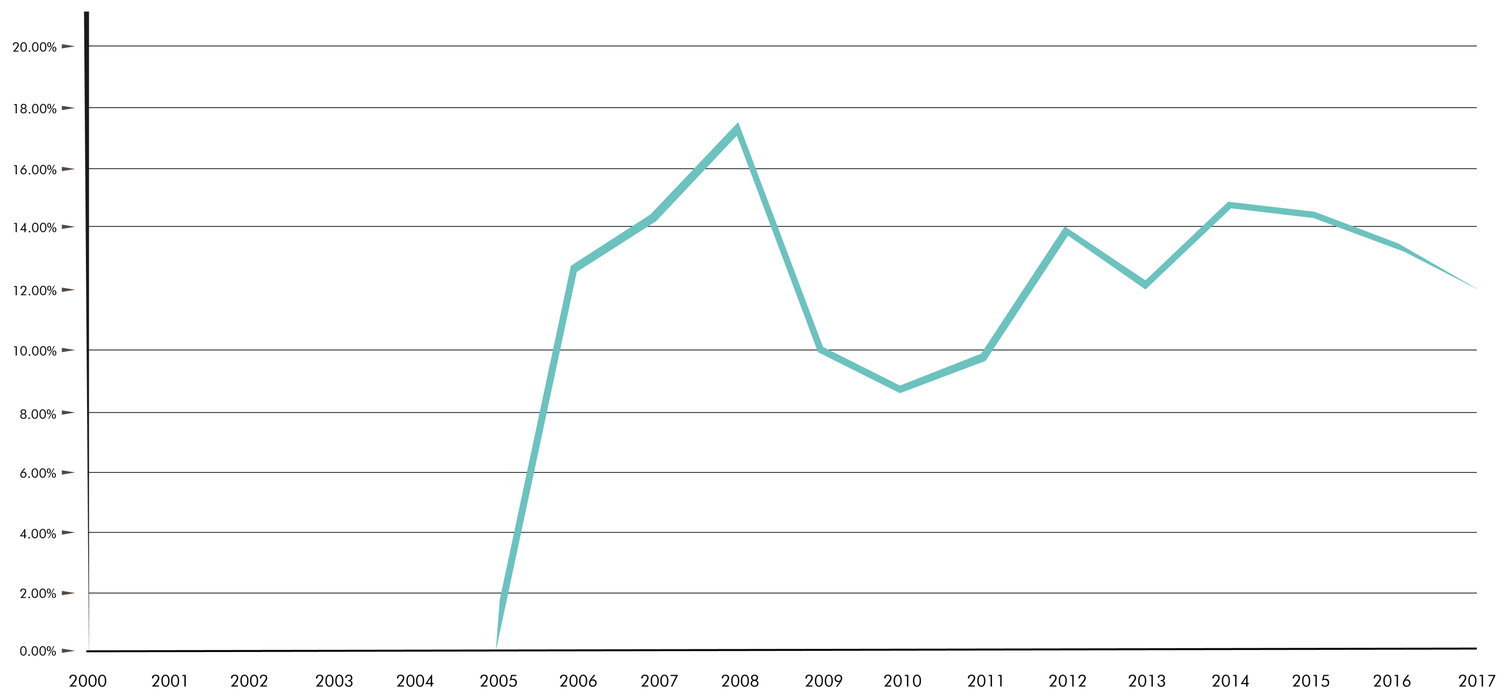
ESTIMATION DES ENCOURS DE LA DETTE EXTÉRIEURE ENVERS LA CHINE PROVENANT DE PRÊTS DIRECTS AND DETTE EXTÉRIEURE - AUTRES PAYS



RATIO DETTE-PIB



DETTE CHINOISE: RATIOS PIB



BRI and AfCFTA

A signé de Mémorandum d'accord dans le cadre des «Nouvelles routes de la soie» avec la Chine?	Oui
A ratifié l'Accord de libre-échange continental africain?	Oui

ZIMBABWE

Historique de la dette

Le niveau de la dette publique du Zimbabwe a considérablement augmenté après l'indépendance en 1980. Son ratio de la dette publique au PIB est passé de 25,7 % en 1980 à 88 % en 1998. L'augmentation initiale de la dette publique dans les années 1980 s'explique par une dette de 700 millions de dollars américains héritée de l'ancien gouvernement colonial rhodésien. Les taux d'intérêt ont augmenté sur cette dette et le nouveau gouvernement a dû contracter de nouveaux prêts pour rembourser la dette précédente. Parallèlement, au début des années 1980, une grande sécheresse a nécessité des fonds publics.[286]

LE ZIMBABWE EN 2021

2,5 % de croissance économique
95 % de ratio dette publique-PIB
-0,82 % de solde budgétaire
6/8 indice de transparence de la dette de DR

L'économie du Zimbabwe a encore connu une contraction à la fin des années 1990 et au début des années 2000, ce qui a également été la principale raison de l'accumulation des arriérés de dettes envers ses principaux créanciers. Les modifications infructueuses de la politique foncière et les effets continus de la sécheresse ont rendu difficile l'augmentation des recettes fiscales pour un pays qui dépendait de l'agriculture.[287] Le gouvernement zimbabwéen a été ensuite contraint d'emprunter à l'extérieur en 1997 pour payer les anciens combattants.[288]

En 1998, le Zimbabwe est entré en guerre avec la République démocratique du Congo (RDC), ce qui a également contribué à la hausse de la dette due aux prêts contractés auprès du gouvernement britannique pour l'achat des avions de combat. Globalement, le niveau de la dette publique du Zimbabwe a atteint un pic en 1998 et est resté à ce niveau jusqu'en 2000. En 1999, le Zimbabwe a manqué à ses obligations de remboursement des prêts aux institutions multilatérales.

La dette publique est passée de 70 % du PIB en 2000 à seulement 34 % du PIB en 2001. Cette décroissance s'explique principalement par une restructuration interne de la dette publique intérieure, près de 60 % de la dette publique totale, par le gouvernement qui a fait passer les bons du Trésor de six mois aux bons du Trésor à plus long terme avec des taux d'intérêt inférieurs.[289] Toutefois, les sanctions et le montant élevé des arriérés dus par le Zimbabwe ont empêché le pays d'avoir accès aux prêts du FMI et d'autres créanciers multilatéraux. Ainsi, le ratio de la dette publique au PIB du Zimbabwe est resté en moyenne à 51 % du PIB par an entre 2001 et 2015.

Le déficit budgétaire du Zimbabwe a atteint environ -21 % du PIB en 2000. Parallèlement à l'augmentation des coûts de production et à la pénurie de devises causée par le taux d'inflation élevé, la contraction économique estimée entre 1999 et 2008 s'est établie en moyenne à 6,7 % par an.

Malgré tous ces défis, le Zimbabwe n'a jamais obtenu d'allégement de la dette dans le cadre de l'initiative PPTE en raison des sanctions et des arriérés impayés au moment où l'admissibilité a été décidée par les donateurs du Club de Paris et les institutions multilatérales.[290] En revanche, la Chine a annulé la dette du Zimbabwe quatre fois entre 2000 et 2018.

155 millions de dollars d'allégement de la dette chinoise distincte de l'initiative PPTE

ZIMBABWE

Enfin, en 2009, le pays a connu une croissance économique de 7,4 % pour la première fois en une décennie en raison de l'adoption d'un panier multidevises, qui a stoppé l'hyperinflation et permis des devises telles que le dollar américain, le rand sud-africain et le pula botswanais, à utiliser localement.[291]

En outre, le Zimbabwe a obtenu l'un des indices de transparence de la dette les plus élevés parmi les pays figurant dans ce guide, avec des publications relativement complètes pour les propositions de budget du gouvernement et les examens économiques, bien que l'accès aux données sur la dette soit limité. L'engagement du pays en faveur d'une plus grande transparence des données se reflète dans la Loi sur l'accès à l'information qui a été promulguée en 2020.

Les exemples de projets que le Zimbabwe a été en mesure de financer récemment et les ODD que les projets peuvent aider à atteindre avec des prêts de la Chine et de la Banque mondiale sont présentés ci-dessous.

Zimbabwe

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

LA BANQUE MONDIALE
BIRD • IDA

Nom de projet	$ million	ODD
Mise à Niveau de l'Aéroport International Robert Gabriel Mugabe à Harare (2018)	152	9 INDUSTRY, INNOVATION AND INFRASTRUCTURE
Décaissement pour la Fourniture d'Equipements pour les Mineurs Artisanaux 2 (2018)	5	9 INDUSTRY, INNOVATION AND INFRASTRUCTURE
Construction de Stations de Base Rurales - 250 Unités (2018)	71	9 INDUSTRY, INNOVATION AND INFRASTRUCTURE

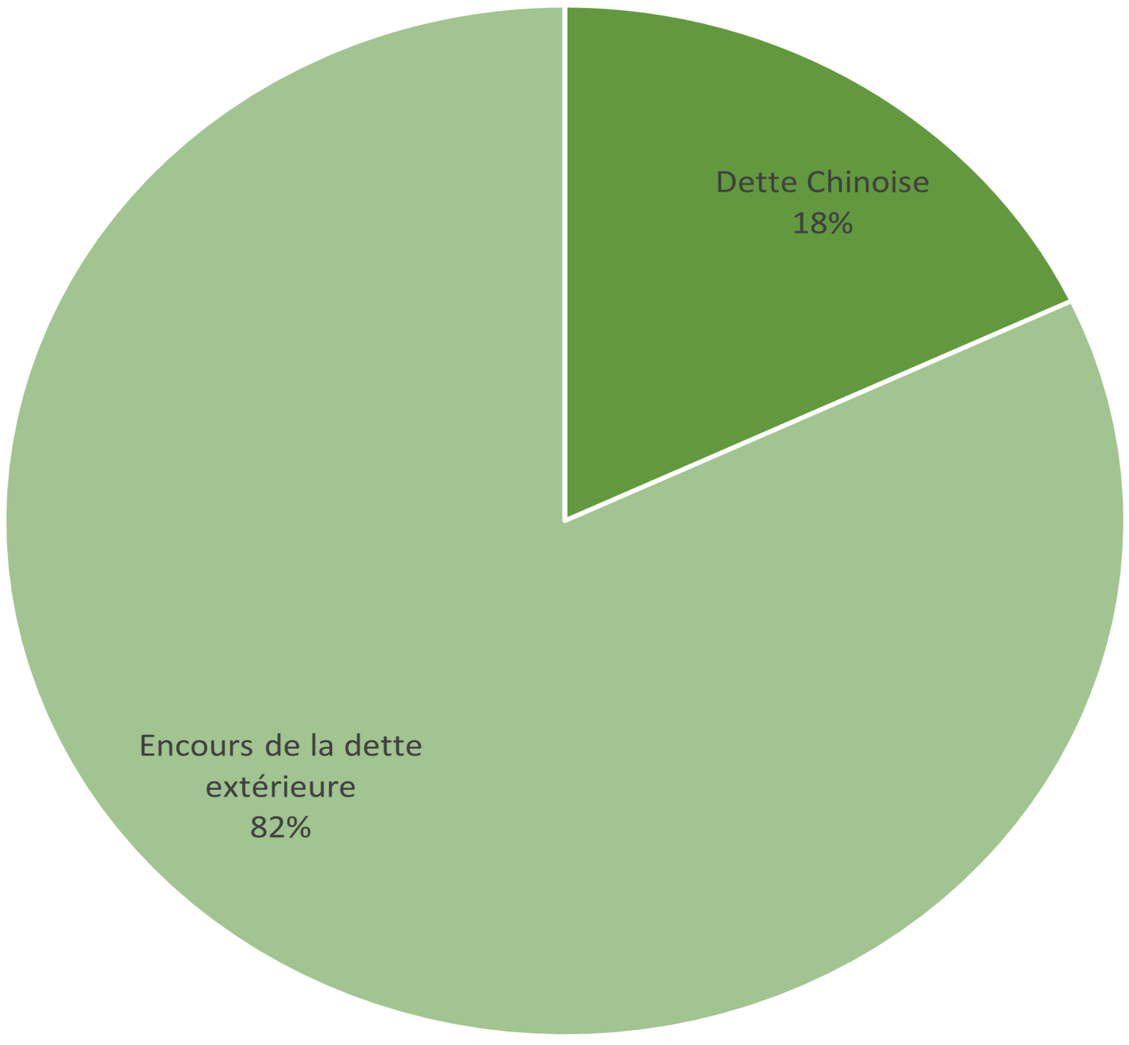
Nom de projet	$ million	ODD
Projet d'Appui au Développement du Secteur de la Santé - Financement Supplémentaire V (2020)	49.6	3 GOOD HEALTH AND WELL-BEING
SPF – Appui au Recouvrement et à la Résilience du Zimbabwe (2020)	2	8 DECENT WORK AND ECONOMIC GROWTH
Projet de Recouvrement suite au cyclone Idai au Zimbabwe (2020)	72	8 DECENT WORK AND ECONOMIC GROWTH

Exposition à la dette chinoise

La Chine est l'un des plus grands investisseurs et créanciers du Zimbabwe, malgré les importants arriérés détenus par le gouvernement zimbabwéen à d'autres créanciers, mais aussi parce que les autres créanciers ne sont pas disposés à prêter au Zimbabwe. Le Zimbabwe a contracté environ 3,0 milliards de dollars de prêts auprès de la Chine entre 2000 et 2018, selon les données de l'Initiative de recherche Chine-Afrique (CARI) ; lesdits prêts sont principalement axés sur le financement des transports, de l'énergie et du secteur agricole. Par exemple, le Zimbabwe a contracté un prêt de 153 millions de dollars américains pour construire son principal aéroport, l'aéroport international Robert Mugabe, en 2018. En 2017, le Zimbabwe a contracté un autre prêt de 998 millions de dollars américains pour agrandir la centrale électrique à charbon de Hwange.[292]

ZIMBABWE

Figure 26 : Dette chinoise par rapport à l'encours total de la dette extérieure du Zimbabwe



Source:
The World Bank,
Christoph Trebesch et al. Chinese Debt Stock Database

Défis actuels de financement

Le FMI classe le Zimbabwe en situation de « surendettement » à cause de la dette publique et totale et des importants arriérés externes, tandis que selon les prévisions de la Coalition *Jubilee Debt Campaign*, le pays dans une situation de « crise de la dette ».[293]

Dans le même temps, le Zimbabwe a probablement besoin d'importants financements dans les infrastructures pour répondre aux besoins fondamentaux de la population et réduire la pauvreté. L'accès à l'électricité et Internet qui constituent des défis majeurs ne seront probablement pas relevés avec les recettes publiques nationales ou d'autres moyens nationaux.

Projets à financer par le Zimbabwe
Quelques exemples :

Acces à l'electricite pour 59 % de la population
Acces à l'eau potable pour 36 % de la population
Accès à l'internet pour 43 % de la population

Impact de la COVID-19

L'économie du Zimbabwe s'est détériorée depuis la COVID-19. Selon les estimations, la croissance économique s'est contractée de 8,1 % en 2019 et la récession devrait se poursuivre en 2020 avec une décroissance de 7,4 %. La pandémie a affecté des secteurs clés de l'économie, notamment les exportations, le tourisme et l'industrie manufacturière, ce qui a largement réduit les recettes fiscales et creusé le déficit budgétaire à 5,6 % selon le scénario pessimiste de la BAD. En effet, en septembre 2020, le gouvernement du Zimbabwe n'avait pu allouer que 220 millions de dollars (0,7 % du PIB) à l'atténuation de la COVID-19. Cette allocation comprenait notamment un programme d'assistance sociale dont l'objectif est d'étendre les filets de sécurité sociale et fournir un soutien alimentaire au profit de 7,4 millions de personnes à travers le pays, soit 50 % de la population. Les infrastructures publiques, les ressources naturelles et la main-d'œuvre qualifiée pourraient contribuer à la relance de l'économie du pays durant la période post-COVID en 2021.[294]

ZIMBABWE

Cela pourrait s'avérer nécessaire, car le Zimbabwe a d'importants arriérés de longue date envers des créanciers multilatéraux, notamment le FMI, la Banque mondiale et la BAD, qui ont bloqué son accès aux financements officiels et aux programmes de soutien liés à la COVID-19, comme l'initiative de suspension du service de la dette (ISSD) du G20. Le ministre des Finances du Zimbabwe, Mthuli Ncube, a écrit aux dirigeants du FMI, de la Banque mondiale, de la Banque africaine de développement, du Club de Paris et de la Banque européenne d'investissement le 2 avril pour demander un allégement de la dette et un programme d'apurement des arriérés qui pourraient atténuer l'impact de la COVID-19 et les mauvaises performances économiques. Cependant, jusqu'à la fin de 2020, le Zimbabwe n'avait toujours reçu aucune réponse.[295]

ANNEXE I

Annexe I: Glossaire

Nouvelles routes de la soie
L'initiative des « nouvelles routes de la soie » (la Ceinture et la Route) est la proposition de la Chine de construire une ceinture économique de la route de la soie et une route maritime du 21ème siècle en coopération avec les pays concernés, a été dévoilée en 2013. Cette initiative vise à promouvoir la coordination des politiques, la connectivité des infrastructures et des équipements, le libre-échange, l'intégration financière et le rapprochement des peuples. L'initiative est axée sur la promotion de la coordination des politiques, la connectivité des infrastructures et des équipements, le commerce sans entrave, l'intégration financière et des liens plus étroits entre les peuples.

- Ceinture économique de la route de la soie : corridor transcontinental qui cherche à faire la connexion terrestre entre la Chine, l'Asie du Sud-Est, l'Asie du Sud, l'Asie centrale, la Russie et l'Europe ;
- Route maritime de la soie du XXIe siècle : route maritime reliant les régions côtières de la Chine à l'Asie du Sud-Est et du Sud, au Pacifique Sud, au Moyen-Orient et à l'Afrique orientale, et à l'Europe.

Fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes (fonds fiduciaire ARC)
Le fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes a été créé en février 2015 lors de l'épidémie d'Ébola et modifié en mars 2020 en réponse à la pandémie de COVID-19. Le fonds fiduciaire ARC permet au FMI d'accorder des subventions pour alléger la dette des pays les plus pauvres et les plus vulnérables touchés par des catastrophes naturelles catastrophiques ou des catastrophes sanitaires. L'allégement des paiements au titre du service de la dette libère des ressources supplémentaires pour répondre aux besoins exceptionnels de la balance des paiements créés par la catastrophe et pour son endiguement et le redressement. Les subventions du fonds fiduciaire ARC viennent en complément aux financements des donateurs et les prêts concessionnels du FMI à travers le fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (RPC).

Prêt concessionnel
C'est un prêt offert par des créanciers officiels multilatéraux et bilatéraux, généralement à un coût très faible pour l'emprunteur. L'élément concessionnel de ce type de prêt est d'environ 35 %.
Évaluation des politiques et des institutions nationales (CPIA)
Un indice attribué aux pays sur la base d'un ensemble de critères dans 4 pôles principaux : gestion économique, politiques structurelles, politiques d'inclusion sociale et d'équité et gestion et institutions du secteur public.

Créancier
Un créancier une partie qui a une créance sur les services d'une deuxième partie ; une personne ou une institution à laquelle de l'argent est dû ; une partie qui accorde un crédit ou prête à une autre partie.

Dette
Les créances financières qui nécessitent le paiement d'intérêts et/ou de la somme principale par le débiteur au créancier à une date ultérieure.

Endettement critique
Une évaluation explicite du risque de surendettement d'un pays. La notation est basée sur une analyse de la dette extérieure publique et de la dette extérieure garantie par l'État selon les critères de l'analyse de la soutenabilité de la dette.

Remise de dette
La remise de dette est l'annulation volontaire de tout ou partie d'une obligation de dette dans le cadre d'un accord contractuel entre un créancier et un débiteur.

ANNEXE I

Surendettement
Une situation où l'encours de la dette de l'État dépasse sa capacité de la rembourser ; un fardeau de la dette si important qu'une entité ne peut emprunter pour l'aider à la rembourser ; une condition dans laquelle la charge fiscale attendue de la dette est si élevée qu'elle dissuade les investissements/la consommation actuels et, par conséquent, freine l'activité économique.

Restructuration de la dette
Aussi appelée réaménagement de la dette, c'est un arrangement impliquant à la fois le créancier et le débiteur (et parfois des tierces parties) qui modifie les conditions établies pour le service de la dette existante.

Service de la dette
Les paiements de la dette (intérêts + amortissement) qui arrivent à échéance pendant la période en cours.

Initiative de suspension du service de la dette (ISSD)
L'Initiative de suspension du service de la dette (ISSD) a été approuvée par le Comité du développement de la Banque mondiale et les ministres des Finances du G20 en avril afin d'accorder une suspension du service de la dette aux pays les plus pauvres pour les aider à gérer les graves répercussions de la pandémie de COVID-19.

Soutenabilité de la dette
On dira que la dette extérieure d'un pays est soutenable s'il peut honorer totalement ses obligations en termes de services de la dette sans recours à des restructurations de sa dette, sans accumulation d'arriérés et sans compromettre sa croissance.

Analyse de la soutenabilité de la dette (DSA)
Analyse de la capacité d'un pays à financer ses objectifs politiques et à assurer le service de sa dette sans procéder à des ajustements trop importants de nature à compromettre sa stabilité.

Cadre de viabilité de la dette (CVD)
Cadre dans lequel toutes les analyses de soutenabilité de la dette sont produites pour assurer la comparabilité entre les analyses de soutenabilité de la dette effectuées pour différents pays.

Débiteur
Une partie qui a une dette envers une deuxième partie ; une personne ou une institution qui doit de l'argent ; une partie qui emprunte à une autre partie.

Défaut (de paiement)
Une partie n'est pas disposée ou ne peut pas payer ses dettes ; un gouvernement incapable de payer ses créanciers.

Risque de défaillance
Probabilité du risque de défaillance d'une partie ; les créanciers ou les investisseurs exigent généralement une prime sur le rendement pour tenir compte du niveau de risque de défaillance du débiteur.

Choc économique
Événement inattendu ou imprévisible qui affecte une économie, positivement ou négativement.

Risque de change
Risque qu'un investissement ou un instrument change de valeur en raison des variations des taux de change.

ANNEXE I

Mécanisme élargi de crédit (MEDC)
Lorsqu'un pays se heurte à de graves problèmes de balance des paiements à moyen terme en raison de faiblesses structurelles qui tarderont à être corrigées, le FMI peut apporter son concours au moyen du mécanisme élargi de crédit (MEDC). Par comparaison à l'assistance au titre d'un accord de confirmation, le MEDC prévoit un accompagnement plus prolongé du FMI à l'appui d'un programme ainsi que des délais de remboursement plus longs. Le MEDC a été créé pour apporter un concours aux pays i) qui sont aux prises avec de graves déséquilibres de balance des paiements à cause d'obstacles structurels ou ii) qui affichent une croissance lente et une position de balance des paiements intrinsèquement fragile. Il offre une aide à l'appui de vastes programmes qui prévoient des mesures de portée et de nature nécessaires pour corriger les déséquilibres structurels sur une période prolongée.

Dette extérieure
Ensemble des dettes publiques et privées contractées auprès d'acteurs extérieurs.

Équilibre budgétaire
L'actif du souverain moins son passif sur une période donnée, généralement un an ; un solde budgétaire négatif indique un déficit budgétaire, un solde budgétaire positif, un excédent.

Ligne de crédit modulable (LCM)
a été conçue pour répondre à la demande de financement émanant de pays qui présentent une politique et des antécédents économiques très solides pour prévenir et résoudre des crises. Cet instrument a été créé dans le cadre de la réforme engagée par le FMI pour modifier les conditions auxquelles il accorde des prêts aux pays qui traversent des difficultés de trésorerie — pour éviter à chaque fois des conditions supplémentaires ou des mesures d'austérité, avec l'idée d'adapter ses instruments de prêt aux divers besoins et circonstances des pays membres. À ce jour, cinq pays ont fait appel à la LCM — le Chili, la Colombie, le Mexique, le Pérou et la Pologne.

Investissement direct étranger (IDE)
Investissement de capitaux par des étrangers dans un pays donné ; il peut être utilisé pour le financement des projets nationaux ou des projets étrangers dans le pays.
Réserves de change
Les réserves de change désignent tous les avoirs en devises et en or détenus par les banques centrales, pour garantir le cours de la monnaie nationale, et pour financer les importations.

Taux de croissance du PIB
La variation en pourcentage de la valeur ajoutée d'une économie d'une période à l'autre (généralement 1 an).

Dette publique
Aussi appelée endettement brut des administrations, dette souveraine, ou dette nationale ; dette résultant d'emprunts contractés par l'État.

Dépenses publiques
Total des paiements et dépenses du gouvernement.

Période de grâce
Période pendant laquelle aucun paiement en capital n'est dû sur un prêt.

Produit intérieur brut (PIB)
La valeur marchande de tous les biens et services finaux produits dans un pays au cours d'une période donnée. Le PIB est déterminé à l'aide de données sur la production, les dépenses ou les revenus et est présenté en prix courants ou constants.

ANNEXE I

Revenu national brut (RNB)
Le revenu national brut correspond à la somme des revenus des résidents d'une économie sur une période donnée. Il est égal au PIB, diminué des revenus primaires à payer par les unités résidentes à des unités non résidentes et augmenté des revenus primaires à recevoir du reste du monde. Le RNB était dénommé le PNB dans les versions antérieures à 1993 du système de comptabilité nationale.

Inflation
Une augmentation soutenue du niveau général des prix. Le taux d'inflation est le pourcentage de variation du niveau des prix sur une période donnée (généralement un an).

Taux d'inflation
Le taux d'inflation est le pourcentage de variation du niveau des prix sur une période donnée (généralement un an).

Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE)
Le FMI et la Banque mondiale ont lancé l'initiative PPTE en 1996 afin d'assurer qu'aucun pays n'est confronté à une charge d'endettement qu'il ne peut gérer. Depuis lors, la communauté financière internationale, y compris les institutions multilatérales et les autorités nationales, a œuvré en vue de ramener à un niveau soutenable la charge de l'endettement extérieur des pays pauvres les plus lourdement endettés.

Paiement d'intérêts
Paiement effectué sur un prêt à chaque période, distinct de l'amortissement. Les paiements d'intérêts sont des paiements périodiques associés à l'emprunt, reflétant conceptuellement le coût d'utilisation des actifs financiers de quelqu'un d'autre.

Taux d'intérêt
Le rendement annuel d'un actif financier à prix fixe exprimé en pourcentage du prix de l'actif.

Stratégie de gestion de la dette à moyen terme (SDMT)
Le cadre du FMI et de la Banque mondiale pour l'identification des caractéristiques du portefeuille de la dette souveraine en tenant compte d'un objectif à moyen ou long terme. C'est également un cadre pour l'examen des coûts et des risques associés aux stratégies d'emprunt possibles pour couvrir un besoin de financement.

Initiative d'allégement de la dette multilatérale (IADM)
L'IADM a été lancé en 2005 et vise l'annulation de la totalité des créances de trois institutions multilatérales sur un ensemble de pays à faible revenu, afin d'aider ces pays à progresser sur la voie des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) des Nations Unies. Elle prévoit un allégement à 100 % de la dette admissible de trois institutions multilatérales (FMI, IDA et Fonds africain de développement) envers un groupe de pays à faible revenu. En 2007, la Banque interaméricaine de développement (BID) a également décidé d'accorder un allégement supplémentaire de la dette (« au-delà de l'initiative PPTE ») aux cinq PPTE de l'hémisphère occidental.

Ligne de précaution et de liquidité (LPL)
La ligne de précaution et de liquidité (LPL) est conçue pour répondre de façon souple aux besoins de liquidité des pays membres dont l'économie est foncièrement solide, mais qui restent exposés à quelques facteurs de vulnérabilité les empêchant d'avoir recours à la ligne de crédit modulable (LCM). À ce jour, deux pays, l'ex-République yougoslave de Macédoine et le Maroc ont eu recours à la LPL.

ANNEXE I

Dette publique
Ensemble des obligations financières contractées par tous les organes gouvernementaux d'une nation ; ensemble des obligations du secteur public d'un pays.l'État capable de mobiliser le montant de financement voulu, de réaliser ses objectifs de coût et de risque ainsi que tous les autres objectifs que les autorités peuvent avoir fixés à la gestion de la dette

Gestion de la dette publique
La gestion de la dette publique consiste à établir une stratégie de gestion de la dette de l'État capable de mobiliser le montant de financement voulu, de réaliser ses objectifs de coût et de risque ainsi que tous les autres objectifs que les autorités peuvent avoir fixés à la gestion de la dette souveraine, par exemple le développement et le maintien d'un marché de titres publics performant.

Ratio dette publique/PIB
Le rapport entre la dette publique brute d'un pays et son produit intérieur brut.

Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance
Le FMI a créé un Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance qui alimente trois guichets de prêt concessionnel. Il existe trois facilités concessionnelles : la facilité élargie de crédit (FEC) pour fournir un soutien flexible à moyen terme ; la facilité de crédit de confirmation (FCC) offre un financement aux pays à faible revenu qui ont des besoins à court terme potentiels ou avérés en matière de balance des paiements ou d'ajustement ; et la facilité de crédit rapide (FCR) : pour fournir un soutien d'urgence.

Agence de notation
Une société qui évalue la solvabilité des titres de créance et de leurs émetteurs ; les exemples comprennent Standard & Poor's, Moody's et Fitch Ratings.

Capacité de remboursement
Mesure de la capacité d'un organisme à assurer le service de ses obligations existantes (dette) grâce à ses revenus.

Facilité de crédit rapide (FCR)
La facilité de crédit rapide (FCR) permet d'apporter rapidement une aide financière concessionnelle assortie d'une conditionnalité limitée aux pays à faible revenu qui se heurtent à un problème immédiat de balance des paiements. La FCR a été créée comme guichet du fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (Fonds fiduciaire RPC), dans le cadre d'une réforme plus large visant à assouplir le soutien financier du FMI et à mieux l'adapter aux besoins divers des pays à faible revenu, notamment en période de crise. La FCR met l'accent sur les objectifs du pays en matière de croissance et de réduction de la pauvreté.

Instrument de financement rapide (IFR)
L'instrument de financement rapide du FMI (IFR) peut offrir une assistance financière rapide à tous les pays membres qui ont un besoin urgent de financement de la balance des paiements.

ANNEXE II

Annexe II: Evaluation de l'indice de transparence de la dette

Un indice de transparence de la dette de chaque pays, avec un score compris entre 0 et 8, a été établi et servira de complément aux recherches effectuées dans le cadre de ce guide. L'Indice de transparence de la dette vise à fournir une évaluation comparative simple sur la quantité et l'accessibilité des données gouvernementales concernant les statistiques de la dette pour les citoyens. Le score englobe également d'autres aspects de la gestion de la dette, par exemple, il détermine si le pays dispose d'un bureau de gestion de la dette fonctionnel et d'une stratégie de la dette à moyen terme pour la surveillance du portefeuille de sa dette.

Le tableau suivant résume les principaux critères utilisés pour générer l'indice.

Tableau 1 : Résumé des critères et du système de notation pour l'indice de transparence de la dette

Indice de transparence de la dette des pays (0-8)		
Critères	**Note :**	**Notes/critères**
Site web/portail de données convivial du gouvernement avec données accessibles au public	4 points	Les sites web du gouvernement disposent de : • Données historiques • Données à jour • Détail des données Par exemple, couvre-t-elles toutes les données relatives à la dette ou n'offrent-elles qu'une indication partielle ? • Site web convivial
Existence d'un bureau de gestion de la dette	1 point	1/2 point, si oui. 1 point, si elle dispose d'un site web accessible au public ou si elle produit des informations accessibles au public concernant le portefeuille de la dette.
Publication d'une stratégie de la dette à moyen terme	1 point	Stratégie de la dette à moyen terme – 1/2 point si elle existe, 1 point si elle est accessible au public.
Règles en matière d'accès à l'information	1 point	
Publication des contrats	1 point	Le pays participe-t-il au Partenariat pour un gouvernement ouvert

ANNEXE II

Tableau 2 : Indice de transparence de la dette pour l'ensemble des vingt pays

Pays	Indice de transparence de la dette (.../8 points)
Angola	3
Cap-Vert	4,5
Cameroun	3,5
Congo, République du	2
Djibouti	1
Éthiopie	4
Égypte	4,5
Ghana	7
Kenya	7,5
Mauritanie	1
Île Maurice	5
Maroc	4
Mozambique	3,5
Nigeria	7,75
Afrique du Sud	7
Soudan	2
Togo	4,5
Tunisie	6,5
Zambie	4,5
Zimbabwe	6

ANNEXE III

Annexe III : Signataires africains de l'Initiative des « nouvelles route de la soie »

44 pays africains sont signataires de l'initiative des « nouvelles route de la soie »	
Algérie	Madagascar
Angola	Mali
Bénin	Mauritanie
Burundi	Mozambique
Cap-Vert	Maroc
Cameroun	Namibie
Tchad	Niger
Comores	Nigeria
Congo, République du	Rwanda
Côte d'Ivoire	Sénégal
Djibouti	Seychelles
Égypte	Sierra Leone
Guinée Équatoriale	Somalie
Éthiopie	Afrique du Sud
Gabon	Soudan du Sud
Gambie	Soudan
Ghana	Tanzanie
Guinée	Togo

ANNEXE III

Kenya	Tunisie
Lesotho	Ouganda
Libéria	Zambie
Libye	Zimbabwe
11 pays africains ne sont pas signataires de l'initiative des « nouvelles route de la soie »	
Botswana	Malawi
Burkina Faso	Île Maurice
République centrafricaine	République arabe sahraouie démocratique
République démocratique du Congo	Sao Tomé-et-Principe
Érythrée	Eswatini
Guinée-Bissau	

RÉFÉRENCES

[1] Financial Times, « Global response is needed to prevent a debt crisis in Africa », 30 novembre 202
[2]Ezenwe, Uka. « La crise de la dette africaine et le défi du développement ». Intereconomics, vol. 28, Iss. 1, Jan. 1993, pp. 35-43, http://dx.doi.org/10.1007/BF02928100
[3]La Banque mondiale. « GDP per Capita Growth (Annual %) - Sub-Saharan Africa | Data" data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.PCAP.KD.ZG?end=1995&locations=ZG&start=1975
[4]La Banque mondiale. « Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE). » *World Bank*, 2018, www.worldbank.org/en/topic/debt/brief/hipc.
[5] Angola, Cap-Vert, Djibouti, Égypte, Kenya, Maurice, Maroc, Afrique du Sud, Soudan, Tunisie et le Zimbabwe étaient exclus du PTTE.
[6]La Banque africaine de développement. « La Revue annuelle 2013 sur l'efficacité du développement : *Vers une croissance durable en Afrique.* » 2013
[7]Brautigam, Deborah, Jyhjong Hwang, Jordan Link, and Kevin Acker (2020). "Chinese Loans to Africa Database." Washington, DC: China Africa Research Initiative, Johns Hopkins University of Advanced International Studies. http://www.sais-cari.org/data
[8]Development Reimagined. « China's Debt Relief Along with the Belt and Road – What's the Story? » 25 avril 2019. https://developmentreimagined.com/2019/04/25/chinas-debt-relief-along-the-belt-and-road-whats-the-story/ - cette étude révèle que la Chine a effacé un total de 1,7 milliard de dollars au profit des PPTE en 2000-2018, un chiffre à peu près comparable aux 800 millions et 2,3 milliards de dollars effacés par le Royaume-Uni et les États-Unis respectivement au cours de la même période.
[9] Djibouti, l'Égypte, Maurice, le Maroc, l'Afrique du Sud et la Tunisie n'ont jamais annoncé d'allégement de la dette de la Chine. Le Cap-Vert a annoncé un allégement accordé par la Chine sans en révéler le montant.
[10] Banque africaine de développement, 2020. Soutien aux partenariats public-privé en Afrique : la Banque africaine de développement prête à les promouvoir à grande échelle
[11] Te Velde, Dirk Willem. *Sovereign Bonds in Sub-Saharan Africa Good for Growth or Ahead of Time?* Avr. 2014. https://www.odi.org/sites/odi.org.uk/files/odi-assets/publications-opinion-files/8883.pdf
[12]Coulibaly, Brahima Sangafowa, et al. "Looming Debt Crisis in Africa: Myth or Reality?" Brookings, 5 Apr. 2019, www.brookings.edu/blog/africa-in-focus/2019/04/05/looming-debt-crisis-in-africa-myth-or-reality/.
[13] Fonds monétaire international. « Quetions et réponses : COVID-19 : la riposte du FMI. » FMI, 28 Oct.2020, www.imf.org/en/About/FAQ/imf-response-to-covid-19#Q1
[14] Xinhua Silk Road Database. « What are the Belt and Road countries? » 23 juin 2020. https://en.imsilkroad.com/p/314398.html
[15] Fonds monétaire international. « Guidelines for Public Debt Management: Accompanying Document and Selected Case Studies – South Africa. » Août 2003. https://www.elibrary.imf.org/view/IMF069/02997-9781589061941/02997-9781589061941/pa02ch15.xml?language=en&redirect=true
16]Trésor de la Banque mondiale. « The Government Debt and Risk Management (GDRM) Program. » *Le groupe de la Banque mondiale*. Septembre 2018. http://pubdocs.worldbank.org/en/6615315427249116 22/GDRM-Program-Brochure-Sept2018.pdf
[17] Fonds monétaire international. « IMF Executive Board Concludes 2019 Article IV Consultation with South Africa. » 30 Janvier, 2020. https://www.imf.org/en/News/Articles/2020/01/29/pr2023-south-africa-imf-executive-board-concludes-2019-article-iv-consultation
[18]Groupe de la Banque africaine de développement Perspectives économiques en Afrique 2020 Dans le contexte de la O VID–19 2020. https://www.afdb.org/fr/documents/perspectives-economiques-en-afrique-2020-supplement
[19]Brautigam, Deborah, Jyhjong Hwang, Jordan Link, and Kevin Acker (2020). "Chinese Loans to Africa Database." Washington, DC: China Africa Research Initiative.

RÉFÉRENCES

[20] OEC. “China and South Africa Trade.” 2018. *Observatory of Economic Complexity*.
https://oec.world/en/profile/bilateral-country/chn/partner/zaf
[21]Ministère du Commerce et de l’Industrie. « South Africa: Value Proposition. » *République d’Afrique du Sud*.
http://www.investsa.gov.za/wp-content/uploads/2020/07/VALUE-PROPOSITION_2.pdf
[22] Central Intelligence Agency. « The World Factbook: South Africa. » 24 Novembre, 2020.
https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/sf.html
[23] Fitch Ratings. “South Africa Unlikely to Meet Latest Debt Stabilisation Target.” *Fitch Ratings*. 26 June 2020.
https://www.fitchratings.com/research/sovereigns/south-africa-unlikely-to-meet-latest-debt-stabilisation-target-26-06-2020
[24]Groupe de la Banque africaine de développement Perspectives économiques en Afrique 2020 Dans le contexte de la O VID–19 2020. https://www.afdb.org/fr/documents/perspectives-economiques-en-afrique-2020-supplement
[25] Fonds monétaire international. « IMF Executive Board Approves US$4.3 Billion in Emergency Support to South Africa to Address the COVID-19 Pandemic. » 27 Juillet, 2020.
https://www.imf.org/en/News/Articles/2020/07/27/pr20271-south-africa-imf-executive-board-approves-us-billion-emergency-support-covid-19-pandemic
[26]Groupe de la Banque africaine de développement Perspectives économiques en Afrique 2020 Dans le contexte de la O VID–19 2020. https://www.afdb.org/fr/documents/perspectives-economiques-en-afrique-2020-supplement
[27] Banque africaine de développement. « Perspectives économique de l’Angola », 29 Mar. 2019,
www.afdb.org/en/countries/southern-africa/angola/angola-economic-outlook
[28] Phillipe le Billon. A Land Cursed by Its Wealth? Angola’s War Economy 1975-99. Helsinki, Finland, World Institute for Development Economics Research (UNU/WIDER), 28 Oct. 1999,
www.wider.unu.edu/sites/default/files/rip23.pdf.
[29] Entretien avec Deborah Brautigam, décembre 2020.
[30] https://resourcegovernance.org/sites/default/files/documents/resource-backed-loans-pitfalls-and-potential.pdf
[31] Libby Geaoge. Growing Chinese Debt Leaves Angola with Little Spare Oil. 16 Mar. 2016,
www.reuters.com/article/angola-oil-finance-idUSL5N16H3EV.
[32] Jevas Nyabiage. Angola Seeks to Rethink Debt Deal with China as Oil Revenue Slumps. 7 June 2020,
www.scmp.com/news/china/diplomacy/article/3087914/angola-seeks-debt-restructuring-deal-china-oil-revenue-slumps.
[33] Fonds monétaire international. IMF Staff Country Reports. 21 Sept. 2020, p. 134,
www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2020/09/18/Angola-Third-Review-under-the-Extended-Arrangement-Under-the-Extended-Fund-Facility-Requests-49758
[34] Fitch Ratings. “Fitch Downgrades Angola to ‘CCC.’” Fitchratings.com, 4 Sept. 2020,
www.fitchratings.com/research/sovereigns/fitch-downgrades-angola-to-ccc-04-09-2020
[35] Fonds monétaire international. 16 Sept. 2020, www.imf.org/en/News/Articles/2020/09/16/pr20294-angola-imf-execboard-complete-3rdrev-ea-under-eff-augment-disbursement-address-covid19
[36] Further Africa. Angola Complies with IMF Agreement. 5 août 2020, furtherafrica.com/2020/08/05/angola-complies-with-imf-agreement/.
[37]La Banque mondiale. COVID-19 Initiative de suspension du service de la dette. 19 juin 2020,
www.worldbank.org/en/topic/debt/brief/covid-19-debt-service-suspension-initiative.
[38] The China Africa Project. China-Angola Debt Restructuring Deal Close Says Senior Official. 21 sept. 2020,
chinaafricaproject.com/2020/09/21/china-angola-debt-restructuring-deal-close-says-senior-official/.

RÉFÉRENCES

[39] UN News. 14 juin 2007, news.un.org/en/story/2007/06/222422-un-advocate-salutes-cape-verdes-graduation-category-poorest-state
[40] Groupe de la Banque africaine de développement. Perspectives économiques au Cap-Vert. 2020, www.afdb.org/en/countries/west-africa/cabo-verde/cabo-verde-economic-outlook.
[41] Fonds monétaire international. Cabo Verde, staff report for the 2018 article iv consultation—debt sustainability analysis. 13 mar. 2013, www.imf.org/external/pubs/ft/dsa/pdf/2018/dsacr18104.pdf
[42] Groupe de la Banque africaine de développement. Perspectives économiques au Cap-Vert. 2020, www.afdb.org/en/countries/west-africa/cabo-verde/cabo-verde-economic-outlook
[43]La Banque mondiale. Multilateral investment guarantee agency country partnership framework for the republic of Cabo Verde for the period fy20-25. 2019.
[44]Deborah Brautigam, Yufan Huang, et Kevin Acker. « Risky Business: New Data on Chinese Loans and Africa's Debt Problem. » China Africa Research Initiative, www.SAIS-CARI.org, 2020.
[45] Fonds monétaire international. Cabo Verde, staff report for the 2018 article iv consultation—debt sustainability analysis. 13 mar. 2018, www.imf.org/external/pubs/ft/dsa/pdf/2018/dsacr18104.pdf.
[46] Groupe de la Banque africaine de développement. « Perspectives économiques en Afrique 2020 : Dans le contexte de la COVID–19 - Supplément » 2020.
[47] Fitch Ratings. Rating Definitions. Www.fitchratings.com/products/rating-definitions#rating-scales.
[48]La Banque mondiale. COVID-19 Initiative de suspension du service de la dette. 19 juin 2020, www.worldbank.org/en/topic/debt/brief/covid-19-debt-service-suspension-initiative.
[49] Fonds monétaire international. IMF Rapid Credit Facility (RCF). 9 avr. 2020, www.imf.org/en/About/Factsheets/Sheets/2016/08/02/21/08/Rapid-Credit-Facility.
[50] Fonds monétaire international. « Demande de décaissement du Cap-Vert dans le cadre de la facilité de crédit rapide — communiqué de presse ; rapport du personnel ; et déclaration du directeur exécutif pour le Cap-Vert ». Avr. 2020.
[51] Fonds monétaire international. Cameroun — Initiative renforcée en faveur des pays pauvres très endettés — Document du point d'achèvement, et initiative d'allégement de la dette multilatérale
[52] Mastri, Lawrence. « Cameroon - Debt Relief Grant under the Enhanced Heavily Indebted Poor Countries (HIPC) Debt Initiative. » Open Knowledge Repository, 1 fév. 2008, openknowledge.worldbank.org/handle/10986/9536?show=full
[53] Banque africaine de développement. « Perspectives économiques au Cameroun. » Banque africaine de développement - Bâtir aujourd'hui, une Afrique meilleure demain, 29 mars 2019, www.afdb.org/en/countries-central-africa-cameroon/cameroon-economic-outlook.
[54] FMI. Cinquième examen du Cameroun dans le cadre du mécanisme élargi de crédit — communiqué de presse ; rapport du personnel ; et déclaration du directeur exécutif pour le Cameroun. 22 juin 2018.
[55]La Banque mondiale. « Vue d'ensemble - La Banque mondiale au Cameroun » Banque mondiale, 2017, www.worldbank.org/en/country/cameroon/overview.
[56] Banque africaine de développement. « Perspectives économiques au Cameroun. » Banque africaine de développement - Bâtir aujourd'hui, une Afrique meilleure demain, 29 mars 2019, www.afdb.org/en/countries-central-africa-cameroon/cameroon-economic-outlook.
[57] FMI. Cameroon Staff Report for the 2018 Article IV Consultation. 2018.
[58] Deborah Brautigam, Yufan Huang, et Kevin Acker. Risky Business: New Data on Chinese Loans and Africa's Debt Problem. www.SAIS-CARI.org, 2020.

RÉFÉRENCES

[59] Development Reimagined, *Historical data on Chinese debt forgiveness*, 2019.
[60] Fitch Ratings. “Fitch Revises Cameroon’s Outlook to Negative; Affirms at ‘B.’” Fitchratings.com, 2020, www.fitchratings.com/research/sovereigns/fitch-revises-cameroon-outlook-to-negative-affirms-at-b-22-04-2020.
[61] Ibid.
[62] Groupe de la Banque africaine de développement. Perspectives économiques africaines 2020 dans le contexte de la COVID-19. 2020, www.afdb-org.kr/wp-content/uploads/2020/08/AfDB_AEO_Supplement_Full_Report_ENG.pdf.
[63] Groupe de la Banque africaine de développement. Perspectives économiques africaines 2020 dans le contexte de la COVID-19. 2020, www.afdb-org.kr/wp-content/uploads/2020/08/AfDB_AEO_Supplement_Full_Report_ENG.pdf.
[64] OEC. “Cameroon (CMR) Exports, Imports, and Trade Partners.” Oec.World, 2018, oec.world/en/profile/country/cmr. Consulté le 28 nov. 2020.
[65] FMI. « IMF Executive Board to Address the Impact of the COVID -19 Pandemic. » FMI, 4 avr. 2020, www.imf.org/en/News/Articles/2020/05/04/pr20205-cameroon-imf-exec-board-approves-us-226m-disbursement-address-impact-covid19-pandemic. Consulté le 28 nov. 2020.
[66] FMI. Le Cameroun sollicite un décaissement dans le cadre de la facilité de crédit rapide, l’extension de l’accord de facilité de crédit étendue et le rééchelonnement de l’accès — communiqué de presse, rapport du personnel, déclaration du personnel et déclaration du directeur exécutif pour le Cameroun. Juin 2020
[67]La Banque mondiale. « Vue d’ensemble - La Banque mondiale au Congo » Banque mondiale, 2017, www.worldbank.org/en/country/congo/overview.
[68] FMI. Republic of Congo staff report for the 2019 Article IV consultation-debt sustainability analysis Republic of Congo: Joint Bank-Fund Debt Sustainability Analysis Risk of External Debt Distress in Debt Distress. 3 janvier 2020
[69] Global Witness., 27 Jan. 2020, www.globalwitness.org/en/press-releases/congos-debt-imf-/#:~:text=Congo%20has%20been%20in%20debt. Consulté le 28 nov. 2020.
[70] Banque africaine de développement. « Perspectives économiques au Congo. » Banque africaine de développement - Bâtir aujourd’hui, une Afrique meilleure demain, 29 mars 2019, www.afdb.org/en/countries-central-africa//cameroon-economic-outlook. Consulté le 12 nov. 2019.
[71] Banque africaine de développement. « Perspectives économiques au Congo. » 29 mar. 2019, www.afdb.org/en/countries/central-africa/congo/congo-economic-outlook. Consulté le 12 nov. 2019.
[72] Groupe de la Banque africaine de développement. Perspectives économiques africaines 2020 dans le contexte de la COVID-19. 2020, www.afdb-org.kr/wp-content/uploads/2020/08/AfDB_AEO_Supplement_Full_Report_ENG.pdf
[73] Ctn. “Can China’s Swap Formula Solve Africa’s Loan Constraints?” News.Cgtn.com, 2019, news.cgtn.com/news/2019-12-09/Can-China-s-swap-formula-solve-Africa-s-loan-constraints--MhEIWorAFq/index.html. Consulté le 28 nov. 2020.
[74]Deborah Brautigam, Yufan Huang, et Kevin Acker. « Risky Business: New Data on Chinese Loans and Africa’s Debt Problem. » 2020.
[75]Ibid.
[76] Deborah Brautigam. “Chinese Debt Relief: Fact and Fiction.” Thediplomat.com, 15 May 2020, thediplomat.com/2020/04/chinese-debt-relief-fact-and-fiction/.
[77] Societe General. “Country Risk of Congo: Economy.” Societegenerale.Fr, 2020, import-export.societegenerale.fr/en/country/congo/economy-country-risk. Consulté le 28 nov. 2020.

RÉFÉRENCES

[78] FMI. Republic of Congo staff report for the 2019 article iv consultation-debt sustainability analysis Republic of Congo: Joint Bank-Fund Debt Sustainability Analysis Risk of External Debt Distress In Debt Distress. 3 janvier 2020
[79] FMI. Republic of Congo Joint World Bank-IMF Debt Sustainability Analysis Update. 2019.
[80] Ibid.
[81] Groupe de la Banque africaine de développement. Perspectives économiques africaines 2020 dans le contexte de la COVID-19. 2020, www.afdb-org.kr/wp-content/uploads/2020/08/AfDB_AEO_Supplement_Full_Report_ENG.pdf
[82] Presse, AFP-Agence France. « Congo Seeking IMF Loan Of Up To $500 Mn. » Www.Barrons.com, 7 May 2020, www.barrons.com/news/congo-seeking-imf-loan-of-up-to-500-mn-01588866606. Consulté le 28 nov. 2020
[83] Global Security. “Djibouti - Economy.” Www.Globalsecurity.org, 28 Mar. 2016, www.globalsecurity.org/military/world/djibouti/economy.htm. Consulté le 28 nov. 2020.
[84] Banque africaine de développement. « Perspectives économiques au Djibouti. » 28 mar. 2019, www.afdb.org/en/countries-east-africa-djibouti/djibouti-economic-outlook. Consulté le 28 nov. 2020.
[85]La Banque mondiale. Djibouti, Recent Developments.
[86] World Port Development. Grand Plans for Djibouti. Avr. 2017, www.portdedjibouti.com/wp-content/uploads/2017/05/Djibouti-Article.pdf
[87] FMI. « IMF Executive Board Concludes 2019 Article IV Consultation with Djibouti. » FMI, 23 oct. 2019, www.imf.org/en/News/Articles/2019/10/23/pr19383-djibouti-imf-executive-board-concludes-2019-article-iv-consultation.
[88] Ibid.
[89] Ibid
[90] Congressional Research Service. China’s Engagement in Djibouti. 4 sept. 2019.
[91]La Banque mondiale. « Fiche technique de l’évaluation 2015 des politiques et des institutions en Afrique Factsheet » Banque mondiale, 28 juin 2016, www.worldbank.org/en/region/afr/brief/africa-country-policy-and-institution-assessment-factsheet-2015. Consulté le 28 nov. 2020.
[92] Lloyds Bank. “Economic Outline of Djibouti - Lloyds Bank International Trade Portal.” *www.Lloydsb*anktrade.com, Oct. 2020, www.lloydsbanktrade.com/en/market-potential/djibouti/economy. Consulté le 28 nov. 2020.
[93] Groupe de la Banque africaine de développement. Perspectives économiques au Djibouti. www.afdb.org/en/countries-east-africa-djibouti/djibouti-economic-outlook.
[94] Seneshaw Beneyene, Tewodros Makonen. “Projecting the Impact of COVID-19 on Exports in Ethiopia.” IGC, 24 June 2020, www.theigc.org/blog/projecting-the-impact-of-covid-19-on-exports-in-ethiopia/. Consulté le 28 nov. 2020.
[95] Groupe de la Banque africaine de développement. Perspectives économiques africaines 2020 dans le contexte de la COVID-19. 2020, www.afdb-org.kr/wp-content/uploads/2020/08/AfDB_AEO_Supplement_Full_Report_ENG.pdf
[96] Societe General. “Country Risk of Djibout: Economy.” Societegenerale.Fr, 2020, import-export.societegenerale.fr/en/country/djibouti/economy-country-risk. Consulté le 28 nov. 2020.
[97] FMI. « COVID 19 : Initiative de suspension du service de la dette. » La Banque mondiale. 19 juin 2020, www.worldbank.org/en/topic/debt/brief/covid-19-debt-service-suspension-initiative.
[98] FMI. Djibouti Requests for Disbursement Under the Rapid Credit Facility” IMF, 22 May 2020, www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2020/05/12/Djibouti-Requests-for-Disbursement-Under-the-Rapid-Credit-Facility-and-Debt-Relief-Under-the-49410. Consulté le 28 nov. 2020.
[99] Ibid.
[100] Life and debt: Global studies of debt and resistance. Life and Debt: Global Studies of Debt and Resistance 23.

RÉFÉRENCES

[101] Banque africaine de développement. « Perspectives économiques en Égypte. » Banque africaine de développement - Bâtir aujourd'hui, une Afrique meilleure demain, 29 mars 2019, www.afdb.org/en/countries-central-africa//cameroon-economic-outlook.
[102] FMI. « Egypt: A Path Forward for Economic Prosperity. » IMF, 2019, www.imf.org/en/News/Articles/2019/07/24/na072419-egypt-a-path-forward-for-economic-prosperity.
[103] FMI. « Demande de décaissement de la République arabe d'Égypte dans le cadre de la facilité de crédit rapide — communiqué de presse ; rapport du personnel ; et déclaration du directeur exécutif pour la République arabe d'Égypte. » Sept. 2020
[104] Fitch Ratings. "Fitch Affirms Egypt at 'B+'; Outlook Stable." Fitchratings.com, 2020, www.fitchratings.com/research/sovereigns/fitch-affirms-egypt-at-b-outlook-stable-27-07-2020. Consulté le 28 nov. 2020.
[105] Fitch Ratings. "Rating Definitions." Fitch Ratings, www.fitchratings.com/products/rating-definitions#rating-scales.
[106] Central Bank of Egypt. *Central Bank of Egypt External Position of the Egyptian Economy*. 2019
[107] Baduel, Bénédicte, et al. Arab Republic of Egypt Selected Issues Approved by Middle East and Central Asia Department. 27 nov. 2017.
[108] International Monetary Fund, 2019, www.imf.org/en/Countries/EGY/Egypt-qandas.
[109] Groupe de la Banque africaine de développement. Perspectives économiques africaines 2020 dans le contexte de la COVID-19. 2020, www.afdb-org.kr/wp-content/uploads/2020/08/AfDB_AEO_Supplement_Full_Report_ENG.pdf
[110] Groupe de la Banque africaine de développement. Perspectives économiques africaines 2020 dans le contexte de la COVID-19. 2020, www.afdb-org.kr/wp-content/uploads/2020/08/AfDB_AEO_Supplement_Full_Report_ENG.pdf
[111] OEC. "OEC - Egypt (EGY) Exports, Imports, and Trade Partners." *OECD World*, 2018, oec.world/en/profile/country/egy.
[112] Groupe de la Banque africaine de développement. Perspectives économiques africaines 2020 dans le contexte de la COVID-19. 2020, www.afdb-org.kr/wp-content/uploads/2020/08/AfDB_AEO_Supplement_Full_Report_ENG.pdf
[113] African Forum and Network on Debt and Development. The Challenges of Debt Sustainability in Africa The Case of Ethiopia. 2006.
[114] The World Bank. "Overview." World Bank, 2017, www.worldbank.org/en/country/ethiopia/overview
[115] Joint Bank-Fund Debt Sustainability Analysis-Update, 2018.
[116]The World Bank. "TCdata360: Ethiopia." TCdata360, 2019, tcdata360.worldbank.org/countries/ETH?indicator=916&countries=MOZ. Consulté le 28 novembre 2020.
[117]Ibid.
[118] IMF. The Federal Democratic Republic of Ethiopia 2019 Article IV Consultation.
[119] Ibid
[120] Ibid.
[121] IMF. The Federal Democratic Republic of Ethiopia 2019 Article IV Consultation.
[122] African Development Bank Group. African Economic Outlook 2020 Amid COVID–19. 2020, www.afdb-org.kr/wp-content/uploads/2020/08/AfDB_AEO_Supplement_Full_Report_ENG.pdf
[123] Seneshaw Beyene, Tewodros Mokenned. "Projecting the Impact of COVID-19 on Exports in Ethiopia." IGC, 24 June 2020, www.theigc.org/blog/projecting-the-impact-of-covid-19-on-exports-in-ethiopia. Consulté le 28 novembre 2020.

RÉFÉRENCES

[124] African Development Bank Group. African Economic Outlook 2020 Amid COVID–19. 2020, www.afdb-org.kr/wp-content/uploads/2020/08/AfDB_AEO_Supplement_Full_Report_ENG.pdf
[125] Fitch Ratings. “Rating Definitions.” Fitch Ratings, www.fitchratings.com/products/rating-definitions#rating-scales.
[126] Fitch Ratings. “Fitch Affirms Ethiopia at ‘B’; Outlook Negative.” Fitchratings.com, 2020, www.fitchratings.com/research/sovereigns/fitch-affirms-ethiopia-at-b-outlook-negative-30-06-2020. Consulté le 28 novembre 2020
[127] The World Bank. “COVID 19: Debt Service Suspension Initiative.” World Bank, 19 June 2020, www.worldbank.org/en/topic/debt/brief/covid-19-debt-service-suspension-initiative.
[128] Ayodeji Adegboyega. “IMF Extends Debt Relief to 28 Low-Income Countries.” Premium Times, 7 Oct. 2020, www.premiumtimesng.com/news/top-news/418890-imf-extends-debt-relief-to-28-low-income-countries.html. Consulté le 28 novembre 2020.
[129] Jones, Tim, et al. The Fall and Rise of Ghana’s Debt How a New Debt Trap Has Been Set The Fall and Rise of Ghana’s Debt How a New Debt Trap Has Been Set. 2016.
[130] African Development Bank. “Ghana Economic Outlook.” 28 Mar. 2019, www.afdb.org/en/countries/west-africa/ghana/ghana-economic-outlook.
[131] Ibid.
[132] Joint World Bank-IMF Debt Sustainability Analysis. 2019.
[133] Asen, Elke. “OECD Report: Tax Revenue in African Countries.” Tax Foundation, 28 May 2020, taxfoundation.org/oecd-report-africa-tax-revenue-in-african-countries/.
[134] IMF. Ghana 2019 article iv consultation-press release; staff report; and statement by the executive director for Ghana. Dec. 2019.
[135] The World Bank. “Overview.” World Bank, 2015, www.worldbank.org/en/country/ghana/overview.
[136] African Development Bank. “Ghana Economic Outlook.”, 28 Mar. 2019, www.afdb.org/en/countries/west-africa/ghana/ghana-economic-outlook.
[137] Ghanaian Times. “Ghana: Parliament Approves Suspension of Fiscal Responsibility Rule for Year 2020.” AllAfrica.com, 7 Aug. 2020, allafrica.com/stories/202008070662.html. Consulté le 28 novembre 2020.
[138] Jubilee. Africa’s Growing Debt Crisis: Who Is the Debt Owed To? 2018.
[139]Deborah Brautigam, Yufan Huang, and Kevin Acker. Risky Business: New Data on Chinese Loans and Africa’s Debt Problem. 2020
[140] Joint World Bank-IMF Debt Sustainability Analysis. 2019.
[141] SSS Research Team. “Sub-Saharan Africa (SSA) Eurobonds: 2019 Performance.” Cytonnreport.com, 31 Jan. 2020, cytonnreport.com/research/ssa-eurobonds-2019-performance. Consulté le 28 novembre 2020
[142] African Development Bank Group. African Economic Outlook 2020 Amid COVID–19. 2020, www.afdb-org.kr/wp-content/uploads/2020/08/AfDB_AEO_Supplement_Full_Report_ENG.pdf
[143] African Development Bank Group. African Economic Outlook 2020 Amid COVID–19. 2020, www.afdb-org.kr/wp-content/uploads/2020/08/AfDB_AEO_Supplement_Full_Report_ENG.pdf
[144] OEC. “Ghana (GHA) Exports, Imports, and Trade Partners.” Oec.World, oec.world/en/profile/country/gha. Consulté le 28 novembre 2020.
[145] Fitch Ratings. “Fitch Affirms Ghana at ‘B’; Outlook Stable.” Fitchratings.com, 2020, www.fitchratings.com/research/sovereigns/fitch-affirms-ghana-at-b-outlook-stable-15-10-2020. Consulté le 28 novembre 2020.
[146] The World Bank. “COVID 19: Debt Service Suspension Initiative.” World Bank, 19 June 2019, www.worldbank.org/en/topic/debt/brief/covid-19-debt-service-suspension-initiative.

RÉFÉRENCES

[147] IMF. Imf.org, 2020, www.imf.org/en/News/Articles/2020/04/13/pr20153-ghana-imf-executive-board-approves-a-us-1-billion-disbursement-to-ghana-to-address-covid-1. Consulté le 28 novembre 2020.
[148] Fitch Ratings. “Rating Definitions.” Fitch Ratings, www.fitchratings.com/products/rating-definitions#rating-scales.
[149] Fitch Ratings. “Fitch Affirms Ghana at ‘B’; Outlook Stable.” Fitchratings.com, 2020, www.fitchratings.com/research/sovereigns/fitch-affirms-ghana-at-b-outlook-stable-15-10-2020.
[150] The World Bank. “Overview of the World Bank in Kenya.” World Bank, 2010, www.worldbank.org/en/country/kenya/overview.
[151] African Development Bank. “Kenya Economic Outlook.”, 28 Mar. 2019, www.afdb.org/en/countries-east-africa-kenya/kenya-economic-outlook.
[152] IMF. Kenya 2018 Article IV Consultation. Oct 2018.
[153] World Bank Group. Kenya Public Expenditure Analysis 2019, Creating Fiscal Space to Deliver the Big 4 While Undertaking a Needed Fiscal Consolidation. June 2019.
[154] IMF. Kenya 2018 Article IV Consultation. Oct 2018.
[155] Ibid.
[156] Kenya National Treasury and Planning. “Public Debt Management Report 2019/2020.” Sept. 2020.
[157] IMF. Kenya 2018 Article IV Consultation. Oct 2018.
[158] Ibid.
[159] Asen, Elke. “OECD Report: Tax Revenue in African Countries.” Tax Foundation, 28 May 2020, taxfoundation.org/oecd-report-africa-tax-revenue-in-african-countries/.
160] Africa Check. 5 May 2020, africacheck.org/spot-check/yes-over-half-of-kenyas-debt-owed-to-external-lenders-with-china-lending-nearly-70-of-bilateral-debt/. Consulté le 28 novembre 2020.
[161]Deborah Brautigam, Yufan Huang, and Kevin Acker. Risky Business: New Data on Chinese Loans and Africa’s Debt Problem. 2020.
[162] International Development Association (IDA) and the International Monetary Fund (IMF). “Kenya: Joint World Bank-IMF Debt Sustainability Analysis.” May 2020.
[163] Ibid.
[164] Cytonn. “Kenya’s Public Debt.” Cytonn.com, 19 July 2020, www.cytonn.com/topicals/kenyas-public-debt-2020. Consulté le 28 novembre 2020.
[165] IMF. Kenya 2018 Article IV Consultation Oct. 2018.
[166] African Development Bank Group. African Economic Outlook 2020 Amid COVID–19. 2020, www.afdb-org.kr/wp-content/uploads/2020/08/AfDB_AEO_Supplement_Full_Report_ENG.pdf
[167] OEC. “Kenya (KEN) Exports, Imports, and Trade Partners.” Oec.World, oec.world/en/profile/country/ken.
[168] African Development Bank Group. African Economic Outlook 2020 Amid COVID–19. 2020, www.afdb-org.kr/wp-content/uploads/2020/08/AfDB_AEO_Supplement_Full_Report_ENG.pdf
[169] Fitch Ratings. “Rating Definitions.” Fitch Ratings, www.fitchratings.com/products/rating-definitions#rating-scales.
[170] Fitch Ratings. “Fitch Revises Kenya’s Outlook to Negative; Affirms at ‘B+.’” Fitchratings.com, 2020, www.fitchratings.com/research/sovereigns/fitch-revises-kenya-outlook-to-negative-affirms-at-b-19-06-2020. Consulté le 28 novembre 2020
[171] The World Bank. “COVID 19: Debt Service Suspension Initiative.” World Bank, 19 June 2020, www.worldbank.org/en/topic/debt/brief/covid-19-debt-service-suspension-initiative
[172] IMF. Republic of Kenya request for disbursement under the rapid credit facility-press release; staff report; and statement by the executive director for the republic of Kenya. May 2020.
[173] Vandemoortele Milo and Kate Bird. “Mauritius’s Story: Progress in economic conditions in Mauritius: Success against the odds.” *Overseas Development Institute*. https://www.files.ethz.ch/isn/124911/2010-12_mauritius_economic_conditions.pdf
[174] Ministry of Finance and Economic Development. “Debt Management Strategy.” *Republic of Mauritius*. July 2008. https://www.cabri-sbo.org/en/documents/public-debt-management-act

RÉFÉRENCES

[175] The World Bank. “Mauritius Overview.” July 14, 2020. https://www.worldbank.org/en/country/mauritius/overview. Ce classement permet à Maurice de demander des prêts sans avoir à passer, par exemple, par une évaluation de la viabilité de la dette. La plupart des autres pays africains ne peuvent prétendre qu'à des subventions ou des prêts de "l'Association internationale de développement", qui sont assortis d'un certain nombre de conditions.
[176] Brautigam, Deborah, Jyhjong Hwang, Jordan Link, and Kevin Acker (2020). “Chinese Loans to Africa Database.” Washington, DC : China Africa Research Initiative, Johns Hopkins University of Advanced International Studies. http://www.sais-cari.org/data
[177] Lough, Richard. “China signs $260 mln airport deal with Mauritius.” *Reuters*. February 17, 2009. https://www.reuters.com/article/china-africa/china-signs-260-mln-airport-deal-with-mauritius-idINLH32372920090217
[178] Moody’s. “Moody’s changes the outlook on Mauritius’s rating to negative from stable; affirms the Baa1 ratings.” *African Markets*. April 2, 2020. https://www.african-markets.com/en/news/indian-ocean/mauritius/moody-s-changes-the-outlook-on-mauritius-s-rating-to-negative-from-stable-affirms-the-baa1-ratings
[179] The World Bank. “Mauritius Overview.” July 14, 2020. 1
[180] Rahim, Fazeer et al. “COVID-19 Fund in Response to the Pandemic.” IMF. August 26, 2020.
[181] African Development Bank Group. African Economic Outlook 2020 Amid COVID–19. 2020. https://www.afdb-org.kr/wp-content/uploads/2020/08/AfDB_AEO_Supplement_Full_Report_ENG.pdf
[182] The World Bank. “Debt Service Suspension and COVID-19.” May 11, 2020. https://www.worldbank.org/en/news/factsheet/2020/05/11/debt-relief-and-covid-19-coronavirus
[183] Operations Evaluation Department. “Project Performance Assessment Report Islamic Republic of Mauritania.” *The World Bank Group*. July 1, 2004. https://www.oecd.org/countries/mauritania/35303721.pdf
[184] African Development Bank Group. Mauritania Economic Outlook. 2020, https://www.afdb.org/en/countries/mauritania/mauritania-economic-outlook
[185] The World Bank Group. Mauritania Overview. October 18, 2019. https://www.worldbank.org/en/country/mauritania/overview
[186] Coface. “Economic Studies: Mauritania.” February 2020. https://www.coface.com/Economic-Studies-and-Country-Risks/Mauritania
[187] International Monetary Fund. “Islamic Republic of Mauritania: Request for a Three-Year Arrangement under the Extended Credit Facility – Debt Sustainability Analysis.” November 21, 2017. https://www.imf.org/external/pubs/ft/dsa/pdf/2017/dsacr17369.pdf
188] Chaziza, Mordechai. “The New Silk Road and the Maghreb Region.” The Begin-Sadat Center for Strategic. August 4, 2020. https://besacenter.org/perspectives-papers/china-silk-road-maghreb/
[189] Deborah Brautigam, Yufan Huang, and Kevin Acker. Risky Business: New Data on Chinese Loans and Africa’s Debt Problem. 2020.
[190] Jubilee Debt Campaign. “Africa’s growing debt crisis: Who is the debt owed to?” October 2018. https://jubileedebt.org.uk/wp/wp-content/uploads/2018/10/Who-is-Africa-debt-owed-to_10.18.pdf
[191] International Monetary Fund. “Third Review Under the Extended Credit Facility Arrangement – Press Release; Staff Report; and Statement by the Executive Director for the Islamic Republic of Mauritania. May 2019. https://www.imf.org/~/media/Files/Publications/CR/2019/1MRTEA2019001.ashx
[192] Ibid.
[193] African Development Bank Group. African Economic Outlook 2020 Amid COVID–19. 2020. https://www.afdb-org.kr/wp-content/uploads/2020/08/AfDB_AEO_Supplement_Full_Report_ENG.pdf
[194] OEC. “Mauritania.” 2018. https://oec.world/en/profile/country/mrt
[195] African Development Bank Group. African Economic Outlook 2020 Amid COVID–19. 2020. https://www.afdb-org.kr/wp-content/uploads/2020/08/AfDB_AEO_Supplement_Full_Report_ENG.pdf
[196] The World Bank. “COVID 19: Debt Service Suspension Initiative.” World Bank, 19 June 2020. https://www.worldbank.org/en/topic/debt/brief/covid-19-debt-service-suspension-initiative
[197] International Monetary Fund. “Request for Disbursement under the Rapid Credit Facility – Press Release; Staff Report; and Statement by the Executive Director for the Islamic Republic of Mauritania.” April 2020. https://www.imf.org/-/media/Files/Publications/CR/2020/English/1MRTEA2020001.ashx

RÉFÉRENCES

[198] National Encyclopedia. “Morocco – Economic development.” 2020. https://www.nationsencyclopedia.com/Africa/Morocco-ECONOMIC-DEVELOPMENT.html
[199] Britannica. “Morocco – Economy.” 2020. https://www.britannica.com/place/Morocco/Economy
[200] OECD. “Morocco.” October 1, 2002. https://www.oecd.org/countries/morocco/1825733.pdf
[201] Brautigam, Deborah, Jyhjong Hwang, Jordan Link, and Kevin Acker (2020). “Chinese Loans to Africa Database.” Washington, DC: China Africa Research Initiative, Johns Hopkins University of Advanced International Studies.
[202] Fitch Ratings. “Correct: Fitch Downgrades Morocco to ‘BB+’; Outlook Stable.” October 23, 2020. https://www.fitchratings.com/research/sovereigns/correction-fitch-downgrades-morocco-to-bb-outlook-stable-23-10-2020
[203] Fitch Ratings. “Rating Definitions.” https://www.fitchratings.com/products/rating-definitions#rating-scales
[204] The World Bank. “Debt Service Suspension and COVID-19.” May 11, 2020. https://www.worldbank.org/en/news/factsheet/2020/05/11/debt-relief-and-covid-19-coronavirus
[205] The World Bank. “Morocco Overview.” October 1, 2020. https://www.worldbank.org/en/country/morocco/overview
[206] International Monetary Fund. “Morocco & the IMF: Partnership for Progress.” October 2020. https://www.imf.org/en/Countries/MAR/morocco-and-the-imf-partnership-for-progress
[207] International Monitory Fund. Precautionary Liquidity Line (PLL). March 13, 2020. https://www.imf.org/en/About/Factsheets/Sheets/2016/08/01/20/45/Precautionary-and-Liquidity-Line. Th other country is Macedonia.
[208] The World Bank. “The World Bank Supports Morocco’s Health Sector in Managing Pandemic Impact.” June 16, 2020. https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2020/06/16/the-world-bank-supports-moroccos-health-sector-in-managing-pandemic-impact
[209] Central Intelligence Agency. “The World Factbook – Mozambique.” November 24, 2020. https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/mz.html
[210] International Monetary Fund. “Press Release: IMF to Extend 100 Percent Debt Relief to Mozambique Under the Multilateral Debt Relief Initiative.” December 23, 2005. https://www.imf.org/en/News/Articles/2015/09/14/01/49/pr05298
[211] AidData. 2017. Global Chinese Official Finance Dataset, Version 1.0. Consulté sur http://aiddata.org/data/chinese-global-official-finance-dataset.
[212] Central Intelligence Agency. “The World Factbook – Mozambique.” November 24, 2020.
[213] Brautigam, Deborah, Jyhjong Hwang, Jordan Link, and Kevin Acker (2020). “Chinese Loans to Africa Database.” Washington, DC: China Africa Research Initiative.
[214] Xinhua. “China Eximbank lends Mozambique 416.5 mln USD for road rehabilitation.” *Global Times*. November 16, 2013. https://www.globaltimes.cn/content/825297.shtml
[215] The World Bank. “COVID 19: Debt Service Suspension Initiative.” World Bank, 19 June 2020. https://www.worldbank.org/en/topic/debt/brief/covid-19-debt-service-suspension-initiative
[216] International Monetory Fund. Rapid Credit Facility (RCF). April 9, 2020. https://www.imf.org/en/About/Factsheets/Sheets/2016/08/02/21/08/Rapid-Credit-Facility
[217] International Monetary Fund. “IMF Executive Board Approves US$309 Million in Emergency Assistance to Mozambique to Address the COVID-19 Pandemic.” April 24, 2020. https://www.imf.org/en/News/Articles/2020/04/24/pr20190-mozambique-imf-executive-board-approves-emergency-assistance-to-address-covid-19
[218] Nwanosike, Dominic et al. “Economic Development Dynamics in Nigeria: Evidence from 1914-2014.” Saudi Journal of Business and Management Studies. Vol-1, Iss-4, p154-161. November 2016. http://scholarsmepub.com/wp-content/uploads/2016/12/SJBMS-14154-161.pdf
[219] Oti, Peter. A. et al. “Nigeria’s Debt Burden and Development Tangle: The Socio-Economic and Political Implications.” Journal of Economic and Sustainable Development. Vol.7, No.20, 2016. https://core.ac.uk/download/pdf/234647679.pdf
[220] Debt Management Office Nigeria. “Nigeria’s Debt Management Strategy, 2012-2015.” https://www.dmo.gov.ng/publications/other-publications/debt-management-strategy/1028-medium-term-debt-strategy-2012-2015/file

RÉFÉRENCES

[221] Debt Management Office Nigeria. “Nigeria’s Debt Management Strategy, 2016-2019.” June 2016. https://www.dmo.gov.ng/publications/other-publications/debt-management-strategy/1288-nigeria-s-debt-management-strategy-2016-2019/file
[222] Debt Management Office Nigeria. “Nigeria’s Debt Management Strategy, 2020-2023.” November 2019. https://www.dmo.gov.ng/publications/other-publications/debt-management-strategy/3163-nigeria-s-debt-management-strategy-2020-2023-draft/file
[223] Debt Management Office Nigeria. “Facts about Chinese loans to Nigeria.” March 31, 2020. https://www.dmo.gov.ng/facts-about-chinese-loans-to-nigeria
[224]The World Bank. “Nigeria Country Policy and Institutional Assessment (CPIA) 2017.” 2017. http://documents1.worldbank.org/curated/en/850151531856335222/122290272_20180723600500O/additional/128558-REVISED-WB-CPIA-Report-July2018-ENG-final-web.pdf
[225] Nwanosike, Dominic et al. “Economic Development Dynamics in Nigeria: Evidence from 1914-2014.” Saudi Journal of Business and Management Studies. Vol-1, Iss-4, p154-161. November 2016. /
[226] Fitch Ratings. “Rating Definitions.” https://www.fitchratings.com/products/rating-definitions#rating-scales
[227] The World Bank. “COVID 19: Debt Service Suspension Initiative.” World Bank, 19 June 2020. https://www.worldbank.org/en/topic/debt/brief/covid-19-debt-service-suspension-initiative
[228] IMF News. “Nigeria’s IMF Financial Assistance to Support Health Care Sector, Protect Jobs and Businesses.” *International Monetary Fund*. April 30, 2020. https://www.imf.org/en/News/Articles/2020/04/29/na042920-nigerias-imf-financial-assistance-to-support-health-care-sector-protect
[229] Verjee, Aly. “Sudan after Sanctions: Sudanese Views of Relations with the United States.” United States Institute of Peace. May 2018. https://www.usip.org/sites/default/files/2018-05/sr427-sudan-after-sanctions-sudanese-views-of-relations-with-the-united-states.pdf
[230] Mohmed Ahmed, Medani. “External Debts, Growth and Peace in the Sudan Some Serious Challenges Facing the Country in the Post-Conflict Era.” Chr. Michelsen Institute. SR 2008:1. https://www.cmi.no/publications/file/3080-external-debts-growth-and-peace-in-the-sudan.pdf
[231] Development Reimagined, *Historical data on Chinese debt forgiveness*, 2019.
[232] Horn, Sebastian, Carmen M. Reinhart, and Christoph Trebesch. 2019. "China's Overseas Lending." NBER Working Paper No. 26050. Accessed https://sites.google.com/site/christophtrebesch/research
[233] Association internationale de développement. « Pays emprunteurs. » *Groupe de la Banque mondiale*. https://ida.banquemondiale.org/apropos/emprunteurs-de-lida
[234]Brautigam, Deborah, Jyhjong Hwang, Jordan Link, and Kevin Acker (2020). “Chinese Loans to Africa Database.” Washington, DC : China Africa Research Initiative.
[235] https://resourcegovernance.org/sites/default/files/documents/resource-backed-loans-pitfalls-and-potential.pdf
[236] Reuters Staff. “Sudan receives $1.5 billion loan from China Development Bank.” *Reuters*. 17 Janvier, 2013. https://www.reuters.com/article/sudan-china-loan/sudan-receives-1-5-billion-loan-from-china-development-bank-idUSL6N0AM9UY20130117
[237] Dabanga. “Sudan to get $88 million in loans and grants from China.” *Dabanga.org*. 3 Septembre, 2018. https://www.dabangasudan.org/en/all-news/article/sudan-to-get-88-million-in-loans-and-grants-from-china
[238] FMI. « Staff Report for the 2019 Article IV Consultation. » Mars 2020.
[239]Groupe de la Banque africaine de développement Perspectives économiques en Afrique 2020 Dans le contexte de la CO VID−19 2020. https://www.afdb.org/fr/documents/perspectives-economiques-en-afrique-2020-supplement
[240] La Banque mondiale « World Bank Group Provides Support to Help Sudan Manage the Health and Economic Impacts of the COVID-19. » 30 Septembre, 2020. https://www.worldbank.org/en/news/press-release/2020/09/30/world-bank-group-provides-support-to-help-sudan-manage-the-health-and-economic-impacts-of-the-covid-19
[241] Fonds monétaire international. « IMF Staff Completes Mission for a Staff Monitored Program to Sudan. » 23 Juin, 2020. https://www.imf.org/en/News/Articles/2020/06/23/pr20245-sudan-imf-staff-completes-mission-for-a-staff-monitored-program
[242] Central Intelligence Agency. « The World Factbook: Togo. » 24 Novembre, 2020. https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/to.html

RÉFÉRENCES

[243] The World Bank Document. « Togo : Relancer les secteurs traditionnels de l'économie et préparer l'avenir » Le groupe de la Banque mondiale. Septembre 2010. https://www.oecd.org/aidfortrade/countryprofiles/dtis/Togo-DTIS-2010.pdf
[244] The World Bank Document. « Togo : Relancer les secteurs traditionnels de l'économie et préparer l'avenir » Le groupe de la Banque mondiale. Septembre 2010.
[245] Ibid.
[246] Heritage. "Togo : 2020 Index of Economic Freedom." *The Heritage Foundation*. 2020. https://www.heritage.org/index/country/togo
[247]Groupe de la Banque africaine de développement Perspectives économiques en Afrique 2020 Dans le contexte de la O VID–19 2020. https://www.afdb.org/fr/documents/perspectives-economiques-en-afrique-2020-supplement
[248]Brautigam, Deborah, Jyhjong Hwang, Jordan Link, and Kevin Acker (2020). "Chinese Loans to Africa Database." Washington, DC: China Africa Research Initiative.
[249] AidData. 2017. Global Chinese Official Finance Dataset, Version 1.0. Consulté sur http://aiddata.org/data/chinese-global-official-finance-dataset.
[250] AidData. 2017. Global Chinese Official Finance Dataset, Version 1.0.
[251] Africanews. "La coopération entre le Togo et la Chine revue à la hausse"*Africanews.com*. 30 Mai, 2016. https://fr.africanews.com/2016/05/30/la-cooperation-entre-le-togo-et-la-chine-revue-a-la-hausse/
[252] La Banque mondiale Togo - Vue d'ensemble 3 Novembre, 2020. https://www.banquemondiale.org/fr/country/togo/overview
[253] Moody's Investor Service. "Rating Action: Moody's assigns B3 first-time rating to Government of Togo, outlook stable." Moodys.com. 5 Juin, 2019. https://www.moodys.com/research/Moodys-assigns-B3-first-time-rating-to-Government-of-Togo--PR_401975
[254] La Banque mondiale COVID-19 : Initiative de suspension du service de la dette Banque mondiale, 19 Juin 2020. https://www.banquemondiale.org/fr/topic/debt/brief/covid-19-debt-service-suspension-initiative
[255] Fonds monétaire international. « COVID-19 Financial Assistance and Debt Service Relief. » 20 Novembre, 2020. https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/COVID-Lending-Tracker
[256] Fonds monétaire international. « IMF Executive Board Completes the Sixth Review under Togo's ECF Arrangement and Augments Disbursement to Address the Impact of COVID-19. » 3 Avril, 2020. https://www.imf.org/en/News/Articles/2020/04/03/pr20132-togo-imf-exec-board-6th-review-ecf-arrangement-augments-disbursement-address-impact-covid-19
[257] CIDCA. "Chinese medical supplies arrive I Togo to help fight COVID-19." Agence chinoise de coopération internationale pour le développement. April 22, 2020. http://en.cidca.gov.cn/2020-04/22/c_473944.htm
[258] Banque mondiale. « Republic of Tunisia: Strategy for Public Debt Management. » *La Banque mondiale*. 2004 https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/14673 Licencee : CC de 3,0 IGO.
[259]La Banque mondiale « La Révolution Inachevée Créer des opportunités, des emplois de qualité et de la richesse pour tous les Tunisiens » Mai 2014. https://www.worldbank.org/content/dam/Worldbank/document/MNA/tunisia_report/tunisia_report_the_unfinished_revolution_fre_synthesis.pdf
[260] Central Intelligence Agency. « The World Factbook: Tunisia. » 24 Novembre, 2020. https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ts.html
[261]Brautigam, Deborah, Jyhjong Hwang, Jordan Link, and Kevin Acker (2020). "Chinese Loans to Africa Database." Washington, DC: China Africa Research Initiative.
[262]Brautigam, Deborah, Jyhjong Hwang, Jordan Link, and Kevin Acker (2020). "Chinese Loans to Africa Database."
[263] Tunisia Afrique Presse. « Tunisia: China Grants Tunisia Two Donations Worth 108 Million Dinars. » *AllAfrica*. 11 Janvier, 2019. https://allafrica.com/stories/201901140457.html
[264] Xinhua. "Tunisia, China sign agreemeng to expand Chinese-funded university hospital." *China Daily*. 9 Octobre, 2019. https://www.chinadaily.com.cn/a/201910/09/WS5d9d4439a310cf3e3556f5d9.html
[265] Khaled, Dhia. "China-Tunisia cooperation stronger than ever." *Global Times*. 11 Mai, 2020. https://www.globaltimes.cn/content/1188051.shtml
[266] Jubilee Debt Campaign. "Debt data portal." https://data.jubileedebt.org.uk

RÉFÉRENCES

[267] Fitch Ratings. “Fitch Downgrades Tunisia to ‘B’; Outlook Stable.” Fitchrating.com. 12 Mai, 2020. https://www.fitchratings.com/research/sovereigns/fitch-downgrades-tunisia-to-b-outlook-stable-12-05-2020
[268] Fitch Ratings. “Rating Definitions.” https://www.fitchratings.com/products/rating-definitions#rating-scales
[269] La Banque mondiale Vue d’ensemble 1 Octobre, 2020. https://www.banquemondiale.org/fr/country/tunisia/overview
[270] La Banque mondiale « Debt Service Suspension and COVID-19. » 11 Mal, 2020. https://www.worldbank.org/en/news/factsheet/2020/05/11/debt-relief-and-covid-19-coronavirus
[271] Fonds monétaire international. Le conseil d’administration du FMI approuve un décaissement de 745 millions de dollars en faveur de la Tunisie pour faire face à la pandémie de COVID-19 10 AVril, 2020. https://www.imf.org/fr/News/Articles/2020/04/10/pr20144-tunisia-imf-executive-board-approves-a-us-745m-disbursement-address-covid19-pandemic
[272] Central Intelligence Agency. « Intelligence Memorandum. Zambia: Effect on Copper Export of Closing of Route Through Rhodesia. » 19 Avril, 2006. https://www.cia.gov/library/readingroom/docs/CIA-RDP85T00875R001700050007-8.pdf
[273] Jubilee Debt Campaign. « Countries: Zambia. » 2017. https://jubileedebt.org.uk/countries/zambia
[274] La Banque mondiale « Zambia Overview. » 13 août 2020. https://www.worldbank.org/en/country/zambia/overview
[275] Ofstad, Arve and Elling Tjonneland. “Zambia’s looming debt crisis – is China to blame?” CMI Insight 2019:1. *Chr. Michelsen Institute*. Juin 2019. https://www.cmi.no/publications/6866-zambias-looming-debt-crisis-is-china-to-blame
[276]Le ministère des Finances (de la Zambie). « Zambia’s Debt Management Strategy for 2017 – 2019. » *République de Zambie*. 28 septembre 2017. https://www.mof.gov.zm/?p=5412
[277]Brautigam, Deborah, Jyhjong Hwang, Jordan Link, and Kevin Acker (2020). “Chinese Loans to Africa Database.”
[278] Development Reimagined, *Historical data on Chinese debt forgiveness*, 2019.
[279] Gamarra, Boris et al. “Heavily Indebted Poor Countries (HIPC) Initiative and Multilateral Debt Relief Initiative (MDRI) – Statistical Update.” *The World Bank and International Monetary Fund*.
[280] Fitch Ratings. “Fitch Downgrades Zambia long-term foreign currency IDR to ‘RD’.” Fitchratings.com. 18 novembre 2020. https://www.fitchratings.com/research/sovereigns/fitch-downgrades-zambia-long-term-foreign-currency-idr-to-rd-18-11-2020
[281]Groupe de la Banque africaine de développement Perspectives économiques en Afrique 2020 Dans le contexte de la O VID−19 2020. https://www.afdb.org/fr/documents/perspectives-economiques-en-afrique-2020-supplement
[282] La Banque mondiale COVID-19 : Initiative de suspension du service de la dette Banque mondiale, 19 Juin 2020. https://www.banquemondiale.org/fr/topic/debt/brief/covid-19-debt-service-suspension-initiative
[283] Ministère des Finances (de la Zambie). « Chine Development Bank Defers Debt Service. » *République de Zambie*. 27 octobre 2020. https://www.mof.gov.zm/wp-content/uploads/2020/10/China.pdf
[284] Ministère des Finances (de la Zambie). « Rapport économique annuel 2019. » *République de Zambie*. 2020. https://www.mof.gov.zm/?wpfb_dl=264
[285] Dr. Ng’audu. “Ministerial Statement on Zambia’s Public Debt Management Strategy.” *The Republic of Zambia*. http://www.parliament.gov.zm/sites/default/files/images/publication_docs/Ministerial%20Statement%20on%20Zambia%27s%20Public%20Debt%20Management%20Strategy.pdf
[286] Jubilee Debt Campaign. « Countries: Zimbabwe. » 2017. https://jubileedebt.org.uk/countries/zimbabwe
[287] Munangagwa, Chidochashe L. « The Economic Decline of Zimbabwe. » *Gettysbury Economic Review*. Vol. 3, Article 9.
[288] Munangagwa, Chidochashe L. “The Economic Decline of Zimbabwe.” *Gettysbury Economic Review*. Vol. 3, Article 9. 2009. https://cupola.gettysburg.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1021&context=ger
[289] OECD. “African Economic Outlook Zimbabwe.” 2003. https://www.oecd.org/countries/zimbabwe/2497679.pdf
[290] Gamarra, Boris et al. “Heavily Indebted Poor Countries (HIPC) Initiative and Multilateral Debt Relief Initiative (MDRI) – Statistical Update.” *The World Bank and International Monetary Fund*.
[291] Central Intelligence Agency. “The World Factbook: Zimbabwe.” 24 novembre 2020. https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/zi.html

RÉFÉRENCES

[292]Brautigam, Deborah, Jyhjong Hwang, Jordan Link, and Kevin Acker (2020). “Chinese Loans to Africa Database.” Washington, DC: China Africa Research Initiative.
[293] Jubilee Debt Campaign. “Debt data portal.” https://data.jubileedebt.org.uk
[294]Groupe de la Banque africaine de développement Perspectives économiques en Afrique 2020 Dans le contexte de la CO VID–19 2020. https://www.afdb.org/fr/documents/perspectives-economiques-en-afrique-2020-supplement
[295] Sguazzin, Antony and Marawanyika Godfrey. “Locked Out of Aid, Zimbabwe Begs IMF and World Bank for help.” *Bloomberg*. 3 mai 2020. https://www.bloomberg.com/news/articles/2020-05-03/zimbabwe-asks-for-international-aid-to-clear-debt-amid-virus-ft